



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre 2015

CAUSERIE

J'ai bâclé la fin cette causerie après m'être demandé si je devais ou non actualiser le portail...

Je trouve plus de satisfaction dans les cours d'alphabétisation que je donne quotidiennement à ma compagne Selvi (46 ans) illettrée qui fait des progrès remarquables, au point qu'elle maîtrisera sa langue écrite d'ici quelques semaines. On a terminé les voyelles et les consonnes, reste à apprendre l'association des deux à l'intérieur des mots qui donne lieu à de nouveaux signes. Et c'est là que les choses se compliquent.

En français le "i" par exemple s'écrit "i" indistinctement en début, au milieu ou en fin de mot associé à une consonne. En tamoul il fait appel à un graphème ou une lettre différente si vous préférez, il ne s'écrit pas de la même manière. Plus difficile encore, la voyelle peut nécessiter deux graphèmes ou signes, par exemple le "o", un sera placé avant la consomme et l'autre après, et selon que le "o" correspond à un son court ou long, le premier signe sera différent. Pire encore, selon la consonne avec laquelle la voyelle formera une syllabe, ce signe ou graphème sera différent. En résumé le "i" sera représenté par au moins 5 ou 8 graphèmes différents, je ne les ai pas comptés, j'écris et je lis le tamoul depuis 25 ans. Je ne maîtrise pas le tamoul pour n'avoir jamais appris la syntaxe faute de temps, et pour tout dire, je ne suis pas vraiment doué pour les langues.

Une trentaine de nouveaux articles sont à mettre en ligne, on verra cela ce soir ou demain.

La polémique sert à éclaircir les questions théoriques et politiques. Lénine y recourut abondamment dès 1900 et jusqu'à sa mort en 1924.

Ceux qui refusent de s'y livrer ou qu'elle révulse ne souhaitent pas que les militants et les travailleurs y voient plus clair, ils préfèrent se retrancher derrière des principes, des formules ou des citations obsolètes ou stériles parce qu'ils craignent la confrontation des idées, il faudrait les croire sur parole. On leur posera une seule question : A qui profite la confusion extrême qui règne dans le mouvement ouvrier ou dans la tête des travailleurs ? Au régime et à ses représentants.

Voilà comment des militants parvenus à 70, 80 ans ou plus n'ont finalement jamais évolué, sans même s'en apercevoir cela va de soi. On en est désolé pour eux et pour notre cause, d'autant plus qu'ils continuent de louer leurs dirigeants qui ne le méritent vraiment pas, pour nous avoir conduit à la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons. Si au lieu de s'identifier à des idées qu'apparemment ils n'ont jamais maîtrisées, ils s'en étaient tenus au principe selon lequel elles ne nous appartiennent pas, peut-être auraient-ils été mieux disposés pour les partager, car après tout c'est aussi à cela que sert notre combat politique, non ?

L'homo Sapir était un clone. De qui, devinez ?

- La coupable attraction de Jacques Sapir pour le Front national - Sébastien Crépel - (<http://www.humanite.fr>) - legrandsoir.info 29.08

- Jacques Sapir pousse la provocation jusqu'à invoquer pour son « front » l'exemple du Conseil national de la Résistance (CNR), qui rassemblait « des communistes aux militants de l'Action française » (AF). À cela près que le CNR – dans lequel l'AF, ralliée à Pétain, n'a jamais siégé, à la différence du PCF – unissait des sensibilités politiques diverses dont étaient précisément exclus les ancêtres idéologiques du FN, dans un but commun : chasser le fascisme, et appliquer un important programme démocratique, économique et social approuvé par ses composantes.

Grossier mensonge de stalinien, sans aller chercher dans les archives ou je ne sais où, en réponse à un courriel, le fondateur du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, qui se réclame du CNR, m'avait répondu : *"C'est une constante de notre association que de reprendre la théorie de Jean Moulin qui allia au sein du Conseil de la Résistance aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche à l'exception de ceux qui avaient trempé leurs mains dans le sang des Républicains espagnols."* (18.07.13)

Le Grand Soir est le rendez-vous des staliniens d'hier, d'aujourd'hui et de demain, tout comme le PCF.

Idées reçues.

- Tsipras a capitulé un "revolver sur la tempe". Faux, il n'a jamais eu d'autres intentions, c'est un social-démocrate. La différence avec l'Unité populaire ? Aucune, en dehors du fait que Tsipras a eu le temps de le prouver.

- La crise de 2008 éclata soudainement. Faux, elle fut programmée, puis instrumentalisée.

- Les Etats-Unis n'ont plus les moyens de leur politique impérialiste. Faux, ils financent en plus une armée privée et consacrent des centaines de milliards de dollars à mettre au point de nouvelles armes nucléaires.

- Le PS est un parti de gauche comportant un courant de droite. Faux, c'était un parti de droite comportant un courant de gauche. Idem pour EELV. Gauche au sens réformiste qui de nos jours signifie de droite.

- Si le capitalisme s'en sort, c'est parce que le mouvement ouvrier est gangrené. Faux, c'est parce qu'il fait tourner la planche à billets ou recourt à des méthodes financières mafieuses. L'un sert à faire oublier l'autre, c'est pratique.

- Si le capitalisme s'en sort, c'est grâce au consensus qui s'est instauré. Faux, c'est parce que le prolétariat n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction politique. L'un sert à faire oublier l'autre, c'est pratique.

Etes-vous atteint de sclérose ?

Penser par procuration en faisant parler les morts ne permet pas forcément de résoudre les questions de notre époque ou d'aller bien loin.

Saint Marx ou le devin.

Il fut une époque où face aux critiques dont faisait l'objet Marx nous répondions qu'il n'avait pas commis d'erreurs, ce qui en vérité était faux et grotesques puisque Engels a été obligé de réécrire la presque totalité du deuxième volume du Capital, passons, nous affirmions que Marx avait formulé des pronostiques qui ne s'étaient pas réalisés dans les délais qu'ils avaient fixés parce qu'ils ne pouvaient pas prévoir à quel rythme se développeraient dans l'avenir les contradictions du capitalisme, ce qui était une explication passablement correcte quoique sujette à réserve j'ajouterais depuis.

Aujourd'hui, il suffit d'affirmer que Marx n'a pas pu prévoir de quelle manière se réaliserait la financiarisation totale de l'économie et quels instruments l'oligarchie financière créerait pour y parvenir, dans quelle proportion elle étendrait son pouvoir à toute la société et comment elle s'emparerait du pouvoir politique, etc. pour qu'on nous sorte que c'est impossible et que Marx le devin l'avait décrit, ce qui relève de l'hallucination ou du culte de la personnalité. Si Marx avait prédit qu'une ou plusieurs monnaies domineraient les autres à l'échelle mondiale, il n'a jamais prédit qu'une seule monnaie deviendrait hégémonique au point de s'affranchir un jour de son équivalent en or, actions ou obligations ou tout autre actifs. Si Marx avait attaché une importance particulière au développement du crédit, il n'a jamais prévu que l'endettement global mondial atteindrait des sommes aussi faramineuses. Comment l'aurait-il pu puisque les instruments qui allaient le permettre n'existaient pas à son époque. On pourrait multiplier les exemples et on arriverait aux mêmes conclusions.

Nos détracteurs feraient mieux d'avouer que leurs dirigeants n'ont pas été capables d'écrire la suite du Capital ou qu'ils n'en ont pas eu la volonté, ce serait plus honnête. On aura compris qu'ils n'ont pas pu faillir puisque c'étaient des marxistes et que Marx

avait absolument tout prévu avant de tirer sa révérence. Mais comme il est avéré que ces dirigeants se sont fourvoyés (dans le meilleur des cas), on devrait peut-être en conclure que Marx était en réalité un piètre économiste qui les a induits en erreur, fournissant ainsi un argument aux ennemis du marxisme. Dites-nous, je me demande qui défend réellement le marxisme, vous et vos dirigeants ou moi ?

- *"Bien sûr que Marx avait prévu et anticipé l'importance décisive du rôle destructeur de l'argent ! Dès "l'idéologie allemande" !"*

L'argent ne devait pas seulement avoir un "rôle destructeur", observation qui relève une fois de plus du lieu commun à la portée de n'importe quel crétin depuis que la monnaie existe, il devait étendre son pouvoir tentaculaire à l'ensemble des secteurs économiques et des activités humaines de manière à s'assurer le contrôle des différents agents économiques ou sociaux, au moyen de méthodes et instruments de type mafieux que devait accompagner une idéologie tout aussi envahissante, corrompante et dévastatrice, dont on nous dit qu'il serait inutile de la combattre, alors qu'elle en était le corollaire ou le complément naturel, de sorte que ceux qui tiennent ce discours s'en font les complices, à défaut d'avoir la volonté de les combattre en se réfugiant derrière une analyse et une conception de la lutte des classes obsolète dont Marx, Engels, Lénine ou Trotsky leur servent uniquement de caution.

Apparemment vous êtes fâché avec la dialectique.

Lorsque les banquiers de la Fed (et la BCE) fabriquent des dizaines de milliers de milliards de dollars sans équivalent ou qui reposent sur du vent et qu'ils se les distribuent, on n'est plus dans le cadre de la monnaie créée par une banque centrale correspondant à une somme en or ou en argent, actions ou obligations qu'elle posséderait, ni même dans le cadre de l'argent que les clients des banques auraient déposé sur différents comptes et qui servirait au banquier de garantie, car il n'y suffirait pas au regard des sommes gigantesques dont il est question, ces conditions sont dépassées ou ne s'appliquent pas, on est passé à un cran supérieur quantitativement et qualitativement et nos banquiers sont devenus de faux-monnayeurs. D'autant plus que s'ils ont procédé comme en 1929 au lieu d'intervenir après l'effondrement de Wall Street et d'injecter des capitaux dans l'économie productive, ils sont intervenus avant qu'il ne se produise en intervenant encore plus massivement de 2008 à nos jours pour sauver les banques et leur système financier, afin d'éviter que cette crise n'atteigne les fondements du capitalisme ou se traduise par des centaines de millions de chômeurs supplémentaires dans le monde, ce qui au passage devait leur permettre d'une part d'éviter un affrontement direct avec la classe ouvrière à l'issue incertaine, et d'autre part d'accroître encore leur pouvoir politique.

Si Marx a effectivement décrit le fonctionnement de la banque centrale des Pays-Bas qui servit de modèle à celle d'Angleterre qui existait à son époque, il n'a pas pu prévoir comment la Fed qui sera créée en 1913 étendra ses activités et son pouvoir. Comme une banque centrale avait malgré tout existé auparavant aux Etats-Unis, on veut bien admettre qu'il avait pu l'ébaucher ou l'entrevoir, mais pas au-delà, il ne pouvait pas prévoir quelles en seraient les conséquences sur l'ensemble du système capitaliste, comment finalement la financiarisation de l'économie contribuerait à modifier profondément et durablement les rapports entre les classes et influencerait sur la lutte des classes au détriment de la classe ouvrière.

En résumé, ils n'ont pas seulement violé les lois de fonctionnement de l'économie capitaliste en se dotant de nouveaux instruments financiers et en recourant à des méthodes mafieuses (Libor, etc.) pour éviter son effondrement soudain et brutal, en procédant de la sorte ils sont parvenus à modifier les rapports entre les classes accélérant la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde, ce qui devait leur permettre de poursuivre leur offensive généralisée contre le prolétariat sans que celui-ci ne puisse s'y opposer efficacement, et de franchir de nouvelles étapes vers la réalisation de leur objectif politique final, la prochaine étant notamment l'adoption du traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE.

Pour avoir sous-estimé ou avoir refusé d'admettre cet aspect politique de la stratégie de l'oligarchie financière dans leurs analyses, la combinaison ou le lien qui existait entre les mesures financières qu'elle allait adopter et leurs répercussions sur le plan politique, les dirigeants du mouvement ouvrier se priveront des moyens de la combattre efficacement ou de construire le contre-pouvoir, dont le parti qui nous fait tant défaut, qui auraient permis dans un premier temps de freiner ou stopper cette offensive du capital, et de commencer à réunir les conditions qui aurait permis raisonnablement d'entrevoir à court ou moyen terme le renversement du régime en place, à condition de mener le combat politique dans la perspective politique d'un changement de régime et non celui de vouloir faire reculer le gouvernement qui relève du pur opportunisme.

Les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde sont inconséquents ou manquent singulièrement de rigueur pour avoir tourné le dos au marxisme ou au matérialisme dialectique. Ils n'ont manifestement pas tiré toutes les conséquences du fait que les banques centrales sont intervenues pour sauver en priorité l'industrie financière et que c'était accessoirement qu'ils ont sauvé le système capitaliste ou uniquement parce que la chute de l'une aurait entraîné la chute de l'autre, et qu'à aucun moment l'oligarchie financière n'a manifesté l'intention de relancer l'économie, ils n'ont fait que le constater sans se demander au juste pourquoi et quelle allait en être la traduction politique.

En réalité l'oligarchie financière n'a fait qu'appliquer sa stratégie politique, mais comme nos dirigeants refusent d'admettre qu'une telle stratégie existerait, là encore ils en sont restés au schéma en partie obsolète décrit par Marx et Lénine, qui toutefois annonçait l'orientation qu'emprunterait le capitalisme mondial qu'ils n'ont pas voulu prendre en compte, si en voulait une preuve, on pourrait faire référence à leur idéalisation de la classe ouvrière et plus particulièrement de ses couches supérieures

qu'ils considèrent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, alors que Lénine considérait qu'elles étaient les pendents de l'aristocratie financière à l'époque de l'impérialisme ou les plus aptes à verser dans le réformisme ou à être corrompues par l'idéologie de la classe dominante. Après on se demandera qui a tourné le dos au marxisme ou au léninisme, eux ou nous, on laissera nos lecteurs en juger librement.

Toute analyse sera faussée dès lors que son auteur refuse de prendre en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui composent la situation, nous n'avons cessé de le répéter depuis des années, en vain apparemment, car c'est bien de cela qu'il s'agit ici. Vous en voulez un exemple supplémentaire, je vous livre la dernière réflexion que je me suis faite ce matin. Ils se gargarisent avec les réformes obtenues lors des "Trente glorieuses", alors qu'en réalité elles furent le meilleur moyen de corrompre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, elles qu'elles devaient précipiter leur perte ou en être le cercueil, vous avouerez que pour faire preuve d'un tel aveuglement qui frôle l'hystérie actuellement au POI, il faut avoir un grave problème politique à résoudre.

- *"La "dictature mondiale de l'oligarchie financière" est en complète contradiction avec l'analyse léniniste de l'impérialisme!"*

Vous croyez que cela leur viendrait à l'idée de se demander qui gouverne le monde si ce n'est pas l'oligarchie financière anglo-saxonne et sa composante internationale, qui les Etats, un Etat, lequel, des institutions, une institution, laquelle ? Non, car pour eux personne ne gouverne vraiment le monde, personne ne détermine l'orientation du capitalisme mondial, personne n'est aux commandes, personne ne décide quelle stratégie et quelle politique doivent appliquer les différents gouvernements, personne n'a le pouvoir de les dicter aux différentes institutions, mais étrangement ils et elles adoptent exactement les mêmes à la virgule près ou répondent aux mêmes critères, aux mêmes objectifs, c'est étrange n'est-ce pas. Et ils ne peuvent même pas prétendre qu'ils ou elles adopteraient la même politique en ayant des objectifs divergents, puisqu'on s'aperçoit à l'arrivée que leur politique favorise la concentration du capital et du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière, y compris en Russie et en Chine, les régimes en place dans ces deux pays sont désormais en sursis, cela non plus ils ne peuvent pas l'admettre car leur théorie foireuse tomberait à l'eau.

Vouloir analyser le stade auquel est parvenu l'impérialisme à partir des rapports économiques qui existaient à l'époque de Lénine ou Marx, c'est comme vouloir réaliser une greffe du coeur avec les connaissances et les instruments qui prévalaient il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière, c'est une aberration qui ne peut sortir que d'esprits totalement sclérosés, fatale.

Pour mieux mesurer ce degré de fossilisation irréversible, je vous livre la conclusion à laquelle était parvenu mon correspondant :

- *"Aucun changement en 2008, pas plus avant qu'après, dans l'analyse du capitalisme pourrissant et de la destruction massive de forces productives faite par Gluckstein et le CCI !"*

Amen ! On aura compris que de 1848 à 2008, soit au cours des 160 dernières années écoulées, le capitalisme n'a pas changé et tous les rapports au sein de la classe des capitalistes et entre les classes n'ont jamais évolué, bravo!

A ce niveau là, c'est assurément incurable. Le trotskysme après la mort de Trotsky n'a été qu'une caricature du marxisme élevé au rang de dogme ou fétiche stérile, voilà la conclusion à laquelle je suis parvenu.

[Dogmatisme pour l'éternité. Suite de l'article précédent.](#)

Trotsky tout comme Lénine considéraient impossible les Etats-Unis d'Europe sous l'égide du capitalisme, plus largement encore Lénine estimait inconcevable l'union des capitalistes à l'échelle mondiale.

Toute la propagande des dirigeants trotskystes en direction de leurs militants a reposé sur ces conclusions, qui devaient servir à justifier théoriquement leur ligne politique axée contre l'UE.

Maintenant, était-ce à dire qu'ils ne se réaliseraient jamais ? C'est ce que les esprits sclérosés ou dogmatiques pratiquant le culte de la personnalité affirment. Etait-ce cependant justifié ? Il ne faut écarter aucune hypothèse, contrairement à eux qui ont tendance à prendre à la lettre ce qui figure dans les livres lorsque cela correspond à leurs désirs ou justifie leur ligne politique.

Lénine s'étaient exprimés sur cette question il y a près d'un siècle ou plus de 75 ans en ce qui concerne Trotsky. Il nous faut admettre que le monde et le capitalisme ont depuis connu de profondes transformations qu'il nous faudra bien prendre en compte dans notre analyse et sa conclusion si l'on ne veut pas imiter nos détracteurs. La question est de savoir sur quels facteurs et sur quels rapports reposaient les analyses de Lénine et Trotsky. On doit donc commencer par déterminer quels étaient ces facteurs et rapports et définir de quelle manière ils ont évolués, dans quelle direction, etc.

On ne fait qu'aborder ici succinctement cette question qui nécessiterait un long développement, disons qu'on livre en substance la conclusion à laquelle nous sommes parvenus en se contentant d'énoncer sur quels facteurs ou rapports elle repose.

Il semblerait que la résistance des travailleurs et l'existence du mouvement ouvrier organisé aient été les principaux

facteurs interdisant la réalisation des Etats-Unis d'Europe et l'instauration d'un gouvernement mondial, car l'établissement de ces deux institutions sous-entendaient qu'elles reposeraient sur le moins social en vigueur au sein des pays de l'UE et ensuite dans le monde qui serait imposé à l'ensemble des travailleurs, ce qui à son tour sous-entendait qu'ils n'auraient pas les moyens de se mobiliser victorieusement contre la remise en cause de leurs acquis ou droits sociaux supérieurs à ceux des travailleurs des autres pays, donc ce qui incluait au préalable que l'essentiel de leurs droits sociaux soient liquidés et que leur capacité à se mobiliser soit neutralisée d'une manière ou d'une autre, de l'intérieur du mouvement ouvrier ou en recourant à la force comme en Ukraine en ce moment par exemple, ce qui incluait à son tour qu'il existe un consensus entre tous les partis institutionnels incluant les ex-partis ouvriers et que le prolétariat ne soit pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction.

On observera qu'à ce stade, cette condition a été remplie dans une large mesure.

Pour continuer sur le plan politique, on remarquera qu'à travers les différentes institutions de l'UE qu'ils ont créées, ils se sont donnés les moyens de spolier les droits politiques des travailleurs qui non seulement n'ont plus aucune représentation politique au niveau des institutions nationales, mais celles-ci ont été vidées de leur substance ou sont désormais totalement inféodées à celles de l'UE, à la Commission européenne principalement. Et lorsqu'on observe que 80% des lois ou mesures que le Parlement français adoptent correspondent aux directives dictées par la Commission européenne, et qu'on ajoute que même le budget de l'Etat doit désormais faire l'objet de l'accord de la Commission européenne pour être adopté, on a là la preuve que l'Etat français a renoncé à sa souveraineté au profit de cette institution supranationale, donc en conclusion il a abdiqué son pouvoir politique au profit de l'UE.

Dans ces conditions les travailleurs ne peuvent plus s'opposer à une loi antisociale ou à une mesure politique qui ont été adoptées à l'origine ailleurs qu'en France, à Bruxelles. Ce constat est valable à condition et à condition seulement qu'on refuse d'admettre que l'Etat français, les institutions existent et fonctionnent toujours et qu'elles ont les moyens de rejeter ces lois et mesures dictées par la Commission européenne, et c'est parce qu'on a refusé d'axer son combat politique contre les institutions de la Ve République qui servent de relais à l'établissement de la dictature européenne et de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur cet axe politique, qu'on a laissé le champ libre à l'UE et aux souverainistes, aux nationalistes et à l'extrême droite.

Cette politique axée sur l'UE, non seulement elle ne devait pas permettre de doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique, elle devait aboutir à une crise au sein de ses partisans, qui se traduira une nouvelle fois par la dislocation des militants de l'avant-garde du mouvement ouvrier, tandis que les travailleurs demeureront désarmés politiquement, désemparés ou démoralisés.

Pendant ce temps, notre ennemi continuera d'affûter ses armes contre le mouvement ouvrier, ce qui se traduira par une régression sociale généralisée, la mise en oeuvre d'une politique d'austérité de plus en plus violente à l'instar de la Grèce ou du Portugal, dans une moindre mesure en Italie jusqu'à présent.

Le cas de la Grèce est significatif à plus d'un titre, car on s'aperçoit que le contenu des différents mémorandums qu'ils ont imposés au prolétariat grec ont conduit à réduire leur niveau de vie au niveau des pays les plus pauvres de l'UE ou les pays se situant dans sa périphérie et même au-delà, au point que les revenus des couches inférieures de la classe ouvrière grecque rivalisent dorénavant avec ceux de pays comme la Roumanie, la Pologne ou même la Chine et l'Inde, après avoir nivelé les rémunérations (et les retraites) vers le bas, programme qu'ils rêvent d'imposer aux travailleurs de toute l'UE, pas à la totalité des travailleurs car ils ont encore besoin de conserver des couches et des classes moyennes pour écouler leurs marchandises, à l'ensemble des travailleurs les moins qualifiés, les travailleurs manuels qui exécutent des tâches répétitives quotidiennement ou qui se trouvent en bas de l'échelle sociale, justement ceux dont se détournent syndicats et partis ouvriers qui leur préfèrent les couches supérieures, les intellectuels parce qu'ils seraient plus aptes à se mobiliser pour défendre leurs avantages ou leurs statuts ou parce qu'ils auraient encore quelque chose à perdre, ceux qui en réalité sont les plus inféodés au capitalisme, parce qu'ils tirent encore quelques satisfactions à titre individuel de leur condition.

Leurs armes seront l'euro (ou le dollar et la planche à billets), la BCE, la dette, la soumission au marché, au talon de fer de l'oligarchie financière dont la Commission européenne incarne les intérêts sur le plan politique. On peut ajouter le FMI, et demain le traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE.

Toutes ces institutions (et bien d'autres) fondées dans la foulée de Bretton Woods à l'issue de la Seconde Guerre mondiale n'existaient donc pas à l'époque où Lénine et Trotsky s'étaient prononcés sur les Etats-Unis d'Europe et la mondialisation. Elles ont été créées pour atteindre ces objectifs politiques, soumettre les peuples du monde entier à une seule et même idéologie, les Etats à une seule et unique stratégie mondiale pour assurer la continuité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme avec lequel se confond leur domination de classe, plus que pour préserver le vieux système capitaliste parvenu en bout de course et qu'ils savent condamnés à l'effondrement du fait qu'il repose sur des inégalités entre les classes qui ne peuvent aller qu'en s'accroissant dans le futur, concentration du capital et pouvoir toujours plus grand entre quelques mains oblige.

Sachant que le développement du capital se traduirait encore et toujours par de nouvelles crises toujours plus dévastatrices et aux conséquences imprévisibles ou incontrôlables, ils avaient le choix entre recourir aux moyens classiques pour réduire temporairement ces crises inévitables, attendre que de gigantesques faillites et dépressions voient le jour en causant du jour au lendemain un désastre social menaçant leur régime ou la guerre, qui dans un contexte marqué par l'existence d'armes chimiques, biologiques et nucléaires comportait un risque encore plus grand jusqu'à menacer leurs propres existences

ou transformer une partie de la terre en un no man land permanent, qui resterait à jamais gravé dans les mémoires et risquerait du même coup de servir de repoussoir à leur propagande en direction des peuples auxquels ils devaient encore imposer le reste de leur plan.

Ou alors, ils devaient procéder par étapes, morceau par morceau, couche par couche ou classe par classe, et patiemment construire la superstructure financière et politique mondiale qui permettraient de venir à bout de la résistance de tous les peuples sur lesquelles ils n'auraient absolument aucune emprise, et c'est bien le cas avec la troïka ou la totalité des institutions qu'ils ont fondées depuis 1944, y compris l'ONU.

Ils allaient bénéficier du soutien inestimable de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme pour réaliser pas à pas leur plan. Ils allaient parvenir à finir de corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat amarrés solidement plus que jamais au capitalisme, au point d'éloigner la menace de la révolution socialisme renvoyée à une date indéterminée, la décomposition ou la dégénérescence de l'avant-garde incapable d'assurer la continuité du marxisme ou de renouer avec les enseignements de la lutte de classe du passé légués par les marxistes, leur laissant pour ainsi dire le terrain libre pour poursuivre leur offensive tout azimut.

Le prolétariat dès lors ne devait plus remporter aucune victoire politique, et si malgré tout cela se produisait, elle serait aussitôt annulée par décret ou en recourant à un subterfuge sans qu'il puisse s'y opposer, témoignant du niveau de la puissance politique atteint par ses ennemis.

Il faudrait aussi se demander comment et pourquoi ils ont conçu les différentes étapes de leur plan.

L'UE a été conçue comme un instrument pour niveler vers le bas les conditions de travail et d'existence des travailleurs, tout ce qui a un contenu social de près ou de loin en fait, mais aussi pour favoriser les multinationales ou les trusts, les banques, sans toutefois parvenir à une harmonisation fiscale dont au contraire ils allaient profiter pour éliminer les capitalistes les moins compétitifs ou les absorber ou encore payer moins d'impôts sur les bénéfiques, sans parvenir non plus à se doter d'un pouvoir politique fédéral, auquel sont opposés les Américains depuis le début et qui entendent continuer à modeler pas à pas la construction européenne à leur image pour en conserver le contrôle.

Ils pourraient bien cependant avancer sur le volet politique une fois et une fois seulement que le traité transatlantique aura été adopté et sera entré en application, car à partir de ce moment-là les Etats constitueront le seul obstacle encore capable (en principe) de résister ou de s'opposer, de contester le pouvoir des multinationales, aussi serait-il préférable qu'ils cèdent la place à un Etat fédéral qui leur serait totalement inféodé, qu'il émane de l'UE ou du suffrage universel n'ayant aucune importance puisque les peuples auraient le sentiment que le pouvoir politique leur ayant (déjà) totalement échappé, ils n'auraient aucun moyen de faire entendre leurs voix ou même de comprendre ce qui est en train de se tramer dans leur dos, de telle sorte que ce ne serait plus qu'une formalité.

Resterait à régler le compte des différents capitalistes récalcitrant au cours qui leur serait imposé par l'oligarchie financière et qui verra un grand nombre d'entre eux disparaître, ce qui ne devrait pas constituer un obstacle insurmontable compte tenu qu'ils ne bénéficieront d'aucun soutien populaire une fois les masses exploitées réduites au servage.

L'UE devenue une copie conforme des Etats-Unis, pour ainsi dire intégrée aux Etats-Unis, son président et les membres de son gouvernement seraient sélectionnés à Washington en accord avec les différents gouverneurs des Etats de l'UE qui ne pourraient que s'y soumettre. Tout comme pour le reste du monde, la politique qu'elle adopterait et son sort seraient réglés lors des réunions du groupe Bilderberg ou au sein de la Commission trilatérale également chapeautée par Rockefeller, dont le Pentagone et la CIA ainsi que l'OTAN sont les bras armés.

Nos détracteurs préfèrent dans leur analyse ignorer l'existence du groupe Bilderberg ou de la Commission trilatérale qui inclut des participants du monde entier, y compris des Russes et des Chinois. Ils versent dans le déni parce que ces institutions ne figurent pas dans leur théorie d'un autre âge, parce qu'ils n'en comprennent pas la signification ou la fonction et par conséquent la portée et les objectifs. Quelle crédibilité peuvent avoir de telles analyses ? Aucune à nos yeux.

Mais pourtant, c'est bien lors des réunions de ces institutions qui rassemblent les membres les plus puissants ou influents de la planète qu'est adoptée l'orientation économique et politique qui déterminera leur intervention dans tous les secteurs d'activité de la société, leurs rapports avec l'ensemble des acteurs économiques, politiques et sociaux. On se demandera comment il serait possible de combattre la classe dominante tout en occultant volontairement sa stratégie politique et ses institutions qui se trouvent au sommet du capitalisme mondial. Cela n'est pas sérieux ou relève de l'aventurisme de toute évidence.

Croyez-vous que sur cette base le mouvement ouvrier et son avant-garde pourrait se reconstruire sur des bases saines ? Il faut être naïf ou demeuré pour le croire un seul instant, jamais nous ne parviendrons à réaliser un pas en avant vers notre objectif.

Du coup je m'interroge sur la pertinence de continuer à me ruiner la santé à actualiser ce portail pour finalement rien.

J'ai acquis la conviction qu'il n'y avait absolument rien à attendre de ces générations de dirigeants ou cadres, qui ont été corrompus par le réformisme et/ou le stalinisme, l'idéologie de la classe dominante. Je parle de tous ces dirigeants issus des partis qui existaient avant ou ont vu le jour depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils n'incarnent pas la classe ouvrière et le socialisme, mais l'aristocratie ouvrière soumise à l'ordre établi, la plupart en ont conscience et sont des imposteurs. Vous allez peut-être penser que j'en vois partout, que voulez-vous que j'y fasse, j'en suis mille fois désolé, ils l'ont suffisamment démontré, mais là encore on peut très bien fermer les yeux et le nier, on peut tout nier, c'est si facile, c'est d'autant plus difficile à admettre quand on leur ressemble.

Apparemment on n'appartient pas au même monde.

Il y a des gens qui savent tout et on tout compris mieux que tout le monde, qui sont imbus de leur petite personne et qui veulent imposer leurs idées aux autres. Personnellement j'appartiens à la catégorie qui préfère partir du principe que je ne sais rien et que j'ai tout intérêt à commencer par réfléchir et à me poser des questions avant de leur donner des réponses qui me tombent toutes cuites dans la bouche et qui finalement n'ont rien résolu du tout, eux ils parviennent à se convaincre du contraire bien que la réalité les contredise, moi je n'y arriverai jamais et franchement je n'y tiens pas.

En observant que les personnes qui se connectent sur ce portail n'ont rien à foutre de son auteur, je me suis dit que le compte à rebours avant de prendre la décision finale d'arrêter ou non ce portail courra jusqu'au 11 septembre, date à laquelle j'aurai 60 ans.

Quel est l'imposteur qui a osé remettre le couvert ?

- "J'aimerais bien que ce soit la même chose au PS et que la droite s'en aille du PS".

Réponse : Mélenchon dans un discours en clôture de l'université d'été du PG.

Car il estime que le PS serait de gauche, normal puisqu'il en est issu sinon ce serait avoué qu'il est de droite.

En fait tous ces partis pourris que sont le PG, Syriza, Podemos, etc. issus de partis sociaux-démocrates ou écologistes, ce qui revient au même, ont été fondés pour prendre le relais des partis sociaux-démocrates rejetés par les travailleurs pour à l'aide d'artifices assurer la survie des illusions qui avaient si bien fonctionnées pendant de nombreuses décennies pour le compte du régime en place, sous une autre étiquette et avec de nouveaux dirigeants.

Ces partis sont des partis sociaux-démocrates aussi dégénérés que ceux dont ils ont pris la place comme vient de le démontrer Syriza. Quant aux dirigeants de l'Unité populaire, en reprenant l'appellation du parti d'Allende qui avait ouvert la voie à Pinochet et au fascisme au Chili, ils ont indiqué d'emblée quelle était la nature de leur coalition dont il n'y a rien de mieux à en attendre.

M. Mélenchon a balayé l'idée de "Front de libération nationale" réunissant la gauche et la droite, formulée par l'économiste Jacques Sapir. "Honte à ceux qui essayent de nous embrigader dans un camp qui n'est pas le nôtre", a-t-il répliqué. AFP 30.08

Sapir n'a fait que logiquement tenir compte de la nature du Front de gauche qui se réclame du Front populaire et du Conseil National de la Résistance, son extension pendant la Seconde Guerre mondiale, poussant la collaboration de classes initiée par le Front populaire avec le Parti radical jusqu'à l'extrême droite avec l'Action française notamment.

Non monsieur Mélenchon, Sapir n'a pas commis d'erreur. Mais alors, est-ce à dire qu'ils figureraient effectivement dans le même camp ? Celui du maintien de l'ordre établi, sans l'ombre d'un doute, flanqué des staliniens franchement qui pourrait en douter une seconde ?

La gamelle en famille sur tous les fronts.

- Mélenchon appelle à "élargir" le Front de gauche pour éviter la "macronite" - AFP

Le co-fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a appelé dimanche à "élargir" le Front de gauche, notamment aux frondeurs du PS et aux écologistes, pour éviter une "macronite" de la gauche, en clôture de l'université d'été du parti à Toulouse.

A trois mois des élections régionales, "il faut se rassembler", a lancé M. Mélenchon. AFP 30.08

- Front de gauche: Mélenchon et Laurent (encore) en désaccord - l'express.fr

"Depuis deux ans, le PCF et le PC ne prennent même plus la peine de faire leur rentrée politique conjointement", note Le Monde qui revient sur cette rentrée dispersée, ce lundi.

A Toulouse, le Parti de Gauche (PG) menait son "remue-méninges" annuel alors que le rapprochement avec EELV se précise dans plusieurs régions pour le scrutin de la fin de l'année.

Le leader du Parti communiste (PCF), lui, sourit moins. "Le Front de gauche ne peut pas, pour quelques postes, être la roue de secours d'une EELV qui chercherait à sauver les meubles", après le départ médiatique de François de Rugy et Jean-Vincent Placé

Cette fois, outre la question stratégique des accords avec EELV pour les élections régionales, ils se sont trouvés une nouvelle pomme de discorde: Syriza. Si Pierre Laurent semble toujours soutenir Alexis Tsipras et son plan A, Jean-Luc Mélenchon opte pour le plan B et brûle l'idole autrement adorée de la gauche radicale européenne.

"La Fête de l'Humanité, qui se tient du 11 au 13 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), pourrait être un nouveau théâtre de divisions", avertit Le Monde. En effet, Pierre Laurent accueillera des représentants de Syriza, alors que Jean-Luc Mélenchon annonce la venue de Yanis Varoufakis, ex-ministre grec des Finances qui n'en finit plus de dénoncer la "reddition" d'Alexis Tsipras cet été. Il n'y a pas qu'en France que la gauche et la gauche de la gauche se morcelle. lexpress.fr 31.08

[Le consensus ne doit connaître aucune faille. Twitter, la bonne conscience ou la limite des bonnes intentions des imposteurs.](#)

- Pour Jean-Christophe Cambadélis, la gauche va mal à cause de Twitter - Francetv info

"Dans l'univers médiatique tel qu'il est (...) tout le monde veut être repris. Y compris les élus socialistes, souligne Jean-Christophe Cambadélis. Je leur ai dit que nous participions, ainsi, de l'émiettement, de la fragmentation de la gauche."

Mais comment Twitter participe-t-il à l'émiettement de la gauche ? "Aujourd'hui, les socialistes veulent être dans l'espace public par l'intermédiaire des tweets et un tweet n'est repris que s'il attaque sa propre formation, insiste le chef des socialistes. Ceci donne à la gauche une dimension chaotique qui n'est pas ce qu'il se passe dans les réunions mais qui est ce que vous êtes obligés, parce que c'est une réalité, de prendre en compte." Francetv info 30.08

Merci de cette précision, en réunions ils sont tous d'accord, mais lorsqu'ils se retrouvent sur le terrain face aux travailleurs, ils sont mal à l'aise, ils essuient des critiques virulentes, et pour ne pas avouer que ce sont des vendus et ne pas se couper de leurs électeurs ils répercutent sur twitter leurs critiques qu'ils font semblant de reprendre à leur compte, mais même cela est insupportable pour Cambadélis qui estime qu'ils doivent trouver les moyens de vendre la politique réactionnaire du PS aux travailleurs.

En complément. Toujours la gamelle.

- Cambadélis à «BFM Politique» : le PS est «social-écologique» - LeParisien.fr

- Régionales: Valls appelle à l'union avec les écologistes au 1er tour "partout en France" - AFP

[Quand ils "roucoulent" en famille.](#)

Ils sont aux anges !

- Les roucoules de Manuel Valls et Pierre Gattaz - Slate.fr

Au-delà des postures habituelles, le Premier ministre et le président du Medef ont affiché des objectifs convergents pour promouvoir le travail, améliorer la compétitivité des entreprises et alléger les contraintes administratives.

Quelle belle rentrée, qui voit le chef du gouvernement et le patron des patrons partager les mêmes objectifs et s'inscrire dans les mêmes dynamiques pour stimuler la croissance économique.

Dans une tribune aux Échos dont il a repris les thèmes à l'université d'été du PS à La Rochelle, Manuel Valls a encouragé l'effort, l'initiative et la prise de risque pour promouvoir le travail. Dans son discours à l'université d'été du Medef, Pierre Gattaz a insisté sur le goût de l'effort et le sens du mérite pour défendre le travail, en ajoutant l'audace et le courage pour les entrepreneurs. Les entendant tous deux, un martien en transit pourrait penser que ces deux hommes partagent les mêmes idées sur la valeur travail, «valeur centrale de la gauche», a souligné le ministre de l'Économie Emmanuel Macron.

D'autant que, sur les politiques à mener pour soutenir l'économie, ils se rejoignent encore. Le patron des patrons dénonce-t-il une fiscalité «parmi les plus élevées d'Europe» et «totalement dissuasive pour l'investissement»? Il faut la réformer, répète-t-il

en boucle, en commençant par une réduction des dépenses publiques, qui est «la mère de toutes les réformes».

Or, Manuel Valls lui fait écho en présentant la baisse de la fiscalité parmi les objectifs prioritaires, parce qu'«une fiscalité et un coût du travail élevé, ce sont aussi des entreprises moins compétitives dans une économie mondialisée». Et lui-aussi considère que, pour faire baisser la pression fiscale, il faut «maîtriser la dépense publique».

Même constat, même projet. Pas de fausse note, apparemment.

Même chose sur la compétitivité: on ne peut que constater la convergence de Manuel Valls et de Pierre Gattaz. Celui-ci a d'ailleurs salué la mise en œuvre par le président de la République et le gouvernement du Pacte de responsabilité à hauteur de 41 milliards d'euros, amorçant la nécessaire baisse des charges qui pèsent sur les entreprises.

Un inhabituel hommage patronal à l'action du gouvernement socialiste, même si le patron des patrons juge que l'effort sur la fiscalité n'est pas encore suffisant, et si le Premier ministre –qui assure que le soutien aux entreprises ne sera pas remis en cause malgré des pressions contraires à gauche– réplique en demandant au patronat de tenir ses engagements en matière d'investissement et d'embauche.

Chacun à sa place, les deux hommes expriment bien les mêmes souhaits pour atteindre le même objectif. Rien que de très normal pour notre martien, qui n'en est pas à son premier passage sur Terre: il se souvient que l'an dernier, le même Manuel Valls avait proclamé devant les mêmes patrons «J'aime l'entreprise». Après les grandes déclarations, les travaux pratiques.

Rassurer le patron des patrons

Il reste bien des points noirs, comme le poids des contraintes administratives et la réglementation du travail. Justement, comme par hasard, alors que Pierre Gattaz dénonce «une complexité administrative asphyxiante» et un «marché du travail trop complexe et trop rigide», Manuel Valls regrette que l'économie soit «entravée par des réglementations excessives ou trop complexes» et propose de «repenser la façon d'élaborer la réglementation du travail».

Comment? Entre autres, en laissant «plus de liberté aux entreprises et aux salariés pour prendre les décisions les mieux adaptées pour eux», indique le Premier ministre dans sa tribune. Et en donnant plus de place aux accords d'entreprises qu'à la loi en matière de droit du travail. Avec plus de souplesse pour les entreprises et un dialogue social redynamisé, a-t-il répété à La Rochelle, quitte à heurter certains militants socialistes, qui l'ont sifflé.

De quoi rassurer le patron des patrons, qui veut «favoriser l'accord d'entreprise ou de branche par l'inversion de la hiérarchie des normes» et qui reconnaît qu'«un certain consensus est en train d'apparaître parmi les responsables politiques ainsi que d'éminents juristes, de droite comme de gauche, autour de cette nécessaire évolution».

À écouter les uns et les autres, le martien a pu repartir rassuré sur la qualité des relations entre un gouvernement dont le chef revendique son positionnement social-démocrate et un patronat qui, tout en reconnaissant une certaine complicité passée dans certaines dérives imputées à l'État, espère en la victoire d'une France «réunie, rassemblée et apaisée avec elle-même». Quel bel acte de foi! Slate.fr 31.08

En complément. Macron s'y verrait bien.

- Macron plaide pour un commissaire en charge d'un gouvernement économique de la zone euro - 20minutes.fr

ACTUALITE EN TITRES

[La classe dominante a désigné ses candidats favoris.](#)

- Un sondage donne Valls et Juppé favoris pour d'éventuelles primaires - Liberation.fr

[L'ennemi à abattre.](#)

- Valls insiste sur la nécessité de réformer le droit du travail - AFP

Et ses fossoyeurs.

- PCF : "Il ne faut pas bazarder le code du travail" - AFP

- Gérard Filoche : «Manuel Valls ne connaît rien au code du travail» - Public Sénat

[Ils pourraient au moins arrondir au chiffre supérieur...](#)

- Le patron d'Alcatel quitte le groupe avec jusqu'à 13,7 millions de prime - Francetv info

[Racket. Et la réponse : Boycott !](#)

- La présidente de France Télévisions veut étendre la redevance aux ordinateurs et smartphones - LeMonde.fr

Cela fait 8 mois que je me passe de télévision, un vrai bonheur !

[Ainsi va la réaction.](#)

- Xavier Bertrand appelle à "désarmer" les gens du voyage - Le Huffington Post

- Conflit d'intérêts: un conseiller du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants démissionne - L'Express.fr

- Près de 10% des services d'urgences menacés de disparition selon un rapport remis à Touraine - 20minutes.fr

- L'éthylotest anti-démarrage, une arme pour lutter contre la mortalité sur les routes ? - Francetv info

Ils ont l'art de créer de nouveaux besoins ou de satisfaire les lobbies...

[Obsession d'esclavagiste ou quand servage rime avec sevrage.](#)

- Voici que manger au bureau pour être plus efficace - Le Huffington Post

C'est l'avenir qu'ils vous réservent, réjouissez-vous ! Chut, il ne faut pas combattre leur idéologie, vous avez juste le droit de l'avalier, bon appétit de la part d'un soi-disant trotskyste !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Ukraine

- Ukraine : ce qu'on sait des heurts qui ont fait un mort et 90 blessés devant le Parlement de Kiev

Des heurts ont fait une centaine de blessés et un mort lundi 31 août devant le Parlement de Kiev, en Ukraine. Le ministère de l'Intérieur a accusé des membres du parti d'extrême-droite Svoboda d'être à l'origine de ces violences. Celles-ci ont éclaté après le vote des députés accordant davantage d'autonomie aux "républiques populaires" séparatistes pro-russes de Donetsk et de Lougansk. francetvinfo.fr 31.08

2- Grèce

- Elections en Grèce : Tsipras mise sur "la majorité absolue" - latribune.fr

L'ancien Premier ministre grec Alexis Tsipras a appelé dimanche les Grecs à lui donner "un mandat fort, une majorité absolue" lors des législatives du 20 septembre, un objectif qui semble difficile à atteindre malgré l'avance de Syriza dans les sondages.

Dans un entretien à l'hebdomadaire Realnews sur l'enjeu de ces élections législatives dans trois semaines, Alexis Tsipras, qui brigue un second mandat, s'est montré déterminé: "C'est simple, clair et démocratique: nous demandons un mandat fort, une majorité absolue pour le gouvernement de Syriza" pour les quatre prochaines années.

Et d'ajouter: "C'est une occasion de sortir du bipartisme droite Nouvelle-Démocratie (ND) et Pasok (socialistes)", les deux formations qui ont dominé la vie politique grecque durant "les quarante dernières années (...). C'est crucial de ne pas revenir en arrière et de faire un bond en avant".

En devançant de 1 à 3,5 points, selon les sondages des instituts grecs, son principal adversaire la ND, Syriza a peu de chances d'obtenir une majorité absolue lors de ce scrutin anticipé. Il serait ainsi contraint de chercher des alliés pour former un gouvernement de coalition comme il l'avait fait après sa victoire le 25 janvier, où il avait raté cette majorité absolue à deux sièges près.

Seul un sondage, effectué par le Think Tank Bridging Europe, donne jusqu'ici un avantage clair de huit points à Syriza (26,8%) face à ND.

En finir avec "le vieux système"

Alexis Tsipras a déjà exclu toute coopération avec les partis "du vieux système politique", en soulignant que seul le parti souverainiste des Grecs indépendants Anel, son partenaire gouvernemental pendant huit mois, pourrait jouer ce rôle.

En revanche, la ND, le Pasok et To Potami (centre-gauche) se sont dits prêts à une coopération avec d'autres. "Assurer la stabilité politique pour les années cruciales à venir et procéder à des coopérations des puissances politiques saines du pays est une condition nécessaire pour parer aux problèmes actuels", a souligné de son côté le dirigeant de la droite, Vanguélis Méïmarakis, dans un message télévisé.

La dirigeante du Pasok, Fofi Gennimata, qui vient d'annoncer une coopération entre son parti et celui de la Gauche démocratique Dimar, a accusé Alexis Tsipras de ne pas vouloir "coopérer" alors qu'il a admis avoir commis "des erreurs".

La majorité des Grecs se disent favorables à un gouvernement de coalition ayant comme partenaire majoritaire Syriza (22%) ou la ND (21,4%), selon un sondage de l'institut MRB pour Realnews.

Confronté à une scission de son parti, Alexis Tsipras a démissionné le 20 août pour "permettre au peuple grec de le juger". Malgré sa promesse de mettre un terme à l'austérité en Grèce, il a signé en juillet à Bruxelles un accord avec ses créanciers européens sur la poursuite de la rigueur, en échange d'un nouveau prêt.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles "il n'a pas demandé pardon au peuple grec", Alexis Tsipras a rétorqué: "Pourquoi faut-il que je demande pardon?". "J'ai lutté de toute mon âme pour rester fidèle au mandat du peuple grec", dont la majorité ne souhaite pas la sortie du pays de l'euro, une menace brandie par les créanciers, UE et FMI, a-t-il justifié.

L'engagement d'Athènes de réaliser des "réformes pour assainir son économie" était une condition nécessaire pour les créanciers avant la signature de l'accord sur un prêt de 86 milliards d'euros sur trois ans.

Alexis Tsipras a répété qu'"il avait dû faire face à une guerre économique" et qu'"il n'avait pas finalement réussi à gagner sur tous les monstres, à corriger tous les problèmes du pays que le vieux système politique a provoqués", comme la corruption.

La priorité, selon le nouveau programme de Syriza élaboré ce week-end lors d'une réunion du parti, est la réalisation des engagements tout en cherchant des mesures compensatoires pour "contre-balancer les conséquences négatives" sans toutefois compromettre le plan signé avec l'Europe.

Les principaux axes du nouveau programme sont: la restructuration productive mettant l'accent sur le secteur agricole, le renforcement du système bancaire, la lutte contre la corruption, la protection de l'emploi et de l'environnement. La question de la dette, qui culmine à quelque 170% du PIB, figure également au programme. latribune.fr 30.08

A retenir. Pourquoi ces élections anticipées ? Ce que nous avons déjà affirmé : légitimer un gouvernement d'union nationale.

3- Venezuela

- Crise ouverte entre le Venezuela et la Colombie - euronews.com

Manifestation de soutien à Nicolas Maduro dans les rues de Caracas.

Le président vénézuélien a pris ces derniers jours des mesures controversées en décidant de fermer plusieurs pans de la frontière avec la Colombie, estimant que ces zones étaient infestées de paramilitaires colombiens. Il a également ordonné

l'expulsion de plus d'un millier de personnes.

"La mesure que le président a prise de fermer la frontière, je crois que c'est juste, parce qu'il doit nous protéger, nous les Vénézuéliens, de ces problèmes, de tout ce qui se passe à la frontière, donc il devait prendre cette mesure", estime un manifestant qui travaille dans le bâtiment. "Mais c'est vrai que c'est dur parce que nous sommes deux pays frères".

Les deux pays ont également rappelé leurs ambassadeurs.

La crise est née la semaine dernière suite à une embuscade à la frontière qui a fait 4 blessés côté vénézuélien., une embuscade que Nicolas Maduro a attribué à des paramilitaires colombiens.

Dans ce climat de tensions, des milliers de Colombiens ont quitté le Venezuela, volontairement ou non.

Ils seraient 6000 dans des camps de réfugiés improvisés.

"Quoi qu'il arrive, c'est trop tard pour une solution diplomatique", estime cette femme dont la maison a été détruite. "A quoi ça sert quand tout s'est déjà produit, quand tout ce qu'on avait a déjà été détruit. Ce n'est pas juste et c'est excessivement cruel pour nous les Colombiens".

Certains observateurs au Venezuela, notamment à l'Institut vénézuélien d'études sociales et politiques, voient dans la fermeté du président Maduro une manoeuvre politique avant les législatives du mois de décembre, dont son parti n'est pas favori. euronews.com 29.08

4- Syrie

- Lavrov : les syriens décideront de leur sort eux-même! - sahartv.ir

Le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a insisté sur le droit à l'autodétermination du peuple syrien, pour dire que Moscou croit en la compétence des Syriens pour décider du sort de leur propre pays.

Selon l'agence Irna, le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov qui recevait ce lundi à Moscou un groupe de leaders des opposants syriens a aussi affirmé que pour combattre les groupes terroristes en Syrie et appliquer l'accord obtenu le 30 juin 2012 à Genève, il faudrait que les groupes d'opposition syriens s'unissent et avancent sur un chemin constructif. « La Russie soutient le droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie et reste confiante en la compétence des Syriens, pour décider de leur sort et résoudre les gros problèmes auxquels est aux prises leur pays », a réitéré le Chef de la diplomatie russe. Sergueï Lavrov a aussi fait allusion à la menace du terrorisme, ajoutant : « Aujourd'hui, il y a une entente sur le fait que le statu quo au Moyen-Orient et en Syrie doit changer ; sur ce fond, la Russie appuie les solutions politiques qui ne permettent pas l'intervention étrangère, pour résoudre les problèmes de la Syrie. » sahartv.ir 31.08

5- Yémen

5.1- Yémen: le sud saoudien s'embrace - sahartv.ir

De très violents combats opposent les forces yéménites aux militaires saoudiens en plein coeur d'Arabie.

Selon Al Mayadeen, les combattants de l'armée yéménite et les forces populaires ont déplacé les combats en plein sol saoudien en réponse à la campagne de bombardement saoudienne contre les différentes régions au Yémen. De très violents combats se poursuivent en ce moment à Najran. D'après Russia Today, les forces d'Ansarallah ont pris le contrôle de plusieurs bases militaires à Najran où des dizaines de soldats saoudiens auraient été tués. "Les batteries de missiles yéménites sont intactes. Si Riyad continue à poursuivre ses raids il devra s'attendre à de nouvelles surprises", a affirmé Ahmad Hamed, le responsable médiatique d'Ansarallah. sahartv.ir 30.08

5.2- Jizane: Riyad perd une nouvelle base militaire - sahartv.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont pris le contrôle de la zone militaire "Machaal" dans la province de Jizane. au cours de cette opération plusieurs militaires saoudiens ont été tués et des véhicules blindés et des chars ont été détruits. Le sud saoudien s'est embrasé depuis que Riyad a lancé le 26 mars dernier une campagne de bombardement sans répit contre le Yémen. sahartv.ir 31.08

5.03- Yémen : le carnage se poursuit.- sahartv.ir

Les frappes de l'aviation saoudienne contre le Yémen ont fait des morts et des blessés, parmi les civils.

Lundi, les avions de chasse de l'aviation saoudienne ont bombardé un marché, situé dans la localité de Sarwah, relevant de la province de Ma'rib, au centre du Yémen. Quatre personnes ont été tuées, et 13 autres, blessées, dont des enfants. Par ailleurs, quatre membres d'une famille yéménite ont été tués, lors d'une frappe aérienne de l'Arabie saoudite et de ses alliés contre la localité de Wadi-Saad, située dans le Sud de la province de Saada. Par ailleurs, un couple yéménite a trouvé la mort, suite au tir d'un obus de mortier sur sa maison, à Taëz, dans le Sud du Yémen.

Selon les sources militaires, dans la province de Ma'rib, l'unité balistique de l'armée yéménite a tiré des roquettes sophistiquées anti-blindé, sur le centre de commandement de la troisième zone militaire de la province de Ma'rib, contrôlée par Al-Qaïda. L'armée et les comités populaires du Yémen ont pris le contrôle entier de la région de Baadan, située dans la province d'Ibb. Par ailleurs, les unités d'ingénierie de l'armée yéménite ont réussi à faire atterrir un avion de reconnaissance de l'Arabie saoudite, dans la province de Jizan. sahartv.ir 31.08

5.4- Le Soudan déclare la guerre contre le Yémen - sahartv.ir

A la demande de l'Arabie, le gouvernement soudanais vient de déclarer la guerre contre le Yémen, et a annoncé qu'il enverra des forces militaires pour une intervention terrestre au Yémen. Selon l'agence de presse officielle koweïtienne, le président soudanais Hassan Omar el-Béchir qui a rencontré samedi à Khartoum le président démissionnaire et en fuite yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi a déclaré qu'il est prêt à expédier un contingent de 6.000 soldats au Yémen pour des opérations militaires contre l'armée et les forces populaires yéménites.

Le président El-Béchir dont le pays est membre de la coalition formée par l'Arabie saoudite contre le Yémen a qualifié de légitime le gouvernement démissionnaire de Mansour Hadi, et s'est dit prêt à le soutenir. Soutenu par les Etats-Unis, le gouvernement saoudien a lancé une offensive militaire contre le Yémen le 26 mars pour faire revenir Mansour Hadi au pouvoir. Jusqu'à présent des milliers de Yéménites ont été tués lors des attaques de l'armée saoudienne et des mercenaires de Riyad. sahartv.ir 30.08

6- Liban

- A Beyrouth, le réveil citoyen LeMonde.fr

Une marée de drapeaux rouge et blanc a envahi samedi 29 août la place des Martyrs, dans le centre de Beyrouth. Plusieurs dizaines de milliers de Libanais, venus de tout le pays, de confessions et d'origines sociales variées, ont crié leur dégoût d'un système politique, tellement paralysé et vicié de l'intérieur, qu'il semble être en phase terminale.

Organisé par le collectif « Tala'at Rihatkum » (« Vous puez » en arabe), en réaction à la crise du ramassage des ordures qui empoisonne la vie des Beyrouthins depuis un mois, l'évènement a fait siffler les oreilles de la classe dirigeante libanaise, jugée très largement corrompue et incompétente.

La capitale du Liban n'avait pas connu de rassemblement aussi important depuis la méga-manifestation du 14 mars 2005, au lendemain de l'assassinat de Rafik Hariri, pour réclamer le départ des troupes d'occupation syriennes. Si l'affluence enregistrée reste évidemment modeste par rapport aux centaines de milliers de Libanais qui s'étaient mobilisés en ce jour historique, la force de la manifestation de samedi tient au fait qu'elle répondait à un appel de la société civile et non de partis politiques, comme c'est généralement le cas au Liban.

L'autre réussite des organisateurs, décriés par une partie de la presse, pour les violences qui ont émaillé les précédentes manifestations, réside dans le fait que ce nouveau rassemblement, quoique plus massif, s'est déroulé dans le calme, hormis quelques heurts sans gravité à la fin. Instruits par leurs déboires passés, les militants de « Vous puez » avaient recruté 500 volontaires pour assurer le service d'ordre, en concertation avec la police anti-émeutes.

« On est venu parce qu'on a compris que cette manifestation serait mieux organisée », raconte Alya, une étudiante chiite, le visage voilé, qui passe en revue ses doléances : « Le chômage, la corruption, le rationnement de l'eau et de l'électricité, le clientélisme... La liste n'en finit pas. Rendez-vous compte : depuis la fin de la guerre civile [en 1990], nos dirigeants n'ont toujours pas été fichus de nous fournir 24 heures de courant chaque jour. A croire que nous habitons la Somalie. »

La solution selon elle : mettre à bas le système confessionnel, héritage du mandat français et de l'accord de paix de Taëf, à la fin de la guerre civile, qui répartit les postes au sein des institutions sur une base communautaire. La principale disposition est celle qui attribue aux maronites la présidence de la République, aux sunnites, la fonction de premier ministre et aux chiites, la présidence du Parlement. Au sein du Parlement, 50 % des sièges sont réservés aux chrétiens et 50 % aux musulmans.

Dans les propos de la plupart des manifestants, l'abolition du confessionnalisme revient comme un leitmotiv. LeMonde.fr 31.08

7- Malaisie

- Les Malaisiens se mobilisent massivement contre leur Premier ministre - euronews.com

C'est une marée humaine qui s'est formée à Kuala Lumpur en Malaisie. Des dizaines de milliers de Malaisiens se sont rassemblés ce samedi pour réclamer de grandes réformes et le départ du Premier ministre Najib Razak, soupçonné de corruption. Ils étaient jusqu'à 80 000 à braver l'interdiction de la police selon des médias locaux. La manifestation a été organisée par le mouvement Bersih, qui veut dire propre en malais. euronews.com 29.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili : tensions entre militants mapuches et chauffeurs de camions - euronews.com

À Santiago, la police chilienne tentait ce jeudi de séparer deux groupes : des militants mapuches et des chauffeurs de camions protestant contre les attaques ciblant leurs véhicules. Les chauffeurs accusent les Américains mapuches de la région d'Araucania de mettre le feu à leurs camions. Les Mapuches réclament l'expulsion des compagnies forestières de leur territoire ancestral. euronews.com 30.08

ECONOMIE

1- Ukraine

- L'Ukraine efface une partie de sa dette publique et la restructure euronews.com

L'Ukraine a donc trouvé un accord avec ses créanciers sur la restructuration de sa dette publique au terme de cinq mois de difficiles négociations.

L'accord qui écarte la menace d'un défaut de paiement prévoit l'effacement de 20% de cette dette, soit environ 3,6 milliards de dollars.

L'annonce qui a été faite au conseil des ministres à Kiev jeudi , a été relayée le même jour au parlement ukrainien par le premier ministre.

“Le gouvernement d'Ukraine a effacé pratiquement quatre milliards de dollars de dettes, a affirmé le premier ministre Arsenyk Yatsenyk. Dans les quatre prochaines années, l'Ukraine ne remboursera pas le principal de sa dette”.

En effet l'accord signé par Kiev avec ses créanciers prévoit l'allongement de quatre ans de la durée du remboursement des sommes restantes.

“Ce type de réduction des obligations que l'Ukraine doit rembourser est très important affirme Anna Derevyanko de European Business Association; parce qu'on voit qu'alors il y a plus d'opportunités à l'intérieur du pays pour stabiliser la situation macroéconomique, d'obtenir plus de financements pour le développement de l'économie; plus d'opportunités pour donner des signaux positifs à la communauté internationale des affaires et des investisseurs”.

L'Ukraine a une dette obligataire de 3 milliards de dollars avec Moscou. Jeudi le chef de l'exécutif ukrainien a déclaré officiellement que la Russie n'obtiendra jamais de meilleures conditions que les autres créanciers. L'important dans cet accord signé jeudi, c'est la possibilité pour Kiev de continuer à emprunter sur les marchés et l'économie pour l'Ukraine de 11 milliards de dollars réalisée en quatre ans. euronews.com 28.08

2- Chine

2.1- Pour stimuler son économie, Pékin enterre la limite des prêts bancaires - la Tribune.fr

Confrontée au ralentissement de sa consommation intérieure, et dans la foulée d'une lourde chute de la Bourse de Shanghai, la Chine a décidé de lever une vieille obligation aux banques de limiter leurs prêts par rapport aux dépôts.

Opération relance. Samedi, la Chine a abandonné l'obligation qu'elle avait imposé aux banques depuis deux décennies de limiter leurs prêts par rapport aux dépôts, a annoncé l'agence Chine nouvelle. La loi votée en 1975 qui limitait les prêts à 75 % des dépôts a été amendée par le comité permanent du Congrès national du peuple chinois, lequel assure le pouvoir législatif. Cette modification rentrera en vigueur le 1er octobre prochain, a annoncé l'agence officielle.

Cet amendement intervient après que la Banque populaire de Chine, la banque centrale, ait annoncé mardi dernier qu'elle réduisait ses taux d'intérêt de référence afin de réduire les fonds que les banques doivent conserver. Cette décision a été vue comme une tentative de stimuler les prêts et de soutenir l'économie chinoise en difficulté.

Ouvrir le pays au système financier

La banque centrale a également annoncé l'élimination d'un plafond sur les taux d'intérêt pour les dépôts à terme d'une durée de plus d'un an. Les mesures prises par la Chine pour libéraliser les contrôles de taux d'intérêts sont interprétées comme destinées à ouvrir le pays au système financier.

Seconde économie mondiale, la Chine affronte un fort ralentissement de sa consommation intérieure et les autorités sont sous pression afin de prendre des mesures pour la soutenir. La bourse de Shanghai a récemment connu des vicissitudes et lourdement chuté entraînant les autres bourses mondiales derrière elle. latribune.fr 29.08

A lire : Déstabilisation économique, effondrement financier et manipulation de la Bourse de Shanghai? - mondialisation.ca 28.08

2.2- Le pouvoir chinois accuse un journaliste d'avoir causé le chaos sur les marchés boursiers - Le Monde.fr

Un journaliste du magazine « Caijing » a été mis en détention après la récente tempête boursière chinoise, pour diffusion de fausses nouvelles sur les titres et les marchés à terme. STR / AFP

Un journaliste économique a « avoué » avoir provoqué « la panique et le désordre » sur les marchés boursiers chinois et infligé des « pertes énormes au pays », ont rapporté les médias d'Etat chinois, dimanche 30 août.

Wang Xiaolu, un journaliste du magazine Caijing, a été mis en détention après la récente tempête boursière chinoise, pour diffusion de fausses nouvelles sur les titres et les marchés à terme, selon l'agence officielle Chine nouvelle.

M. Wang, dans un article publié en juillet, affirmait que l'autorité de réglementation des valeurs mobilières étudiait la possibilité d'une sortie des fonds publics du marché. La commission de régulation des marchés financiers chinoise (CSRC) avait rapidement démenti les écrits du journaliste, les qualifiant d'« irresponsables ».

Selon l'agence, le journaliste a « avoué » que ses « fausses informations » avaient « provoqué la panique et le désordre à la Bourse, sérieusement sapé la confiance dans les marchés et infligé d'énormes pertes au pays et aux investisseurs ». Mais le magazine Caijing a, dans un communiqué posté sur son site Internet, affirmé qu'il « défend[ait] le droit des journalistes à faire leur devoir conformément à la loi ».

Chine nouvelle a également fait état de la détention d'un officiel de l'organisme de surveillance des marchés chinois et de quatre hauts responsables du plus important courtier pour des « infractions » sur le marché boursier. Sanctions pour publications de « rumeurs » sur Internet

Liu Shufan, un responsable de la CSRC, est soupçonné de délit d'initié, de corruption et de falsification de tampons officiels – dans ce dernier cas pour établir un faux certificat de divorce et faire de faux certificats fiscaux pour sa maîtresse. Il aurait lui aussi « avoué ». Les médias gouvernementaux chinois rapportent régulièrement ce qu'ils présentent comme des confessions de suspects dans des affaires importantes.

L'agence a également rapporté que 197 personnes avaient été sanctionnées lors d'une campagne spéciale de la police contre les rumeurs sur Internet sur les marchés boursiers chinois, les récentes explosions meurtrières de Tianjin et d'autres « événements importants ».

Aucun détail n'a été fourni sur les sanctions, mais, selon Chine nouvelle, les crimes reprochés incluent l'affirmation qu'un homme s'était donné la mort à Pékin en raison de la crise boursière, la falsification du nombre des victimes de Tianjin et la diffusion de rumeurs « séditeuses » sur les célébrations en Chine du 70e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. Le Monde. fr avec AFP 31.08

La Chine comme la Russie compte de nombreux médias acquis à la cause des Américains quand ce ne sont pas des agents qu'ils ont recrutés, et dont la fonction est de déstabiliser l'Etat ou le gouvernement.

3- Arabie saoudite

- Le séisme pétrolier en Arabie - sahartv.ir

Riyad a fini par le reconnaître : la chute de près de 50 pourcent du prix du baril le pousse à compresser ses dépenses

Selon deux sources anonymes citées par Bloomberg des experts travaillent en ce moment à Riyad pour rétrécir tant que faire se peut les dépenses budgétaires en 2016. Riyad risque de réduire de 10 pourcent ses recettes budgétaires estimées à 102 milliards dollars. "Riyad tentera pour autant de préserver le secteur public et ses fonctionnaires" "plus de 90 pourcent de l'économie saoudienne dépend des recettes pétrolières. Et la baisse de 50 pourcent du prix du baril ne va pas sans contracter les dépenses et ce d'autant plus que la guerre contre le Yémen a viré au cauchemar, faisant grimper les dépenses publiques. Le FMI prévoit un déficit budgétaire de 20 pourcent pour le royaume wahhabite. Ce déficit budgétaire ralentira le taux de croissance en Arabie saoudite, prédisent les analystes. sahartv.ir 30.08

[Haut de page ↗](#)

Le 2 septembre 2015

CAUSERIE

Il est 14h07 à Pondichéry, d'ici demain matin on ajoutera une trentaine d'articles ou plus, j'ai pris le temps de les parcourir rapidement et il me reste à formater les adresses et une vingtaine de fichiers au format pdf.

Je ne peux pas mettre en ligne le dernier numéro d'Informations ouvrières parce que ma connexion est trop lente, je dois attendre le 5 septembre pour pouvoir le télécharger. Je ne vais tout de même pas déboursier plus de fric, alors que personne ne veut soutenir financièrement ce portail, en dehors des 4 camarades qui m'ont versé 160 euros depuis le 1er janvier, il y a des limites à tout.

La crise grecque fait tomber les masques et alimente la réflexion du mouvement ouvrier. Qu'est-ce qu'être de gauche de nos jours, voilà une question qui sera de plus en plus amenée à régler nos comptes avec les opportunistes de tous poils.

Qu'on ne nous reproche pas de l'avoir posée trop tôt, puisqu'en réalité c'est la crise du capitalisme qui la pose et elle ne date pas d'hier ou du 13 juillet dernier, n'est-ce pas ?

L'imposture de la soi-disant gauche est en train d'éclater au grand jour, mais cela ne résoudra aucune question politique dès lors qu'aucun parti ouvrier n'incarne le socialisme et n'inspire confiance, comment le pourraient-ils, ils sont tous eux-mêmes en crise et en proie à des contradictions qui révèlent leur opportunisme...

On se marre bien en observant les contorsions auxquelles se livrent les uns et les autres : sortir de l'euro, oui, non, peut-être, pourquoi pas, et après... mais cela ne suffira pas, cela ne règlera rien, cela ne garantit rien. Faudra-t-il sortir de l'UE, oui, non, peut-être, pourquoi pas, et après... mais cela ne suffira pas encore. Il faut construire un rapport de force, à quel niveau, européen, voyons... avec qui, tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, là les choses se gâtent sérieusement ou partent en vrille. Plus ils avancent dans cette voie, plus des questions surgissent qui les mettent en porte-à-faux, révèlent leurs propres contradictions, dévoilent leur véritable nature contre-révolutionnaire. Du coup il leur faut s'arrêter en chemin, c'est la pire des solutions évidemment car elle révèle leur inconséquence, leur charlatanisme, leur capitulation face au régime et à l'UE ou leur refus de les affronter...

Ils sont tous pleins de bonnes intentions, mais lorsque l'heure sonne de les mettre en pratique, il s'avère que c'était un leurre, une vaste tromperie ou fumisterie, car à aucun moment ils n'avaient envisagé et ils n'envisageront de se donner les moyens nécessaires pour appliquer la politique qu'ils prônent, pensez-vous il leur faudrait affronter le régime qu'ils ont toujours soutenu en réalité. Jusque là ils pouvaient faire illusion auprès de ceux qui étaient hermétiques à nos arguments ou qui étaient naïfs au point de les croire sur parole, dorénavant cette marge de manoeuvre est en voie d'extinction, les illusionnistes sont tout nus. On les attend au tournant pour les achever, s'ils ne chutent pas tout seuls au rythme où se développe la crise grecque, demain en Espagne et en France.

En guise d'épilogue. Au regard de tous les matériaux dont on dispose pour les caractériser, le fait que les militants ne s'en servent pas montre à quel point ils sont incohérents, inconsistants, c'est comme s'ils n'avaient eux-mêmes aucun principe et acceptaient de

se faire balader, ne tiraient aucune leçons des événements, des expériences qu'ils ont vécues, à croire qu'ils manquent de repères et qu'ils ont un niveau théorique misérable. Se sont-ils interrogés sur le sens de leur engagement militant ? Ce serait étonnant ou alors un jour seulement et puis plus rien au cours des années ou des décennies suivantes.

Il faut dire que toutes les interprétations que leur ont servies leurs dirigeants et qu'ils ont prises pour paroles d'évangile étaient faussées ou erronées, ce qui permet de l'expliquer en grande partie. Ce ne sera pas le cas en principe des militants qui se connectent depuis des années sur notre portail, en principe, en principe seulement, sinon ils auraient adopté un autre comportement à notre égard. C'est leur problème et non le nôtre. Ils ont rejeté en bloc toutes nos propositions, c'était leur droit. Maintenant qu'ils ne viennent pas nous dire que nous nous serions contentés de bonnes ou de belles paroles. On n'a pas tout essayé et c'est dommage.

[Lu dans un article.](#)

- "Nihil humani a me alienum put, rien d'humain ne m'est étranger, était la maxime favorite de Marx."

Le régime, l'UE, leur société, leur monde livré à la pire des barbaries ne peuvent que nous apparaître étrangers puisqu'ils n'ont rien d'humain ou le sont si peu, de moins en moins. Ils l'étaient par défaut sous la pression de la lutte de classe du prolétariat, qui seul demeure légitime pour le revendiquer

Pourquoi cette restriction ? Parce que les démocrates et les petite bourgeois ont une conception de l'humain sélective, ils ne sont pas dignes de confiance. Marcher séparément, frapper ensemble, c'est la seule association que l'on peut ou doit envisager avec eux sur des questions particulières.

[La culture des illusions criminelles par des intellectuels de "gauche".](#)

1- La première démarche ne serait-elle pas pour les gouvernements européens de cesser de jouer à l'apprenti sorcier au Moyen-Orient en attisant les conflits et de persuader leur allié étasunien de faire de même ? Deuxièmement, pour le plus long terme, le temps ne serait-il pas venu pour les dirigeants africains de se pencher sur le problème chronique de surpeuplement, source d'une migration à sens unique ? Rodrigue Tremblay - mondialisation.ca

2- Ce qu'il faut surtout, c'est que la gauche sorte la France de l'hégémonie néolibérale. Mauris Dwaabala - legrandsoir.info

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Quand il n'existe pas de solution idéale au naufrage du capitalisme.](#)

- Nouveau signe de faiblesse de l'économie chinoise, peurs sur les marchés - AFP

- La récession frappe le Canada - La Tribune

- La croissance de l'économie indienne ralentit plus que prévu - Reuters

- Le Brésil, septième économie mondiale, est entré en récession - AFP

- Le Dow Jones perd 2,81% et le Nasdaq abandonne 2,92% - Reuters

- Les Bourses européennes entament septembre en net repli - Reuters CAC 40 : le pire mois boursier depuis septembre 2011
- LeFigaro.fr

[Le temps des regrets et la débâcle annoncée.](#)

- Hollande regrette que la gauche française ne soit pas "mature" - Reuters

Elle était blette depuis longtemps et passer à droite pourtant, chut ! Vous aurez remarqué que parmi tous ceux qui s'en prennent à Hollande, au gouvernement ou au PS, aucun n'admet qu'ils sont de droite.

- Régionales : les socialistes craignent une déroute - LeFigaro.fr

À trois mois du dernier scrutin avant la présidentielle de 2017, la gauche, qui détient jusqu'à présent la quasi totalité des régions, redoute un nouveau vote sanction. LeFigaro.fr 01.09

- Trois ans après, Hollande regrette d'avoir supprimé la hausse de la TVA décidée par Sarkozy - Francetv info

[Défense de la Ve République. Il serait trop compromettant de mettre en lumière les "convictions" qu'ils partagent.](#)

- Mélenchon à Chevènement: non au "rassemblement des Républicains des deux rives" - AFP

Le co-fondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon a sèchement refusé mardi le "rassemblement des Républicains des deux rives" que lui a proposé Jean-Pierre Chevènement avec Arnaud Montebourg et Nicolas Dupont-Aignan pour regagner les électeurs du Front national.

M. Chevènement a proposé une rencontre à l'Assemblée sur le thème "Europe et souveraineté" à MM. Montebourg, Dupont-Aignan et Mélenchon dans un entretien au Journal du Dimanche. Objectif: préparer "une alternative républicaine", avec également les philosophes Régis Debray et Michel Onfray. (Des nietzschéens qui n'ont rien à envier aux métaphysiciens néolibéraux qui pratiquent le négationnisme appliqué au développement de la civilisation humaine, qu'ils s'emploient également méticuleusement à déconstruire pièce par pièce jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien à part une confusion générale en guise de connaissance, en somme la théorie du chaos chère aux néolibéraux. - LVOG)

Le leader du Parti de gauche estime que ce rassemblement "des Républicains des deux rives" produirait de la "confusion" avec l'idée "selon laquelle tous les défenseurs de la souveraineté populaire seraient voués à se retrouver unis alors même que leurs convictions écologiques et sociales s'opposent en tous points".

"Je te propose de participer à la conférence européenne pour le plan B dont nous donnerons le départ, Oskar Lafontaine, Yanis Varoufakis et moi à la fête de l'Humanité", conclut M. Mélenchon en citant l'ancien co-président du parti anti-austérité Die Linke en Allemagne et l'ex-ministre de l'Économie grec. AFP 01.09

[Propagande d'Etat nostalgie de l'Ancien Régime.](#)

- Histoire de France : il y a 300 ans, le 1er septembre 1715, le Roi Soleil s'éteignait - Francetv info

-300 ans après la mort du Roi Soleil, le château de Versailles vous fait revivre les derniers jours de Louis XIV sur Twitter. Francetv info 01.09

[L'Etat patron des patrons voyoux.](#)

- L'Etat épinglé pour 50 000 emplois au noir - L'Express.fr

Le ministère de la Justice emploie à lui seul 40 000 personnes, selon un rapport d'inspection interministérielle pour l'emploi. L'Express.fr 01.09

[Charlie business.](#)

- Charlie Hebdo: Maryse Wolinski sortira un livre "contre-enquête" en janvier - AFP

Mais où sont donc passés les Charlie ?

- Délit d'opinion: KLM a banni la pianiste Valentina Lisitsa – Boycottez KLM - arretsurinfo.ch

Le 26 août la compagnie KLM a exclu la pianiste Ukrainienne Valentina Lisitsa de sa liste musicale de vol pour ses opinions politiques critiques à l'égard du régime de Kiev. Chacun peut réagir en achetant ses CD, en boycottant KLM, en partageant cette information. arretsurinfo.ch 01.09

[Le régime turc aux abois.](#)

- Turquie : la police réprime violemment une manifestation contre l'offensive anti-kurdes - LeMonde.fr

- Turquie : nouvelle offensive du régime d'Erdogan contre la presse - AFP
- Perquisitions en Turquie dans des sociétés proches d'un opposant - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Haro sur le Code du travail et l'ensemble du droit du travail encore favorable aux travailleurs !

- Faut-il réformer le Code du travail ? - Francetv info
- 39 heures par semaine : le Code du travail remis en cause ? - Francetv info

Smart a annoncé ce mardi 1er septembre qu'un référendum sera organisé au sein de l'entreprise afin de déterminer si un retour provisoire aux 39 heures se fera. Francetv info 01.09

Un think tanks néolibéral monte au front.

- Droit du travail: l'Institut Montaigne veut des accords d'entreprise plus forts que la loi - L'Express.fr

Depuis plusieurs semaines, la question du code du travail revient sur toutes les bouches, gouvernement, majorité, opposition mais aussi think tank comme l'Institut Montaigne dernièrement.

Donner plus d'importance aux accords d'entreprise plutôt qu'au code du Travail. C'est l'une des propositions que soumet le libéral Institut Montaigne dans le débat qui s'ouvre en ce moment sur le droit du travail.

Une étude du libéral Institut Montaigne préconise de faire primer les accords d'entreprise ou de branche sur le Code du travail. En effet, alors que le gouvernement multiplie les déclarations (tout en pesant les mots) le modèle actuel est jugé "peu performant" par les auteurs de l'étude.

Intitulé "Sauver le dialogue social: priorité à la négociation d'entreprise", l'étude dénonce "la construction législative, jurisprudentielle et doctrinale du droit du travail (...) historiquement datée". Le modèle actuel, "dominé par un État législateur encore omniprésent", a fait la preuve de son inefficacité et doit être révisé de manière radicale, selon l'Institut. (Le marché qui n'est évidemment "omniprésent" a fait preuve de son efficacité pour ceux qui en sont les porte-parole. - LVOG)

Faire de l'accord d'entreprise "la norme de droit commun"

Selon l'Institut Montaigne, la France devrait s'inspirer de ses voisins allemand, autrichien ou italien, où "une forte logique d'autonomie" est accordée aux partenaires sociaux qui "déterminent eux-mêmes la majeure partie des règles du droit du travail au niveau des branches, des régions ou des entreprises", affirme l'étude. En ce sens, il faut "revoir profondément la hiérarchie des normes en droit du travail", en faisant de l'accord d'entreprise "la norme de droit commun" régissant les relations de travail.

"Ce n'est qu'à défaut d'accord d'entreprise que l'on devrait appliquer les accords de branche, d'une part, et, d'autre part, qu'à défaut d'accord de branche et d'accord d'entreprise que les textes du Code du travail (lois et règlements) devraient s'appliquer", détaille l'institut.

Le gouvernement a fait savoir à plusieurs reprises qu'il envisageait de donner plus de place aux accords d'entreprise qu'à la loi, suscitant l'inquiétude des syndicats. Dimanche devant des militants du Parti socialiste réunis à La Rochelle, le Premier ministre Manuel Valls a ainsi appelé à "revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation" en matière de droit du travail, défendant le fait de donner "plus de latitude" aux employeurs et aux salariés "pour décider eux-mêmes". Un rapport du haut fonctionnaire Jean-Denis Combexelle doit être remis en septembre pour faire des propositions en ce sens. leexpress.fr 01.09

Le patron de droit divin et le travailleur taillable et corvéable à merci...

Mais pour quoi tous nos acquis ou droits sont-ils si vulnérables ? Mais parce qu'ils figurent dans le cadre des institutions qui incarnent le régime dans lesquelles les dirigeants du mouvement ouvrier les ont enfermés et auquel ils sont soumis à défaut de le combattre, bref, parce que leur indépendance est une pure illusion ou escroquerie.

Soit le mouvement ouvrier correspondait à un niveau d'organisation élevé des travailleurs, auquel cas il était possible de les appeler

à se mobiliser en masse pour défendre leurs acquis ou droits, ce qui nécessitait évidemment d'avoir porté leur niveau de conscience à un niveau supérieur ou de situer leur combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme ou le socialisme, car on ne peut pas maintenir un haut degré d'organisation ou de mobilisation lorsque le combat pour des revendications démocratiques bourgeoise est une fin en soi, sans perspective politique, sans espoir de changer la société.

Soit le mouvement ouvrier organisé était incapable ou refusait de s'engager dans cette voie et il était amené à s'affaiblir au point qu'il lui deviendrait impossible de mobiliser les masses exploitées lorsque la classe dominante passerait à l'offensive contre tous leurs droits, sans qu'elles puissent s'y opposer efficacement pour avoir perdu de vue son droit à revendiquer un changement de régime.

En famille. Les barbares qui n'en seraient pas vraiment représentés à l'Assemblée nationale.

Laurent Fabius du PS défend Al-Nosra, la branche d'Al-Qaïda en Syrie, et Alain Marsaud député LR représente l'Emirat islamique ou à chacun ses barbares, l'esprit de la Ve République est sauvé.

- Selon ce député, Daech pourrait être "un élément stabilisateur" au Moyen-Orient - Le Huffington Post

Alain Marsaud, député LR des Français établis hors de France, estime en effet que le groupe terroriste pourrait contribuer à la stabilisation du Moyen-Orient, rapporte Le Lab.

Invité sur le plateau du Talk du Figaro ce mardi 1er septembre, celui qui est par ailleurs membre de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, explique en effet que les Occidentaux devraient peut-être regarder d'un autre œil l'autoproclamé État islamique.

"Je me demande même si Daech n'est pas un élément stabilisateur de la région", indique-t-il. Et ce dernier d'évoquer la création d'un "sunniteland"...

Alain Marsaud dit néanmoins regretter les méthodes du groupe jihadiste. "Ça se fait dans la violence, dans l'exagération, dans ce que certains appellent 'la barbarie' mais le terme est utilisé n'importe comment", a-t-il déclaré assurant que les pays de la coalition ont "besoin de cet État sunnite". Une relative indulgence des atrocités commises par Daech pour le moins déplacée au regard des saccages archéologiques, des viols, des exécutions ou autres abominations prisées par l'organisation islamiste. Le Huffington Post 01.09

- Etat islamique : nouveau témoignage d'une jeune femme devenue esclave sexuelle, "Ces hommes ne sont pas des humains"
- Atlantico.fr

- Syrie: les jihadistes de l'EI "ont tué Palmyre" - AFP

En complément.

- La Coalition anti-Daech n'est qu'un grand mensonge (Al-Zohbi) - sahartv.ir

« La Coalition internationale anti-Daech était un grand mensonge dont la défaite a été prouvée à maintes reprises », a déclaré le ministre syrien de l'Information.

Devant une délégation politique néerlandaise et belge, le ministre syrien de l'Information, Omran Al-Zohbi, a appelé les pays européens à entreprendre des mesures au niveau social et parlementaire dans l'objectif de dénoncer les groupes terroristes. « Les groupes terroristes ne font pas de distinction entre les pays et tout retard dans la lutte contre les groupes terroristes leur permettra d'étendre leur champ d'opérations et d'influence », a déclaré Omran Al-Zohbi, avant d'ajouter : « La Coalition internationale anti-Daech était dès sa formation un grand mensonge dont l'échec et l'approche sélective ont été à maintes reprises approuvés par divers événements ». sahartv.ir 01.09

Guerre idéologique. Au nom de la femme devraient être bannis 95% de la population.

- En France, les bébés héritent majoritairement du nom du père - 20minutes.fr

Basée sur les statistiques de l'état civil, l'analyse révèle que si 83 % des bébés nés en 2014 portent le seul nom de leur père, cette proportion s'élève à 95 % pour les enfants nés au sein d'un couple marié. A l'inverse, seuls 7 % reçoivent uniquement le nom de leur mère. Un enfant sur dix porte les noms accolés de ses deux parents, comme le permet la loi depuis 2005. Cette transmission dépend du statut matrimonial des parents, de leur pays de naissance et aussi de leur région de résidence. 20minutes.fr 01.09

Cela signifie que 95 % de la population condamne la prétention du PS, de la pseudo-gauche et extrême gauche féminisées à bouleverser les rapports existant entre les sexes qui est le reflet des rapports sociaux en vigueur.

Que les rapports entre les hommes et les femmes reflètent les rapports entre les classes au profit de la classe et du sexe dominant est logique puisque nous vivons toujours sous le même régime. Que ces rapports se traduisent par des préjugés archaïques l'est tout autant, puisque c'est la classe dominante qui a montré l'exemple et les a inculqués à l'ensemble de la société.

La classe dominante considérant son pouvoir quasi héréditaire et ces rapports pour ainsi dire éternels, pour justifier et assurer la pérennité de son hégémonie sur les autres classes ou le reste de la société elle devait leur imposer.

Et si dorénavant les néolibéraux s'attaquent à ces rapports dans le cadre de sa stratégie du chaos, c'est uniquement pour déstabiliser, diviser et affaiblir toutes les classes qui résistent à leur politique, et lorsque des représentants des différentes classes y compris celle des capitalistes se rassemblent pour s'y opposer, ils font d'une pierre deux coups.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Japon

- Japon : forte mobilisation contre les lois de défense d'Abe - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout l'archipel comme ici à Tokyo pour s'opposer à une réinterprétation de la constitution pacifiste imposée après la Seconde Guerre mondiale par les Américains.

Une majorité grandissante du peuple nippon craint de voir son pays pris au piège d'un conflit lointain. Un attachement profond à la paix et un refus très net de la guerre comme l'explique cette professeure d'université : "si je devais décrire le Japon avec une phrase, je dirai "une nation pacifique". Il est inimaginable de détruire la paix, c'est irréaliste de jeter cette crainte sur cette nation".

"Le Japon ne doit pas devenir un pays qui mène une guerre et le Japon doit construire de bonnes relations avec ses voisins asiatiques", estime cette manifestante.

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe justifie son choix en mettant en avant les menaces croissantes qui entourent le Japon et ses habitants et le soutien éventuel à l'allié américain.

La montée en puissance de la Chine inquiète de plus en plus avec son budget militaire qui augmente à toute allure avec des différends qui opposent les deux puissants voisins, comme celui des îles Senkaku, des îlots inhabités contrôlés par Tokyo, mais revendiqués par Pékin. euronews.com 30.08

2- Syrie

- Sissi au secours d'Assad/Hezbollah? - sahartv.ir

Sissi aurait envoyé des armes, en Syrie.

Debka, site proche du renseignement de l'armée israélienne, ainsi que le "Jerusalem Post", prétendent que les relations Damas et Le Caire se seraient normalisées.

Dans deux rapports séparés, ces deux sources affirment que l'Egypte aurait envoyé, à trois reprises, des convois d'armements, en Syrie. "Le gouvernement égyptien a repris, secrètement, ses relations avec la Syrie, via la signature d'un contrat avec la Russie de Poutine. Sissi aurait expédié des missiles à Damas". Et Debka d'ajouter : "Le premier convoi d'armements contenant des missiles sol-sol serait arrivé, à Zabadani, ville stratégique, où l'armée syrienne et le Hezbollah combattent, depuis des semaines, les terroristes takfiris. «Les missiles en question et d'autres armements seraient arrivés, dans le port de Tartous, à bord de cargos ukrainiens. Ces cargos se seraient rendus, en Syrie, en provenance de Port Said.

Le Caire continue à s'opposer à la politique arabe contre la Syrie. L'Egypte s'oppose, aussi, à la politique turque et israélienne, face à la Syrie".

Selon Debka, "la récente visite des dirigeants émirati, jordanien, en Russie, s'est soldée par les efforts de Bogdanov, censés pousser ces États à être plus flexibles". "Al-Qods al-Arabi" va, aussi, de son commentaire : " Sissi voit la Syrie et l'Egypte, dans le même camp contre le terrorisme. L'Egypte n'a pas interrompu ses coopérations sécuritaires avec la Syrie". Le journal se réfère, ensuite, au refus des Etats Unis de soutenir Le Caire, face au terrorisme, et le désir du Caire de se battre contre ce fléau, aux côtés des Syriens". sahartv.ir 01.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- L'intersyndicale appelle à la grève le 17 septembre contre la réforme du collège - 20minutes.fr

Plusieurs syndicats hostiles à la réforme du collège pour 2016 appellent les enseignants à une grève le 17 septembre, a-t-on appris mardi auprès du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. «La grève est actée dès aujourd'hui», a déclaré à l'AFP Frédérique Rolet, cosecrétaire générale du Snes. «Deux organisations ont demandé un délai pour consulter leurs instances sur une manifestation nationale en octobre», souhaitée par une majorité, a-t-elle ajouté, à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale composée des organisations Snes-FSU, Snep, FO, CGT, Snalc et SUD.

Une nouvelle journée d'action...

1.2- - Rentrée scolaire : qui sont les enseignants ? - Francetv info

855 000 enseignants ont repris le chemin de l'école ce mardi 1er septembre au matin, mais qui sont-ils ? La plupart travaillent dans le public. 86% contre 14% dans le privé. Ces enseignants sont deux fois sur trois des enseignantes. On compte en effet 68% de femmes, pour 32% d'hommes.

Face aux élèves, ce sont surtout des quadras. Les 40-50 représentent à eux seuls 38% des effectifs. En primaire, un professeur passe 27 heures par semaine devant ses élèves. Dans le secondaire, son collègue certifié en passe 18, mais c'est sans compter le temps de correction des copies. Le salaire moyen des enseignants s'élève à 2 475 euros net mensuels, soit un peu plus de deux fois le SMIC. Cet écart avec le SMIC s'est réduit pour certains professeurs. Aujourd'hui, un enseignant certifié en fin de carrière gagne l'équivalent de 2,6 SMIC. Il y a 40 ans, ce même professeur gagnait un peu plus de 4,2 fois le salaire minimum. Enfin, 28% des professeurs de plus de 35 ans ont un conjoint lui aussi salarié de l'Éducation nationale. Enseigner serait donc un peu une affaire de famille. Francetv info 01.09

On comprend un peu mieux pourquoi le mouvement ouvrier et son avant-garde sont si gangrenés...

[Haut de page ↗](#)

Le 3 septembre 2015

CAUSERIE

On a ajouté 61 articles, il en reste une vingtaine d'Arrêt sur Info à formater.

En attendant la causerie du jour cet après-midi ou demain matin.

Après avoir détruit les infrastructures de la Syrie, détruit son économie, ravagé son patrimoine culturel, massacré son peuple, le temps est venu d'organiser l'exode de sa main d'oeuvre pour empêcher la Syrie de se relever de cette épouvantable tragédie.

Et pendant ce temps-là les salopards de la pseudo-gauche et extrême gauche et autres parasites tiers-mondistes sans oublier les syndicats corrompus jusqu'à l'os qui soutiennent cette guerre impérialiste à laquelle participe le gouvernement français, volent au secours des réfugiés syriens en se faisant passer pour des internationalistes, alors qu'en réalité ils sont coresponsables de ce drame épouvantable qu'ils instrumentalisent en rivalisant de cynisme avec Hollande et les chefs d'Etat de l'UE.

Cette pourriture ne risque pas de dénoncer ceux qui organisent cette exode massive, les Américains avec la bienveillance de

leurs alliés occidentaux, puisqu'ils sont incapables de développer ou de leur opposer une politique indépendante pour soutenir leur entreprise contre le peuple syrien. Et après ils osent prétendre lutter contre l'extrême droite qui va profiter de cette situation dans toute l'Europe, alors qu'en réalité par leur silence ils s'en font les complices.

Du coup on peut comprendre l'audace de Sapir qui voyait bien réuni sous le même drapeau le Front de gauche et le Front national, il n'a fait en partant des faits que pousser à l'extrême le consensus qui existe de l'extrême droite à l'extrême gauche pour préserver le régime en place et l'UE.

Les ennemis du peuple syrien qui combat les armes à la main dans les milices populaires armées par l'Etat syrien pour sauver sa souveraineté, sont les ennemis du prolétariat international.

Une chose est certaine, si ces vendus n'avaient pas idolâtré et soutenu, encouragé l'immigration illégale, sans doute que les Américains n'auraient pas osé recourir à ce moyen qui alimente la xénophobie et dresse les peuples les uns contre les autres. Les Américains savent que le mouvement ouvrier est profondément décomposé et qu'ils peuvent le manipuler à leur guise, ils ont acquis de longue date une certaine expérience pour avoir détruit le mouvement ouvrier américain, celui en France et en Europe prend exactement le même chemin, il est sur la bonne voie.

Après plus de quatre ans et demi de guerre, trop c'est trop !

[L'Unité populaire mérite bien son nom.](#)

- Revenons sur les objectifs et les moyens de la gauche radicale. Dire que « ma meilleure amie politique... reste et demeurera notre Constitution ! » (4), comme on peut le lire sur le blog de Panagiotis Grigoriou de la gauche de la 'gauche radicale', c'est vraiment se leurrer sur le sens des combats dans l'Histoire (5) et refuser de prendre la responsabilité de la rupture. C'est le retour à la case départ, la case Tsípras. Et en s'obstinant à donner des arguments là où il faudrait développer une force créatrice d'un monde nouveau on tourne en rond sans avoir rien appris des expériences passées. Car le pouvoir grec s'est heurté au mur à cause de cette conception 'institutionnaliste'. Et la gauche de 'gauche radicale' qui suivra en fera autant si elle reste dans cette voie. (6)

L'expansion d'une attitude de rupture par rapport au système économique et social pourrait apporter des solutions. Mais des solutions qui restent pour l'instant sont totalement invisibles pour ceux qui sont aveugles dans cette direction. faut-le-dire.over-blog.com 20.07

(4) <http://www.greekcrisis.fr/2015/07/Fr0449.html#deb>

(5) tant mieux si cela peut aider en certaines circonstances que d'avoir la constitution avec soi. Ce n'est pas une aide négligeable mais loin d'être notre meilleure amie ce serait plutôt une ...liaison dangereuse !

(6) Note ajoutée le 30 juillet 2015 > Antonis Ntavanellos : "Nous devons aussi penser à l'importance d'une forme particulière [de] gouvernance, qui envisage le gouvernement de gauche, non plus comme un moyen pour la poursuite de la lutte pour le but proclamé, pour notre but fondateur, mais comme une fin en soi ; même quand il nous conduit, ou il nous conduira rapidement, à nous trouver en conflit avec les intérêts et les besoins du monde du travail." Dans les propos de ce militant et cadre de Syriza le constat est clair : le gouvernement de la gauche radicale est dans l'impasse totale. Il ajoute assez lucidement : "Il est maintenant clair que ce programme ne peut être instauré que lorsqu'il est combiné avec une volonté de conflit, aussi bien face aux forces dominantes grecques et leurs institutions que face à l'UE, à la zone euro, au programme propre à l'euro." On est maintenant loin de la volonté de négociation et de conciliation avec la finance qui a prévalu pendant ces six derniers mois. Encore un effort... pour être révolutionnaire !

[Haut de page ↗](#)

Le 4 septembre 2015

[CAUSERIE](#)

Pondichéry, 16h09.

On a ajouté 21 articles.

[Gaucheritude ou l'art de tordre la réalité. Tout est possible sans rompre avec l'euro et l'UE, le capitalisme.](#)

- Le bouleversement dans la représentations des possibles. - Jacques Généreux - legrandsoir.info 03.09

En fait un entretien retranscrit datant de 2012

Question d'un participant à une conférence (?) :

- Est-ce que ce vous n'êtes pas en train de nous dire qu'on pourrait sortir de l'application des traités sans quitter l'Union, sans quitter Maastricht, sans quitter l'euro ?

Jacques Généreux est un économiste qui a quitté le PG depuis. Nous avons mis en ligne cet entretien car en terme d'opportunisme c'est un modèle du genre. On pourra y puiser des arguments pour la rupture avec l'euro et l'UE, mais ce qu'on retiendra, c'est qu'effectivement cette rupture est inenvisageable sans s'appuyer sur le soulèvement révolutionnaire du prolétariat seul à même d'affronter et de vaincre la machine à broyer du capital et ses institutions.

Pour se détendre un instant.

Lu en page 3 du dernier numéro (367) d'Informations ouvrières (POI) : *Crise politique : tous les partis institutionnels sont frappés...* à croire que le POI en fait partie. Le reste est à l'avenant, on y reviendra dans les jours qui viennent quand j'aurai réussi à télécharger le numéro précédent plus volumineux.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles dans l'après-midi.

[Dialogue imaginé entre deux ouvriers plutôt arriérés comme on en rencontre beaucoup, à propos de l'afflux de réfugiés syriens.](#)

Rappel, l'auteur de ce portail. est un ouvrier français immigré en Inde depuis août 1996 et vivant avec une femme indienne.

- Mais de quoi ils vont vivre puisqu'il n'y a déjà pas de travail ?
- Le gouvernement va les nourrir, loger, blanchir et leur filer du fric par dessus le marché.
- Et comme toujours c'est nous qui allons casquer.
- Pardi, qui tu voudrais que ce soi ?
- Ils vont peut-être leur filer un boulot.
- J'imagine d'ici la gueule du mec au chômage depuis trois ans et qui voudrait bien bosser.
- Il va avoir la rage.
- Et ce sera normal. Ils vont peut-être aussi leur trouver un logement.
- Alors qu'il y a des millions de mal logés qui attendent un logement depuis des années.
- Eux aussi ils vont trouver cela dégueulasse qu'on les fasse passer en priorité.
- A chaque fois on nous dit qu'il n'y a pas de fric, pas de boulot et pas de logement, et hop d'un seul coup ils en trouvent, ils se foutent de notre gueule.
- Et comment !
- C'est encore un coup politique pour foutre la merde.
- Ils vont aller se faire foutre lors des prochaines élections.
- Et comment, plutôt deux fois qu'une.
- Ils nous prennent pour des cons et le plus fort c'est qu'ils nous traitent de racistes quand on pose des questions.
- T'as raison, alors qu'ils font tout pour que les gens le deviennent et après ils leur reprochent.
- Ce sont des ordures de la pire espèce, si tu veux mon avis.
- Ils passent leur temps à nous mentir. Tiens d'ailleurs on se demande comment des centaines de milliers de personnes peuvent débarquer du jour au lendemain avec femmes et enfants à des milliers de kilomètres de chez eux, il y a un truc là-dessous, ça ne colle pas.
- T'as raison, je me suis fait la même réflexion avec Pauline.
- Ils veulent que les Français deviennent racistes qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.
- Il faut croire qu'ils y trouvent leur compte ces enfoirés.
- En attendant on continue d'en prendre plein la gueule pour pas un rond.
- C'est peut-être fait pour ça.
- Tu crois ?
- T'as une meilleure explication à proposer ?
- Non. En fait je n'y comprends rien, tout est embrouillé dans ma tête.
- Ca aussi c'est fait exprès pour mieux nous rouler dans la farine.
- Pour qu'on se foute sur la gueule tu veux dire. Tiens, c'est ce qui m'est arrivé hier avec mon fils.
- Avant toutes ces guerres il n'y avait pas ces problèmes-là.
- T'as raison, qu'est-ce qu'ils ont été foutre la merde dans tous ces pays-là sinon pour le pétrole ou je ne sais quoi.

- Ouais, c'est encore une histoire de pognon qui nous dépasse nous les petits.
- Un jour tu verras que c'est nous qu'ils envieront à la guerre.
- On a quand même du bol d'être épargnés, pour un peu on devrait les remercier.
- Ils ne demandent pas mieux.
- Qu'ils aillent faire la guerre où ils veulent je m'en tape finalement, mais je ne veux pas en subir les conséquences, j'ai déjà suffisamment de problèmes sur le dos.
- A qui le dis-tu !
- Finalement on se plaint toujours mais on n'est pas si malheureux que cela en France.
- T'as raison mais cela pourrait ne pas durer avec leurs conneries.
- D'ici là profitons des jours qui passent et on verra bien ce que nous réservera l'avenir.
- Tu vois ce que c'est de penser, on se fait du mal pour rien.
- T'as raison trinquons à nous et ne nous occupons pas du reste c'est trop triste.
- Santé !

Question : Pourquoi en France aucun parti ouvrier n'a-t-il pris l'initiative politique de mener une campagne nationale contre l'engagement de la France au côté des barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique en Syrie ? Pour ménager les gouvernements successifs depuis 2011 avec lesquels ils partageaient la même analyse en mettant un signe d'égalité entre Assad et ces barbares. On est ou on n'est pas internationaliste prolétarien ! Cela évite de réfléchir.

C'est marrant, quand il s'agit de syndicalistes, là ils trouvent les moyens de se mobiliser. Idem hier lorsqu'ils s'agissaient de militants de droite ou tous pro-capitalistes emprisonnés en URSS ou un de ses satellites. Mais là ils pouvaient bénéficier de la neutralité du parti de l'ordre et du soutien du PS qui menaient le même combat. Y avait-il des intentions inavouables derrière leur combat contre le stalinisme ? Chut ! C'est à croire qu'ils ont toujours pris les problèmes par le mauvais bout.

Dislocation d'un peuple.

La guerre menée par les Etats-Unis et ses alliés n'ayant pas suffi à vaincre le peuple syrien, sa dislocation planifiée a été conçue pour tenter d'atteindre cet objectif.

Essayons d'être succinct et précis.

S'agissant de l'afflux massif de réfugiés syriens, on est en présence d'un exode organisé par la Turquie pour affaiblir davantage l'Etat syrien, et justifier de nouvelles mesures contre Assad qui en serait responsable dans le but d'aboutir à la partition de la Syrie.

Situation entièrement fabriquée conformément à une stratégie élaborée pour favoriser les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique oeuvrant pour le compte de l'impérialisme américain et accessoirement ses alliés occidentaux sans oublier Israël qui en sont les seuls bénéficiaires, au détriment du peuple syrien qui en est la principale victime et des peuples en Europe, qui en réaction à la grave crise sociale qui les frappent et contre laquelle ils sont incapables de faire face du fait de la corruption et de la division du mouvement ouvrier et de son avant-garde, sont implicitement encouragés à verser dans le racisme et la xénophobie et à pencher vers l'extrême droite qui leur tient le discours qu'ils veulent entendre, tout en ignorant ou en n'ayant pas conscience des arrière-pensées et des objectifs politiques qui en sont les tenants et les aboutissants.

- Migrations: l'espace Schengen "réduit en miettes", selon le MAE slovaque - AFP

L'espace Schengen de libre circulation est "réduit en miettes" par le flux incontrôlé de migrants sur le continent européen, a estimé mercredi le ministre slovaque des Affaires étrangères Miroslav Lajcak.

"En fait, Schengen est réduit en miettes. Les migrants passent absolument librement à travers les pays qui sont responsables d'en protéger les frontières", a déploré M. Lajcak.

"En temps normal, il est difficile d'obtenir un visa Schengen, alors que maintenant des dizaines de milliers de personnes y circulent sans aucun contrôle. Alors, est-ce qu'on a ce Schengen ou non?", a lancé le chef de la diplomatie slovaque, à l'issue d'une réunion du gouvernement de Bratislava. AFP 02.09

Précisons, espace Schengen soutenu par les républicains, les démocrates et l'ensemble du mouvement ouvrier, gauchistes et tiers-mondistes inclus, sans rire au nom de la libre circulation des hommes, comme si les auteurs de Schengen étaient animés de bonnes intentions à leur égard.

Situation entièrement fabriquée disions-nous, partant notamment du constat que des frontières terrestres réputées quasiment infranchissables hier sont devenues soudainement perméables ou des passoires ; chacun se souvient que les kurdes syriens réfugiés en Turquie s'étaient vus dans l'impossibilité de passer la frontière pour rejoindre Kobané livré aux carnages des barbares de Daesh, quand ces frontières terrestres n'ont pas compètement disparu pour favoriser l'immigration

illégal massive sur décision de l'UE, donc des multinationales ou du patronat. On fera le même constat à propos des frontières maritimes, sachant qu'une armada de navires de guerre des pays de l'OTAN stationnent en permanence en Méditerranée, sans parler de leurs satellites qui survolent cette région 24h/24, et qui sont en mesure de détecter tout déplacement dans cette zone ou à partir des côtes syriennes mais qui étrangement sont devenus aveugles. A eux seuls ces deux arguments que l'on peut appliquer à la Libye, suffisent à démontrer qu'on est en présence d'un plan mis en oeuvre par les Américains et leurs alliés.

- "Cette image fait le tour du monde, elle doit aussi faire le tour des responsabilités" estime Hollande - Atlantico.fr -

- Valls: la photo du petit Syrien mort noyé montre "l'urgence d'agir" - AFP

- Vallaud-Belkacem: la photo de l'enfant noyé "insoutenable" mais il faut la montrer - AFP

- NKM qualifie d'"insoutenable" la photo de l'enfant noyé et appelle à "l'urgence" - AFP

- Le sort d'Aylan émeut toute l'Europe jusqu'à David Cameron, très critiqué pour son manque d'implication dans sa gestion de la crise des migrants. Francetv info 03.09

- Erdogan accuse les Européens d'avoir fait de la Méditerranée «un cimetière de migrants» Libération.fr

On peut observer que les assassins des peuples syrien et irakien sont ceux qui se présentent comme leurs généreux bienfaiteurs ou sauveurs, tels Hollande, Cameron, Erdogan, etc. qui n'hésitent pas à exploiter cyniquement un élément de la tragédie que vivent ces peuples que leurs médias se sont employés à monter en épingle, pour finalement en faire supporter les conséquences pour ne pas dire en reporter la responsabilité sur les peuples de l'UE, dont ils fustigeront les préjugés qu'ils jugeront détestables, car divisés sur l'attitude à adopter face à ce déferlement d'étrangers sur le sol de leurs pays. Ils justifieront leur attitude en expliquant que le peuple syrien a été pris en otage par Assad qui serait à l'origine de cette guerre, argument mensonger, de manière à forcer les peuples de l'UE à condamner Assad et à adhérer à leur objectif qui était de le chasser du pouvoir, afin de poursuivre leur guerre contre la Syrie et parvenir à leur fin.

Le Figaro a confirmé ce qui vient d'être dit ou il a lâché le morceau à sa façon en titrant hier : "*La photo de cet enfant syrien «puise sa force dans le débat médiatique»*", alors qu'en réalité cette photo a été conçue pour alimenter un "*débat médiatique*" qu'ils ont déclenché eux-mêmes, qu'ils contrôlent, manipulent, instrumentalisent, exploitent politiquement.

Hollande a indiqué hier lors d'une conférence de presse de quelle manière il comptait exploiter l'émoi suscité par l'exode de ces populations en déclarant à propos de "*ces victimes futures si nous ne faisons rien*", donc en ayant en ligne de mire Assad qui selon lui en serait responsable: "*Je considère qu'aujourd'hui, ce qui a été engagé ne suffit plus. Il faut aller plus loin (...) Il est temps d'agir. Nous avons agi, nous allons agir*" (Francetv info 03.09), ce qui pourrait précéder une nouvelle offensive des puissances occidentales contre la Syrie, histoire d'y préparer psychologiquement la population française afin qu'elle y adhère.

Ils n'auront pas perdu de temps ou un sondage sur mesure commandé par le ministère de la Guerre.

- Les Français approuvent les opérations extérieures - LePoint.fr

Les opérations conduites par l'armée de l'air contre Daesh en Irak sont approuvées à 74 %, selon un sondage Ipsos commandé par le ministère de la Défense. LePoint.fr 04.09

On notera également que tous à l'instar de M. Le Pen axeront leur discours contre Daesh en épargnant Al-Nosra. La confirmation ci-dessous et plus loin.

Les masques tombent ou quand des barbares nous gouvernent.

- Ces nouveaux alliés qu'il faudrait peut-être se résoudre à accepter pour vaincre l'Etat islamique - Atlantico.fr

Un cran de plus dans le populisme et le cynisme a été franchi pour formater les consciences, les culpabiliser, les manipuler.

- Après le choc de la photo d'Aylan Kurdi, les initiatives se multiplient en France en faveur des réfugiés Francetv - info

- Ceux qui accueillent les migrants à bras ouverts - Francetv info

- Aide aux réfugiés: un site internet pour l'hébergement chez l'habitant - AFP

- En crise, la France se crispe et sa tradition d'asile faiblit - AFP
- Crise des migrants : la majorité des Français s'oppose à l'accueil de nouveaux réfugiés - Atlantico.fr
- 56% des Français opposés à l'accueil de migrants et réfugiés dans l'Hexagone - 20minutes.fr
- Migrations: la xénophobie profite de l'inertie de l'Europe - Slate.fr
- Migrants : la situation divise les Italiens - Francetv info

Diviser les travailleurs, alimenter la xénophobie et fournir sur un plateau un argument à l'extrême droite disions-nous plus haut, on en a la preuve ici.

- Marine Le Pen : «Daech, c'est la responsabilité de Sarkozy, BHL et Hollande» LeParisien.fr

LeParisien.fr - Donc, quand c'est Daech qui persécute, cela ne compte pas?

Le Pen- Mais Daech c'est la responsabilité de Nicolas Sarkozy, de Bernard Henri-Levy, de François Hollande.... C'est-à-dire de tous ceux qui ont contribué à déstabiliser ces pays et à permettre à la barbarie de prospérer. La responsabilité de nos dirigeants, c'est l'image de ce petit garçon mort. LeParisien.fr 03.09

Commentaires d'internautes

- 1- "Je ne l'aime pas mais elle a raison."
- 2- "C'est une réalité. Insupportable pour certains que ça soit Marine qui le dise. Mais c'est pourtant une réalité. Nous n'avions jamais eu d'immigrés Lybiens et Syriens avant que BHL aidé de ses potes Sarko et Hollande aillent tout détruire là bas."
- 3- "Madame le Pen . je ne peux pas la blairer, mais force est de constater qu'elle a raison sur les responsables de cette tragédie."
- 4- "Le pire c'est qu'elle a raison."

Bush a flingué l'Irak avec le succès que l'on sait.

Sarko a flingué la Lybie et c'est le souk désormais Daesh y est installé.

Hollande a voulu flinguer la Syrie et Daesh est installé.

Le drame de tout cela c'est que les politiques ne veulent pas se déjuger.

Or aujourd'hui, il n'y a pas 36 solutions sur l'échelle des salops en Syrie, Bachar est le moins pire, alors il faut l'aider à dégommer Daesh et les Djihadistes rebelles.

Je n'aime pas Poutine, mais lui a pris cette décision. il faut aussi savoir prioriser ses ennemis et prendre des décisions."

Leur propagande de guerre en titres.

- Rép. tchèque: polémique sur l'inscription de numéros sur les mains des migrants - AFP
- La police tchèque renonce à l'inscription de numéros sur les mains des migrants - 20minutes.fr
- En Hongrie, Viktor Orbán poursuit sa campagne anti-migrants - Libération.fr
- Hongrie : des migrants syriens, expulsés d'un train, refusent d'être emmenés par la police - Francetv info
- Des réfugiés débarquent par milliers au Pirée, pression accrue sur le nord de l'Europe - AFP
- Plus de 100.000 demandeurs d'asile arrivés en Allemagne en août - Reuters
- A la demande de l'Allemagne, l'Italie va renforcer les contrôles frontaliers - LeMonde.fr
- À Calais, des migrants ont bloqué les voies des Eurostar - Francetv info

- Migrants sur les voies de l'Eurostar : 700 passagers bloqués une nuit près de Calais - LeFigaro.fr
- Italie : 780 migrants débarquent en Sardaigne - euronews.com
- GB: La crise des migrants va peser sur le référendum sur l'appartenance à l'UE - AFP
- Les accords de Schengen au coeur de la crise migratoire - LeFigaro.fr
- UE: la Commission propose de répartir 120.000 réfugiés de plus - AFP

Qui a dit ?

- *"Je croyais que c'était le PS qui soutenait le gouvernement, pas le Medef. Il y a une crise politique : M. Hollande n'a pas la majorité pour faire une politique qui n'est pas celle qu'il a annoncée"*

Réponse : Alain Juppé hier sur France Inter.

C'est la preuve que le PS et Hollande sont mieux placés que vous et LR pour faire le sale boulot au côté du Medef, car ils profitent de la neutralisation du mouvement ouvrier en pouvant compter sur le soutien des dirigeants des syndicats, qui contrairement à vous monsieur Juppé sont de gauche comme vous n'êtes pas censé l'ignorer, n'est-ce pas ?

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Le voile de l'imposture est tombé.](#)

- Le mea culpa de Hollande réjouit la droite, consterne la gauche - Reuters

Minoritaire et illégitime, sans soutien populaire pour continuer d'appliquer son programme réactionnaire, Hollande et son gouvernement ainsi que le PS doivent se débarrasser de tout faux semblant et apparaître au grand jour tels qu'ils sont vraiment, des représentants du capital, ce qui leur vaudra en retour le soutien du parti officiel de l'ordre et du Medef avant qu'ils ne s'en débarrassent à leur tour.

Quant à ceux au sein du mouvement ouvrier qui ont troqué le socialisme au profit de la collaboration avec un parti aussi réactionnaire que le PS pendant plus de 50 ans, de quelle légitimité peuvent-ils encore se réclamer ?

N'oubliez jamais une chose : qui n'a pas de passé n'a pas de futur, donc refuser de se pencher sur la lutte de classe du passé de chaque courant politique, c'est se priver de se donner les moyens de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et s'interdire d'y trouver des réponses adéquates, cela revient à n'avoir aucun avenir, c'est être déjà mort politiquement.

[Delors non plus n'était pas socialiste](#)

- Cambadélis: Emmanuel Macron, "notre Delors à nous" - AFP

"C'est notre Delors à nous. Vous savez comment fonctionnait François Mitterrand avec Jacques Delors? Il en faisait un allié nécessaire pour les secteurs de l'opinion qui pouvaient être intéressés par ce qu'il disait", a commenté le responsable socialiste.

"Il n'est pas socialiste (...) mais il est dans un gouvernement socialiste", a-t-il rappelé.

"Je pense que c'est un homme qui parle à une partie de l'électorat, mais pas obligatoirement à tout l'électorat (...) Il faut qu'il parle, mais qu'il parle à bon escient et à ceux qui sont en capacité de l'écouter", a souligné aussi le Premier secrétaire du PS.
AFP 02.09

On aura compris de quelle "partie de l'électorat" du PS dont il parle, celle des petits et grand bourgeois, des nantis en tous genres qui espèrent être épargnés par la politique antisociale du gouvernement ou qui ont lié leur sort à celui du capitalisme que représente le PS.

En complément. Et hop un sondage de circonstance !

- Hollande stable, Valls en baisse, Macron en hausse, selon un sondage - AFP

[Recyclage des déchets.](#)

- Placé, De Rugy et Bennahmias créent un nouveau parti: l'Union des démocrates et écologistes - 20minutes.fr

[Intox.](#)

- La polémique Combes illustre la difficulté de l'Etat à contrôler les abus des patrons - AFP

[Cazeneuve ou la réaction assumée.](#)

- Cazeneuve pour un fichier européen de passagers aériens avant fin 2015 - AFP

- Bernard Cazeneuve présent aux obsèques du gendarme tué dans la fusillade de Roye - LeFigaro.fr

[La justice de l'Etat sioniste.](#)

- Mort d'Arafat: les juges français rendent un non-lieu dans l'enquête pour "assassinat" - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Code du travail. En famille pour un autodafé](#)

Ils en deviennent hystérique.

- Faut-il brûler le code du travail ? - LeMonde.fr

- Le Code du travail bientôt aux oubliettes ? - M6info

Attention sujet sensible : la réforme du Code du travail. Et une idée plutôt de droite commence à faire son chemin à gauche.
M6info 03.09

- Les plaidoyers pour un code du travail à la carte se multiplient - AFP

Donner "la main" aux entreprises et salariés pour assouplir le code du travail: l'idée a fait son chemin. Pour avancer sur ce chantier très sensible, le gouvernement dispose des propositions de deux think tank, l'un réputé libéral, l'autre de gauche.

Le Premier ministre l'a redit dimanche: il souhaite "revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation" en matière de droit du travail, en donnant la possibilité aux employeurs et représentants des salariés de "décider eux-mêmes".

Pour cela, Manuel Valls attend d'ici la fin du mois les préconisations de la commission pilotée par l'ancien directeur du Travail Jean-Denis Combexelle. Sans attendre, l'Institut Montaigne et Terra Nova ont versé cette semaine leur pierre à l'édifice. Tous deux appellent à secouer le droit du travail français en faisant primer l'accord collectif sur la loi.

"Renverser la hiérarchie des normes, c'est bien de cela qu'il s'agit", revendique le juriste Jacques Barthélémy, l'un des deux co-auteurs avec l'économiste Gilbert Cette de "Réformer le droit du travail", à paraître jeudi aux éditions Odile Jacob.

Dans cette réflexion menée pour Terra Nova, proche du PS, ils dressent le même constat que l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter, qui avait relancé en juin le débat sur "l'obésité" du code du travail: la "complexité et l'abondance" du droit social actuel découragent les employeurs d'embaucher.

Pour "sécuriser" les employeurs, MM. Cette et Barthélémy prônent d'aller plus loin avec un accord collectif s'imposant au salarié. Celui-ci n'aurait plus son mot à dire que sur quelques "éléments substantiels absolus" de son contrat, tels que le salaire horaire et

le niveau de qualification.

La durée du travail et donc le salaire mensuel pourraient eux être modifiés sans son accord. Et en cas de refus, le salarié serait licencié pour motif "sui generis", et non économique.

Au Medef, on se "réjouit" de voir que "l'idée de privilégier les accords d'entreprise - proposée par une partie du patronat depuis longtemps - prospère". La sortie quasi simultanée des rapports "d'un think tank classé plutôt libéral et un autre de gauche" montre "une convergence gauche/droite", le signe que "le pays est mûr", souligne l'organisation patronale auprès de l'AFP.

"Il faut pouvoir faire de la norme sur mesure", "passer de la régulation par l'Etat à la régulation par l'accord", poursuit un responsable du Medef, repoussant les craintes de "dérégulation" exprimées par la CGT et FO.

Le numéro un de la CFDT Laurent Berger pousse lui à aller de l'avant car le code du travail est devenu "illisible".

"Il y a un besoin de régulation" et "il n'est pas interdit de dire que l'entreprise est un de ces niveaux (de régulation), à condition qu'on préserve une norme sociale minimale si l'entreprise ne joue pas le jeu de la négociation", estime-t-il.

Le sujet devrait animer la prochaine conférence sociale des 19 et 20 octobre. Ouvert à une négociation interprofessionnelle dans la foulée, le Medef encourage le gouvernement à ne pas reculer en cas d'échec car "il faut aller vite".

Manuel Valls devra pour cela convaincre sa majorité dont une partie a déjà exprimé ses réticences. AFP 02.09

En complément. Surenchère et quand les instituts de sondages entrent en piste.

- Gérard Larcher favorable à « la suppression des 35 heures » - Public Sénat

- Temps de travail : 71 % des Français prêts à laisser leur entreprise le fixer - LePoint.fr

Et qui était à l'origine de ce sondage manifestement truqué ? : Un sondage CSA réalisé pour Les Échos, Radio Classique et l'Institut Montaigne. Ceci explique cela.

- En Inde, 150 millions de grévistes à propos du code du travail - Reuters

Près de 150 millions d'Indiens ont répondu mercredi à un appel à la grève contre le projet de réforme du code du travail du Premier ministre Narendra Modi dans le cadre d'un plan de relance de la croissance économique qui marque le pas.

Le plan de relance gouvernemental suscite une vive hostilité et le chef du gouvernement a déjà dû renoncer il y a quelques jours à une réforme de la propriété foncière favorable aux entreprises, dont les détracteurs estiment qu'elle aurait fait du tort aux agriculteurs.

La grève d'une journée organisée mercredi à l'appel de dix grands syndicats visait spécifiquement le projet d'assouplissement du code du travail. L'association des Chambres de commerce et d'industrie indiennes a évalué à 3,3 milliards d'euros le coût des arrêts de travail. Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont notamment éclaté à Calcutta, où une trentaine de personnes ont été arrêtées.

Le Premier ministre indien souhaite assouplir les conditions d'embauche et de licenciement pour stimuler l'emploi et relancer la croissance. Ses projets visent en outre à limiter le droit de grève, mais propose d'élargir la sécurité sociale à l'économie informelle, secteur composé de millions de petites entreprises au statut juridique flou. Reuters 03.09

Comment recenser des centaines de millions de travailleurs qui ne bénéficient d'aucun contrat de travail pour les taxer, voilà l'objectif de Modi car il se fout bien de leur sort. Même la plupart de ceux qui ont un emploi stable n'ont même pas de feuilles de paie, ils ne sont enregistrés nulle part, ils n'existent pas, ils n'ont aucun droit.

- Au Royaume-Uni, le nombre de "contrats zéro heure" ne faiblit pas - latribune.fr

Les contrats de travail extrêmement flexibles sont monnaie courante au Royaume-Uni. Mercredi 2 septembre, l'Office national de la statistique (ONS) estime le nombre de personnes employée dans le cadre d'un contrat dit "zéro heure" à 744.000, soit 2,4% de la population active, au deuxième trimestre, contre 624.000 un an plus tôt.

Pour rappel, ces contrats sont sans garantie d'horaire ou de salaire minimal. Ils sont particulièrement répandus dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, des services aux personnes et de l'éducation.

Une partie de cette hausse serait liée au fait que certaines personnes ont pris conscience du fait qu'elles étaient employées dans le cadre d'un contrat "zéro heure", explique l'ONS.

Car en réalité, toujours selon une étude de l'ONS conclue en s'appuyant sur le nombre de contrats et non les déclarations des salariés cette fois-ci, le nombre d'emplois offert aux conditions "zéro heure" avoisine les 1,5 million, selon les derniers chiffres de janvier.

En 2013, dans une étude publiée le 5 août, le Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) affirmait qu'un million de personnes étaient employées via des contrats "zéro heure" au Royaume-Uni. Soit 3 à 4% de la masse salariale du pays. Les chiffres avancés par le CIPD, une association spécialisée dans les ressources humaines, étaient quatre fois plus élevé que celui calculé, en 2012, par l'Office national des statistiques.

Un chômage en baisse, mais une précarisation du travail qui progresse

Certains économistes expliquent ainsi le recul du chômage à 5,6%, -qui a baissé ces deux dernières années plus rapidement qu'ailleurs en Europe- avant tout par le développement des travailleurs indépendants et d'autres formes de travail sans garantie.

L'OCDE, bien que satisfaite des réformes économiques du gouvernement de David Cameron, observait dans une note en février que le marché du travail s'est fortement précarisé en raison de cette forte flexibilité.

La secrétaire général de la fédération syndicale Trades Union Congress, Frances O'Grady, a d'ailleurs déclaré en réaction à la dernière publication de l'ONS que "les contrats 'zéro heure' constituent un rappel douloureux du fait que le marché britannique du travail est à deux vitesses". latribune.fr 02.09

A qui la faute sinon aux dirigeants vendus du Trades Union Congress !

[Une potiche en guise de ministre du Travail.](#)

- Qui est Myriam El Khomri, nouvelle ministre du Travail ? - Francetv info

"J'avais des rêves d'être comédienne, de scène", confie-t-elle

La voilà désormais en charge de l'un des plus gros ministères, celui du Travail. Si elle est titulaire d'un DESS de droit public, elle n'est pas une spécialiste du droit du travail. Francetv info 02.09

Elle a le même regard et sourire miévreux que Belkacem, qui caractérise un égocentrisme et une ambition dévorante, qui suinte l'arrogance et le mépris, surtout la médiocrité.

Commentaire d'un internaute

- "Ce qui est fou, c'est qu'elle est ministre du travail sans jamais avoir travaillé de sa vie. Elle est passé de sa fac de droit à la politique : pas une seconde au turbin."

C'est la vérité, à 37 ans elle n'a jamais travaillé de sa vie et elle n'est pas la seule dans ce cas-là. Cela concerne également une partie des députés et des partis politiques, donc certains de leurs dirigeants ou permanents auront travaillé moins de 10 ans au cours de leur vie, on ne citera pas de noms, vous devez les connaître.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Grèce: Le parti de Tsipras dépassé pour la première fois par la droite dans les sondages - 20minutes.fr

Les Grecs interrogés se prononcent majoritairement pour un gouvernement de coalition, alors que l'ex-Premier ministre a appelé les électeurs à lui donner «un mandat fort, une majorité absolue»...

C'est une première. A dix-huit jours des élections législatives anticipées en Grèce, la droite est créditée d'une légère avance sur le parti de gauche radicale Syriza, dans un sondage diffusé mercredi soir sur la chaîne de télévision MEGA.

Le principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie (ND-droite) recueille selon ce sondage 25,3% des intentions de vote contre 25% pour le parti d'Alexis Tsipras. L'ex-Premier ministre, qui a démissionné le 20 août, reste toujours populaire (41,9%). Mais le dirigeant de la ND, Vangélis Meïmarakis recueille désormais plus d'avis favorables (44,3%) que lui contrairement aux précédents sondages.

Les Grecs seraient favorables à un gouvernement de coalition

Les néonazis d'Aube dorée, dont les dirigeants et cadres sont poursuivis en justice pour des crimes, arrivent en troisième position avec 5,5%. Les dissidents du parti Syriza, qui ont formé le parti eurosceptique Unité populaire sont crédités de 4% des intentions de vote aux législatives anticipées, le troisième scrutin depuis le début de l'année.

Les personnes interrogées se prononcent également majoritairement pour un gouvernement de coalition (58,9%) alors qu'Alexis Tsipras, dont la démission après la scission de son parti a ouvert la voie aux élections anticipées du 20 septembre, a appelé les électeurs grecs à lui donner «un mandat fort, une majorité absolue». 20minutes.fr 02.09

Quel soulagement pour Tsipras, car figurer dans l'opposition parlementaire ce n'est pas mal non plus comme situation, à peu de choses près les prébendes se valent !

Japon

- Japon : forte mobilisation contre les lois de défense d'Abe - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout l'archipel comme ici à Tokyo pour s'opposer à une réinterprétation de la constitution pacifiste imposée après la Seconde Guerre mondiale par les Américains.

Une majorité grandissante du peuple nippon craint de voir son pays pris au piège d'un conflit lointain. Un attachement profond à la paix et un refus très net de la guerre comme l'explique cette professeure d'université : "si je devais décrire le Japon avec une phrase, je dirai "une nation pacifique". Il est inimaginable de détruire la paix, c'est irréaliste de jeter cette crainte sur cette nation".

"Le Japon ne doit pas devenir un pays qui mène une guerre et le Japon doit construire de bonnes relations avec ses voisins asiatiques", estime cette manifestante.

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe justifie son choix en mettant en avant les menaces croissantes qui entourent le Japon et ses habitants et le soutien éventuel à l'allié américain.

La montée en puissance de la Chine inquiète de plus en plus avec son budget militaire qui augmente à toute allure avec des différends qui opposent les deux puissants voisins, comme celui des îles Senkaku, des îlots inhabités contrôlés par Tokyo, mais revendiqués par Pékin. (Le budget de la Défense américain est de l'ordre de 610 milliards de dollars, alors que celui de la Chine est de 216 milliards de dollars pour une population quatre fois plus nombreuse. - LVOG)

Autre menace prise très au sérieux par les autorités nippones, la Corée du Nord et son régime dictatorial imprévisible qui pèsent sur toute la région. (Parce que les Etats-Unis avec toutes les guerres qu'ils ont menées en violation des lois internationales qu'ils avaient signé ne serait pas un "régime dictatorial". - LVOG) euronews.com 30.08

Syrie

- Syrie : les terroristes utilisent des obus de mortier "toxiques" - sahartv.ir

Les terroristes de Jeish al-Fatah ont fait usage d'obus de mortier « toxiques » lors de leurs attaques contre les habitants de Fawaa et de Kfarya.

Selon l'agence de presse iranienne Fars, les habitants chiites des deux cités de Fawaa et de Kfarya, dans la province d'Idlib, continuent de résister aux attaques des terroristes de Jeish al-Fatah.

Le quotidien syrien "Al-Watan" a rapporté que les membres du groupe terroriste Jeish al-Fatah ont eu recours aux substances toxiques pour briser la résistance des habitants de ces deux cités.

Mardi soir, les forces populaires qui résistent aux terroristes, venant d'occuper le village d'Al-Sawaqiya, ont brisé la ligne défensive des terroristes et ont saisi un char et une quantité d'armes et de munition des terroristes. Après l'attaque surprise des forces populaires, les terroristes ont rapidement quitté la zone. Plusieurs d'entre eux ont été tués lors de l'attaque des forces populaires syriennes. sahartv.ir 03.09

Yémen

- Les oulémas yéménites condamnent les crimes américano-saoudiens - sahartv.ir

L'association des oulémas du Yémen a condamné les attentats terroristes de mercredi soir à Sanaa, les qualifiant de complicité des terroristes avec les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. L'association des oulémas yéménites a publié jeudi un communiqué qui dénonce les liens entre le réseau des organisations terroristes avec le gouvernement américain, les services secrets des Etats-Unis et le régime de Riyad.

Le communiqué demande à l'armée et aux forces populaires yéménites d'intensifier leurs opérations sur le nord du nord en représailles aux agressions contre les villes et les populations civiles.

Par ailleurs, le Conseil de l'union des forces tribales a publié, à son tour, un autre communiqué pour condamner les attentats terroristes de mercredi soir à Sanaa, en appelant toutes les forces tribales du Yémen à s'unir et à résister aux agressions étrangères.

Au cours des attentats terroristes de mercredi soir contre un mosquée dans le nord de la capitale yéménite, des dizaines de civils qui s'y étaient réunis pour la prière collective, sont tombés en martyre. sahartv.ir 03.09

ECONOMIE

Communauté des Etats indépendants (CEI).

- Le dollar US supprimé des échanges économiques de la CEI - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a remis à la Douma le projet d'un accord visant à supprimer le dollar américain des transactions économiques des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Selon cet accord le dollar US sera supprimé sur les marchés des pays de la CEI, a-t-on appris de kommersant.ru.

Cette question a été proposée auparavant par le président russe, sur laquelle se sont accordés un certain nombre des membres de la CEI.

De même le président russe a présenté à la Douma le projet de loi sur la suppression du dollar américain et l'euro dans les pays de l'union d'Eurasie et au Tadjikistan en vertu duquel les pays membres de cette Union et le Tadjikistan effectueront leurs transactions de devise sans avoir recours au dollar. Sur ce fond la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, la Biélorusse et le Tadjikistan se sont entendus de supprimer le dollar et l'euro dans leurs transactions commerciales et d'utiliser désormais une autre monnaie qui serait le rouble russe. sahartv.ir 02.09

[Haut de page ↗](#)

Le 5 septembre 2015

CAUSERIE

[Le mot du jour : Transformisme.](#)

Rien à voir avec le darwinisme, bien que, plus proche du travestissement, du déguisement.

Les derniers développements de la situation en Grèce à 15 jours des élections législatives devraient vous passionner, si, si, sans jeu de mot douteux. Plus loin vous lirez un article de La Tribune qui devrait vous combler, je ne dis pas dans quel sens histoire d'entretenir le suspens... qui n'en est pas vraiment un comme chacun sait.

Citation du Grand Robert - À ses débuts, le transformisme partait d'un postulat, aujourd'hui démontré amplement : des espèces voisines (ou tout au moins ayant en commun certains caractères) doivent avoir une même origine. Issues d'une seule et même souche (et donc initialement identiques), elles ont peu à peu divergé au cours des temps. Le transformisme se fonde ainsi sur la notion de parenté qui rapproche certaines espèces et ressort des tableaux de classification. Jacques Ruffié, De la biologie à la culture, p. 27.

Tous les partis ouvriers ou qui prétendent exprimer les besoins des classes populaires ont été construits à la base par des intellectuels membres de la petite bourgeoisie ou appartenant aux classes moyennes, qui finalement vont s'avérer n'avoir jamais rompu avec leur classe originelle avec laquelle devaient se confondre leurs intérêts, puisque à part quelques exceptions ils vont tous finir par trahir la cause qu'ils prétendaient incarner.

L'étiquette de leur parti aura servi à camoufler pendant des décennies ou parfois toute une vie leurs véritables intentions ou leur imposture ou tout simplement les limites de leur engagement politique. Jusqu'au jour où la réalité les rattrape et les masques tombent. Il arrive que l'histoire s'emballe et que cela se produise plus rapidement qu'ils ne l'avaient prévu.

[Ils se désolent : Leur propagande hystérique se retourne contre eux.](#)

Grille de lecture.

Vous avez pu observer qu'ils avaient opté pour une attitude décomplexée, Macron déclarant son amour pour le patronat, Valls pour l'entreprise (et Israël), Hollande pour les multinationales, Cazeneuve pour la police, Fabius pour les barbares du Front Al-Nosra, Le Drian pour tous les dictateurs de la planète pour leur refourguer des armes dès lors qu'ils sont des alliés des Américains, etc. Ils ont mobilisés l'ensemble des médias, leurs think tanks, leurs réseaux sociaux et toute une flopée d'intellectuels et d'"experts" qui en rajoutent une grosse couche quotidiennement dans l'espoir de venir à bout de la bête, nous quoi, le peuple opposé à l'oligarchie... La machine à broyer les masses (et leurs droits) en marche, à l'offensive sur tous les fronts social, politique, idéologique, psychologique, à croire qu'elle est réglée sur la planche à billets de la Fed et de la BCE qui ne connaît pas de répit.

Ils espéraient en agissant ainsi, qu'un tel matraquage viendrait à bout des résistances les plus coriaces, et finirait par démoraliser l'ensemble de la population qu'ils pourraient tondre par la suite comme des moutons. Eh bien c'est raté ! Il s'avère qu'elle en a profité pour prendre du poil de la bête et refuse de s'avouer vaincue d'avance en profitant d'une faille dans leur mécanisme bien huilé de corruption des consciences que Goebbels ou Friedman n'auraient pas renié.

C'était en fait méconnaître la psychologie de masse qui agit par mimétisme, et dont on ne peut pas toujours prévoir dans quelle direction elle va s'orienter ou comment elle va évoluer. Ils ont affiché un comportement décomplexé en se disant qu'en agissant de la sorte ils allaient faire plier les masses, les écraser littéralement, les masses les imitent en leur faisant un pied de nez, quelle audace, elles en ont plus que nos dirigeants soit dit en passant ! Elles profitent du peu de liberté dont elles disposent pour n'en faire qu'à leur tête en faisant mentir de Gaulle qui les prenaient pour des veaux.

Vous vous permettez bien des écarts ou excès, vous faites comme si nous n'existions pas, et bien nous aussi leur ont-elles rétorqué. Du coup ils en sont désemparés, horrifiés, un peu comme s'ils avaient pris soudain conscience qu'ils avaient épuisé toutes leurs cartouches en vain, et qu'ils pressentaient le moment arrivé où ils allaient prendre les prochaines balles, on comprend leur inquiétude.

Comme quoi au passage nous ne ramons pas dans le désert et notre travail ou ce portail sert quand même à quelque chose, à son modeste niveau j'entends. Je vous laisse lire un bref extrait de cet article savoureux de Slate.fr et on se retrouve plus loin.

- L'expression «théorie du complot» ne fait plus peur - Slate.fr

Apposer les termes «théorie du complot» à côté d'une idée ne rend pas les gens plus méfiants. Quand une personne évoque la piste de «théories du complot», on pourrait s'attendre, en toute logique, à une réaction de méfiance de la part de ses interlocuteurs.

Or, ce n'est visiblement pas le cas: l'expression «théorie conspirationniste», ce n'est plus ce que c'était! - Slate.fr 04.09

Mon dieu, mon dieu, c'est horrible, tout fout le camp, les gens ne respectent plus rien, la chienlit nous guette décidément ! Ils n'ont pas compris qu'ils inspirent la méfiance aux masses, ils se croyaient tout puissants et voilà qu'elles les rappellent à la réalité. Quelle cruelle désillusion le sort leur réserve !

Cela pourrait bien être le but recherché. Pourquoi ? D'une part parce que ce sont ceux qui dénoncent ces théories qui en sont souvent les auteurs, d'autre part parce qu'en y amalgamant des infos ou faits recueillies par des journalistes d'investigation qui se revendiquent indépendants, cela permet de les discréditer ainsi que leurs travaux de recherche de la vérité qui est le pire ennemi de la classe dominante, puisque c'est par l'ignorance dans laquelle elle maintient l'immense majorité de la population qu'elle peut la manipuler et appliquer sa politique, conserver son pouvoir.

Et comme ces théories sont dénoncées essentiellement par des médias aux ordres ou corrompus dont la population met de plus en plus en doute l'impartialité ou des représentants des partis institutionnels qu'elle rejette, il n'y aucune raison à ce qu'elle accorde davantage de crédit aux versions officielles que les uns et les autres leur servent qu'à ces théories qui les remettent en cause à tort ou à raison.

Ce retour de bâton qui frappe l'ensemble des médias (et le gouvernement) est la conséquence de la désinformation hystérique ou tapageuse et grotesque à laquelle ils se livrent en permanence, qui a pour fonction de relayer la propagande du régime et de conditionner la population pour qu'elle le soutienne ou adhère à la politique de ses représentants, ce dont de plus en plus gens prennent conscience en s'informant auprès d'autres sources, et quand nous vient spontanément à l'esprit pour le meilleur et le pire, on retiendra le meilleur qu'on ne peut pas nier ou effacer arbitrairement, ils en fournissent la preuve ici.

A force d'en faire trop, par exemple accuser quelqu'un (y compris un gosse!) de complotisme pour seulement avoir osé poser des questions que les médias (ou le gouvernement) n'avaient pas soulevées suite à un événement, ils ont perdu toute crédibilité et ils sont en train de se couper de pans entiers de la société, dont les membres essaient de penser par eux-mêmes pour comprendre la situation et agir dessus, ce qui pour la classe dominante représente un véritable cauchemar.

Pour déterminer quels sont les acteurs qui sont dignes de confiance et ne pas se faire manipuler par des illuminés ou des agents du néolibéralisme, on peut se fier à quelques critères.

Tout d'abord on doit savoir qui s'exprime et avoir des éléments biographiques sur l'auteur d'un article qui nous renseigneront sur sa personnalité et ses réelles intentions, le mieux c'est encore qu'il les affiche lui-même. Ensuite, il faut vérifier qu'il fournit les sources de ses informations pour que chaque lecteur qui le désirerait puisse les vérifier ou les recouper avec d'autres sources pour s'assurer de leur authenticité. Au-delà, toute affirmation doit être étayée, argumentée, tout amalgame doit être justifié, le lecteur doit pouvoir distinguer ce qui relève de l'interprétation des faits par l'auteur ou par une tierce personne qu'il cite dans un article des faits eux-mêmes, toute allégation ou supposition, spéculation ou projection devra être présentée comme telle et être accompagnée d'un minimum d'indices ou d'explications, pour que le lecteur n'en arrive pas à des conclusions hasardeuses ou qui iraient au-delà de ce que les faits portés à sa connaissance permettent d'entrevoir ou de diagnostiquer, de pronostiquer raisonnablement, bien que cette notion soit volatile, etc.

Ceux qui sont au pouvoir et leurs larbins en tous genres complotent en permanence contre la population en lui mentant, en lui cachant la vérité. Ils tronquent, déforment, falsifient à souhait la réalité, lorsqu'elle ne leur convient pas ou lorsqu'elle est nuisible aux intérêts de la classe dominante, lorsqu'elle révèle leurs réelles intentions, leurs véritables natures, celle du régime, et pour que les travailleurs ne prennent pas conscience que l'interprétation qu'ils leur servent ne correspond pas à la réalité ni à leurs intérêts, rien de tel que de proclamer théorie du complot toute question ou analyse qui favoriserait cette prise de conscience, tout fait qui y contribuerait s'il parvenait à leur connaissance ou s'ils en tenaient compte, de manière à ce qu'ils demeurent dans l'ignorance et ne rompent pas avec les institutions, le régime et ses représentants.

Quant à ceux qui estiment qu'il serait inutile d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience et qui n'ont que la lutte à la bouche ou des formules antédiluviennes à leur servir, les faits se chargent de démentir leur élucubration de fonctionnaires de la pensée.

ACTUALITE EN TITRES

[Le capitalisme : un produit fini défaillant.](#)

- Nissan rappelle 300.000 voitures aux USA, 28.000 au Canada - Reuters

- Fiat Chrysler rappelle des véhicules pour sécurité informatique - Reuters

[Ils ont ajouté l'horreur à l'horreur pour faire fuir la population terrorisée et déstabiliser l'Europe.](#)

- Un an de bombardements n'a pas ébranlé l'État islamique - LeFigaro.fr

- Migrants : l'Europe cherche des solutions - Francetv info
- Les pays du Nord restent opposés à l'accueil des réfugiés. - Francetv info
- Ces associations qui proposent aux Français d'héberger des réfugiés chez eux - LeFigaro.fr

Le comble du populisme et de l'abjection.

- John Kerry ému face au "Huffington Post" quand il évoque l'enfant syrien noyé - Le Huffington Post
- Migrants : le PS bat le rappel pour accueillir davantage de réfugiés - LeParisien.fr
- Fleur Pellerin annonce «un rassemblement pour changer de regard sur l'immigration» - LeParisien.fr
- Migrants : le Cardinal Vingt-Trois fustige ceux qui brandissent «l'épouvantail d'une invasion» - LeFigaro.fr

[Leur société transformée en chasse à l'homme.](#)

- La chasse aux automobilistes sans assurance est lancée - Francetv info

Le nombre d'automobilistes sans permis est en augmentation, celui des automobilistes sans assurance aussi. Francetv info 04.09

ACTUALITÉ DU JOUR

[Quand Libération rappelle Le Figaro à l'ordre](#)

Un conseil aux lecteurs en plusieurs étapes.

- Lisez l'article de Libération et arrêtez-vous avant le dernier paragraphe.
- Interprétez ce que vous venez de lire et gardez-le en mémoire.
- Ensuite lisez attentivement le dernier paragraphe et arrêtez-vous à nouveau.
- Demandez-vous ce qu'il faut penser du contenu du dernier paragraphe sans faire référence aux paragraphes précédents.
- Pour finir, reliez votre première interprétation à celle du dernier paragraphe et tirez-en une ou des conclusions.
- Ensuite seulement lisez mon explication, voyez si elle concorde avec la vôtre ou ce qui diffère entre les deux, si tel est le cas, sur quel point précisément.

Ce serait intéressant qu'à la suite de cette exercice vous nous livriez votre commentaire ou analyse, ce que vous en aurez retenu et s'il vous aura été utile ou non.

- Les Français opposés aux 35 heures, vraiment ? - liberation.fr

Un sondage laisserait penser que les salariés seraient contre la durée légale du travail. Une interprétation largement abusive.

Les Français pour la fin des 35 heures ? C'est le résultat fracassant d'un sondage publié ce vendredi par les Echos. Ou du moins son interprétation. Ainsi, selon le quotidien économique, «il n'y a pas d'équivoque», 71 % des personnes interrogées souhaitent «revenir sur la durée légale du travail, les fameuses 35 heures». Pas d'équivoque ? Justement, si... Car à aucun moment, dans ce sondage, n'est mentionnée la «durée légale», et encore moins «les 35 heures».

La question commandée par les Echos se limite en effet à demander : «Selon vous, faut-il laisser les entreprises fixer librement le temps de travail, par accord avec leurs salariés ?» Question qui, par sa formulation même, n'invite pas vraiment le Français lambda à répondre par la négative. Qui a envie de s'opposer au «librement», qui plus est «par accord avec les salariés» ?

D'autant que la proposition n'est pas très éloignée de ce que prévoit déjà la législation actuelle...

Mais à aucun moment, donc, le quotidien ne suggère de supprimer la durée légale. Ni n'explique, de surcroît – pour un public pas forcément au fait des arcanes d'un code du travail que tout le monde ou presque s'accorde ces derniers temps à juger incompréhensible –, ce que cette suppression entraînerait, à savoir la fin de la majoration (à 25 %) des heures supplémentaires pour ceux qui en font.

Nicolas Fert, de l'institut CSA, cité dans l'article, se sent même obligé de préciser: «toutes les personnes interrogées ne mesurent peut-être pas concrètement les conséquences dans leur cas particulier». On peut même imaginer - soyons fous - que certains envisageraient de négocier une durée du travail inférieure aux 35 heures... Tout en conservant, au niveau national, une durée légale à 35 heures. Ou encore de réclamer une durée supérieure, pour bénéficier d'heures supplémentaires majorées, comme c'est déjà le cas dans de nombreuses entreprises.

Bref, l'insertion de la formulation «suppression de la durée légale» ou encore «suppression des 35 heures» n'aurait peut-être pas changé le résultat final, mais elle aurait au moins permis d'en arriver à la conclusion qui en est aujourd'hui – prématurément – tirée. Jusqu'à la caricature pour le Figaro, qui a ainsi titré, sur son site web : «Les Français se disent prêts à renoncer aux 35 heures». Avec, en sous-titre : «Les sympathisants de droite comme de gauche accepteraient une modification de la durée légale du travail». Et le rédacteur d'imaginer, un peu plus loin dans l'article: le «sondage [...] montre que les Français eux-mêmes sont prêts à travailler davantage». Autrement dit, de la question initiale - «faut-il laisser les entreprises fixer librement le temps de travail?» - on en arrive aux «Français veulent travailler plus». Manip, quand tu nous tiens... liberation.fr 04.09

Cet article ne change rien à l'orientation réactionnaire de Libération qu'il a apparemment des difficultés à assumer, ce qui peut se comprendre en prétendant pencher à gauche. Bien au contraire. Comment cela ? C'est simple à comprendre.

On observera que l'auteur de l'article ne prend ses distances avec l'interprétation du Figaro que pour mieux la reprendre à son compte, lorsqu'il dit qu'une formulation plus claire "n'aurait peut-être pas changé le résultat final", finalement il lui reproche d'avoir péché par excès de zèle et livré "prématurément" une conclusion qu'il partage et qui malheureusement s'avère si grotesque que tout le bénéfice qu'ils pouvaient espérer de cette opération tombe à l'eau.

Comment un acte de corruption a été requalifié en chantage.

- Le journaliste soupçonné d'avoir fait chanter le roi du Maroc conteste devant le juge toute «intention de chantage» - 20 Minutes

Commentaire d'un internaute.

- "Accepter de ne pas publier un brulôt contre de l'argent, si ce n'est pas du chantage, c'est quoi ?"

Non, cela s'appelle être corrompu.

Les journaliste Catherine Graciet et Éric Laurent ont admis avoir cédé à une offre financière alléchante ce qui en fait des corrompus, acte méprisable s'il en est qui n'était pas illégal ou susceptible de poursuite judiciaire. L'affaire aurait dû en rester là ou ne jamais éclater, sauf que le monarque marocain a voulu maquiller cette offre en chantage, afin de donner une tournure criminelle à cette affaire et que des poursuites soient engagées contre les deux journalistes, reste à savoir pourquoi.

Parce qu'ils ont refusé sous la menace de livrer leurs sources en échange de l'abandon de la plainte qu'il avait déposée contre eux, tout en persistant à vouloir publier leur livre.

En famille. Le masque de l'imposture est tombé, fermer le banc de la récréation. Personne ne réanimera le cadavre de la gauche réformatrice.

Grille de lecture.

Ce qu'on a appelé la gauche caractérisait en fait des partis démocrates petits bourgeois réformatrices liés au régime capitaliste et qui étaient étrangers au socialisme ou figuraient parmi ses ennemis, donc de la classe ouvrière dont le socialisme incarne les intérêts.

On appréciera à sa juste valeur l'entreprise qui a consisté pendant des décennies en France et dans tous les pays en Europe à vouloir associer ces partis réactionnaires au combat de la classe ouvrière pour mieux la trahir et l'asservir au capitalisme et ses institutions à l'arrivée, d'où leur accession au pouvoir un jour ou l'autre dans pratiquement tous les pays de l'UE, avant qu'ils ne soient relayés dans l'opposition parlementaire ou se retrouvent marginalisés ou menacés de disparition comme c'est le cas en Grèce par exemple, pour avoir trahi leurs engagements électoraux ou les illusions que les travailleurs avaient encore en eux ou le plus souvent, qu'ils avaient portés au pouvoir en désespoir de cause, en se disant qu'ils avaient fait le choix le moins pire,

pour s'apercevoir rapidement qu'en réalité ils allaient poursuivre et même amplifier la politique antisociale du parti officiel de l'ordre tournée contre eux.

Une fois le parti officiel de l'ordre disqualifié, son supplétif de gauche devait prendre le relais pour assurer la continuité des institutions et du régime, et une fois celui-ci à son tour rejeté par la majorité des travailleurs, il fallait à la classe dominante trouver une solution de rechange, c'est ainsi que naquirent les différentes moutures du Front de gauche en Europe, ne serait-ce que temporairement à défaut de mieux, de manière à ce que la situation rentre rapidement dans l'ordre ou que l'un des deux partis qui incarnent ses intérêts revienne au pouvoir, c'est ce à quoi s'applique Tsipras et Syriza dorénavant auquel qui le titre d'agents du capital n'était ni usurpé ni exagéré.

Les faits sont parfois cruels, car cet épisode traduit la faillite de la stratégie politique adoptée par la soi-disant avant-garde organisée de la classe ouvrière en direction de ces partis et des partis staliniens pendant 70 ans. On n'a pas fini d'en payer les conséquences désastreuses pour le prolétariat, puisque l'ensemble des partis ouvriers rejettent cette interprétation qui repose exclusivement sur les faits et la situation actuelle, qui se caractérise par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, la dislocation de l'avant-garde ouvrière, la profonde division du mouvement ouvrier, la démoralisation de milliers de militants qui ont cessé le combat sur le plan politique. On ne pourra pas faire l'économie de cet inventaire que vous le vouliez ou non.

- Grèce : Alexis Tsipras prêt à s'allier avec le Pasok - La Tribune

L'ancien premier ministre a affirmé être prêt à gouverner avec le parti socialiste si celui-ci se débarrasse de ses anciens ministres. Un tournant dans l'histoire de Syriza, effectué sous la pression des sondages.

C'est un tabou important que vient de briser Alexis Tsipras. Jeudi 3 septembre, pour la première fois, Alexis Tsipras a ouvert la possibilité à une alliance avec le Pasok, le parti social-démocrate, alliance qu'il excluait jusqu'ici. L'ancien premier ministre a cependant expliqué dans cette interview diffusée sur la chaîne de télévision Kontra TV qu'une telle alliance ne serait pas inconditionnelle. Pour s'allier avec Syriza, le Pasok devra se débarrasser de ses « poids » a indiqué Alexis Tsipras.

« Poids » qui chargeraient le Pasok

Quels sont ces « poids » ? Principalement l'ancien chef du parti, Evangelos Venizelos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères dans le gouvernement d'Antonis Samaras de juin 2012 à janvier 2015. Un autre « poids » cité par Alexis Tsipras est Andreas Loverdos, ancien ministre du travail de George Papandréou et de Lukas Papadimos de 2010 à 2012. En réalité, Alexis Tsipras voudrait s'allier avec un Pasok débarrassé de tous les ministres qui ont appliqué l'austérité réclamée par les créanciers entre 2010 et 2015.

Tournant

Jusqu'à présent, Alexis Tsipras refusait toute alliance avec les « partis de l'establishment », tant ceux qui avaient appliqué l'austérité, le Pasok et le parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND), ainsi que le parti centriste To Potami (« la rivière »), poulain de Bruxelles et des oligarques grecs. Mais si son ambition officielle demeure de reconduire l'alliance avec le parti de droite souverainiste des Grecs Indépendants (ANEL), il doit s'adapter à une nouvelle réalité. Les dernières enquêtes d'opinion traduisent en effet un recul net de Syriza et semble considérer qu'ANEL aura beaucoup de peine à atteindre les 3 % des suffrages exprimés nécessaires pour entrer à la Vouli.

Incarner la stabilité

La situation est donc changée. Si Syriza arrive en tête, même assez largement, il n'aura pas de capacité à former un gouvernement. Sur sa gauche, ni le parti Communiste (KKE), ni les dissidents de Syriza de l'Unité Populaire ne sont des alliés possibles. En revanche, Nouvelle Démocratie peut compter sur une coalition quasi certaine avec le Pasok et To Potami s'il arrive à glaner les 50 sièges sur 300 promis au premier parti du pays. Si la droite arrive en tête, elle a donc plus de chance de former un gouvernement et c'est un argument que le leader de ND, Evangelos Meimarakis, n'a pas hésité ces jours-ci à souligner. La droite dispose donc d'un bonus à la stabilité. Or, dans une Grèce fatiguée par six mois de négociations et cinq ans d'austérité, c'est un argument qui peut peser lourd. Alexis Tsipras doit donc rééquilibrer sa position sur ce point. D'où son ouverture au Pasok qui pourrait être le prélude à un élargissement à To Potami, parti qui, après tout, n'a pas participé non plus à l'austérité des années 2010-2015.

Conditions de pure forme

Car, les conditions posées par Alexis Tsipras sont de pure forme. La future coalition au pouvoir après les élections du 20 septembre sera en charge d'appliquer le troisième mémorandum signé en août dernier par Alexis Tsipras. Vouloir s'allier avec un parti « vierge » de toute austérité passée est donc une simple coquetterie. D'autant qu'Evangelos Venizelos a quitté la tête du Pasok, confiée à Fofi Yennimata, une universitaire de 50 ans. Du reste, C'est aussi considérer que la ligne politique passée du

Pasok et son application depuis 2009 n'est que le fruit de certaines personnalités qui ont exercé le pouvoir. Mais Alexis Tsipras oublie que le Pasok est, comme Nouvelle Démocratie, un des piliers d'un système clientéliste qui a conduit la Grèce au bord du gouffre. Sans compter que c'est le Pasok de Konstantinos Simitis, premier ministre de 1996 à 2004, qui a poussé la Grèce à entrer dans la zone euro.

Vers une « pasokisation » de Syriza ?

En réalité, le Pasok n'a guère changé. Il reste un parti « pro-mémorandum » fondé sur une logique de clans. Fofi Yennimata est, d'ailleurs, la fille d'un des fondateurs du parti, Yiorgos Yennimata, cinq fois ministre sous Andreas Papandréou. Avec le Pasok, la volonté réformatrice de Syriza, qui constituait le cœur de son programme de Thessalonique d'août dernier, ne peut qu'être remise à plus tard. Plutôt que de changer réellement le fonctionnement de la société grecque pour la rendre plus égalitaire et plus juste, une telle alliance sera tentée, comme les précédentes, de s'en tenir aux objectifs comptables par le mémorandum et par la troïka. Cette ouverture d'Alexis Tsipras vers le Pasok traduit en réalité l'évolution de Syriza qui, en acceptant les conditions des créanciers, est entré dans le jeu « normal » de la politique grecque. Progressivement, les différences entre Syriza et le Pasok risquent de devenir très réduites. L'ancien parti des Papandréou a, lui aussi, tout en se proclamant de « gauche », appliqué une politique d'austérité dictée par les créanciers. Depuis le début de la campagne, le seul argument de Syriza est celui de défendre un gouvernement « de gauche » en Grèce.

Pari risqué

Ce mouvement d'Alexis Tsipras est donc fort risqué. Pour pouvoir prétendre à la capacité d'assurer la stabilité politique, il met en danger ce qui restait de fort dans le programme de Syriza, autrement dit sa capacité de parti « neuf », capable de rénover le pays et de le réformer réellement. Il prend donc le risque de rajouter de la déception à la déception. Or, l'électorat de Syriza est, selon une enquête de GPO, particulièrement déçu. La moitié seulement des électeurs de Syriza en janvier voteront à nouveau pour ce parti le 20 septembre. C'est le plus faible taux de mobilisation après celui d'ANEL. Il n'est pas certain que le « recentrage » de Syriza et son ouverture vers le Pasok séduisent davantage ces déçus.

Les dangers du transformisme grec

En Italie, il existe un mot pour désigner ce qui se passe en Grèce aujourd'hui : le transformisme. Ce phénomène traduit le recentrage de tous les partis et, une fois le débat électoral factice achevé, la réduction de la politique à la seule lutte pour l'occupation des postes de gouvernement. Ce transformisme a ruiné le parlementarisme italien du début des années 1920 et de l'après-guerre et a provoqué de forts mouvements protestataires. Sous la pression des créanciers, la métamorphose de Syriza est une dernière étape de ce transformisme. Mais la Grèce a besoin de tout sauf de cette évolution qui ne va conduire qu'à renforcer la méfiance envers l'Etat et à fragiliser la démocratie hellénique. Outre les conséquences économiques du troisième mémorandum qui s'annoncent désastreuses, ses conséquences politiques semblent également devoir être fort négatives. La Tribune 04.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Guatemala

- Guatemala : à l'avant-veille des élections, l'ex-président en prison - AFP

La campagne électorale au Guatemala s'est conclue vendredi dans un climat d'ébullition populaire tandis que son ex-président, tout juste démissionnaire, passera le week-end en prison avant d'être à nouveau entendu pour des soupçons de corruption.

Redevenu simple justiciable, Otto Pérez, accusé de diriger un vaste réseau de corruption au sein des douanes, a passé cinq heures devant le juge, après une première nuit en garde à vue.

L'ancienne vice-présidente, Roxana Baldetti, est aussi incarcérée dans cette affaire, accusée d'avoir touché, entre mai 2014 et avril 2015, 800.000 dollars en pots-de-vin et des cadeaux en nature, tout comme Otto Pérez, via un réseau qui aurait détourné 3,8 millions sur la même période.

Un scandale révélé grâce au travail en commun du parquet et de la Commission de l'ONU contre l'impunité (Cicig), unique au monde.

"Monsieur le juge, pour 800.000 dollars, je ne vais pas mettre en jeu (...) ma dignité", a clamé Otto Pérez, rappelant son parcours militaire, assurant de son honnêteté, mais refusant de répondre aux questions, pendant une heure.

Dans l'après-midi, le magistrat a suspendu l'audience jusqu'au mardi suivant, quand il décidera de son éventuel placement en détention provisoire.

D'ici là, l'ex-général de 64 ans restera à la prison militaire de Matamoros et ne pourra donc pas voter dimanche.

"Je me sens triste", a-t-il simplement répondu aux journalistes avant de quitter le tribunal.

Dimanche, au premier tour des élections présidentielle, législatives et municipales, les bureaux de vote ouvriront à 07H00 (13H00 GMT), avec 7,5 des 15,8 millions d'habitants appelés aux urnes. La campagne s'est officiellement arrêtée vendredi à la mi-journée.

Les premiers résultats devraient être connus après 21H00 (03H00 GMT lundi), les deux candidats à la présidentielle qui arriveront en tête devant se départager le 25 octobre.

"Voter, c'est faire que le Guatemala rugisse plus fort", proclament des affiches illustrées d'un jaguar dans les rues de la capitale, actuellement en pleine saison des pluies.

Le scrutin survient dans un climat inhabituel, des milliers de Guatémaltèques ayant réclamé, en vain, son report, tout comme ils exigeaient ces derniers mois le départ d'Otto Pérez, à la tête de l'Etat depuis 2012.

Ce dernier, dont le mandat courait jusqu'au 14 janvier, a finalement démissionné mercredi, remplacé par son vice-président Alejandro Maldonado, qui a reçu vendredi les honneurs d'un défilé militaire.

Mais les manifestants, qui protestent pacifiquement chaque semaine depuis avril, demandent d'aller plus loin, exigeant un changement de système politique.

"Dans ces conditions, nous ne voulons pas d'élections", scandaient, au son des tambours, 500 personnes réunies devant le tribunal, en majorité des indigènes en tenue traditionnelle, des militants des droits de l'homme et des étudiants.

Blanca Escobar, une indigène de 33 ans, confiait à l'AFP : "S'il y a des élections, tout va rester pareil, le cercle de la corruption continuera".

Dans une conférence de presse, la militante indigène Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 1992, a salué "le moment historique que vit le Guatemala", mais prévenu qu'"il faut continuer à combattre l'impunité".

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, plaide quant à lui pour "un environnement pacifique" le jour du vote, dans un pays où 6.000 morts violentes sont enregistrées chaque année.

Signe d'un renversement de situation, l'humoriste Jimmy Morales, candidat de droite sans expérience politique, a pris la tête de la course à la présidentielle, selon un sondage publié jeudi.

A 46 ans, il est crédité de 25% des suffrages, dépassant Manuel Baldizon (droite, 22,9%), le favori jusqu'alors, et la social-démocrate Sandra Torres, ex-Première dame (18,4%).

Pessimiste, Manfredo Marroquin, directeur de l'ONG Accion Ciudadana, branche locale de l'organisation anticorruption Transparency International, rappelle que l'achat des votes est monnaie courante au Guatemala.

Les voix sont acquises via la distribution de sacs d'aliments ou des tirages au sort pendant les meetings, pour offrir des motos ou des bicyclettes à une population en majorité pauvre, raconte-t-il.

"La grande majorité des partis politiques n'ont (...) aucun plan concret" pour lutter contre la corruption, qui leur apporte "50% (de leur) financement", dénonce aussi Jonathan Menkos, directeur de l'Institut centraméricain d'études fiscales (Icefi). AFP 04.09

2- Tadjikistan

Stratégie du chaos. Opération déstabilisation à mettre au compte des Etats-Unis.

- Tadjikistan : huit policiers et neuf assaillants tués dans des affrontements près de Douchanbe AFP

Huit policiers et neuf assaillants ont été tués vendredi dans deux attaques près de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, les autorités accusant le vice-ministre de la Défense et l'opposition islamique modérée de les avoir organisées.

Une première fusillade a éclaté à l'aube devant "le bâtiment central du ministère de la Défense", à Douchanbé, puis une deuxième s'est produite devant un poste de police à Vahdat, à dix kilomètres à l'est de la capitale, a déclaré le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Jusqu'à présent, le bilan, établi par une source au sein de la police, faisait état de huit policiers tués et cinq autres blessés. Le ministère de l'Intérieur, qui n'avait pas souhaité alors confirmer des pertes dans ses rangs, avait indiqué que deux assaillants avaient aussi été tués.

Mais dans la soirée, les autorités tadjikes ont annoncé la mort de huit policiers et de neuf personnes ayant participé aux attaques.

Les assaillants tués "ressemblent à des civils mais il n'est pas exclu que parmi eux se trouvent des membres des forces de l'ordre", a déclaré à l'AFP le porte-parole de la police, affirmant qu'ils avaient été dirigés par le vice-ministre de la Défense Abdualim Nazarzoda.

Au cours de la première attaque, M. Nazarzoda "a induit en erreur les forces du ministère de la Défense en les dupant de par sa position de vice-ministre de la Défense", explique le ministère.

Il "a participé activement et mené personnellement cette attaque terroriste du début jusqu'à la fin", a assuré le ministère tadjik de l'Intérieur, annonçant l'avoir relevé depuis de ses fonctions.

Au cours de l'attaque, le vice-ministre était accompagné de trois officiers de haut rang, a indiqué une source policière à l'AFP.

Sept assaillants ont été arrêtés mais l'ancien vice-ministre est toujours en fuite, a précisé le ministère, ajoutant qu'une perquisition avait permis de découvrir une cache d'armes à son domicile.

Selon le ministère, pendant la sanglante guerre civile entre le pouvoir pro-communiste et des rebelles islamistes qui a fait 150.000 morts entre 1992 et 1997, M. Nazarzoda combattait au sein de l'opposition unifiée qui réunissait démocrates et islamistes.

Toujours d'après le ministère, le vice-ministre avait ensuite obtenu un poste de haut-fonctionnaire à la faveur d'une amnistie prévue par des accords de paix signés en 1997 et ayant marqué la fin des combats.

Le ministère affirme que M. Nazarzoda a ensuite rejoint le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan (IRPT), seul parti islamique légal dans l'ancienne république soviétique.

Ce parti a été interdit la semaine dernière par les autorités qui l'accusent d'avoir des liens avec l'organisation Etat islamique. Après cette décision, les analystes avaient dit craindre une radicalisation de l'opposition.

Peu après les fusillades, les internautes tadjiks ne pouvaient plus accéder aux réseaux sociaux américain Facebook et russe Odnoklassniki, ainsi qu'à la plateforme de partage de vidéos Youtube.

"Même si nous ne savons pas encore ce que signifient ces événements, ils sont peut-être les signes avant-coureurs de violences à venir", a déclaré l'ambassade des Etats-Unis au Tadjikistan, annonçant sa fermeture.

Les autorités assurent que plus de 600 Tadjiks se sont rangés aux côtés de l'EI en Irak et en Syrie depuis son apparition.

Parmi eux, l'ancien responsable des forces spéciales de la police tadjike, le colonel Goulmourod Khalimov, a rejoint au printemps dernier l'EI en Syrie, et menacé le gouvernement de futures attaques. AFP 04.09

3- Syrie

3.1- Syrie : nouvelle victoire stratégiques de la Résistance? - sahartv.ir

Les forces de l'armée syrienne ont repris le contrôle des hauteurs stratégiques de Jab al-Ahmar à Sahl el-Ghab. Selon le rapport du journaliste de Farsnews depuis Damas, les avions de combat syriens ont pilonné intensément les positions des groupes terroristes de la coalition de Jaysh al-Fath dirigée par le groupe terroriste du Front al-Nosra, dans différents endroits de Rif d'Idlib et dans la localité de Sahl el-Ghab tuant des dizaines de terroristes dont des officiers turcs.

Des officiers turcs ont été blessés aux alentours de station électrique de Ziron, à Rif d'Idlib, et ils ont été transférés sur le sol turc via le point de passage de Bab al-Haway, ont fait part dans ce droit fil des sources bien informées. Les opérations de la force aérienne de l'armée syrienne sont intervenues alors que les forces terrestres de l'armée ont repris, lors des opérations dans la localité de Sahl el-Ghab le contrôle des hauteurs stratégiques de Jab al-Ahmar surplombant cette localité. sahartv.ir 04.09

3.2- Syrie: les militaires russes combattent à Lattaquié - sahartv.ir

Les militaires russes combattent aux côtés des soldats syriens, selon Times

A en croire le journal britannique Times les militaires russes se seraient directement engagés dans les combats en Syrie. Le journal se réfère à une chaîne de tv syrienne et en diffuse des images pour étayer ses allégations. Ces images seraient tirées d'une vidéo de trois minutes mettant en scène un véhicule blindé, l'un des plus avancés que possède l'armée russe avec à son bord des militaires parlant russe. Selon Times, " ces militaires aideraient Bachar Assad à combattre les éléments armés sur les hauteurs de Lattaquié".

Times va jusqu'à suggérer que "les voix russes donnaient des ordres" . Le journal britannique insinuent évidemment l'implication directe de la Russie dans la protection de la bande côtière du nord de la Syrie où se situe le port de Tartous" sahartv. ir 04.09

4- Yémen

L'AFP est en deuil et ne le cache pas.

- Journée noire pour la coalition arabe dans la guerre au Yémen - AFP

Les Emirats arabes unis et Bahreïn ont perdu vendredi respectivement 45 et cinq soldats, leurs plus grosses pertes depuis qu'ils se sont engagés au Yémen dans une coalition sous commandement saoudien qui peine à venir à bout de rebelles chiites Houthis.

Depuis le début fin mars, des raids aériens de la coalition pour soutenir le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi face aux rebelles, les Emirats arabes unis ont perdu un total de 52 soldats.

Malgré cette tragédie, le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohamed Ben Zayed Al-Nahyane, commandant en chef des forces armées, a souligné dans un tweet "la détermination" de son pays à poursuivre son "soutien aux frères yéménites contre l'injustice et l'agression".

Un deuil national de trois jours a été décrété aux Emirats, dont l'aviation a déclenché dans la soirée une série de raids contre des positions rebelles et des sites militaires à Marib, Sanaa, Saada (nord), fief des Houthis, et Ibb (centre), selon Wam.

La présidence yéménite a annoncé que cinq soldats bahreïnais avaient également péri dans l'explosion.

La crise yéménite a figuré au menu des entretiens du président américain Barack Obama avec le roi Salmane d'Arabie saoudite, qui effectue sa première visite officielle aux Etats-Unis depuis son accession au trône en janvier.

Issus de la minorité zaïdite chiite, les Houthis étaient partis il y a plus d'un an de leur fief de Saada, dans le nord du Yémen, s'emparant en janvier de la capitale Sanaa et progressant de manière fulgurante dans le reste de ce pays.

Les forces antiHouthis, aidées par les frappes de la coalition, ont repris ces derniers mois des provinces du sud et tentent de reconquérir notamment la capitale Sanaa.

Si le commandement des forces émiraties n'a pas précisé les circonstances dans lesquelles étaient morts les soldats, des sources militaires yéménites ont évoqué une explosion "accidentelle" dans un entrepôt de munitions sur une base militaire dans la région pétrolière de Safer, à quelque 250 km à l'est de Sanaa.

Des renforts militaires, dont des chars, d'autres blindés, des lance-roquettes, des démineurs, des transports de troupes ainsi que des hélicoptères Apache, avaient été convoyés cette semaine sur cette base par la coalition, ont dit ces sources militaires.

"Ces renforts en matériel mais aussi en hommes font partie des mesures prises dans le cadre de la contre-offensive des forces loyalistes et de la coalition pour avancer vers Sanaa", a expliqué l'une d'elle sous le couvert de l'anonymat.

Pour leur part, les Houthis ont affirmé avoir tiré un missile balistique de type Tochka sur "un camp militaire à Safer", "tuant des

dizaines d'officiers et de soldats parmi les mercenaires de l'agression saoudienne", une allusion à la coalition arabe.

Dans un communiqué cité par l'agence de presse Saba contrôlée par les Houthis, un responsable du ministère de la Défense à Sanaa a ajouté que les assaillants avaient touché des Apache, détruit des blindés "émiratis" et "incendié des dépôts d'armes".

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement Hadi en exil, Abdo al-Houzaifi, interrogé par l'AFP, a affirmé que l'explosion à Safer était "accidentelle car les munitions étaient mal entreposées".

L'explosion a été provoquée par "la chute d'un missile sol-sol, tiré par les rebelles", a déclaré pour sa part à l'AFP une source militaire yéménite pro-Hadi.

Le ministre d'Etat émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, cité par le quotidien Gulf News de Dubaï, a aussi évoqué la thèse d'un missile sol-sol.

L'aviation de la coalition a intensifié ses raids contre des cibles militaires à Sanaa, provoquant des explosions, cependant que huit rebelles ont été tués dans des combats avec des forces loyalistes à Baïda (centre) et neuf autres à Taëz (sud-ouest), selon des témoins.

Dans le même temps, les forces loyalistes, "appuyées par des hélicoptères Apache, ont bombardé dans la nuit des positions rebelles dans (...) la province de Marib où les Houthis disposent de poches de résistance", a déclaré le ministre de l'Intérieur. AFP 04.09

Le nombre de victimes des bombardements de cette coalition américano-saoudo-arabo-sioniste dépasse les 5.000 morts, dont la plupart sont des civils.

5- Arabie saoudite

- Arabie: le régime saoudien attaque Al Awamiya - sahartv.ir

Les medias locaux en Arabie font état des attaques sporadiques des forces de sécurité saoudiennes contre les populations d'Al Awamiya, région à majorité chiite de l'est .

Selon des cyber activistes saoudiens les forces de sécurité ??? auraient ouvert le feu sur les habitants. Le régime des al Saoud auraient tenté d'assassiner ce vendredi le frère d'un activiste politique assassiné rependant au nom de Abdellah al Madad. . Selon ce rapport toutes les entrées de la ville d'Al Awamiyah auraient été fermées ce vendredi. sahartv.ir 04.09

ECONOMIE

Chine

L'oligarchie pro-américaine à la manoeuvre en Chine ?

- La Chine sanctionne trois sociétés, coupables d'avoir fait plonger les marchés - latribune.fr

Des amendes de près de 453 millions de yuans d'amendes ont été infligées à trois sociétés chinoises, dont une liée à Alibaba, pour des actions illégales sur les marchés. Ces activités seraient, d'après le régulateur du marché chinois, à l'origine de la chute des Bourses, dont celle de Shanghai.

Le régulateur du marché chinois a infligé des amendes à trois compagnies, dont Hundsun, liée à Alibaba, totalisant 453 millions de yuans (71 millions de dollars) pour s'être livrées à des "activités boursière illégales" qui seraient à l'origine de la chute des Bourses.

Une économie au ralenti

Cette démarche intervient au moment où les autorités chinoises déploient des efforts intenses pour renflouer les marchés financiers après que l'indice de Shanghai a plongé de 30% en trois semaines depuis la mi-juin après avoir progressé de 150% en un an.

La baisse continue des marchés vient se greffer sur des inquiétudes quant à un ralentissement de la croissance chinoise,

deuxième économie du monde, qui ont secoué les Bourses mondiales.

La Commission de régulation du marché des actions (CSRC) a également confisqué un total de 151 millions de yuans de "revenus illégaux" appartenant aux sociétés Hundsun Network Technologies Service Co, Mecrt Corp, et Hithink RoyalFlush Information Network Co, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Les dirigeants "avertis"

Ces trois sociétés avaient créé des systèmes permettant d'investir en Bourse sans s'identifier, ce qui leur permettait de réaliser des profits en fournissant "sciemment" des logiciels à des clients non avertis, a expliqué la CSRC. Ces agissements ont "durement perturbé le marché des actions", souligne-t-elle.

La CSRC avait lancé ses investigations en juillet. Elle a indiqué avoir infligé des amendes et averti les dirigeants des trois compagnies. La filiale du géant du commerce en ligne Alibaba Ant Financial détient 20% de Hundsun Technologies.

Hundsun Technologies a terminé en baisse de 3,14% à la Bourse de Shanghai tandis que, à l'inverse, Hithink RoyalFlush Information Network a gagné 2,19% à la Bourse de Shenzhen mercredi, dernier jour d'activité avant une fête chômée. latribune.fr 04.09

[Haut de page ↗](#)

Le 6 septembre 2015

CAUSERIE

Quelques titres glanés sur le portail Panamza

Histoire d'exciter un peu plus nos détracteurs auxquels nous avons décidé de ne plus répondre.

Avertissement. Ce portail est animé par un antisioniste qui verse dans l'antisémitisme si j'ai bien compris. Mais au regard de son travail d'investigation ou la somme d'informations (sourcées) qu'il met à disposition, il serait dommage de s'en passer. Personne n'est obligé de partager son penchant, ses analyses ou ses conclusions.

- Thalys : la version officielle est contredite par le témoignage d'une passagère.

En réalité par tous les passagers à l'exclusion d'un seul qui a cru entendre quelque chose qui ressemblait à une détonation...

- Premier à décorer les « héros » du Thalys, le maire d'Arras co-dirige un puissant lobby américain.

- La nouvelle patronne de Thalys avait travaillé pour le renseignement militaire américain.

- L'étrange connexion d'Éric Laurent avec Kroll, la « CIA de Wall Street ».

Si j'ai bien compris, le fin mot de cette affaire serait que les sionistes se seraient servis de ce journaliste comme moyen de pression sur le roi du Maroc, pour qu'il ne soit pas tenté de prendre ses distances avec Israël ou de remettre en cause leur coopération. Car qui figure derrière Kroll, je vous le donne en mille ? Benyamin Netanyahou.

En fait l'accusation de chantage portée contre Éric Laurent devait servir à en camoufler un autre, les sionistes se sont servis de lui, à moins qu'ils l'aient acheté puisqu'on est en présence d'un journaliste véreux.

Parole d'internaute

- "Le seul argument qui va rester à la droite, c'est qu'il vaut mieux l'original que la copie...".

Idem entre l'extrême droite et l'extrême gauche.

[Les Charlie étaient dans la rue en famille hier ou quand le drapeau du colonisateur français en Syrie et de](#)

la Turquie d'Erdogan flotte sur la place de la République à Paris

- Un internaute : "*De telles manifestations contre l'État Islamique n'ont jamais été organisées dans les rues de France.*"

Et pour cause : pour le PS et Hollande et leur armée de valets de la pseudo-gauche et extrême gauche Assad ou Daesh, la République arabe laïque syrienne et l'Etat islamique c'est du pareil au même. Même la laïcité à laquelle ils se prétendent attachés est un principe bidon en réalité pour eux. Si vous prenez à la lettre leurs discours, vous n'avez pas fini de vous faire manipuler. Un exemple.

Dans Informations ouvrières (n°367 page 14) Marc Gauquelin a osé affirmer que feu P. Lambert "*a réussi ce qu'il s'était fixé pour objectif, c'est-à-dire sortir le trotskysme du ghetto, l'engager, l'implanter, en faire un élément constitutif de la classe ouvrière, de son mouvement*", alors qu'en réalité avec à peine 2.000 militants dont la plupart ont atteint ou dépassé largement l'âge de la retraite, il est demeuré marginalisé, ignoré par 99% de la classe ouvrière.

Lucien Gauthier s'illustrera par un tour de passe-passe qui consistera à faire passer le POI pour le parti de Lénine et Information ouvrières pour le journal du parti bolchevik, afin de justifier la stratégie adoptée par le POI-CCI autour de son journal, alors qu'en réalité le POI n'a rien d'un "parti ouvrier révolutionnaire" et ne contribuera jamais à sa construction, et il semblerait que plus d'un siècle plus tard il serait peut-être tant de se rendre compte que la société a beaucoup évolué et que la place du journal ne peut pas être la même qu'en 1902 : "*en 1902, dans Que faire ?, Lénine établissait la place du journal dans la construction du parti révolutionnaire, la place d'une organisation délimitée : non pas un parti fourre-tout, mais un parti organisé, un parti ouvrier révolutionnaire.*", l'antithèse du POI ou l'aveu que ces soi-disant courants n'existent pas ou se réduisent au sien, au CCI, et encore à la clique qui le dirige ! Bref, plus borné, névrosé, sclérosé, manipulateur, tu meurs ! Sans déconner, rien sur ces deux articles qui couvrent une page entière, il y aurait de quoi en écrire des dizaines, on a franchement mieux à faire.

Revenons à notre sujet du jour qui présente plus d'intérêt et que le POI occultera sans doute.

- Migrants: Plus de 10.000 personnes manifestent en France pour l'accueil des réfugiés - 20minutes.fr

«Pas en notre nom». Plus de 10.000 personnes se sont rassemblées samedi dans toute la France, et notamment à Paris, pour dénoncer les «politiques répressives» à l'encontre des migrants et soutenir les réfugiés en réponse à un appel citoyen lancé sur les réseaux sociaux.

Ce rassemblement, intitulé «Pas en notre nom - #RéfugiésMigrantsDignité», «est né d'une discussion sur Facebook, de gens qui se demandaient comment faire pour exprimer quelque chose spontanément (...) dire non aux politiques migratoires répressives qui conduisent à la mort de milliers de personnes et oui à l'accueil», a expliqué l'un des organisateurs, l'auteur et réalisateur Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann.

L'appel sur Facebook de ce collectif citoyen a été relayé par plusieurs associations, comme SOS Racisme ou la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra).

Des représentants de partis de gauche, socialistes, communistes et écologistes, avaient annoncé leur intention de se joindre à la manifestation. Le Front de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste et le syndicat étudiant Unef étaient également présents. 20minutes.fr et AFP 05.09

- Raphaël Glucksmann : "Oui, il faut accueillir les réfugiés" - msn.com

L'instrumentalisation de l'immigration est une constante du mouvement ouvrier et de son avant-garde ayant pourris de l'intérieur au même rythme que le capitalisme et le dernier épisode ne fait que le confirmer.

Pour justifier leur position politique, ils se livrent à un amalgame entre les différentes périodes depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours marquées par un important flux migratoire vers l'Europe subi ou souhaité par les différents Etats dû à des causes diverses comme les guerres de rapines ou coloniales et le besoin de manoeuvres ouvrières pour répondre aux besoins du développement du capitalisme.

Confusion extrême ou quand le révisionnisme qui oscille entre opportunisme et gauchisme mène à la pire collusion avec la réaction.

Aujourd'hui il s'agit de tout autre chose. Ce qu'ils ne veulent et ne peuvent pas admettre pour avoir adopté la même interprétation de la situation en Syrie et la même position que le camp de la réaction (PS, EELV, UDI, MoDem, LR) qui exige le départ d'Assad qui laisserait la voie libre aux barbares d'Al-Nosra ou de l'Emirat islamique, selon que Washington mise sur l'une ou l'autre de ces organisations de mercenaires sanguinaires pour réaliser ses objectifs, et se traduirait par le chaos à durée indéterminée pour le peuple syrien qui serait ainsi sacrifié, bref, pour avoir adopté la version de l'impérialisme américain de 2011 qui consistait à affirmer qu'Assad porterait la responsabilité de la situation en Syrie pour avoir réprimé violemment une révolution pacifique

ou modérée, et que l'apparition d'Al-Nosra et de Daesh en serait la conséquence, dont l'exode d'une partie de la population en contact ou sur la route de ces barbares, ils ne peuvent plus faire marche arrière ou se déjuger, et ils ne peuvent que s'embourber davantage dans leurs contradictions qui les amènent logiquement à soutenir une entreprise pilotée depuis Washington et Ankara, qui consiste à déstabiliser les Etats de l'UE pour que leurs dirigeants cèdent aux exigences américaines, augmentent leur budget militaire et s'engagent davantage au côté des Américains dans cette guerre contre les peuples du Proche-Orient, voilà ce que le mouvement ouvrier et son avant-garde (sic) cautionnent.

Hier ils en sont logiquement arrivés à manifester à l'appel d'un porte-parole du néolibéralisme ou de Washington, un clone de BHL, Raphaël Glucksmann, membre du think tanks néoconservateur Cercle de l'Oratoire.

- Pour leur première action (du Cercle de l'Oratoire - LVOG), ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre ». (Le Monde du 8 novembre 2001)

- « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard, comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

Ils ont manifesté au côté de ce chien mêlé au gouvernement néonazi de Kiev, jugez plutôt.

ojim.fr - ... membre des différents cercles néo-conservateurs français (Cercle de l'Oratoire, revue Le Meilleur des Mondes) qui soutiennent la politique belliciste des États-Unis dans le monde (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Géorgie, Ukraine, etc...) ojim.fr

wikipedia.org - Il est l'époux d'Eka Zgouladze, vice-ministre de l'Intérieur puis ministre de l'Intérieur en Géorgie sous la présidence de Mikheil Saakachvili . Après avoir reçu la nationalité ukrainienne en décembre 2014, elle est nommée quelques jours plus tard vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk.

Raphaël Glucksmann est présenté comme un des « conseillers officieux » du président géorgien Saakachvili , qu'il a interviewé pour un livre paru en 2008. wikipedia.org

Précisons, Saakachvili marionnette de Washington nommé gouverneur d'Odessa par Porochenko. Odessa où des dizaines de militants ouvriers avaient brûlé vifs ou avaient été exécutés par les milices fascistes du régime ukrainien il y a un peu plus d'un an.

Hier ils ont manifesté à l'appel des assassins de ces militants ouvriers, voilà où ces soi-disant trotskystes ou révolutionnaires en sont arrivés, en fait des aventuriers, des charlatans, des imposteurs qui militent pour défendre uniquement leurs propres intérêts corporatistes.

ojim.fr - ...le premier ministre géorgien Irakli Garibachvili, « il est bien dommage que des personnes [Zourab Adeïchvili et Ekaterina (Eka) Zgouladze] que nous poursuivons en justice et qui sont recherchés par Interpol se soient confortablement installées dans le gouvernement ukrainien. Cela ne tardera pas à nuire aussi bien au gouvernement qu'à l'image de marque de l'Ukraine. » (« Tbilissi reproche à Kiev de promouvoir des personnes recherchées par Interpol », fr.sputniknews.com, 20/12/2014).

ojim.fr - Raphaël Glucksmann et sa femme Ekaterina "Eka" Zgouladze ne sont pas américains et pourtant ils ont systématiquement suivi et mis en œuvre dans leurs responsabilités au sein des gouvernements géorgiens ou ukrainiens, dans leur activité militante (Étude sans frontière) ou médiatique, la ligne politique des États-Unis.

On n'a pas le temps de se pencher sur tous les partis aussi on se contentera de deux exemples.

GMI - "Liberté de circulation, d'installation et d'emploi pour tous les travailleurs migrants et leurs familles !".

D'un côté ils partagent la politique de Hollande et son gouvernement qui est responsable de la guerre en Syrie et qui s'était prononcé en faveur du bombardement de ce pays à l'instar de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Libye, mais aussi de la situation en France avec ces 6 à 8 millions de chômeurs, ces plus de 3 millions de mal logés, ces 120.000 clochards renommés SDF, etc. De l'autre, ils réclament que le gouvernement fournisse un logement et un emploi) ces dizaines de milliers de migrants manipulés depuis Washington.

On assiste donc à une fuite en avant effrénée dans le populisme et le cynisme, imitant les représentants de la classe dominante.

NPA - Quotas : poker menteur sur le dos des réfugiés 04.09

Extraits. "Parce que, depuis quelques mois, la donne des politiques migratoires a radicalement changé. Jusqu'alors, les variations plus ou moins subtiles autour du thème unique «maîtrise des flux» suffisaient à donner le ton. Mais voilà, l'enchaînement des événements – guerres, massacres, persécutions – induit par un désordre mondial croissant fait que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui se pressent aux frontières de l'Europe parce que, pour tout simplement survivre, ils n'ont pas d'autre choix a littéralement explosé. Les digues ont craqué.

Il n'y a donc dans la situation actuelle qu'un motif d'espoir : le début de revirement de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion. A nous de faire que de l'émotion à l'indignation et de l'indignation à la révolte, la prise de conscience se fasse que ce sont bien les frontières qui tuent. "

Les menteurs ne sont pas toujours ceux qu'on croit. Sur une photo qui illustre un article de 20minutes on pouvait apercevoir distinctement des drapeaux du NPA hier lors de la manifestation parisienne des néoconservateurs, donc ils ne pourront pas dire par la suite qu'ils n'en étaient pas. J'ignore la liste complète des partis ou organisations y ont participé.

Ces abrutis du NPA n'ont manifestement pas compris ou plutôt ne veulent pas comprendre, que le "revirement de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion" était justement l'objectif de cette manipulation planifiée depuis Washington, pour que la population soutienne le chef de guerre Hollande qui devrait annoncer l'amplification de l'engagement militaire de la France au côté des Américains contre la Syrie et son peuple qui combat pour sa souveraineté.

Et ce sont les mêmes qui scandent qu'il n'y a pas d'argent pour l'école ou l'hôpital alors qu'il y en a pour la guerre... que le NPA soutient !

La désinformation à la base de cette opération.

- Aylan et sa famille, morts d'avoir voulu fuir la guerre - L'Obs

Vraiment ?

Témoignage de la tante, Fatima, du garçonnet mort noyé quand ses parents ont voulu passer de Turquie en Grèce (Kos).

C'est le Wall Street Journal qui révèle que la famille Kurdi ne fuyait pas la guerre. Elle vivait déjà depuis trois ans en Turquie, et le père des enfants voulait aller en Allemagne se faire refaire les dents dans un 1er temps, ils n'avaient pas eu de visa pour aller au Canada.

Jeune syrien mort noyé, son père voulait des implants dentaires...
<https://www.youtube.com/watch?v=FPr2WOGSMtl>

Guerre psychologique et conditionnement des masses. Ils ont assurément de la suite dans les idées.

- Lutte contre Daech : Paris envisage des frappes aériennes en Syrie - LeParisien.fr

La décision a été prise ce vendredi en conseil restreint de défense à l'Elysée : Paris envisagerait de mener des frappes aériennes contre les jihadistes du groupe Etat islamique en Syrie, selon une information du «Monde». «Il ne serait pas aberrant d'avoir de la continuité dans notre action, là où on équipe, on forme, on soutient par ailleurs des forces», a expliqué au Monde une source de haut niveau.

Fruit d'un processus nécessairement long, étant données ses implications logistiques, cette option de frapper en Syrie interviendrait en pleine crise des migrants, dont les drames humains ont trouvé un écho particulièrement fort cette semaine auprès des citoyens. Ce samedi, des manifestations sont ainsi organisées dans tout le pays. Cet élan de solidarité a été précipité par la diffusion jeudi d'une photo de Aylan, un enfant syrien de 3 ans retrouvé mort sur une plage turque.

Reste à connaître l'échéance des premiers raids de l'aviation française. Reste surtout à savoir quel sera le sentiment des Français quant à ces opérations. LeParisien.fr 05.09

Cette opération s'inscrit manifestement dans la continuité du 11 septembre 2001 et du 7 janvier 2015, et comme l'ensemble du mouvement ouvrier et de son avant-garde ont soutenu les versions officielles qui nous avaient été servies, il est normal

qu'ils récidivent et soutiennent une nouvelle fois le régime. Exagère-t-on lorsqu'on affirme qu'ils sont tous corrompus ? Ils n'ont cessé d'en faire la démonstration, de plus en plus ouvertement plus les manipulations auxquelles se livrent le PS et le gouvernement s'avèrent outrancières.

L'Agence Française de propagande de l'Otan récompensée pour avoir mis la main à la pâte.

- Perpignan: le photographe de l'AFP Bülent Kiliç Visa d'Or News - AFP

Le photographe de l'AFP Bülent Kiliç a été récompensé du Visa d'Or News samedi à Perpignan pour son travail sur le passage de réfugiés à la frontière turco-syrienne en juin. AFP 05.09

Il y a quelques mois c'était Charlie qui avait été honoré aux Etats-Unis, le mimétisme est parfait, bravo !

Une vidéo

Vladimir Poutine : «la crise migratoire en Europe était inévitable»
<https://www.youtube.com/watch?v=CHERdbAGvVQ>

Elle ne dure que 2 minutes.

- Les Etats-Unis refusent d'accueillir les réfugiés - sahartv.ir

Malgré l'intensification de la crise migratoire au Moyen-Orient, les Etats-Unis n'ont aucun programme pour accueillir des réfugiés, selon l'agence e presse russe Sputnik.

Le Président du Comité international de sauvetage a demandé aux Etats-Unis d'héberger 65.000 réfugiés syriens d'ici la fin de 2016 mais Josh Ernest le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré en réponse que son pays fournirait le budget nécessaire pour le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNHCR) mais il n'accueillerait pas les réfugiés syriens.

Josh Ernest a également salué la gestion de la crise par les autorités de l'UE. Les spécialistes de la garde-frontalière des Etats-Unis sont prêts à aider les pays européens pour sauver les réfugiés de la noyade, a-t-il ajouté. sahartv.ir 05.09

Quelle mise en scène !

ACTUALITE EN TITRES

Qui a dit ?

- "Il y a quelque chose que je suis très attaché"

Réponse : La Talonnette à La Baule samedi.

Qu'il soit nul en syntaxe n'est pas un scoop. On est attaché à quelque chose, il fallait donc employer à laquelle en présence d'un verbe transitif indirect ou intransitif, et non que réservé aux verbes transitifs directs, qui ne sont pas séparés du complément d'objet direct par une préposition.

Il ne pouvait pas en rester là, et parmi les choses auxquelles il est attaché, un lapsus révélateur qui a valeur d'aveu.

"Dans l'identité française à laquelle je crois, il y a quelque chose auquel je suis très attaché, c'est que la France, de toute éternité, a toujours été du côté des opprimés et toujours été du côté des dictateurs, toujours été du côté de celui qui était jeté en prison car il croyait dans ses idées".

"La France a toujours été du côté des dictateurs"? L'ancien président qui s'exprimait sans lire de notes, comme l'a remarqué LCP, est sans doute allé un peu vite dans la présentation de ses idéaux. huffingtonpost.fr 05.09

Ils sont très forts quand ils veulent, car le rectificatif apporté par Huffington Post revient à admettre que les dictateurs figurent bien parmi les idéaux de Sarkozy... sauf Assad apparemment ! On n'en a jamais douté.

Viva la troïka !

- Christine Lagarde ferait une bonne présidente pour 50% des Français - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Aux Etats-Unis, la rage contre la classe politique est très forte (sauf les jours d'élection) - slate.fr

Les électeurs américains en ont marre de la manière dont on gouverne leur pays. Mais vont-ils faire quoi que ce soit pour que cela change?

Que l'on observe le paysage politique américain et une chose saute aux yeux: les électeurs sont furieux. D'un côté, ils sont exaspérés par Barack Obama, l'immigration et l'apparente impuissance de leurs élus. De l'autre, ils sont énervés par Wall Street, les inégalités économiques et un gouvernement qui –selon eux– est à la solde de ploutocrates milliardaires.

Cette colère, fait remarquer Philip Rucker du Washington Post, est essentielle pour comprendre l'imbroglie actuel, une époque où la politique américaine est en venue à ressembler à un épisode caricatural d'À la Maison Blanche. Tout l'été, le magnat de l'immobilier et vedette de la télé-réalité Donald Trump aura été au centre de l'attention médiatique et (ce n'est pas une coïncidence) jouit désormais d'une belle avance dans la course à l'investiture républicaine.

Des candidats fabriqués

Parallèlement, le sénateur du Vermont Bernie Sanders –qui s'auto-qualifie de socialiste en marge de l'échiquier politique américain– est le principal adversaire d'Hillary Clinton dans le critérium démocrate et semble pouvoir l'emporter dans le New Hampshire. Voici ce qu'écrit Rucker, en s'appuyant sur les analyses de stratèges et autres spécialistes des campagnes électorales:

«Aujourd'hui, il y a un besoin d'authenticité réelle en politique, déclare Tad Devine, stratège démocrate et conseiller de Sanders. Les gens ont le sentiment que les candidats sont trop fabriqués, qu'il n'y a pas suffisamment de spontanéité. Ils veulent quelqu'un qui, même s'ils ne vont pas être d'accord avec, va leur dire les choses telles qu'ils les voient, qui va se mettre réellement au niveau des électeurs. C'est ce que j'observe chez Bernie et chez Trump aussi, je crois bien. C'est tout à fait manifeste.»

Il cite aussi le sondeur républicain Whit Ayres, conseiller auprès du sénateur Marco Rubio (Floride).

«Il y a un malaise, un inconfort et une angoisse que ressentent beaucoup de gens. Ils ont peur sur un plan économique, ils ont peur de ce qui se passe avec nos adversaires et cela les met très, très mal à l'aise quant à l'avenir du pays et au chemin que semblent emprunter les politiques.»

Records d'impopularité

À bien des égards, on nage en plein cliché. Dans un tel environnement –semblable à celui de 2012 et des primaires républicaines, où des candidats comme Herman Cain et Newt Gingrich ont pu eux aussi attirer un moment les projecteurs– que les électeurs en aient marre du statu quo est la seule explication sensée. En même temps, cela n'est pas vrai pour autant. Certes, Sanders et Trump jouissent aujourd'hui d'une étonnante popularité, mais quel est le niveau réel d'exaspération des électeurs américains? En ont-ils vraiment marre du statu quo, ou est-ce simplement du bruit et de la fureur qui ne veut rien dire?

Lors des élections de 2014, sur les 416 candidats se présentant à leur propre succession, 396 ont été renvoyés à Washington

À en juger par ce que j'entends, la réponse est oui, les électeurs sont énervés, si ce n'est outrés. À peine 19% des Américains font confiance à Washington pour «faire ce qu'il faut» la plupart du temps ou tout le temps. Et les 81% restants sont plus que sceptiques. Idem en ce qui concerne le Congrès. En 2014, selon l'institut de sondages, 15% des Américains avaient une opinion favorable du Congrès –soit le second plus bas historique en quarante ans de mesures. Le record date de l'année précédente, où seulement 14% des Américains étaient en accord avec le Congrès. Et dans un sondage CNN effectué

l'année dernière, avant les midterms, 30% des Américains se disaient «très énervés» par la direction prise par le pays, tandis que 38% se disaient «relativement énervés».

Dans l'isoloir, le mainstream l'emporte

Mais au lieu de se fier aux sondages, qu'on en juge par ce que l'on voit et, plus précisément, par la manière dont les électeurs agissent. Les Américains ont beau visiblement détester les politiciens, ils ne semblent jamais prêts à expulser les bons à rien. Lors des élections de 2014, sur les 416 candidats se présentant à leur propre succession, 396 ont été renvoyés à Washington, soit un taux de réélection de 95%. En 2012, les chiffres étaient de 90% pour la Chambre des représentants, et 91% pour les sénateurs –contre 85% et 84% en 2010. Il vous faut remonter à 1986 pour trouver une campagne sénatoriale qui se solde par un taux de réélection s'éloignant des 80%. Pour la Chambre, c'est encore pire: depuis 1964, au moins 80% des candidats ont été réélus.

La situation est un peu différente avec la présidentielle, mais les Américains n'ont jamais souffert d'un manque d'alternatives ou d'options inhabituelles. Et pourtant, dans toutes les élections présidentielles depuis 1972 –que ce soient les primaires ou l'élection générale–, les électeurs ont toujours opté pour les candidats mainstream pour diriger les partis et le pays.

Ce qui ne veut pas dire que les électeurs ne soient pas sincères dans leur colère ou leur mépris pour Washington. Mais cela laisse entendre, fortement, que cette colère n'a que peu de puissance performative –quand les choses se gâtent et que les Américains doivent choisir un président, pas seulement exprimer leur mécontentement–, ils s'orientent vers ce qu'ils connaissent. Les électeurs américains ont-ils les nerfs? Oui. Est-ce que cela aura des conséquences électorales? Probablement pas. slate.fr 05.09

On en est arrivé au même point en Europe. En fait ce n'est pas nouveau.

Le parlementarisme bourgeois a évolué en un siècle ou plus, mais vous croyez que les dirigeants du mouvement ouvrier s'en seraient aperçus et qu'ils en auraient tiré des leçons ? Pensez-vous, ils n'ont jamais modifié d'un iota leurs rapports aux institutions ou leur conception de la lutte de classe. Et vous avez vu où cela nous a mené.

Ils sont littéralement obnubilés par les jeux institutionnels et les manoeuvres d'appareils, ils y ont subordonné la lutte de classe, en fait ils avaient faux sur toute la ligne.

Syrie

- Syrie: les terroristes continuent de se rendre à l'armée syrienne - sahartv.ir

Les sources d'informations ont annoncé qu'un nombre de terroristes s'étaient rendu à l'armée syrienne au sud du pays.

Les forces de l'armée syrienne et les combattants du Hezbollah libanais poursuivent leur opération de nettoyage dans la ville de Zabadani à Rif-Damas. 4 membres d'Ahrar-al Cham, lié au groupe terroriste du Front al-Nosr, branche d'al-Qaïda en Syrie, se sont rendus ce matin aux forces syriennes. 1200 hommes armés avaient déjà déposé leurs armés et s'étaient rendus aux forces de l'armée à l'ouest de la région du Qalamoun dans la banlieue de Rif-Damas. Par ailleurs, les unités d'artillerie et la force de l'air syriennes ont pilonné les positions des groupes armés au centre de Zabadani et dans la ville de Mazaya près de la ville stratégique.

D'autre part, au moins 47 éléments takfiris dont 27 daeshistes ont été tués dans des affrontements entre les groupes terroristes dans la ville de Marea dans la province d'Alep. sahartv.ir 05.09

Irak

- Daech :Le Kurdistan irakien appelle l'Iran au secours - sahartv.ir

Le ministre des Affaires étrangères de la région du Kurdistan irakien a appelé à l'aide, la RII pour faire face aux attaques chimiques du groupe terroriste-takfiri de Daech.

Selon Fars News, Falah Mustafa Bakir a déclaré vendredi à Arbil que l'utilisation, par le groupe terroriste Daech, des armes chimiques constituait un sérieux danger, appelant tous les amis du Kurdistan irakien à l'aider dans ce domaine.

Selon Press TV, le ministre des Affaires étrangères du Kurdistan irakien a affirmé que la RII disposait de nombreuses expériences dans le domaine de la lutte contre les armes chimiques et que la région du Kurdistan irakien avait besoin de l'aide de Téhéran, dans ses combats contre Daech. Louant les relations amicales Téhéran-Arbil, Falah Mustafa Bakir a souligné que les deux parties plaidaient pour l'essor des relations bilatérales.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'est déclarée préoccupée, le mois dernier, des rapports portant sur l'emploi par Daech des armes chimiques, en Irak. sahartv.ir 05.09

[Haut de page ↗](#)

Le 7 septembre 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h23.

On a ajouté une trentaine d'articles.

Un petit supplément alimenté par la lecture de ces articles, à délecter attentivement.

Non-dits qui en disent long

- Avez-vous remarqué qu'aucun parti, aucune organisation ou association bien intentionné envers les réfugiés syriens notamment qui déferlent sur l'Europe, n'ont exigé que ce soit les Etats qui recrutent, financent, arment ou entraînent les barbares qui combattent le peuple syrien qui les accueillent dans leur pays ?

- Pour quelle raison les réfugiés syriens refusent-ils, contre toute logique apparente, de séjourner en Hongrie ou ailleurs, ne serait-ce qu'en petit nombre, ? c'est parce que ceux qui les encadrent, dont le voyage avec des passeurs à des taux élevés ne peuvent être payés qu'avec un financement externe, et le sont, nous le supposons par une probabilité très forte, par des O.N.G dépendant du NewEndowment for Democracy, soit du gouvernement américain, ont des consignes de déstabilisation à appliquer, comme il l'ont fait en Syrie, en Ukraine et partout où le voudra le désordre organisé.

C'est une tromperie de croire ces réfugiés livrés à eux -mêmes. Ils ne peuvent se déplacer que parce qu'ils sont conduits. (La stratégie humanitaire américaine - sahartv.ir 05.09)

La question qu'il ne faut surtout pas poser.

Et si l'on commençait par imposer à Israël le droit au retour des réfugiés Palestiniens ?

Qui a dit ?

- « les entreprises [...] sont des êtres qui ont leurs propres [...] sentiments, peurs et rêves » ;
- « Avec un simple geste, les dirigeants peuvent renforcer les individus grâce à leur lumière intérieure, afin de les aider à avancer et à changer, afin de faciliter la manifestation de la mission qui attend en chacun de nous » ;
- « Il semble de plus en plus que le temps n'a rien à voir avec le progrès et le développement. Il est de plus en plus évident que c'est sur la densité de conscience que nous devons nous concentrer » ;
- « Que voyez-vous quand vous excluez le temps de toutes les équations ? » ;
- « Imaginons simplement qu'à la place de l'unité de temps, nous percevions et ressentions le monde à travers la densité de conscience » ;
- « [Il faut être] en contact avec notre identité, notre moi supérieur, et vivre en accord avec les lois de la nature » ;
- « Je vous invite à regarder à travers la densité de conscience. Je vous invite à ouvrir votre perception » ;
- « la direction intérieure [leadership within] n'a pas grand-chose à voir avec le temps mais avec quelque chose qui est au-delà de notre façon présente de mesurer, cela a à voir avec la densité de conscience » ;

- « Quand les conditions sont bonnes, quand il y a le bon niveau d'énergie présente, le bon niveau de densité de conscience, des choses se produisent. Le changement se produit, la transformation se produit. Pensez-y. »

- « La concentration [...] est une énergie mâle » ;

- « La créativité [est] une énergie femelle » ;

- « Nous sommes tous des créatures magnifiques, nous avons seulement besoin d'une occasion de briller » ;

- « Nous ne pouvons plus concevoir et prendre des décisions rationnellement, nous devons être sensibles en nous servant de notre corps comme d'une antenne et saisir toutes ces informations autour de nous pour les intégrer de façon subconsciente au processus décisionnel. N'est-ce pas ? L'intuition est donc devenue la source de la création de valeur. »

Réponse : Extraits des vidéos de Violeta Bulc, commissaire européenne (slovène) responsable du secteur des transports. (Violeta Bulc : chamane, mystique et... commissaire européen - legrandsoir.info 03.09

Mais qui est cette Commissaire européenne?

En 2008, Violeta Bulc a obtenu un diplôme de l' « Académie chamanique » en Écosse. C'est elle-même qui le précise dans le CV présent sur le site Internet de Vibacom, la société de conseil en organisation et management d'entreprise qu'elle a fondée en 2000. Cette formation en chamanisme dépend du Centre spirituel de retraite holistique Lendrick Lodge.

Lendrick Lodge est en fait la filiale européenne de l'École d'éducation transpersonnelle Sundoor située en Californie.

Violeta Bulc a obtenu à l'École Sundoor, toujours en 2008, un certificat de formatrice en « croissance et développement personnels » ainsi qu'une habilitation à être instructrice de marche sur le feu (en fait, plutôt sur braises).

Comme si ça ne suffisait pas, Vibacom, la société de Violeta Bulc, a soutenu financièrement l'École Sundoor.

On note cependant que la mention des « diplômes spirituels » de Mme Bulc a disparu des documents de présentation disponibles sur les sites institutionnels de l'Union européenne.

Dans un jargon mystico-poétique, elle propose une théorie de la « conscience » fondée sur « l'intuition » et « la nature » (les concepts ne sont jamais clairement définis)...

Violeta Bulc est entrée en politique très récemment ; le 19 septembre 2014, elle intègre le gouvernement mené par le Premier ministre slovène Miro Cerar avec la fonction de « ministre sans portefeuille responsable du Développement, des Projets stratégiques et de la Cohésion ». Elle est également nommée vice-Premier ministre le 2 octobre. Violeta Bulc a rejoint la Commission Juncker à la suite du rejet par 112 députés européens de la candidature d'Alenka Bratušek, ancien Premier ministre slovène. La prestation de cette dernière lors de son audition par deux commissions parlementaires avait été jugée peu convaincante.

[Nos vaillants révolutionnaires qui se réclament de Robespierre et qui se trompent de République.](#)

Extrait du discours que Robespierre prononça à la Convention le 25 décembre 1793 :

- « *le but du gouvernement constitutionnel est de conserver la République ; celui du gouvernement révolutionnaire est de la fonder (...). Le gouvernement révolutionnaire doit au bon citoyen toute la protection nationale ; il ne doit aux ennemis du Peuple que la mort. Ces notions suffisent pour expliquer l'origine et la nature des lois que nous appelons révolutionnaires (...). Si le gouvernement révolutionnaire doit être plus actif dans sa marche et plus libre dans ses mouvements que le gouvernement ordinaire, en est-il moins juste et moins légitime ? Non ; il est appuyé sur la plus sainte de toutes les lois : le salut du Peuple* ». (Terrorisme de la misère, misère du terrorisme ! - Arrêt sur Info 01.09)

N'est pas révolutionnaire qui veut !

Décidément le trotskysme (POI-CCI) n'est plus ce que c'était... du temps de Trotsky seulement. Et je ne parle pas de ces démocrates ou républicains qui sont également des faussaires.

[L'inspireur \(aspirateur\) de l'homo Sapir ou comment sauver l'Union européenne.](#)

- Pour une alliance de fronts de libération nationale, par Stefano Fassina - Arrêt sur Info 05.09

Le choix est un choix dramatique. La route de la continuité est l'option explicite des "grandes" coalitions conservatrices et des dirigeants "socialistes" (en France et en Italie, par exemple). La route de la discontinuité peut-être la seule pour tenter de sauver l'Union Européenne, de revitaliser les démocraties bourgeoises et d'inverser la tendance de la dévaluation du travail. Pour une désintégration gérée de la monnaie unique, nous devons construire une large alliance de fronts de libération nationale, à partir des zones euro de la périphérie méditerranéenne, composée de forces progressistes ouvertes à la coopération avec l'aile droite démocratique des partis souverainistes. Arrêt sur Info 05.09

No comment !

A demain si vous le voulez bien. Au fait, pas le temps de vraiment s'emmerder, n'est-ce pas ?

La causerie du matin

Des paroles aux actes.

Je propose un décret qui stipulerait que les centaines de milliers de migrants, réfugiés, immigrés illégaux seront hébergés, nourris, blanchis, pris en charge intégralement financièrement par les adhérents des partis, organisations, associations qui leur apportent leur soutien, et cela pour une durée indéterminée quel que soit leur niveau de revenu ou leur situation. En cas de refus leur habitation serait réquisitionnée et leur compte bancaire bloqué, assorti d'une amende de 10.000 euros et la suspension de leurs droits civiques pendant 10 ans.

Il serait normal que les bonnes consciences qui ne coûtent rien quand il s'agit de reporter la survie du capitalisme sur le dos du prolétariat soient mises à contribution et qu'elles soient récompensées pour leurs si généreuses intentions.

Le populisme a envahi l'espace politique, alors ne serait-il pas normal de placer leurs auteurs face à leurs responsabilités ?

Cette proposition est une provocation évidemment pour montrer que les positions adoptées par tous ces partis, toutes ces organisations ou associations ont pour origine des intentions inadmissibles car leurs dirigeants savent pertinemment quels sont les tenants et les aboutissants de ce genre d'opération qui relève de la guerre psychologique que mène la classe dominante pour faire adhérer la population à ces entreprises guerrières au Proche-Orient.

En réalité, ils n'en ont strictement rien à foutre du sort des peuples du Proche-Orient comme de tous les peuples en général, ils rament pour le régime en manipulant les masses en jouant sur la fibre émotive pour qu'elles plébiscitent le bombardement annoncé de la Syrie par l'impérialisme français.

Le procédé est particulièrement ignoble, abjecte, cynique, et témoigne non seulement qu'ils sont liés au régime en place qu'ils prétendent par ailleurs combattre, mais qu'ils sont prêts si nécessaire à user des mêmes méthodes démagogiques pour tromper les travailleurs et leur faire porter la responsabilité d'une situation pour laquelle ils n'y sont pour rien, à la place de ceux qui nous gouvernent et qui auront ainsi les mains libres débarrassés de ce fardeau et pourront appliquer tranquillement leur politique de brigandage, de destruction et de massacre.

Une fois que le gouvernement se sera engagé dans le bombardement de la Syrie, de ses infrastructures de préférence, quelle valeur ou légitimité, quelle portée aura toute réprobation exprimée par les mêmes populistes de gauche et d'extrême gauche des conséquences sur la population civile avec sa cohorte de victimes innocentes ? Aucune, elle relèvera du double jeu ou langage habituel, de l'imposture permanente qui les caractérisent et qui a achevé de pourrir le mouvement ouvrier qu'ils auront livré pieds et mains livrés à ses ennemis. Pire encore, ils abandonneront à leur triste sort les masses qui les auront soutenus en proie à des remords qui se transformeront en complexes de culpabilité, en leur expliquant qu'elles en étaient les seules responsables car personne ne les avait contraint à les suivre ou à adopter cette position et la boucle de l'infamie sera bouclée.

Dans ce contexte de guerres impérialistes menées à l'initiative des Etats-Unis, la première revendication politique, le premier mot d'ordre que devrait adopter le mouvement ouvrier en direction des représentants de la Ve République, ne devrait-il pas être d'exiger la rupture des relations avec les Etats-Unis et tous les Etats ou institutions qui continueraient de participer à ces guerres ou de les soutenir, dont l'UE, l'OTAN, l'ONU ?

Sachant qu'ils s'y refuseraient, cela permettrait aux travailleurs de comprendre que tous ceux qui rejetteraient cette exigence politique partagent en réalité les besoins de la classe dominante, des capitalistes, de l'oligarchie financière, qui sont à l'origine de toute ces guerres qui ont été conçues pour garantir la pérennité de l'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde et la survie du système capitaliste qui exige la liquidation de tous leurs acquis ou droits sociaux.

Ainsi il leur serait facile d'établir le lien qui existe entre la politique antisociale que leur imposent les représentants de la

classe dominante à l'intérieur du pays, et la politique guerrière qu'ils mènent à l'extérieur du pays ou contre tous les peuples au Moyen et Proche-Orient, en Asie et en Afrique et qu'ils les appellent à soutenir, pour s'en désolidariser ou les condamner au même titre qu'il condamne la politique d'austérité qu'ils leur font subir tout aussi injustement.

Cette stratégie permettrait à la fois d'axer le combat de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier à la fois contre le capitalisme et son oligarchie financière, leurs institutions nationales et internationales, sans oublier tous ceux qui les représentent ou y participent, avec en conclusion ou en ayant comme tâche politique la nécessité ou l'objectif de rassembler les conditions politiques pour parvenir à un changement de régime qui ne pourrait être réalisé que par les travailleurs eux-mêmes avec les partis ou tendances du mouvement ouvrier qui les représentent et mèneraient ce combat à leur côté pour atteindre ces objectifs politiques.

Voilà une réponse aux capitulards qui ont décrété qu'il ne serait pas possible aujourd'hui de poser clairement la question du pouvoir ou de l'Etat.

Populisme sans frontière

- Le Premier ministre turc critique l'Europe, qualifiée de "forteresse chrétienne" - AFP
- Le pape appelle chaque paroisse d'Europe à accueillir une famille de réfugiés - AFP
- Des évêques français, qui accueillent déjà des réfugiés, saluent l'appel "réaliste" du pape - AFP -
- Migrants : les stars françaises se mobilisent - M6info
- Réfugiés: le grand rabbin de France appelle à "un sursaut civique et humain" - AFP

Envers la population de Gaza qui subit un blocus total de la part de l'Etat sioniste ?

Voilà ce qui s'appelle "un sursaut civique et humain"

- Netanyahu ordonne le lancement de la construction d'une clôture - sahartv.ir/in

Avec la Jordanie, lire l'article plus loin

Et l'objectif politique de cette opération

Un internaute : *"Il faut toujours une très bonne excuse pour déclencher des opérations militaires ou des opérations humanitaires, toucher les gens par l'émotion pour avoir l'appui du peuple."*

- Xavier Bertrand plaide pour « une action militaire totale contre Daech » - LeFigaro.fr
- Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin pour des frappes en Syrie - Liberation.fr
- Bruno Le Maire : « Je plaide pour que la France passe à l'offensive en Syrie » - LeMonde.fr

Quand le champion des populistes se veut "sensé".

- Réfugiés/Syrie: Mélenchon contre des frappes, dénonce "l'hypocrisie" des discours - AFP

"Ce n'est plus Bachar al-Assad qu'il veut bombarder, c'est Daech. Comment? Daech étant par définition une organisation infiltrée dans les populations civiles", a commenté M. Mélenchon sur France 5.

"On commence par discuter avec ceux qui font la guerre, c'est-à-dire notamment avec Bachar al-Assad. (La guerre à qui, puisqu'il a toujours prétendu que c'était à son propre peuple qu'Assad faisait la guerre. Une manière comme une autre de désigner une fois de plus Assad comme responsable de cette guerre. Avec un tel opposant ses commanditaires et Hollande peuvent dormir tranquille.

- LVOG) L'attitude des Russes est beaucoup plus sensée que celle de n'importe qui", a-t-il développé. "Cet été, les Russes ont reçu sans les Occidentaux la totalité des protagonistes de cette zone".

Il a par ailleurs dénoncé "la profonde hypocrisie" des discours sur l'accueil des réfugiés.

"Cette année, l'Allemagne va recevoir 800.000 réfugiés, tant mieux, bravo, car il faut accueillir ces gens-là", a déclaré à l'AFP l'auteur au printemps d'un pamphlet anti-allemand, "Le Hareng de Bismark".

"C'est une décision qui présente une grande dose d'opportunisme", a-t-il tempéré plus tard sur France 5 reprenant ses habituelles diatribes contre la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel. "Cette femme par sa politique est responsable de l'exil massif d'un million d'Espagnols entre 2010 et 2013. Et la voici qui prend sa mine sucrée et dit: maintenant nous allons accueillir du monde. Cela tombe d'autant mieux qu'il leur manque du monde".

"Mais l'année prochaine ? Encore 800.000 ? Bien sûr que non. La solution c'est de s'attaquer aux causes, c'est-à-dire les guerres et l'agression économique que l'Union européenne fait peser sur toute une série de pays", selon l'ex-candidat à l'Élysée. AFP 06.09 (Personne n'a mis en cause la Turquie qui a ouvert en grand ses frontières pour que ces centaines de réfugiés se déversent vers l'Europe, donc qui est à l'origine de ce chaos planifié de concert avec Washington. Et pour cause aucun ne veut affronter les Etats-Unis, pas même Mélenchon. - LVOG)

Au-delà des précisions que nous venons de fournir, où se situe ici le double langage habituel de cet histrion du régime ?

Quand il dit " la solution c'est de s'attaquer aux causes, c'est-à-dire les guerres", tout en passant soigneusement sous silence à la fois les causes de ces guerres et qui en est à l'origine, à qui elles profitent, autant dire que l'art de brasser du vent ou de parler pour ne rien dire lui tient lieu de stratégie politique pour ne pas déranger ceux qui détiennent le pouvoir.

Pendant ce temps- là dans l'indifférence générale.

- Cisjordanie: la mère du bébé palestinien brûlé vif succombe à ses blessures - AFP

Riham Dawabcheh, la mère d'Ali Dawabcheh, un nourrisson palestinien de 18 mois brûlé vif dans l'incendie de leur maison imputé à des extrémistes juifs, a succombé à ses blessures dans la nuit de dimanche à lundi, ont indiqué l'hôpital israélien où elle était soignée et sa famille.

Le 31 juillet, des hommes masqués ont jeté des cocktails Molotov par les fenêtres de la maison des Dawabcheh dans le village de Douma, entouré de colonies dans le nord de la Cisjordanie occupée. Ali Dawabcheh, 18 mois, a été tué dans l'incendie. Huit jours plus tard, son père Saad Dawabcheh a succombé ses blessures. Ahmed, quatre ans, l'autre enfant de la famille, est, lui, toujours hospitalisé.

"Riham Dawabcheh est décédée dans la nuit", a indiqué à l'AFP une porte-parole de l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv, où la jeune institutrice de 26 ans avait été admise avec des brûlures au troisième degré couvrant 80% de son corps. AFP 06.09

Opération déstabilisation de l'Empire du chaos et de la guerre.

Quand un Etat se retrouve déstabilisé suite à la publication d'un rapport émis par une commission spéciale de l'ONU (Cicig), on peut raisonnablement se dire que l'impérialisme américain est derrière.

- Outré par la corruption, le Guatemala mise sur un candidat atypique - AFP

Les Guatémaltèques ont placé dimanche un acteur comique sans expérience politique en tête du premier tour de l'élection présidentielle, selon des résultats partiels, espérant secouer un système rongé par la corruption, avec un ex-dirigeant en garde à vue.

Selon ces résultats officiels portant sur 39,53% des suffrages, le comédien et animateur de télévision Jimmy Morales, 46 ans, candidat du parti FCN-Nacion (droite), totalise 26,20% des voix.

Il devance l'homme d'affaires millionnaire Manuel Baldizon, 45 ans, à 18,67%, porté par le parti Liberté démocratique (Lider, droite).

Si ces résultats se confirment, MM. Morales et Baldizon seraient amenés à se départager le 25 octobre.

L'ex-Première dame Sandra Torres, 59 ans, soutenue par l'Union nationale de l'espoir (UNE, social-démocrate), serait éliminée, à 17,36%.

"La participation totale va être à 68-70%", a indiqué à l'AFP Julio Solorzano, magistrat du Tribunal suprême électoral (TSE), un chiffre similaire à celui de 2011.

Le vote s'est déroulé dans le calme et a déjoué les craintes d'abstention liées au climat d'exaspération historique de la population, qui n'a cessé de manifester depuis avril.

Entré en politique récemment, M. Morales, animateur d'une émission humoristique à la télévision, acteur et producteur de cinéma, a percé de manière spectaculaire ces derniers mois sur la scène politique nationale, mais sans programme concret.

De son côté, Manuel Baldizon, avocat qui a fait fortune dans le tourisme, le transport et l'immobilier, a longtemps été favori des enquêtes d'opinion.

Mais les scandales de corruption et de blanchiment d'argent touchant six députés de son parti et son propre candidat à la vice-présidence ont entraîné un fort rejet de la part des manifestants ces derniers mois.

Le pays "est un exemple pour l'Amérique latine" en se mobilisant de manière "pacifique", s'est félicité le chef de la mission d'observation électorale de l'Organisation des Etats américains (OEA), Juan Pablo Corlazzoli.

Les Guatémaltèques ont désigné également leurs 158 députés et 338 maires, tandis qu'un scrutin symbolique était organisé en parallèle auprès de 320.000 enfants, appelés à "choisir" leur futur président.

Dans ce pays où 53,7% de la population vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale, la révélation en avril du scandale de corruption touchant les plus hauts niveaux de l'Etat avait outré les Guatémaltèques, qui supportent au jour le jour un système public de santé et d'éducation en pleine débâcle, faute de moyens.

La chute de M. Pérez a donc été accueillie par des scènes de liesse populaire.

Cet ex-général de 64 ans, qui passe un long week-end à la prison militaire de Matamoros, en garde à vue, retrouvera mardi le juge, qui doit décider de son éventuel placement en détention provisoire.

Il est accusé, tout comme son ancienne vice-présidente Roxana Baldetti, déjà en prison, d'avoir dirigé un vaste réseau de corruption au sein des douanes.

En offrant des ristournes sur les taxes d'importation à des hommes d'affaires, principalement chinois, ils auraient empoché chacun 800.000 dollars en pots-de-vin entre mai 2014 et avril 2015, pendant que le réseau détournait 3,8 millions.

Et tandis que Mme Baldetti percevait des chèques directement à son nom, M. Pérez recevait lui un hélicoptère en cadeau, en plus des pots-de-vin, selon l'accusation.

Un scandale révélé grâce au travail d'enquête conjoint du parquet et d'une commission spéciale de l'ONU contre l'impunité (Cicig), unique au monde.

Beaucoup exigent désormais une refonte du système politique pour le purger de la corruption, source de 50% du financement des partis selon l'Institut centraméricain d'études fiscales (Icefi).

Mais aucune des demandes de réformes, pour empêcher la réélection des maires et députés, modifier la gestion des partis et permettre le vote à l'étranger (1,5 million de Guatémaltèques vivent notamment aux Etats-Unis, pour une population de 15,8 millions), n'a été entendue.

Prenant les devants, le président par intérim Alejandro Maldonado, à ce poste jusqu'au 14 janvier, a plaidé dimanche pour une réforme de la loi électorale et des partis politiques (LEPP) avant le second tour. AFP 06.09 Manifestation en Moldavie pour exiger la démission du président Anatoli GOLIA - AFP

- En Moldavie une foule énorme réclame la démission du président - euronews.com

La démission du président et la tenue d'une élection présidentielle anticipée, voilà ce qu'ont réclamé des dizaines de milliers de personnes dans le centre de Chisinau, en Moldavie. Entre 50.000 et 100.000 manifestants, c'est beaucoup de monde dans un pays de seulement 3,5 millions d'habitants. Ils manifestent contre le président, qui n'a pas su empêcher la disparition d'un milliard de dollars des coffres des trois principales banques : le président Nicolae Timofti est accusé de ne pas lutter de manière efficace contre la corruption. Le milliard qui s'est envolé, c'est un tiers du PIB de cette ex-république soviétique.

"Même le retour du milliard volé ne va pas satisfaire le peuple. dit Arcadie. Il faut changer le pouvoir actuel, et il faut des élections anticipées."

“Nous voulons appartenir à l'Union européenne, nous voulons que nos enfants grandissent ici, ajoute Lubia. Il faut changer le pouvoir actuel, et il faut des élections anticipées.”

Car la Moldavie rêve aussi d'intégration européenne, malgré les intimidations de Moscou. Les manifestants promettent de rester dans la rue, certains avaient déjà commencé à installer des tentes sur la place centrale de la ville. euronews.com 06.09

ACTUALITE EN TITRES

[Décadence de fin de règne.](#)

- Versailles : «Le Vagin de la Reine» d'Anish Kapoor vandalisée dans le parc du château - LeParisien.fr

Ils osent appeler cela de l'art, c'est une insulte à la civilisation humaine et à ce qu'elle a pu produire de plus élevé, de plus sublime au cours des millénaires passés qu'ils ont décidé de réduire à l'état de barbarie ou de détruire à l'instar de Palmyr en Syrie qui demeurera leur oeuvre.

[Intox.](#)

- Lagarde exhorte la Fed à bien réfléchir avant de relever ses taux - La Tribune

La preuve.

- Le G20 prône la prudence sur les taux mais épargne la Fed - Reuters

Les chefs d'Etat des puissances occidentales ont ménagé la Chine lors de cette réunion du G20, alors en contrepartie les autres chefs d'Etat dont les Chinois ont accepté d'épargner la Fed.

Je n'ai pas abordé ce sujet, car après avoir lu trois articles sur le G20 il n'y avait même pas de quoi commettre le plus petit commentaire à la lecture de la déclaration qui devait le conclure. Apparemment ce qu'ils se sont dits ne devait pas être porté à la connaissance de la plèbe qu'ils méprisent et qu'il s'agit de tondre.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Du moment que cela peut rapporter, il tiennent tous à en être mais sans trop se mouiller.](#)

Comment reconstruire ou recomposer les forces qui servent de piliers au régime pour continuer de tromper le peuple et lui interdire tout avenir au-delà du capitalisme.

Podemos est une grotesque caricature du Front de gauche et de Syriza, plus proche de Die Linke qui gouverne des landers avec le SPD lui-même associé à la CDU.

- Outre Mélenchon, Iglesias (Podemos) inspire aussi Hamon et les frondeurs du PS - AFP

L'ex-ministre de l'Education Benoît Hamon a salué dimanche des "convergences" avec la formation anti-libérale espagnole Podemos, à l'issue d'une rencontre de plusieurs frondeurs du Parti socialiste et du leader de Podemos, Pablo Iglesias, dimanche à Paris.

M. Hamon a envisagé un texte commun dans les prochaines semaines avec le candidat de Podemos au poste de chef du gouvernement espagnol, qui avait rencontré le matin le cofondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon.

"Le rapport de force évolue. Il faut une force politique capable de faire contre-poids aux forces libérales, conservatrices et sociales-libérales", a déclaré à l'AFP M. Hamon

M. Hamon a rencontré dimanche pendant plus d'une heure Pablo Iglesias et une délégation de Podemos avec plusieurs députés

du secteur critique du Parti socialiste, dont Laurent Baumel et Pouria Amirshahi, ainsi que le député européen Guillaume Balas.

Un "manifeste" ou une "plate-forme commune" "donnerait du poids à notre ligne politique", a ajouté M. Hamon, mentionnant l'émergence en Europe des forces de l'autre gauche comme le Britannique Jérémy Corbyn qui devrait prendre dans les prochains jours la tête du Labour. (Comment rendre cohérente une ligne politique sans dévoiler leurs réelles intentions qui les trahit dès qu'ils ouvrent la bouche ou la mission impossible. - LVOG)

"Iglesias estime que la simple radicalité conduit dans le mur. La simple contestation de la BCE ne suffit pas", a ajouté le député Pouria Amirshahi. (Comme quoi, voilà l'aveu qu'ils n'ont jamais eu la volonté de l'affronter et qu'ils en sont des agents. - LVOG)

Le matin, M. Iglesias avait évoqué la Grèce avec Jean-Luc Mélenchon alors que le leader de la gauche radicale Alexis Tsipras a convoqué de nouvelles élections le 20 septembre estimant ne plus avoir de majorité après avoir accepté un nouveau plan d'aide et de rigueur de ses partenaires et créanciers européens.

A cette occasion, M. Mélenchon, qui s'était rapproché des frondeurs de Syriza, a tempéré sa prise de distance d'avec Alexis Tsipras: "Il n'y a pas de rupture personnelle avec Alexis Tsipras. Il y a un désaccord politique. Nous pensons qu'une bataille a été perdue, mais pas la guerre. Si un autre gouvernement de l'autre gauche l'emporte, par exemple en Espagne nous pensons que l'étau autour de la Grèce va se desserrer". AFP 06.09

L'"*autre gauche*" qui se définit elle-même pro-euro, pro-UE, pro-OTAN, il faut l'avoir à l'esprit en écoutant Mélenchon. Il leur faut renouveler cette droite qui se faisait passer pour la gauche, afin d'interdire qu'une véritable gauche n'émerge, c'est-à-dire en rupture avec l'euro, l'UE, l'OTAN, l'ONU et le capitalisme.

Exagérons-nous vraiment en traitant Mélenchon d'aventurier, de charlatan ? Il ne cesse d'en faire la démonstration.

Pourquoi ce "revirement" envers Tsipras ? Parce qu'il a dû avoir connaissance des derniers sondages qui donnent Syriza battu le 20 septembre prochain, mais emporté par son opportunisme débridé il n'a pas dû lire la suite du feuilleton, dans ce cas de figure la Nouvelle Démocratie serait sans doute obligée de s'allier à Syriza pour gouverner, car même en comptant sur l'apport des voix des petits partis de droite à la Vouli (parlement grec), il lui serait difficile, voire impossible d'obtenir la majorité.

Pas de problème, si le cas échéant la Nouvelle Démocratie gouvernait avec Syriza, Mélenchon sortirait un argument bidon de son chapeau pour le justifier et s'en sortir les cuisses propres auprès de ses troupes de petits bourgeois ou de zombies. Et lorsque les masses grecques se mobiliseraient contre le gouvernement, Mélenchon changerait de pied aussi sec et s'afficherait au côté des travailleurs grecs et ainsi de suite.

[Alléchant. Salariés jetables avec en prime 15 milliards d'euros sur trois ans pour les patrons.](#)

- L'Italie crée 100.000 nouveaux emplois, en partie grâce au "Jobs Act". - AFP

Le Jobs Act, une loi ardemment défendue par le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, mais rejetée par les syndicats et une partie de la gauche, est en vigueur depuis le mois de mars.

Elle prévoit la possibilité de licencier plus facilement un salarié, au moins pendant les trois premières années de contrat, et accorde pendant cette même période des exemptions de charges sociales aux entreprises qui embauchent à durée indéterminée.

Le Jobs Act a surtout permis de convertir des emplois précaires ou à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, mais sans réelle création de postes, dénonce l'opposition.

Pour être favorisé, "le contrat à durée indéterminée doit avoir un coût moins élevé que tous les autres contrats", a souligné le ministre.

"L'engagement du gouvernement à mettre de l'argent en faveur du contrat à durée indéterminée est en train de changer l'évaluation que les entreprises font sur comment embaucher", et cette donnée qualitative aura des effets quantitatifs, a assuré de son côté le ministre italien des Finances, Pier Carlo Padoan, également présent à Cernobbio.

L'opposition dénonce aussi le coût du Jobs Act, plus de 15 milliards d'euros sur trois ans, la durée de l'exonération de charges en cas d'embauche. AFP 06.09

POLITIQUE

Mexique

Mexique : le rapport sur la disparition des 43 étudiants d'Iguala contredit la version officielle - euronews.com

Les dépouilles des 43 étudiants disparus de Iguala n'ont pas été incinérées dans une déchetterie. C'est la conclusion du rapport publié hier par un groupe international indépendant après six mois d'enquête. Un rapport qui contredit la version officielle du gouvernement. Selon Mexico, les jeunes enlevés l'an dernier par la police locale, ont été remis au cartel des Guerreros Unidos avant d'être tués et brûlés. Leurs cendres auraient ensuite été dispersées dans une rivière. Un scénario improbable pour Carlos Martín Beristain, membre de la commission d'enquête. "Les preuves recueillies dans la végétation, les conditions de la décharge, de l'incendie, indiquent que l'intensité minimale d'un feu nécessaire à la crémation de 43 corps n'a pu avoir lieu dans la déchetterie de Cocula."

Les familles des disparus n'ont jamais cru en la version officielle et réclament une enquête sur les agissements de la police fédérale et de l'armée dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014. D'après le rapport, les forces de l'ordre surveillaient de près ces étudiants connus pour leur militantisme de gauche. euronews.com 07.09

Syrie

- Damas en colère contre les déclarations des autorités britanniques - sahartv.ir/in

Le ministère syrien des Affaires étrangères a qualifié d'hideux et de contraires aux lois permettant les pays à se défendre, le déni du droit de la Syrie à la lutte contre le terrorisme. Par deux lettres séparées, l'une à l'adresse du secrétaire général des Nations Unies et l'autre destinée au président du Conseil de sécurité, le ministère syrien des Affaires étrangères a protesté contre la multiplication des déclarations interventionnistes de certaines autorités britanniques et leur ingérence dans les affaires intérieures syriennes. "Les déclarations de certaines autorités britanniques mettent en exergue la volonté de l'Occident notamment celle de la France et de la Grande-Bretagne de retourner à l'époque du colonialisme et ce alors que les peuples du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine souffrent toujours des retombées des politiques colonialistes de la Grande-Bretagne", indiquent les lettres. sahartv.ir/in 06.09

Israël

- Netanyahu ordonne le lancement de la construction d'une clôture - sahartv.ir/in

Le Premier ministre du régime sioniste a ordonné, dimanche, le lancement de la construction d'une clôture à la frontière avec la Jordanie.

Le Premier ministre du régime sioniste, Benjamin Netanyahu, a annoncé qu'Israël commence aujourd'hui à construire une clôture à la frontière avec la Jordanie allant même jusqu'aux collines du Golan occupé. « La construction d'une clôture à la frontière avec la Jordanie vise à empêcher l'infiltration des migrants illégaux. La première partie de cette clôture commence par la ville d'Ilat et traverse la localité de Tamna et elle se poursuivra ensuite jusqu'au Golan », a-t-il ajouté. sahartv.ir/in 06.09

[Haut de page ↗](#)

Le 8 septembre 2015

CAUSERIE

On a ajouté 16 articles, et on a actualisé la *Tribune libre*. Ce sera tout pour aujourd'hui.

Par son silence sur l'ignoble manipulation de la conscience des masses à laquelle se livrent les représentants de la classe dominante et les médias institutionnels à partir de l'instrumentalisation des conséquences abominables des guerres auxquelles la France participe au Proche-Orient (notamment) depuis des années, le mouvement ouvrier et son avant-garde s'en font les complices et en partagent l'infâme responsabilité. Les explications qu'ils fournissent sont en-dessous de tout ou ne sont pas à la hauteur de la situation et du drame terrible qui est en train de se nouer sous nos yeux impuissants hélas !

En prétendant combattre un ennemi qu'ils s'emploient à épargner par ailleurs, ils entendent interdire aux travailleurs de se

rassembler pour se dresser contre le régime que finalement ils soutiennent.

Il est malheureux encore une fois que ce soit des intellectuels qui sont étrangers au mouvement ouvrier qui s'élèvent pour dire la vérité ou dénoncer cette ignoble et cynique supercherie sur fond de propagande de guerre.

Ils ont achevé de se décrédibiliser à jamais. Camarades, il faut tourner la page et construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire qui n'aura aucune tache sur son drapeau, dont nous pourrions être fiers, les partis ouvriers qui existent aujourd'hui nous font honte, honte à leurs dirigeants corrompus! Un malheur en appelant un autre, la plupart des militants n'y croient plus, ils ne croient plus que des dirigeants soient capables d'être honnêtes tout simplement et de le rester, c'est dramatique. Il faut se ressaisir ou garder espoir. Ce n'est quand même pas une tâche surhumaine de s'en tenir fermement à des principes, merde !

[L'info qui fait mentir Mélenchon une fois de plus.](#)

- "Ce n'est plus Bachar al-Assad qu'il veut bombarder, c'est Daech. Comment? Daech étant par définition une organisation infiltrée dans les populations civiles", a commenté M. Mélenchon sur France 5. AFP 06.09

- Les F 16 attaquent les positions de Daech en Irak - sahartv.ir

Lors de leurs récentes attaques contre le groupe terroriste Takfiri Daech, les forces irakiennes ont à 15 reprises utilisé des F16.

Le ministre irakien de la défense a annoncé que depuis le début du mois en cours, a utilisé à 15 reprises les F16 contre les positions de Daech. Les avions de combat F 16 figurent parmi les armes intelligentes que nous utilisons lors de nos attaques contre le groupe terroriste Takfiri Daech, a affirmé Anwar Hama Amin, un commandant militaire de la force aérienne irakienne. sahartv.ir 07.09

Les militaires syriens procèdent de même quotidiennement en prenant soin d'éviter de massacrer la population civile.

Mélenchon suggérerait-il à Hollande qu'il faudrait que le gouvernement français envoie des troupes au sol en Syrie ?

[Contre-propagande.](#)

- Un enfant sur une plage - Francis Guiraudou - legrandsoir.info 06.09

Une plage en bord de méditerranée
Allongé sur le sable, un tout petit enfant
Il est étendu sur le ventre
Sa tête est enfouie dans le sable
Il ne dort pas , il est mort
Pourtant pas une photo n'a fait le tour du monde
Pas une photo en première page des journaux
Pas une larme des médias sur les antennes
Pas un mot des politiques
C'est vrai, j'oubliais les raisons de ce silence
Ce n'était qu'un tout petit enfant
Mais il s'agissait d'un enfant Palestinien
Abattu sur une plage de Gaza
Pas un reportage sur son enterrement
Pas un scoop sur ces parents
Ceux-ci n'avaient même pas un petit bateau gonflable à disposition
Encore moins de gilet de sauvetage
Il ne pouvait pas s'échapper
Pour aller où d'ailleurs ?
Nos grands donneurs de leçons
Nos grands dirigeants européens
Ne se sont pas levés pour s'indigner
Car il ne s'agissait que d'un tout petit enfant Palestinien
Donc pas de quoi indigner le monde entier
N'est-ce pas ?
Personne n'a revendiqué son droit à la vie
Qui était prêt à l'accueillir ?

[Obama encense les bourreaux que Hollande soutient.](#)

- Quand les assassins d'enfants sont encensés. - sahartv.ir

«Quelle honte!», serait peut-être la réaction la plus appropriée à celle du président américain à la mort des militaires émiratis, en guerre contre les civils yéménites, massacrés, exterminés par la coalition arabe !

Lors d'un contact téléphonique avec le prince héritier Cheikh Mohammad Ben Zaed, le président des Etats-Unis, Barack Obama a présenté ses condoléances à l'occasion de la mort des 45 militaires émiratis, lors des affrontements avec les forces populaires yéménites dans l'est du Yémen.

Obama est allé plus loin en appelant « martyrs » ces assassins agresseurs! Absurde... le président américain compatit à la douleur des familles des militaires émiratis, alors qu'il est resté de marbre devant la tragédie des civils yéménites dont plus de 6600 pour la plupart des femmes et enfants sont massacrés depuis le 26 mars 2015, dans les raids aériens de la coalition arabe dirigée par les Saoud, sans oublier le blocus maritime, terrestre et aérienne que ce régime a imposé à ce pauvre pays qu'est le Yémen.

Les Etats-Unis et les chancelleries européennes, qui se posent en avocat des droits de l'Homme, observent un silence de mort devant le massacre du peuple yéménite, alors qu'ils n'ont ni honte ni hésitation pour signer de nouveaux contrats militaires avec l'Arabie et les autres Emirats du golfe Persique dont les Emirats arabes unis. N'oublions pas que c'étaient justement les bombes américaines et européennes qui ont été larguées par l'aviation saoudienne sur les civils yéménites.

Les Etats-Unis et les gouvernements européens ne cessent de répéter qu'ils défendent la démocratie, sans hésiter pour autant de fouler aux pieds toutes les valeurs humaines et éthiques et tous les principes de la démocratie et de la liberté, pour faire avancer leurs politiques au Moyen-Orient dont ils convoitent les pétrodollars. Leur soutien aux régimes despotiques tels que l'Arabie intervient alors qu'ils pointent du doigt d'autres Etats pour la violation de la démocratie. N'est-ce rien que de l'hypocrisie et du mensonge à l'Occidentale ?

Les condoléances qu'a présentées Obama au prince héritier des Emirats arabes unis pour la mort des agresseurs émiratis, les mêmes qui ont pénétré le Yémen non pas pour la paix mais pour la guerre, traduisent de la meilleure manière les réalités du monde hypocrite de ces gens pour qui les valeurs humaines et morales ne sont que des instruments au service de leurs propres intérêts. sahartv.ir 07.09

[Haut de page ↗](#)

Le 9 septembre 2015

[CAUSERIE](#)

[Fin.](#)

Avec trois jours d'avance j'ai arrêté ma décision, le 11 septembre j'aurai 60 ans, l'âge de la retraite, n'est-ce pas ? Cela fera 11 ans que j'actualisais ce portail, c'est aussi le 11 septembre 2001 que j'avais repris le chemin du militantisme après une interruption de 20 ans, aussi j'arrêterai là cette expérience.

Je pense que je n'ai plus rien à en attendre et vous non plus pour avoir toujours refusé de lier des relations avec moi.

Ma conclusion sur le trotskysme après la mort de Trotsky : C'était une mystification.

N'allez pas croire que ma décision serait motivée par la crise du POI-CCI dont je n'ai absolument rien à foutre.

Je verrai par la suite comment je peux poursuivre une activité militante.

Ce sera le mot de la fin.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 septembre 2015

CAUSERIE

J'ai rectifié les liens vers les n°365 à 367 d'Informations ouvrière et le n°368 est disponible 4 pages et ce sera largement suffisant.

Le POI a publié un communiqué dans lequel il reprend à son compte le constat établi par Hollande (Merkel, Juncker, Obama, etc) pour justifier le bombardement de la Syrie, à savoir que l'exode de réfugiés syriens serait spontanée et non orchestrée par Ankara et Washington, autant dire que cela revient à cautionner sans le revendiquer la politique coloniale du gouvernement que le POI prétend combattre. Cette accusation est extrêmement grave, elle repose sur les faits, je n'ai rien inventé et chacun peut le vérifier, hélas !

La collusion avec le régime est une constante de ce courant politique (en réalité tous les partis qui se définissent comme l'avant-garde et les satellites qui gravitent autour sans exception) si vous avez observé attentivement la position qu'il a adoptée lors de chaque événement marquant ou l'interprétation qu'il en a faite, reprenant systématiquement à son compte les versions officielles à partir desquelles les différents gouvernements conditionnent les masses exploitées pour les faire adhérer à leur politique et avoir les mains libres pour les appliquer tranquillement. Vous pouvez remonter au début du XXe siècle, je l'ai vérifié mais je vous engage à le faire vous-même si vous n'en êtes pas totalement convaincu.

N'ayant pas l'ambition de remédier à cette situation, n'en ayant pas les moyens en vivant en Inde, n'ayant pas les capacités pour diriger un parti, n'obtenant pas le soutien de centaines de militants pour tenter de démarrer une nouvelle structure politique, réduit à l'impuissance et constatant que le mouvement ouvrier et son avant-garde sont totalement corrompus sans qu'émerge la moindre petite étincelle de contestation, j'ai décidé d'arrêter définitivement cette activité politique. Mon diagnostic est sans appel ou sans recours, je considère que dans ces conditions la barbarie est en bonne voie pour vaincre et le socialisme relayé au rang des utopies irréalisables, ce que je pressentais depuis des années, mais je voulais en avoir le cœur net comme l'on dit, c'est uniquement pour cette raison que je me suis obstiné à continuer, en vain, dont acte.

Peut-être que des jours meilleurs viendront un jour ou que des nouvelles générations de militants renoueront avec le marxisme et assureront la relève, si je suis encore de ce monde je mettrai alors mon expérience à leur service s'ils l'acceptent, en attendant, à contrecœur je disparaîs.

L'abonnement au serveur courant jusqu'à la mi-décembre, après cette date ce portail disparaîtra du Net.

Je vous souhaite malgré tout une bonne continuation.

Fraternellement.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 septembre 2015

CAUSERIE

J'ai commencé la rédaction d'une causerie sur l'actualité qui sera mise en ligne demain ou d'ici lundi, désormais on ne prend pas le temps de vivre, on a tout simplement rompu avec les contraintes qu'on s'imposait et à tous les niveaux on s'en porte bien mieux.

Le journal de la tendance du POI-CCI *La Tribune des travailleurs* a été téléchargée 3.700 fois ce qui témoigne que de nombreux militants sont à la recherche d'un autre parti que ceux qui existent aujourd'hui, mais je ne suis pas du tout certain que le parti qui pourrait voir le jour à l'issue de cette scission (en cours) du POI comblera leurs attentes, personnellement je suis absolument convaincu du contraire à mon grand regret compte tenu des antécédents de ces dirigeants que l'on ne peut pas ignorer, désolé.

Il y en a qui prennent leurs désirs pour la réalité, ce n'est pas notre cas, on préfère rester lucide en toute occasion, cela évite bien des désillusions par la suite.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 septembre 2015

CAUSERIE

Au regard du peu de réactions qu'a suscité la suspension de l'actualisation de ce portail, en tout et pour tout j'ai reçu un seul et unique (très long, en fait plusieurs du même militant) courriel, force est de me dire que j'aurais dû prendre cette décision depuis des années. Maintenant vous vous êtes peut-être dit que je vous avais déjà fait le coup à deux ou trois reprises pour finalement continuer et que j'étais un farceur, donc il n'était pas utile de se formaliser pour si peu ou de réagir, sauf que là c'était sérieux !

Mes lecteurs étaient à l'image de la société en somme, rien de surprenant, une simple confirmation hélas ! En réalité ce sont eux qui ont décidé par leur attitude qu'il était inutile de continuer car étant fixé personnellement sur ce que nous étions en droit d'en attendre depuis longtemps, c'est leur responsabilité et non la mienne qui est en cause parce que j'étais prêt à sacrifier encore des années de ma vie, ce que je n'ai pas à prouver pour en avoir suffisamment témoigné au cours des années précédentes où j'ai travaillé comme un forçat sans recevoir le moindre soutien ou si peu. A moins de s'entêter inutilement ou d'être un mégalomane, il arrive forcément un moment où la quantité doit se transformer en qualité sous peine de se putréfier, ce qui franchement ne me tentait pas vraiment, d'où ma décision qui est cohérente.

J'ai peut-être commis l'erreur dès le départ de ne pas avoir été suffisamment audacieux pour n'avoir pas envisagé la possibilité de constituer un véritable courant politique organisé, peut-être parce que j'estimais ne pas en avoir les capacités, d'autant plus que je ne pouvais pas rencontrer les militants ou les travailleurs qui auraient été intéressés par une telle démarche et organiser ce courant avec eux en vivant en Inde.

Il faut qu'ils comprennent qu'à mon âge et dans ma situation, si j'étais rentré en France je me serais retrouvé immédiatement face à des difficultés matérielles indescriptibles pour survivre, au point que j'aurais dû y consacrer tout mon temps et cesser du coup toute activité politique ou presque, sauf qu'à ce niveau pour construire quelque chose de sérieux il n'aurait pas été concevable de militer en dilettante, là non plus dans cette perspective personne ne s'est proposé de m'aider, donc les choses auraient forcément mal tourné et tout le monde y aurait perdu à l'arrivée, j'estime donc avoir pris la bonne décision. Ce que je vous raconte là n'est pas du baratin pour tenter de me justifier, la preuve, au cours de ma vie j'ai travaillé dans plus de 45 entreprises, j'ai déménagé plus de 25 fois, plus jeune j'ai même été scolarisé dans un nombre incroyable d'écoles, j'ai été marié deux fois et je viens de recommencer ma vie avec une troisième femme, etc. donc je n'ai jamais vraiment été du genre à m'endormir sur mes lauriers comme l'on dit ou à hésiter à opérer un tournant dans ma vie qui me fut imposé ou provoqué ou non, je les ai toujours assumés. Il n'y avait donc en l'occurrence aucune raison à ce que je me défile face à mes responsabilités une fois de plus. Finalement, je le répète, ce sont les militants qui se connectaient régulièrement sur ce portail et qui affirmaient partager la plupart de mes idées ou positions, qui ont décidé que je devais rester en Inde, se contentant de tirer profit de mon activité politique qui ne devait déboucher sur rien ou aucune structure organisée. De mon côté j'étais prêt à abandonner des conditions d'existence relativement confortables en Inde, tandis que ces militants n'étaient pas prêts à se livrer à une nouvelle expérience ou à accepter la moindre concession sur les désaccords que nous pouvions avoir, en somme par leur comportement ils m'ont donné raison, je n'ai donc rien à me reprocher de ce côté-là ou à regretter.

Ceux qui se réjouissent de la disparition de ce portail et surtout de ce courant politique ignoraient sans doute qu'il avait de multiples fonctions, dont celle de retenir certains travailleurs tentés par l'extrême droite pour leur avoir démontré qu'il était possible d'être de gauche sans pour autant faire la courte échelle à l'extrême droite comme le font la pseudo-gauche et l'extrême gauche, extrême droite à laquelle je n'ai jamais rien concédé cela va de soi.

Il se peut que ce portail continue à exister, et la page d'accueil telle qu'elle se présente aujourd'hui pourrait en préfigurer le cadre et le contenu qui se concentrerait sur l'essentiel, la crise du capitalisme et la crise de la direction du prolétariat qui en est le pendant notamment, partant du constat que le système capitaliste tel qu'il existe de nos jours et tel qu'il fonctionne en prenant en compte la totalité des facteurs qui entrent en jeu ne correspond plus tout à fait à ce qu'il était il y a encore 45 ans, et les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes ne sont plus tout à fait adaptés à la situation actuelle ou à la société qui a connu de profondes transformations en un siècle ou un siècle et demi ou aux rapports qui existent entre les classes, bien que les fondements du capitalisme n'aient pas été modifiés et que la lutte des classes continuent.

C'est pour avoir refusé de prendre en compte ces transformations ou modifications et s'être accroché désespérément à des schémas en partie obsolètes qu'on en est arrivé à une profonde confusion ou à une situation en apparence inextricable ou sans issue, disons les choses telles que nous les pensons vraiment. Aucun dirigeant, aucun parti ouvrier n'a été à la hauteur des tâches que l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes imposaient à l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier après la fin de la Seconde Guerre mondiale, tous se sont fourvoyés ou ont trahi, tous ont formulé des théories et développé des analyses qui se sont avérées erronées à l'arrivée, aucun n'a été en mesure d'assurer la continuité du marxisme ou du socialisme.

La déliquescence du POI, du NPA et la fossilisation de LO est là pour en témoigner, laissons de côté les groupes ou groupuscules issus de ces partis qui sont aussi ou plus décomposés encore. Tous se sont présentés comme les héritiers de Trotsky sur l'activité duquel il y aurait beaucoup à dire avant comme après la révolution d'Octobre, au point de se demander si

c'était vraiment le meilleur modèle à suivre ou la meilleure référence pour assurer la continuité du marxisme, sans aller jusqu'à nier ou renier les leçons qu'il a pu nous laisser et dont nous aurions tort de ne pas profiter. De la même manière que nous ne ferons pas du léninisme un dogme ou un schéma à reproduire à l'identique au XXI^e siècle, mais en conservant l'essentiel de ses enseignements qui demeurent valables de nos jours, reste à déterminer lesquels et à se mettre d'accord sur cette question déterminante. Quant au marxisme, il constitue l'essentiel de notre héritage à condition d'en maîtriser la méthode, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. J'estime que le refus ou l'incapacité de mener le combat sur tous les plans (politique, idéologique, psychologique) contre l'entreprise de désinformation permanente et la propagande forcée à laquelle se livrent les représentants de la classe dominante, est en quelque sorte un aveu qui confirme mon diagnostic.

Donc au lieu de se prendre pour ce qu'on n'est pas et de faire dire aux maîtres du marxisme tout et son contraire ou n'importe quoi en guise ou plutôt à défaut d'arguments, on ferait bien de commencer par faire oeuvre de modestie et d'honnêteté, en commençant par admettre le constat brossé rapidement plus haut, préalable incontournable pour résoudre les questions qui se posent à nous si nous voulons oui ou non aller de l'avant. Lénine a reconnu à de multiples reprises avoir commis un nombre invraisemblable d'erreurs, des milliers ira-t-il jusqu'à dire, cela est également valable pour Trotsky ou davantage encore, question : et combien en avons-nous reproduites inconsciemment ou non, combien ? Ceci est également valable pour les penseurs géniaux et inégalés que furent Marx et Engels. Tous l'ont reconnu modestement, sauf nos dirigeants qui n'ont jamais possédé leurs capacités et de loin, de très loin, mais qui se prenaient pour leurs égaux, un comble ! Oui, c'est de fond en comble qu'il faut revoir notre copie pour poursuivre notre combat politique et vaincre notre ennemi, ce que plus aucun dirigeant n'ose évoquer de nos jours, à croire qu'ils n'y croient plus et la plupart des militants non plus.

Nous ne prétendons pas vouloir réécrire l'histoire de la lutte des classes, nous prétendons que l'interprétation qui en a été donnée par les uns et les autres était fautive ou falsifiée et qu'il est plus que tant de rétablir la vérité des faits. Comment cela direz-vous, auriez-vous la prétention incroyable d'être le seul à l'interpréter fidèlement en partant des faits ? Cette question ne m'était pas venue à l'esprit je dois avouer, mais maintenant je me dis pourquoi pas, après tout c'est bien ce qu'on fait Marx et Engels en démontant toutes les théories foireuses qui existaient à leur époque pour finalement élaborer le socialisme scientifique, qu'ont-ils fait de si extraordinaire sinon interpréter le fonctionnement du capitalisme, de la société, de la nature, selon la méthode du matérialisme dialectique et historique, ils ont fourni une nouvelle interprétation des faits en contestant toutes celles qui prévalaient jusqu'alors et dont aucune n'était satisfaisante ou répondait aux questions que la civilisation humaine avait à résoudre pour sortir définitivement l'humanité du stade de la barbarie ou du règne de la nécessité, alors pourquoi devrait-on s'interdire de les imiter constatant qu'une nouvelle fois nous nous retrouvons dans une impasse dramatique qui n'est que le produit d'interprétations manifestement erronées ? Et quand Lénine revint en Russie au début du mois d'avril 1917 après de longues années passées en exil et apparemment coupé de la réalité que vivait le peuple russe, il proposa aux dirigeants du comité central du parti bolchevik une interprétation de la situation en Russie tellement différente de la leur qu'il n'y en eut pas un seul pour la soutenir, et puis moins d'un mois plus tard tous ou presque s'y étaient ralliés. Qu'on imagine un instant l'attitude de Lénine et sa portée immense, il aurait suffi qu'il renonce à son interprétation de la situation (qui déterminait les tâches du parti, la préparation de l'insurrection.) ou qu'il se rallie à celle de la majorité des dirigeants bolcheviks pour que la révolution d'Octobre n'ait pas lieu ou pour que le développement du processus révolutionnaire en cours soit détourné de son objectif politique.

Je ne prétends pas me hisser à la hauteur de Marx, Engels ou Lénine, par contre j'ai acquis la conviction que sur des questions capitales pour l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier j'avais proposé des réponses qui valaient la peine d'être étudiées ou retenues après qu'elles eurent été validées par les faits pour la plupart d'entre elles, tandis que d'autres méritaient d'être étayées, vérifiées. J'en suis arrivé au constat que pour avoir voulu à tout prix interpréter la situation à partir des enseignements des marxistes mal assimilés ou détournés de leurs objectifs, ce qui revenait à forcer la réalité en voulant absolument qu'elle coïncide avec la théorie, nous nous sommes détournés de l'un et de l'autre, et à partir de ce moment-là pour justifier cette interprétation erronée de la situation il était inévitable que nos dirigeants recourent à des méthodes autoritaires et bureaucratiques détestables pour l'imposer ou pour interdire toute réelle discussion dans leur parti dès lors condamné à se décomposer.

Personnellement à plusieurs reprises j'ai agi à l'opposé de cette méthode et les lecteurs en sont témoins, j'ai deux exemples qui me reviennent à l'esprit, le premier sur la Libye où j'ai rectifié le tir dès que j'ai eu connaissance de la situation réelle dans ce pays, le second se rapporte à ce qu'ils appellent les réseaux sociaux auxquels on aurait voulu faire jouer un rôle positif dans la lutte des classes avant de prendre connaissance de leur véritable nature profondément réactionnaire. C'est en présence des faits (nouveaux) que j'ai opéré ces revirements et non pour me livrer à je ne sais quel manœuvre dans le dos de mes lecteurs que j'ai toujours tenu informé de l'évolution de mes convictions.

Ce qui m'étonne le plus, c'est qu'ils soient demeurés insensibles à toute approche sincère, loyale, honnête des questions portées à leur connaissance comme si c'était monnaie courante, à croire que pour eux ce serait secondaire ou sans importance, alors que j'y attache une extrême importance, je dirais même que c'est ce qui détermine mon attitude vis-à-vis de ces dirigeants ou de tous les partis, c'est une question de principe non négociable dans la mesure où tout traitement malhonnête de la situation recouvre infailliblement un problème politique inavouable ou qu'on ne souhaite pas aborder, comportement incompatible avec celui d'un dirigeant d'un parti ouvrier ou avec l'exercice de la démocratie dans le parti. Mais après tout cela ne m'a étonné qu'à moitié pour avoir constaté le même travers parmi mes proches qui préféreraient la compagnie des menteurs, des hypocrites ou des malhonnêtes entre autres, considérant que finalement nous nous valions tous, à croire qu'ils ont une bien piètre opinion d'eux-mêmes cela dit en passant. Assurément, un tel manque de discernement ou une telle confusion, un tel manque de confiance en soi et dans les autres ou dans ce qu'ils ont de meilleur ne permet pas d'évoluer dans la vie, je me demande même comment

cela est-il vivable, un cauchemar !

C'est bien parce que je ne partageais pas cette mentalité que j'ai continué d'actualiser le site pendant de longues années, parce que j'estimais qu'à un moment donné les militants prendraient conscience qu'ils étaient en présence de quelque chose de différent de tout ce qu'ils avaient rencontré jusque là et que cela valait le coup de s'associer à cette expérience. S'il n'en fut pas ainsi, c'est peut-être parce que les militants ne croyaient pas ou plus dans le socialisme, peut-être moins encore dans les masses exploitées dont ils font partie. Il est vrai aussi que nous partions avec un sérieux handicap hormis le fait que je vis en Inde, construire quelque chose à partir d'en bas ou de militants de base s'annonçait compliqué, tous les partis ouvriers ayant été fondés par des bourgeois ou des intellectuels ce que nous n'étions pas, mais on pouvait tenter le coup et se dire qu'en rassemblant des centaines, puis des milliers de travailleurs ou militants partageant l'essentiel de nos idées, un ou des cadres ou dirigeants auraient pu nous rejoindre et prendre en charge la rédaction des statuts et du programme de notre courant politique, nous aurions pu définir ensemble une ligne politique d'intervention dans la lutte de classes, etc. sauf qu'il ne nous a pas été permis d'en faire l'expérience.

En relisant le paragraphe précédent deux idées me sont revenues à l'esprit qui tendent à démontrer que ma démarche n'avait rien de farfelu.

A savoir que depuis près d'un demi-siècle les bourgeois et les intellectuels ne sont plus les seuls à accéder aux connaissances, l'ensemble de la classe ouvrière a été scolarisée, et avec la multiplication des moyens d'information elles sont davantage accessibles qu'autrefois à toutes les couches de la société sans distinction, aussi est-il permis de penser qu'un ouvrier peut très bien acquérir un niveau de conscience égal ou supérieur à celui d'un intellectuel et peut très bien figurer parmi les dirigeants d'un parti.

Ensuite, fort est de constater que la quasi-totalité des intellectuels sont de droite ou des réactionnaires, tout en prétendant être de gauche pour certains, version Hollande ou Valls, Chevènement ou Laurent (sic!), les rares exceptions confirmant la règle, règle qui d'ailleurs s'imposera hier comme avant-hier, car lorsqu'on nous reproche injustement de faire le procès des intellectuels, c'est à bon escient à la suite de Marx que nous les critiquons. Mieux encore, ces crétins d'intellectuels qui nous font ce procès d'intention et qui expliquent que si la révolution russe a dégénéré c'était parce que la direction des partis ouvriers était trop faible dans les autres pays, n'était pas suffisamment préparée ou avaient trahi dans les années 20, 30 et 40, ils oublient de préciser qu'ils s'agissaient d'intellectuels essentiellement car les masses étaient prêtes à mener le combat pour en finir avec les régimes en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, etc. ce sont les intellectuels qui ont failli et non la classe ouvrière, donc finalement l'argument selon lequel les intellectuels seraient indispensables à notre combat est un argument d'appareil, obsolète, car il ne tient pas compte de l'évolution de la société, une fois de plus. On pourrait enfoncer le clou et leur répondre que les intellectuels dans leur immense majorité partageaient aussi avec les banquiers la terrible responsabilité des deux guerres mondiales qu'ils ont soutenues entraînant derrière eux la plèbe ignorante à la boucherie. Vous constaterez également que ce sont ces intellectuels qui se disent marxistes ou trotskystes qui sont les plus prompts à ignorer les rapports qui existent entre les classes, qui justement constituaient un des aspects déterminants des analyses de Marx, Engels et Lénine, pas étonnant ensuite qu'ils n'aient produit que des théories plus foireuses les unes que les autres et qu'on en soit rendu là.

Quant aux intellectuels qui ne sont pas organisés dans un parti et que nous avons contactés, dont nous avons mis en ligne de nombreux articles, leurs idées servent davantage à faire tourner leur business ou à se donner bonne conscience plutôt qu'à servir notre cause, c'est notamment la raison pour laquelle nous ne mettrons plus leurs articles en ligne. En quelque sorte ils constituent un contre-exemple à ne pas imiter, on veut dire par là qu'ils se contentent de diffuser des idées et estiment avoir fait leur boulot, alors qu'en réalité tout reste à faire, et c'est justement là qu'ils désertent, car passer à l'exercice pratique signifierait affronter directement notre ennemi, lui déclarer la guerre, rompre résolument avec lui, or ils en sont totalement incapables, leur engagement n'a finalement pas plus de valeur que celui d'un actionnaire du CAC40 qui se dit républicain ou démocrate de nos jours.

J'avais envisagé de m'adresser à eux (en France et dans d'autres pays), j'avais commencé à rédiger une lettre que j'avais d'ailleurs pratiquement terminée, je l'avais particulièrement soignée, j'y avais mis les formes, j'y avais consacré des soirées entières, je m'étais vraiment cassé la tête pour éliminer toute faille ou faiblesse dont ils auraient pu profiter pour rejeter l'initiative que je leur proposais, j'avais évité soigneusement toute question pouvant porter à polémique, j'avais essayé d'être le plus concis et précis possible en choisissant minutieusement chaque argument, j'étais parvenu à un résultat satisfaisant pour ne pas dire parfait, ce qui est rare chez moi, le thème était la nécessité d'envisager un changement de régime aux Etats-Unis sans autres précisions ou objectifs, j'estimais qu'il pouvait être consensuel et rassembler des centaines ou des milliers d'intellectuels à travers le monde, mais pas seulement, que le mouvement ouvrier pourrait se saisir de cet appel et le relayer à l'échelle internationale, cette lettre devait servir de support à la rédaction de cet appel qui selon moi devait être rédigé par des intellectuels connus ou reconnus ce que je ne suis pas évidemment, bref, et au dernier moment j'ai douté du bien-fondé de cette initiative et j'ai laissé tomber. En fait je vous ai imités !

Quelques idées en vrac à creuser.

1- Quand la contre-révolution a gagné le mouvement ouvrier.

Les socialistes étaient en réalité des antisocialistes, les communistes étaient en fait des anticommunistes, et les trotskystes étaient des antitrotskystes. Quant aux syndicalistes, ceux qui se disent apolitiques, socialistes, communistes, trotskystes, ils militent principalement pour faire aboutir leurs revendications personnelles ou maintenir leur niveau de vie, conserver leurs statuts privilégiés, ce sont en réalité pour la plupart des individualistes, des corporatistes qui s'ignorent ou non, ils n'ont aucun idéal, leur humanisme est une posture purement alimentaire, vulgaire. N'y voyez surtout pas un début de conscience politique, ce serait commettre une erreur fatale.

Notre conclusion : Le mouvement ouvrier doit être refondé sur la base du marxisme ou du socialisme.

2- Dorénavant, compte tenu que nous ne publierons plus les articles en provenance de médias dits alternatifs, lorsque nous ferons référence à tel ou tel fait vous devrez nous croire sur parole ou rechercher ces faits par vous-même.

On consacrerà ce portail à des questions théoriques et politiques d'actualité uniquement.

3- Nous reviendrons plus tard sur le traitement honteux que les partis dits ouvriers ont réservé à la question des réfugiés syriens, car il témoigne, soit de leur incompréhension de la situation, soit de leur volonté de ménager Hollande, on optera davantage pour la seconde version et vous allez comprendre pourquoi immédiatement.

Tenez, si vous ne l'avez lu nulle part, certainement pas dans les publications du POI, du NPA ou de LO ou leurs satellites, savez-vous pourquoi l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont en train de faire marche arrière sur la Syrie et particulièrement sur Assad, et pourquoi simultanément ils sont en train de fermer leurs frontières ? Parce que lorsque des journalistes interrogent des réfugiés syriens la plupart disent fuir les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique et non Assad ou son régime, pire, il y en a qui ajoutent que c'est la moindre des choses de les accueillir en Europe puisque l'UE soutient ces barbares, évidemment cela la fout mal, cela ne colle pas du tout avec la propagande de l'OTAN qu'ils martèlent depuis 2011 en direction des peuples en Europe pour justifier leur guerre au Moyen-Orient et obtenir leur soutien.

Pourquoi ces partis ne relaient-ils pas ces arguments ? Mais parce qu'ils ont tous opté dès le départ pour la version de la révolution pacifique, modérée en Syrie, réprimée dans le sang par l'horrible dictateur Assad, une pure invention ou falsification des faits fabriquée à Washington que tous les gouvernements occidentaux n'ont eu de cesse de reprendre en chœur. C'est là qu'on s'aperçoit de la collusion qui existe entre ces partis et le régime qu'ils prétendent combattre par ailleurs, ainsi l'imposture est dévoilée. Partant de là, des faits et rien d'autres notez bien, il n'y a rien à attendre de ces partis totalement corrompus. Qu'ils éclatent, qu'ils disparaissent, on ne demande pas mieux et que les militants, cadres et dirigeants sincères et honnêtes qui refusent de se reconnaître dans ces partis pourris et entendent demeurer fidèle au socialisme se rassemblent pour fonder un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, nous les soutiendrons.

4- Un autre aspect de la question des réfugiés syriens.

Soudainement un flot ininterrompu de réfugiés en provenance de Syrie se déversent en Europe dont la France, et voyez-vous sans que personne ne sache d'où ils venaient au juste et pourquoi maintenant et pas hier ou avant-hier, alors que nous savons qu'ils viennent de Turquie où la plupart d'entre eux s'étaient réfugiés parfois depuis plus de trois ans, c'est l'interprétation falsifiée des faits par le POI qui a adopté une nouvelle fois la version officielle concoctée par Washington ou l'OTAN.

Ce que les valeureux "trotskystes" n'ont pas dit pour ne pas froisser Hollande qui soutient la Turquie (OTAN), base arrière des barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple.

D'où sortons-nous cela ? On pourrait faire référence à plusieurs articles publiés par plusieurs médias alternatifs qui le mentionnaient, mais on a mieux avec la dernière déclaration de Hollande qui prouve d'une part que nous n'inventons rien, et d'autre part là en l'occurrence, qu'il vaut mieux écouter ce que dit Hollande qu'Informations ouvrières pour avoir une idée de l'évolution de la crise syrienne et ses conséquences en France même.

- Le sommet européen de mercredi doit aider la Turquie à faire en sorte que les réfugiés présents sur son sol puissent y rester en attendant une issue au conflit en Syrie, a déclaré jeudi à Modène (nord) le président français François Hollande. AFP 17.09

5- Par décret, la dernière lubie ou idée foireuse des aventuriers : il faut préparer la grève générale.

Grande-Bretagne.

- Angela Eagle, chargée du commerce au Labour, a fustigé « une attaque idéologique et partisane des conservateurs contre les syndicats, alors que le nombre de jours de grève a chuté de 90 % en deux décennies ». AFP 15.09

Ne nous faites pas chier avec votre "attaque idéologique", les trotskystes ont décrété qu'il ne valait pas la peine de combattre sur ce plan-là, qu'on se le dise, laissez le terrain libre à la réaction dans ce domaine, telle est leur position, au nom du socialisme

de préférence.

Voyez-vous, ils n'ont pas encore intégré les transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils doivent considérer que la propande de la classe dominante continue de se faire principalement par bouche à oreille comme au début du XXe siècle, et que par conséquent il n'y a pas lieu de lui accorder davantage d'importance. Pour eux les formidables moyens développés par la classe dominante pour conditionner les masses n'existent pas, on se demande même s'ils ont réalisé qu'une partie du temps libre dont dispose aujourd'hui encore le prolétariat sert justement à formater leur conscience et à les détourner des questions qui les concernent directement pour mieux les abrutir et les soumettre à la dictature du capital. On se demandera dans quel monde ils vivent ces gens-là.

En France.

- Mais malgré ces conflits qui s'enchaînent cette année, il y a du changement. Entre 2005 et 2011, le magazine The Economist calcule que le nombre de jours de grève pour 1.000 employés est tombé de 164 à 77. Un constat que partage Bernard Vivier, qui dirige l'Institut supérieur du travail. franceinfo.fr 23.06.2014

L'embourgeoisement du prolétariat combiné à l'absence d'issue politique dans les années 80-90 dont le réformisme est le produit en somme.

6- Ce n'est pas le centralisme démocratique qui a tué l'avant-garde révolutionnaire, mais le centralisme bureaucratique.

La lutte de classe du prolétariat connaît des périodes de flux et de reflux. En période de reflux ou de paix sociale relative, on pourrait penser qu'elle serait propice à la discussion et au règlement de questions théoriques restées en suspens, histoire d'armer les militants et de renforcer la cohésion du parti... Eh bien pas du tout ! Nos manoeuvriers professionnels feront en sorte que les militants soient sur les dents pour cause de troisième guerre mondiale imminente, puis de révolution imminente, puis de grève générale imminente, etc. dans ces conditions l'heure est en permanence à l'action centralisée, à la discipline de fer et non à la discussion, mais alors quand est-ce qu'il serait possible de discuter tranquillement, sereinement, loyalement entre camarades ? Jamais, qu'on se le dise une fois pour toute ! Et je ne caricature pas, hélas !

[Haut de page ↗](#)

Le 21 septembre 2015

CAUSERIE

Un parti de gauche (une organisation ou un groupe), c'est un parti qui combat pour un changement de régime et qui n'est lié à aucun parti de droite, à aucune institution incarnant le régime en place, pas même les appareils vendus des syndicats. Selon vous, après mûre réflexion, cela existe-t-il encore en France et en Europe (ou ailleurs dans le monde) ?

Notre réponse est non, mais personne ne vous oblige à partager ce simple constat.

Dès lors quel parti incarne-t-il le socialisme ou la continuité du marxisme ?

Notre réponse : aucun et ce n'est pas nouveau !

Cela vous surprend-il ? Si oui, vous n'êtes pas au bout de vos désillusions et de vos peines !

Revenons aux fondamentaux du marxisme, c'est juste une question de vie ou de mort, politique... pour commencer !

En famille. Il est des leurs...

Les résultats des élections législatives en Grèce du 20 septembre.

Syriza : 35,47% des suffrages exprimés. (- 330.000 voix par rapport au 25 janvier 2015)

Nouvelle Démocratie (ND) : 28,05%

Pasok : 6 à 7 %

KKE : 5,5 à 6,5 %

To Potami : 4 à 5 %

Aube dorée : 6,96%

Greco Indépendants (ANEL) : 3,5 % (allié de Syriza au gouvernement et au parlement)

La participation au scrutin a baissé de près de sept points par rapport à janvier, tombant de 63,6 à

Quelques réactions du camp de la réaction auquel appartient Syriza

La Commission européenne a salué lundi l'élection du Premier ministre grec sortant Alexis Tsipras.

Le patron de l'Eurogroupe des ministres des Finances de la zone euro Jeroen Dijsselbloem s'est fendu d'un tweet de félicitations à Tsipras

Dès l'annonce des premiers résultats, M. Tsipras s'est entretenu au téléphone avec Martin Schulz, le président du Parlement européen, le président français François Hollande et le chancelier autrichien Werner Faymann.

"une oeuvre d'art de la stratégie politique", a salué lundi matin le président du Parlement européen, le social-démocrate allemand Martin Schulz.

Alexis Tsipras envisage de former un conseil national de politique européenne qui intégrerait des représentants d'autres partis siégeant au Parlement. "Nous allons demander à toutes les forces politiques de soutenir nos efforts", a dit un cadre de Syriza.

Tsipras et son parti ont en outre réduit au silence les frondeurs qui avaient refusé l'accord avec les "institutions" et créé leur propre parti, Unité populaire, sous la houlette de l'ancien ministre Papagiotis Lafazanis.

Malgré le soutien de Yanis Varoufakis et de l'ex-présidente du Parlement Zoe Konstantopoulou, ce nouveau mouvement n'a pas franchi dimanche le seuil des 3% indispensable pour entrer au Parlement. AFP 20.09

A retenir.

Syriza et le gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays avec 19,6% des électeurs auxquels il faut encore retirer les votes blancs et nuls.

Cela n'a pas empêché Hollande de commettre cette déclaration :

«C'est un succès important pour Syriza, pour Tsipras et pour la Grèce qui va connaître une période de stabilité avec une majorité solide et avec des dirigeants, et notamment Alexis Tsipras qui a courageusement défendu ses positions et notamment l'accord conclu au Conseil européen le 13 juillet», a déclaré lors d'une conférence de presse à Tanger (Maroc) François Hollande. 20minutes.fr 20.09

Tsipras a recouru à ces élections pour se débarrasser des aventuriers ou populistes réformistes de Syriza qui ont formé l'Unité populaire, et ainsi renforcé l'ancrage à droite de son parti.

Qui cherche à imposer une autre politique même sans remettre en cause le capitalisme dans le cadre des institutions en place est systématiquement écarté, broyé ou victime de ses propres illusions. La leçon ou la correction est méritée et nous laisse indifférent.

Que fallait-il attendre d'un parti qui avait fixé pour cadre de son combat politique les institutions en place auxquelles il acceptait de se soumettre ? Rien et la preuve en a été faite, cela vaut pour le Front de gauche en France, allié électoral d'EELV, lui-même allié au PS qui est de droite. Cherchez l'erreur, il n'y en a pas !

La majorité des travailleurs se sont largement abstenus ou n'ont pas voté pour Syriza...

Syriza est un parti de droite acclamé dorénavant par la troïka, tout est dans l'ordre des choses.

La lutte de classe va continuer en Grèce dans des conditions encore plus difficiles.

[A propos de la crise du POI ou des conciliateurs trotskystes.](#)

A bas le parlementarisme bourgeois !

Une analyse politique étrangère au marxisme.

On nous a toujours fourni la même explication, à savoir que cela traduisait la poussée de la lutte de classe du prolétariat, sa résistance, sa volonté ou tout du moins son impatience à voir satisfaites ses revendications sociales, son aspiration à vivre dans une société plus juste ou meilleure... car voyez-vous pour un peu on aurait pu croire qu'il aspirait au contraire, sans que cela ne perturbe le moins du monde les auteurs de pareilles platitudes qui avaient valeur d'analyse profonde et sérieuse, n'est pas marxiste qui veut, n'est-ce pas ?

Analyse qui tenait du lieu de commun ou qui ne dépassait le stade du constat superficiel de la situation, mais qui pourtant devait servir de support à l'élaboration d'une ligne politique et de tâches, qui dès lors ne devaient jamais permettre d'atteindre les objectifs politiques mis en avant par leurs auteurs, ce qui ne devait pas non plus les gêner plus que cela puisqu'en réalité ils en poursuivaient d'autres inavouables ou que leurs militants ne devaient pas soupçonner.

La formule consacrée selon laquelle de manière déformée le résultat d'élections traduisait les rapports existant entre les classes et à l'intérieur des classes, devait servir à masquer le degré de subordination au capitalisme des masses exploitées ou leur niveau d'ignorance de son fonctionnement qu'il était préférable d'ignorer. Pour comprendre pourquoi il est nécessaire de revenir en arrière.

Les trotskystes affirmaient avant des élections présidentielles ou législatives ou en période électorale, que porter au pouvoir les partis se réclamant de la classe ouvrière qui en réalité en étaient les ennemis alimenteraient la crise du régime et des institutions et se traduirait par une amplification de la lutte de classe du prolétariat, qui désillusionné se retournerait contre ces partis et chercherait une issue politique conforme à ses intérêts en se tournant vers le ou les autres partis dits de l'avant-garde révolutionnaire, or les choses ne se sont jamais passées de la sorte sans qu'ils n'en tirent le moindre enseignement depuis les années 30, y compris Trotsky qui fut un fervent participant de cette stratégie opportuniste sinon son auteur.

Pour justifier et imposer cette politique aventurière aux militants, ils la théorisèrent sous la forme du front unique ouvrier sans tenir des rapports de force en présence, sans tenir compte de la manière dont se présentaient les différents facteurs composant la situation, et dont l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire implanté dans les masses constituait l'élément central ou primordial à partir duquel aurait dû être élaborée une stratégie politique indépendante.

En réalité, l'arrivée au pouvoir de la SFIO ou PS et du PCF ne devait pas ouvrir la voie à une situation révolutionnaire mais exactement l'inverse. En fait cette étape de la lutte des classes ne devait pas coïncider avec une offensive de la classe ouvrière, parce qu'elle était le point d'aboutissement d'un processus dans des conditions données qui traduisait l'impasse politique dans laquelle se trouvait le mouvement ouvrier et le prolétariat. Autrement dit l'analyse que nous ont fournie les trotskystes était totalement erronée ou une pure vue de l'esprit.

L'analyse qui allait déterminer leur position avant chaque élection ne correspondant pas à la réalité, et celle qu'ils allaient adopter après chaque élection serait tout aussi erronée et ne permettrait pas davantage de construire le parti. A ce stade on s'aperçoit qu'ils ont eu faux sur toute la ligne en dehors de lieux communs élevés au rang de vérité absolue repris volontiers par les représentants de la classe dominante, puisque sans conséquence sur les rapports entre les classes à venir, on pourrait même ajouter qu'ils s'en trouvaient ainsi renforcés au profit de la classe détenant le pouvoir.

L'arrivée au pouvoir du PS avec ou sans le PCF qui le soutiendrait de l'extérieur a donc été présenté comme le produit de la radicalisation des masses exploitées sans se demander vraiment dans quelles conditions politiques, et fait révélateur qui a été minutieusement occulté ou minimisé, sans prendre la mesure de la signification de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, alors que ce facteur traduisait le rapport réel existant entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, autrement dit l'élément qui devait occuper une place déterminante au cours de la lutte des classes ne figurait pas dans leur analyse ou il y figurait uniquement justifier leur stratégie et non comme un élément permettant de comprendre la situation, situation à partir de laquelle il aurait été possible de définir une autre stratégie qui ne soit pas basée sur des calculs ou des manoeuvres d'appareils soumis au cadre des institutions.

Leur analyse s'inscrivait dans le cadre des institutions, pire, en guise de politique indépendante en réalité elle ne devait pas déborder de ce cadre qu'incarneraient ces piliers du régime, le PS et le PCF. Cela devait leur servir à masquer un autre aspect de la réalité qu'ils allaient être incapables d'aborder, la subordination des masses au capitalisme que traduisait leur participation à ces élections, sans pour autant que leur abstention soit réellement ou forcément le produit d'une prise de conscience de leur condition ou du rôle et de la nature des institutions, elle exprime davantage le rejet d'une politique contraire à leurs intérêts qu'elles continuent de concevoir dans le cadre du régime en place plutôt que l'adhésion à une politique qui se situerait au-delà

du capitalisme et ses institutions, imaginer autre chose serait se leurrer ou se convaincre de quelque chose qui n'existe pas.

Donc l'arrivée au pouvoir de ces partis constituait le point d'arrivée ou l'aboutissement d'un processus plutôt que le point de départ ou le commencement d'un nouveau processus politique, mieux encore, il allait être exactement l'inverse en annonçant une nouvelle offensive de la réaction profitant de cette confusion que les trotskystes entretenaient consciencieusement.

L'arrivée au pouvoir de ces partis devait être la conclusion du front unique parce qu'il ne pouvait pas en exister d'autres. Si vous reprenez chronologiquement les différentes étapes par lesquelles sont passés les différents partis trotskystes après mai 81 vous en aurez confirmation, jusqu'à la crise qui les mine aujourd'hui et qui préfigure leur dislocation inévitable.

La combinaison de la participation aux institutions par le biais des élections et du front unique allait s'avérer fatale à l'avant-garde de la classe ouvrière, au mouvement ouvrier et au prolétariat qui dès lors devaient se soumettre au régime en place et à ses institutions, les partis dits de gauche qui en réalité étaient tous de droite ainsi que les appareils des syndicats qui en sont des agents.

On aura compris que le refus obstiné de caractériser politiquement le PS et le PCF comme des partis de droite, capitalistes, était rendu indispensable pour développer une telle politique rompant avec le marxisme ou le socialisme. A défaut de pouvoir réfuter cet argument qu'ils qualifieront de gauchiste ou pour justifier leur politique, ils iront jusqu'à prétendre hypocritement que cela aurait conduit à se couper des masses pour en fait mieux camoufler qu'en près de 70 ans ils ne sont jamais parvenus à lier de profondes relations avec le prolétariat que traduit l'inexistence du parti dont les dirigeants trotskystes portent la responsabilité.

De la même manière, en réalité c'est peut-être de là qu'il faudrait partir pour comprendre comment le révisionnisme a complètement gangrené l'avant-garde révolutionnaire, l'absence complète d'analyses des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, sur quoi ces rapports reposaient, de quelle manière ils se présentaient, comment ils avaient évolué à l'instar du capitalisme mondial au cours du XXe siècle, quelles étaient les conditions du prolétariat, de ses différentes couches, leur composition, leur degré de soumission au capitalisme, quels liens elles entretenaient avec lui, quels avantages elles en tiraient, comment cela se traduisait-il sur leurs rapports aux différents partis, aux institutions, aux syndicats, au sein de l'ensemble de la superstructure du régime qui inclut d'autres acteurs intervenant dans la lutte des classes, une multitude d'organisations ou associations toutes plus ou moins liées aux partis qui constituent les piliers du régime, comment ces rapports en relation avec leur condition d'existence allaient influencer leur interprétation de la société et de l'ensemble de ces acteurs politiques, leur état d'esprit et leur niveau de conscience, déterminer ou dicter leur réaction ou leur absence de réaction, leur volonté ou leur absence de volonté de chercher une issue politique, agir sur leur capacité à résister à l'offensive de la réaction, quel contenu et quelle orientation elles allaient lui donner, dans quelle condition et comment elles allaient vivre et subir la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante leur mène sans répit, quelle emprise elle allait avoir sur elles, comment cela allait-il se traduire en terme politique, etc. La même démarche devait être effectuée avec les classes moyennes et celle des capitalistes, leurs différentes couches qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts, comment vivaient-elle l'hégémonie de l'idéologie néolibérale, comment cela se traduisait-il sur le plan politique, etc.

Se gargariser de la crise que traversent tous les partis, les institutions et le régime, le capitalisme qui relève une fois de plus du lieu commun en guise d'analyse, ne permet pas de comprendre quel est précisément l'état du rapport de force qui existe entre les classes qui inclut l'ensemble des acteurs politiques, où en sont les masses et ses différentes couches, conduit à s'adresser à elles dans un discours dans lequel elles ne peuvent pas se reconnaître puisqu'il ne correspond pas à la manière dont elles vivent leur condition, tout au plus consiste-t-il à alimenter leurs illusions dans le régime incompatible avec la démocratie et la satisfaction de leurs besoins.

La crise grecque a mis en relief que la question déterminante n'était pas la rupture avec l'UE ou l'euro ou même avec les institutions nationales du capital, mais la nécessité de rompre avec le capitalisme avec laquelle la politique axée sur les revendications sociales immédiates des travailleurs ou tournée vers les syndicats entre en contradiction, car la rupture avec le capitalisme cristallise ou concentre toutes les questions sociales et politiques que les travailleurs ont à résoudre, et qui à elle-seule pour recevoir des réponses conformes à leurs besoins pose la question du pouvoir, de l'Etat, quelle classe produit les richesses et de fait participe au fonctionnement de la société, et par conséquent quels rapports établir avec les institutions qui représentent le capital et ses besoins, quel destin il s'agit de leur réserver, par quoi les remplacer, qui doit détenir le pouvoir, comment avancer dans cette voie, comment préparer les conditions qui permettront de s'emparer du pouvoir politique.

C'est au tout début des années 70 que l'oligarchie financière allait lancer son offensive généralisée à l'échelle mondiale pour s'emparer du pouvoir en réponse à la nouvelle crise du capitalisme qui allait lui servir à précipiter la fin de l'URSS et ses satellites, orienter l'immense masse de capitaux qu'elle avait accumulés au cours de la période antérieure vers le marché asiatique... On a donc bénéficié d'une période de plus de 40 ans pendant laquelle on aurait pu éduquer les masses au fonctionnement et aux méfaits du capitalisme en prévision de ce qui les attendaient de manière à ce qu'elles y soient préparées et puissent affronter dans les meilleures conditions possibles les politiques d'austérité qui leur seraient imposées dès le milieu des années 70, amplifiées à partir des années 80 jusqu'à nos jours, sauf qu'on n'en a rien fait, supposant sans doute que ce serait inutile ou qu'elles n'y comprendraient rien.

Comprendre que tous les partis de droite comme de gauche ou d'extrême droite étaient tous soumis à la finance et que sachant que le seul objectif de l'industrie financière était et demeure d'enrichir toujours plus ses représentants, partant de là il était facile

d'expliquer aux travailleurs que ces partis ou les institutions ne pouvaient pas servir leurs intérêts ou que l'intérêt général dont se réclamaient ces partis se confondait en fait exclusivement avec les besoins des banquiers ou du marché et qu'il ne pouvait pas en être autrement, de la même manière qu'ils sont responsables de toutes les guerres dans le monde dont ils tirent des profits gigantesques, ou du chaos actuel dans lequel ils ont plongé l'humanité et dont ils comptent tirer des profits politiques ou accroître leur hégémonie, leur pouvoir sur le reste de la société.

Sur Internet on trouve des milliers d'articles ou de vidéos qui expliquent cela très simplement, de telle sorte que n'importe quel travailleur peut comprendre en grande partie dans quel monde il vit, sans toutefois pouvoir s'en saisir puisqu'il y manque toujours la partie pratique qui lui permettrait d'entrevoir la possibilité de changer la société ou le monde. Que ces faits et ces explications ne lui soient pas donnés par un parti ouvrier en dit long sur leur incurie, ou à quel point leur objectif n'est pas de favoriser l'élévation du niveau de conscience politique des travailleurs, dès lors on comprend pourquoi ils s'en détournent ou ils ne leur inspirent pas confiance, à raison il faut bien dire.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit, j'ai un exemple caricatural sous la main qui témoigne qu'on peut se prétendre trotskyste et être complètement sclérosé sans s'en apercevoir, cela va de soi.

Dans un courriel, un trotskysme m'avait reproché de m'en prendre aux intellectuels tout en me rappelant qu'ils étaient tout de même à l'origine de toutes les révolutions, qu'il était donc impossible de s'en passer, etc. Ma critique ou mon constat s'adressait uniquement aux intellectuels concernés et non à l'ensemble des intellectuels auxquels je me suis adressé une multitude de fois dans ce portail sachant que certains d'entre eux s'y connectaient pour lire mes causeries. Qu'il se soit senti visé ne concerne que lui et n'engage pas ma responsabilité, je n'y peux rien si quelque part il aurait quelque chose à se reprocher qu'il ne parvient pas à assumer.

Le même intellectuel trotskyste estimait inutile de répondre à l'offensive contre les masses menée par la classe dominante et l'élite intellectuelle à son service qui officie quotidiennement dans les médias sur le plan idéologique et psychologique, précisant que c'était un prolétariat arriéré qui avait fait la révolution russe...

Il n'est pas nécessaire de sortir d'une grande école ou d'être bardé de diplômes pour discerner au premier coup d'oeil les contradictions que renferme un tel raisonnement ou absence de réflexion il serait plus juste de dire. Car si les intellectuels ont pu jouer un rôle déterminant au côté de la classe ouvrière dans certaines circonstances précises, il faut bien noter que cela demeure des cas exceptionnellement rares et particulièrement limités et que le reste du temps ils s'avèraient être des réactionnaires.

Quant aux masses arriérées, chacun sait qu'elles sont aussi capables du pire comme du meilleur, et s'agissant de la révolution russe, force est de constater à l'instar des intellectuels précisément qu'elles ont épousé la ligne de moindre résistance dès que la situation s'y prêtait ou elles pouvaient opérer un virage à droite à 180°, dès lors que le processus révolutionnaire qui les avait portées à se dépasser avait cessé de souffler ou s'estompait pour s'en remettre au dernier qui avait parlé ou à celui qui parlait le plus fort, ce qui était inévitable compte tenu qu'on ne trimballe pas un tel niveau d'arriération toute sa vie ou pendant de longue décennie depuis notre naissance pour s'en débarrasser du jour au lendemain quelle que soit l'expérience à laquelle on a participé, quels que soient les bouleversements sociaux et politique auxquels on a été directement mêlé, il en faut beaucoup plus pour briser l'inertie de l'histoire qui a tendance constamment à nous tirer ou nous ramener en arrière et que l'on traîne comme un boulet, nous conduit à régresser au lieu de progresser, surtout quand la situation s'y prête ou qu'on ne perçoit pas quel intérêt on aurait à adopter une autre attitude, qui plus est lorsqu'elle réclame de notre part de nouveaux efforts ou sacrifices, on se laisse aller à adopter la solution la plus économique qui nous tend les bras ou qui s'offre à nous sans se poser la question d'en connaître les conséquences auxquelles dans l'immédiat on se refuse à penser, encore faudrait-il en avoir les moyens, ce qui n'est pas le cas. On a affirmé que les bolcheviks avaient pu s'emparer du pouvoir parce que leur propagande avait sapé les bases du régime tsariste, ce qui est exact, mais cela ne signifiait pas pour autant que le prolétariat russe aurait été en mesure d'en comprendre toutes les implications, loin de là, il ne fallait pas lui demander l'impossible dans ces conditions-là, et personne parmi nous ne l'accusera d'avoir été responsable du stalinisme ou de la dégénérescence du parti bolchevik et de la révolution russe, de même qu'il ne nous viendrait pas à l'idée d'en accuser la poignée de marxistes qui dirigeaient le parti bolchevik et la révolution.

Par contre, ce qui est criminel, c'est de ne pas en avoir tiré les enseignements politiques et de ne pas avoir adapté notre conception de la lutte de classe en conséquence, de ne pas avoir combiné, mieux, subordonné notre intervention dans la lutte des classes ou l'organisation des masses à la nécessité impérieuse d'élever leur niveau de conscience politique, sans évidemment prétendre atteindre la totalité des masses, de telle sorte qu'elles allaient finalement demeurer vulnérables à la propagande de la réaction (y compris ou surtout de gauche), aux flatteries et aux promesses sans lendemain en tous genres de leur ennemi.

Cela devait concerner également les intellectuels qui allaient se retrouver confrontés au même traitement, alors que les prétextes ne manquaient pas de leur côté pour qu'ils se défilent, il n'en fallait pas davantage pour qu'ils se détournent du socialisme et le justifie par l'incurie des dirigeants du mouvement ouvrier empêtrés dans leurs contradictions ou pire encore. Pourquoi à ce jour seulement une minorité insignifiante d'intellectuels se sont-ils tournés vers le socialisme, sinon parce que nos dirigeants en ont fourni un témoignage incohérent ou en ont donné une image détestable, repoussante.

Les trotskystes, qui ne possédaient manifestement pas les capacités des marxistes, ont troqués l'analyse impartiale de la situation au profit de la propagande en tronquant au passage la réalité ou en la réécrivant au fur et à mesure, pour uniquement justifier

leurs positions ou leurs idées et préserver leurs appareils au détriment de la cause qu'ils étaient censés servir et incarner. Que devait-il en sortir à l'arrivée ? Vous l'avez sous les yeux.

On a eu plus de quatre décennies pour enseigner aux travailleurs et aux militants le fonctionnement de l'économie capitaliste, qui oserait prétendre que si on s'était résolument attelé à cette tâche pendant ces nombreuses années ils en seraient encore au même point ou au même niveau d'ignorance, ils n'auraient pas progressé ?

Pour terminer aujourd'hui, je vais me livrer à une digression ou vous livrer une expérience personnelle que je suis en train de vivre et qui est riche en questionnements, en surprises aussi.

A sa demande, j'ai entrepris d'apprendre à lire et écrire le tamoul à ma compagne Selvi qui est illettrée et qui a 46 ans. On a commencé depuis près d'un mois déjà et j'ai constaté hier qu'elle n'avait pratiquement pas progressé. Je pensais qu'elle pourrait apprendre par coeur toutes les lettres de l'alphabet en un rien de temps, pour n'avoir cessé de les visualiser depuis sa naissance, et puis c'est sa langue maternelle, et bien pas du tout, cela s'avère beaucoup plus compliqué que prévu. Alors j'ai essayé de comprendre ce qui clochait dans la pédagogie que j'avais adoptée. Il faut avoir à l'esprit qu'elle a vécu 46 ans en se passant de la lecture et de l'écriture, de la langue ou de l'expression écrite. Son cerveau a été formaté et fonctionne donc depuis de très nombreuses années en s'étant passé de ce moyen de communication. Comment fonctionne-t-il ? A vrai dire je n'en sais rien, je le découvre un peu chaque jour, et il fonctionne selon des normes tellement différentes des miennes en apparence qu'il n'est pas facile de suivre le cheminement de sa pensée, je ne sais pas si on peut parler de développement ou de réflexion dans son cas tellement ils semblent être demeurés à un stade élémentaire.

Maintenant, la pauvre femme comme des centaines de millions d'autres en Inde, se retrouve confrontée à une société connaissant de rapides et brutaux changements qu'elle subit sans rien y comprendre, beaucoup de choses changent autour d'elle sans qu'elle sache ni pourquoi ni comment ni quelles conséquences ils auront dans le futur sur son mode de vie. Son cerveau n'a pas évolué pour autant, sans parler des superstitions et de la religion auxquelles elle demeure attaché et qui contribuent à la maintenir dans une profonde ignorance que d'un autre côté je m'emploie à combattre, rassurez-vous à un rythme compatible avec son état, sinon ce serait de la tyrannie, laissons cela à la pseudo-gauche et extrême gauche pourries qui entendent libérer les masses de leurs préjugés archaïques pour mieux leur faire épouser ceux du néolibéralisme. Non, je respecte cette femme dont je suis si différent, comme je respecte chaque travailleur.

Ce qu'il s'agit de lui apprendre, c'est de penser à partir d'autres instruments que ceux qu'elle a toujours utilisés jusqu'à présent ou apprendre à les manier pour gagner en indépendance ou liberté, afin de se défaire d'un terrible complexe d'infériorité qui l'accable ou la rend malheureuse à en pleurer, je n'exagère rien et j'en suis extrêmement peiné. Comment apprendre à penser à travers des signes scripturaux au lieu de se servir exclusivement de langue orale, ou comment passer de la langue orale à la langue écrite pour concevoir ou exprimer sa pensée ou retranscrire une idée, procédé compliqué, barbare au premier abord, bien qu'il soit régi par des règles qui dès lors qu'on les possède ont une valeur civilisatrice, vous hausse quelque part d'un coup au niveau de la civilisation humaine actuelle pour le meilleur et le pire, conservons ici le meilleur.

Cela n'est pas du tout évident. J'avais péché par excès d'optimisme me basant sur un enfant qui apprendrait à lire et à écrire, en fait les choses ne se passent pas du tout de la même manière. Pourquoi ? Parce qu'elle a appris à penser différemment ou en se passant de la lecture et de l'écriture. L'architecture de son cerveau n'a rien à voir avec celui d'un enfant. Quelles différences fondamentales existe-t-il entre eux ? Ses 46 années au cours desquels son mode de pensée a été façonné uniquement sur la base des expériences qu'elle a vécues et qui étaient forcément très limitées, son développement intellectuel reposait uniquement sur ces expériences et le peu de connaissances qui lui ont été transmises par ses parents eux-mêmes illettrés, des connaissances purement pratiques comme par exemple apprendre à faire cuire du riz, mimétiques qu'elle a apprises en regardant les autres faire et en les imitant, à la limite on pourrait dire qu'à aucun moment la réflexion ou la logique ne devait entrer en jeu, du coup elle en est totalement dépourvue et c'est bien là que se situe la principale difficulté. Le lien entre un signe ou une lettre et sa traduction orale, la représentation écrite d'un son est quelque chose qu'elle doit assimiler et elle a toutes les difficultés du monde à y arriver.

N'allez pas croire qu'elle serait particulièrement idiote ou débile, pas du tout, elle trimballe derrière elle une expérience passée qui présente des caractéristiques particulières et qui constitue un obstacle à son évolution, en partant du principe que l'écriture a représenté un progrès pour la civilisation humaine, ce que personne ne mettra en doute évidemment, elle-même en a parfaitement conscience, ce qui prouve qu'elle est parfaitement capable de progresser. Nous allons surmonter cet obstacle en combinant l'apprentissage de l'alphabet, il faut savoir que l'alphabet tamoul comporte 234 lettres différentes (plus 4 du hindi), avec des exercices pratiques de lecture quotidiens, de mémorisation et de logique. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, le comportement en général des masses se caractérise par une absence de logique élémentaire, y compris chez les intellectuels. Et dire qu'il y en a qui m'impute de vouloir élever le niveau de conscience des masses au niveau du socialisme, ce qui serait grotesque, comme si j'ignorais d'où elles partaient, passons.

Tout cela pour dire qu'il n'est pas concevable d'imaginer un instant qu'il serait possible à tout un peuple ou à la majorité de la population d'un pays de se débarrasser de ses habitudes, de ne serait-ce que modifier quelques aspects de son mode de pensée sans y être contraint ou sans que cela prenne un certain temps...

Pour revenir à ce nous avons dit plus haut, nous avons eu plus de 40 ans pour initier les masses au fonctionnement de la société et du capitalisme, durée suffisamment longue pour espérer quelques progrès, ou alors cela signifierait que ce serait impossible en toutes circonstances, et dans ce cas-là il faut en tirer les conséquences et en déduire que l'humanité serait condamnée à vivre sans cesse en guerre et que le socialisme n'était qu'une utopie qui avait germé dans la tête de quelques rares penseurs géniaux et qu'il aurait dû être condamné à ne jamais en sortir puisque irréalisable. Selvi étant décidée plus que jamais à savoir écrire et lire, et de mon côté ayant la volonté de l'aider à y parvenir, j'ai envie de dire juste pour prouver que c'est possible dès lors qu'on aura trouvé la didactique appropriée à sa condition, c'est du domaine de la dialectique et c'est un objectif à notre portée. Personnellement j'avais appris en un éclair le tamoul il y a 25 ans alors que je ne suis vraiment pas doué pour les langues. Je précise que les trois enfants de Selvi sont bilingues anglais tamoul, car cette femme qui a élevé seule ses enfants tenait absolument à ce qu'ils sachent lire et écrire pour mieux s'en sortir qu'elle plus tard, comme quoi elle a du mérite et inspire le respect.

Et puis qu'on évite de nous faire un procès d'intention, quand nous envisageons d'élever le niveau de conscience des masses, on pense à quelques centaines de milliers de travailleurs manuels ou intellectuels, puis plus tard quelques millions, ce qui serait largement suffisant pour construire le parti et entraîner le reste du prolétariat au combat, s'emparer du pouvoir politique.

Demain ou dans les jours qui viennent on essayera de publier quelque chose à partir des documents du POI-CCI qui sont parvenus à notre connaissance.

Je répondrai brièvement au camarade qui m'a déjà envoyé trois courriels et dont je le remercie. Je lui confirme que je n'ai reçu aucun autre courriel, comme quoi tout le monde se fout de ce que l'on fait ou écrit ou que ce portail disparaisse, je considère qu'il fonctionne désormais pour uniquement deux militants, c'est peu et très encourageant !

[Haut de page ↗](#)

Le 25 septembre 2015

CAUSERIE

Je fais les travaux urgents que j'avais laissés en plan chez moi depuis le début de l'année, et je n'ai pas le temps d'écrire quoi que ce soit qui n'ajouterait rien à ce qui a déjà été dit dans ce portail depuis 2008.

Juste un élément de réflexion politique à creuser.

L'hégémonie ou plutôt le pouvoir dictatorial qu'exerce l'oligarchie financière sur le plan économique sur toutes les classes de la société à l'échelle mondiale, se caractérise par la mise en place de structures financières fonctionnant selon le modèle du verticalisme, auquel correspond de plus en plus ouvertement l'organisation politique de la société ou le fonctionnement des différentes institutions politiques dans chaque pays ou au niveau international créés par le capital. Or sur le plan politique le verticalisme porte un nom, le fascisme.

Les partis, les organisations liées à des partis politiques ou financées par l'Etat, les intellectuels qui à titre personnel s'expriment et refusent de rompre avec le capitalisme et ses institutions sont les complices de la mise en place d'un système politique frayant la voie au fascisme ou empruntant déjà certaines de ses méthodes pour gouverner... A suivre

[Haut de page ↗](#)

Le 26 septembre 2015

CAUSERIE

Les intellectuels qui publient des articles dans les portails Le Grand Soir, Arrêt sur Info, Mondialisation et le Réseau Voltaire (notamment) sont Charlie ou compatibles avec Charlie dans la mesure où aucun ne remet en cause l'ordre établi.

[Les chiens de garde de la pensée marxiste veillent !](#)

Vous avez dit mimétisme ?

Un courriel reçu d'un "trotskyste" ex-militant de l'OCI et sympathisant du POI-CCI.

- *"La distinction "parti de gauche-parti de droite" n'a rien de marxiste pour quelqu'un qui se veut partisan de Lénine et Trotsky, la véritable distinction est celle entre "partis ouvriers- partis bourgeois- partis ouvriers bourgeois."*

Tout d'abord on a envie de répondre : qu'est-ce qu'on en a à foutre de ce qui est marxiste ou pas sachant que ceux qui le décrètent sont en général d'épouvantables dogmatiques complètement sclérosés qui se prétendent marxistes, ce qui n'engage qu'eux-mêmes et n'a aucune signification à nos yeux surtout quand leur attitude démontre le contraire ou en est indigne.

Il en va ainsi de tous ces militants et particulièrement des intellectuels qui parce qu'ils se croient arrivés s'autorisent à donner des leçons à tout le monde. Le cerveau de ces militants a été formaté, conditionné de telle manière que leur mode de pensée est incapable d'évoluer ou d'intégrer l'ensemble des facteurs qui composent la réalité, et qui eux sont soumis à des forces ou des pressions extérieures qui influenceront ou modifieront les rapports qu'ils entretiennent. Partant de là on peut décider de les intégrer ou non dans notre analyse de la situation et d'en donner une interprétation qui sera ou non fidèle à la réalité, tronquée, déformée en fonction de nos réelles intentions ou nos objectifs en admettant qu'une partie sont inconscients.

Les légendes ou mythes qu'ils colportent en font partie, par exemple sur les relations entre Lénine et Trotsky qui furent épouvantables jusqu'au décès de Lénine. Pourquoi l'avoir occulté ? Pour ne pas avoir à en rechercher les causes politiques qui contrarieraient la politique qu'ils avaient adoptée après la mort de Trotsky jusqu'à nos jours, politique qu'aurait condamné Lénine et peut-être Trotsky lui-même. Les dirigeants de ce courant politique et leurs militants se prétendent marxistes, alors qu'au lieu de s'en tenir aux faits, à tous les faits, en sélectionnant ceux qui les intéressaient et en occultant ceux qui remettraient en cause leur ligne politique ou leurs position, ils ont prouvé qu'ils n'agissaient pas en marxistes mais en bureaucrates ou disciples en fonction des besoins d'un appareil monolithique. A l'opposé Marx et Engels entretenaient toujours des relations chaleureuses, fraternelles, plus qu'amicales, familiales, d'une loyauté et d'une sincérité exemplaires qui en font un modèle indépassable à ce jour, un idéal qui nous inspire le plus grand respect.

Nous avons déjà indiqué qu'une des caractéristiques des trotskystes étaient de se prendre pour ce qu'ils n'étaient pas, pas seulement sur le plan quantitatif où à une poignée à les entendre ils influenceraient le cours de la lutte des classes, on aurait envie de leur répondre apparemment pas dans la bonne direction au regard des résultats obtenus, mais aussi sur le plan qualitatif pour se croire dépositaire d'un héritage et s'estimer supérieurs aux autres militants, ce qui se mérite ou demande à être prouvé, or les faits ont amplement démontré exactement le contraire là aussi.

Ces gens-là vivent dans une bulle, un système qu'ils se sont créés qui n'a qu'un rapport éloigné avec la réalité, et cet exemple est là pour en témoigner. Tous les acteurs font référence à la droite et à la gauche, alors pourquoi devrions-nous nous en priver ou ne pas aller sur leur terrain, pourquoi, parce qu'il forcerait nos braves trotskystes à reconsidérer leur caractérisation du PS qu'ils ont soutenu pendant de longues décennies et continuent de le faire de manière plus hypocrite ou sournoise, par exemple sur la question de la Syrie en adoptant l'interprétation que le PS avait faite des événements qui s'étaient produits dans ce pays en 2011 et qui selon Hollande et Fabius justifiaient de bombarder la Syrie, ce que le POI pouvait ensuite condamner sans que cela ne porte à conséquence, l'essentiel résidant dans la version des faits qu'ils partageaient et qui constituait de fait les bases d'un consensus bien réel existant entre le POI (le NPA et LO) et le PS. On ne pouvait pas analyser la position du POI sans tenir compte de ces deux éléments contradictoires qui n'étaient pas vraiment à l'avantage du POI car ils démontraient leur collusion d'intérêts qui évidemment n'avait rien de marxiste ou de trotskyste. On pourrait faire la même analyse sur la Libye, l'Afghanistan, l'URSS, l'Allemagne, l'Algérie, la Yougoslavie, l'Espagne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, Cuba, etc. chaque fois à la base on trouve une analyse tronquée, falsifiée des faits. Pendant près de 15 ans Lénine ne cessera de répéter que Trotsky n'était pas digne de confiance, on peut facilement imaginer que cela allait s'incruster profondément dans le cerveau des bolcheviks.

Les données qui suivent sont tirées d'articles, ouvrages ou vidéos qui j'espère sont fidèles à la réalité. Trotsky trahira Lénine à au moins deux reprises à des moments déterminants pour l'existence du parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale, lorsqu'il refusera en 1922 et en 1923 de porter à la connaissance des dirigeants bolcheviks la lettre que lui avait remis Lénine dans laquelle il demandait la destitution de Staline, et c'est seulement lors du XIIe Congrès du Parti bolchevik en mai 1924 qu'elle sera lue, donc après la mort de Lénine survenue quatre mois plus tôt, .lettre qui sera interprétée par nos valeureux trotskystes comme le testament politique de Lénine en faveur de Trotsky, alors qu'absolument rien dans son contenu (ainsi les rajouts auxquels procédera Lénine entre janvier et mars 1923) ne permettait d'aboutir à une telle conclusion qui est une pure fabrication. Leurs relations étaient si détestables que, tandis que Lénine était alité pendant près d'un an entre 1922 et 1923, puis connut une brève amélioration suivie d'une rechute qui lui sera fatale, Lénine et Trotsky logeaient chacun à un bout de la Place Rouge, à aucun moment pendant un an Trotsky ne rendra visite à Lénine. C'est stupéfiant n'est-ce pas? C'est comme si vous aviez votre frère gravement malade ou en train de crever au bout de votre rue et que vous l'ignoriez totalement, je ne sais pas ce que vous en pensez mais il faut être animé par une haine farouche pour agir de la sorte ou ce qui lui ressemble, qui d'une manière ou d'une autre devait reposer sur de solides arguments, politiques pour le cas qui nous occupe ici, et qui à notre avis aurait dû faire l'objet d'un questionnement approfondi pour en comprendre réellement l'objet ou la nature, c'était la moindre des choses quand on se prétend trotskyste ou incarner l'héritage du trotskysme, du bolchevisme ou du léninisme. Le léninisme n'étant pas vraiment la tasse de thé des trotskystes on comprend mieux pourquoi ils ont monté cette légende autour de Trotsky. Mais bon, la réalité finit toujours par rattraper les faussaires, la crise du POI-CCI est là pour nous le rappeler si nécessaire.

Pour revenir à notre sujet dont nous nous sommes écarté, quand les représentants de la classe dominante évoquent quotidiennement la droite et la gauche, si vous êtes marxiste, vous êtes prié de ne pas vous en mêler ou de parler d'autres choses, laissez-leur le terrain libre, le terrain libre à toutes les manipulations possibles et inimaginables qui présenteront l'avantage de ménager le PS toujours qualifié de gauche, et ainsi vous participerez à l'entreprise qui consiste à continuer de tromper travailleurs et militants sur la nature d'un pilier du régime qu'il s'agit de ménager à tout prix.

Cette caractérisation des partis en fonction de ces critères présente l'avantage de situer de quel côté de la barricade ils se situent, c'est cela qu'on voudrait nous interdire de faire, trancher définitivement la question de la nature sociale de chaque parti en fonction des intérêts qu'ils défendent réellement en pratique et non sur le papier ou sur le plan théorique qui peut donner lieu à toutes sortes d'interprétations ou de manipulations malhonnêtes. En cela, c'est tout à fait conforme au marxisme puisque nous partons des faits et leurs enchaînements pour ensuite en proposer une signification ou la portée, que l'on ne forcera personne à partager ou à adopter les yeux fermés.

J'ai relevé quelques titres de presse des trois derniers jours qui démontrent l'actualité de ces critères que nos trotskystes voudraient enterrer, la liste n'est pas exhaustive, elle provient des infos publiées par Yahoo uniquement.

- Pour Noël Mamère, « à gauche, tout est à reconstruire » - LeMonde.fr
- Emmanuel Macron est un atout pour la gauche, selon 64% des sympathisants PS - Francetv info
- Emmanuel Macron, «un handicap pour la gauche» selon la moitié des Français - 20minutes.fr
- "J'ai un cœur, il bat à gauche" Sarkozy trouve "insupportable" le débat sur les quotas de migrants - Francetv info
- Régionales: les sympathisants de gauche très favorables à des listes d'union, selon un sondage - AFP
- Régionales: le PS organise un référendum sur l'union de la gauche - Reuters
- Réforme institutionnelle à Paris : la droite d'accord sur le principe, mais... - Public Sénat
- Macron: une figure de la gauche lance un site macron-demission.fr - AFP
- Front de gauche: les parlementaires veulent rebâtir une gauche "en voie d'implosion" - AFP
- Dernière l'unité pour les régionales, la droite cache mal les rivalités de la primaire - LeMonde.fr
- Au PS Ile-de-France, on dissèque les villes de droite - Liberation.fr

Les marxistes non plus ne rechignent pas à utiliser ces critères :

- Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète infamante de communiste ? (Le manifeste du Parti Communiste (2e paragraphe) - Marx-Engels)

- Et en bas, dans le prolétariat et dans la paysannerie, surtout chez les paysans pauvres, la majorité des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks est «à gauche ». (Les tâches de la révolution - 9 et 10 octobre 1917 - Lénine)

- Pivert se trouva pris à l'improviste par ces événements car, en dépit de tout, il continuait à rester un ami de « gauche » auprès de Léon Blum, c'est-à-dire auprès du pire agent de l'ennemi de classe [4]. Le rythme des événements ne s'adapte pas au rythme de l'indécision centriste. D'autre part, les centristes couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le « rythme », la « forme » ou le « ton ». Vous pouvez retrouver cette manière centriste de jouer à cache-cache avec les faits et les idées dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire. (Lettre à Daniel Guérin - 10 mars 1939 - Léon Trotsky)

Vous avez oublié les centristes, les partis de gauche oscillant entre opportunisme et gauchisme, partis démocratiques petits bourgeois pouvant évoluer à gauche ou susceptibles d'adopter des positions conformes au socialisme.

Nous pouvons retenir les deux types de critères pour caractériser les partis politiques, que l'on utilisera selon le contexte ou l'auditoire auquel on s'adresse, mais aussi du but recherché dans notre discours. Nous emploierons celui qui nous semble le mieux adapté en fonction des circonstances pour désigner les partis afin d'éclairer les travailleurs sur leur véritable nature.

L'actualité politique fait quotidiennement référence à la droite et la gauche, c'est le discours qui parvient aux oreilles des travailleurs et qu'ils commentent, il semble donc plus avisé, opportun et cohérent d'en tenir compte au lieu de leur substituer des catégories qui ne leur disent pas forcément quelque chose, allez donc demander à un travailleur ce que signifie un parti ouvrier bourgeois ou un parti centriste, je vous parie ce que vous voulez que pas un sur mille ne sera capable de vous répondre.

Et c'est bien parce qu'ils ne savent pas ce que signifie être de gauche qu'ils baignent dans une telle confusion politique, aussi est-il de notre devenir de les aider à y voir plus clair en reprenant les termes qu'ils utilisent, même si cela n'est pas très "marxiste", peu importe ils ne le sont pas non plus ! L'essentiel c'est qu'ils comprennent qui est leurs amis et qui figurent parmi leurs ennemis quelles que soient leur étiquette, leur passé, leur origine, leur programme ou leur déclarations sur la base des faits.

Le Front de gauche est l'allié d'un parti bourgeois EELV lui-même allié à un parti de droite, le PS, qui gouverne pour l'oligarchie financière, tous ont gouverné sous un président de droite, Chirac, question : Peut-on être de gauche dans ces conditions ? Evidemment non, dans le cas contraire ou si on avait la moindre hésitation pour répondre à cette question ou si

l'on refusait de se prononcer, cela reviendrait à dire que finalement cela ne veut rien dire ou cela n'a pas d'importance, cela reviendrait à affirmer qu'il est impossible de trancher cette question ou d'y répondre ou que toute connaissance en la matière comme dans bien d'autres domaines d'ailleurs serait impossible, par exemple on ne saurait plus très bien si un hominidé pourvu d'un sexe masculin serait un mâle ou un homme, et si celui pourvu d'un sexe féminin serait une femelle ou une femme sous prétexte que la reproduction génétique présente des anomalies rares et qu'aucune classification ne serait possible dès lors qu'on occulterait les particularités qui permettraient de les distinguer jusqu'à présent et de ranger dans une catégorie ceux qui présentaient les mêmes signes distinctifs. Cette démarche est identique à celle des néolibéraux qui ont adopté le nihilisme comme philosophie ou plutôt métaphysique qui conduit à la déstructuration de la pensée et du savoir devenus inutiles à l'heure du marché devenu le maître tout puissant auquel tout ce qui existe sur terre doit se soumettre indistinctement et inconditionnement.

Nous employons volontiers la caractérisation de droite et de gauche parce qu'elle est économique, pratique, simple à comprendre, quand on entend que la gauche fait la même politique que la droite pour finalement continuer d'affirmer que la gauche et la droite ne serait pas la même chose parce que les deux sont nécessaires à la stabilité du régime en place, qu'il nous soit permis d'aller plus loin ou jusqu'au bout de ce raisonnement et d'affirmer que s'ils font la même politique, sachant que Les Républicains et l'UDI ne sont pas de gauche et ne peuvent pas être ou devenir de gauche, cela signifie que les partis de gauche sont en réalité de droite, voilà tout, ce qui est fidèle à la définition originelle à laquelle on se réfère et qui remonte à la fin du XVIII^e siècle ou à la Révolution démocratique bourgeoise de 1789 en France.

Les partis qui ne militent pas pour un changement de régime, pour renverser le capitalisme, s'en débarrasser, sont de droite, peu importe leur origine, leur passé, leur composition, leur programme, leur étiquette.

Le PS fut un parti ouvrier, il devint un parti ouvrier bourgeois et pour terminer il devint un parti bourgeois, un parti de droite. Le PC fut un parti ouvrier, il devint un parti ouvrier bourgeois et de nos jours il présente toutes les caractéristiques d'un parti bourgeois dans la mesure où il soutient le PS (vous aurez encore l'occasion de le vérifier en décembre prochain si nécessaire) un régime tendant vers le fascisme.

A la radicalisation de la classe dominante qui a adopté le verticalisme en économie en se soumettant totalement à l'oligarchie financière correspond le verticalisme en politique qui porte un nom bien précis, le fascisme, auquel les différents gouvernements et les différentes institutions en France et en Europe empruntent déjà les méthodes et les formes à des degrés divers, avant d'en épouser plus ouvertement les contours et le contenu. Dans ce contexte politique lourd de menace pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, il semble recommandé, pour ne pas dire qu'il est obligatoire, de déterminer clairement dans quel camp se situe chaque parti afin que les travailleurs sachent parfaitement à quoi s'en tenir et ne se trompent pas d'ennemi ou ne se mobilisent pas contre leur camp.

La notion de parti ouvrier bourgeois ou traître était valable autrefois, lorsqu'il pouvait encore exister matière à douter des réelles intentions d'un tel parti ou lorsqu'il existait des facteurs qui à cette époque lointaine étaient susceptibles d'alimenter des illusions dans un tel parti chez les travailleurs, mais après un siècle ou près d'un siècle d'expériences non seulement le doute n'est plus permis, mais il est facile de démontrer sur la base des faits en moins de deux minutes quelle est leur véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire qui n'a jamais varié depuis qu'ils étaient passés avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade.

Faire référence à cette notion de nos jours est insensé, pire, c'est de nature à alimenter de nouvelles illusions dans ces partis, c'est donc rendre le pire des services qui soit aux travailleurs, c'est desservir notre cause.

Pourquoi les trotskystes s'accrochent-ils à cette notion de parti ouvrier bourgeois ? Pour justifier le recours au front unique, et ce n'est pas un hasard si dans ce courriel notre correspond embroyait justement sur ce sujet, car ils sont incapables de définir une autre stratégie ou tout simplement une ligne politique indépendante du PS et du PCF ainsi que des appareils corrompus des syndicats qui constituent des piliers du régime en place.

Il existe plus de 45 millions de travailleurs, étudiants et retraités dans ce pays auxquels un parti ouvrier peut s'adresser, mais non pour eux il n'existe que les syndiqués, et encore puisque pour la plupart d'entre eux leur adhésion à un syndicat à la même valeur qu'un abonnement à Télérama ! Ces militants ne veulent pas comprendre malgré la crise du POI qui le met en lumière et qui est le produit de 70 ans de révisionnisme du marxisme, que ces dirigeants se servent du front unique uniquement pour mettre en valeur leur appareil et se servir de monnaie d'échange pour monayer des avantages auprès des appareils des syndicats, des campagnes que leur parti mène sur le thème du front unique, en se servant de leurs militants qui rament de fait pour le compte de ces appareils, qui en sont les seuls bénéficiaires, l'inexistence du parti révolutionnaire en étant le pendant.

Le front unique a servi à camoufler le refus de définir une ligne politique indépendante des appareils et du régime, voilà la véritable origine de la crise du POI-CCI. Ils ont pu le camoufler tant qu'il y avait "du grain à moudre", tant que le capitalisme pouvait s'accommoder de quelques réformes ou redistribuer une partie de ses profits, mais cette époque est définitivement révolue, et ce qui éclate au grand jour c'est l'opportunisme ancrée au sein de ce courant politique depuis la mort de Trotsky, qui se traduit par l'érosion des effectifs de ce parti et de ce courant jusqu'à sa dislocation. C'est la véritable nature peu enviable de Lambert, Gluckstein, Gauquelin et Cie qui est mise à nu.

Quelque part il faut être cinglé pour croire qu'un programme et une tactique élevée depuis au rang de stratégie (ce sont eux qui l'ont affirmé), uniques, vieux de près d'un siècle pour le front unique ou 77 ans pour le programme seraient demeurés valables jusqu'à nos jours, alors que le mouvement ouvrier (notamment) a connu des bouleversements considérables entre temps, c'est complètement dingue d'imaginer un instant un truc pareil, et c'est parce que c'était absolument fou que les dirigeants de ce courant devaient forcément recourir à des méthodes bureaucratiques pour les imposer à leurs militants ou diriger leur parti en interdisant toute discussion sur la tactique, la stratégie ou le programme une fois fossilisés.

La version du front unique de ce courant politique (POI-CCI ou lambertisme) était frauduleuse, une escroquerie politique qui devait servir les intérêts de son appareil. Il lui permit de tisser des liens organiques avec l'appareil de FO, plus récemment de la CGT, qui en échange leur octroyèrent des postes de permanents dans leurs différentes instances qu'ils ne devaient plus quitter jusqu'à la retraite, une fois casés au sein de ces appareils pourris ils allaient prendre du galon et représenter leur syndicat auprès du gouvernement ou du patronat en bons petits soldats de ce qu'il faut bien appeler les institutions. C'est là qu'on mesurera la scélératesse de leur discours en faveur de l'indépendance des syndicats. Je crois que si on n'a pas compris qu'ils n'avaient pas plus de principes que les membres du gouvernement, du patronat ou des dirigeants des syndicats, on peut encore se faire berber pendant longtemps.

[A propos de ma démarche et du parti](#)

Cet article a été rédigé il y a plusieurs jours, je l'ai terminé ce matin.

Je voulais écrire quelques lignes sur plusieurs sujets d'actualité, puis je me suis aperçu qu'ils avaient déjà été traités par des auteurs d'horizons très divers à titre personnel, des institutions ou des ONG, aussi me suis-je dit à quoi bon perdre mon temps à ajouter mon petit commentaire ou une analyse.

J'ai ressenti un malaise à vrai dire et comme ce n'est pas la première fois que cela se produit en pareille circonstance, je me suis demandé pourquoi et je crois avoir trouvé l'explication. En fait cela nous ramène à l'activité politique que j'ai menée au cours des années précédentes qui en grande partie comblait une lacune, celle des partis dits ouvriers qui ne font pas leur boulot ou sont en dessous de tout. Petit à petit j'en suis arrivé à traiter tous les sujets au-delà de ce que j'avais envisagé au début, au point de singer ceux qui n'ont rien d'autres à faire et qui s'en satisfont, ce qui n'a jamais été mon cas évidemment. Du coup une bonne partie de mon activité faisait double ou triple emploi avec ce qui existait déjà ailleurs.

J'ai même poussé le vice jusqu'à reproduire des milliers d'articles inutilement, sans doute histoire de palier l'absence de soutien de la part de mes lecteurs ou d'intellectuels, non pas pour faire illusion ou tromper qui que ce soit, mais pour donner plus de consistance à ce portail, espérant secrètement que cela déboucherait un jour ou l'autre sur quelque chose, alors que je n'aurais jamais eu le temps de me consacrer à autre chose en continuant de la sorte. Finalement j'ai réalisé que j'avais perdu beaucoup de temps inutilement, stupidement peut-être car en vain.

J'ai cru qu'à moi tout seul je pourrais faire le boulot d'un parti ou le boulot qu'ils ne font pas et que les militants le comprendraient et me supporteraient, qu'ils préféreraient se connecter sur mon portail plutôt que ceux des médias alternatifs qui leur sortaient par les yeux de la tête car il y a vraiment de quoi, entre nous on peut se le dire, il faut avoir le moral pour se les coltiner, mais ce que je n'avais pas imaginé, c'est qu'ils me mettraient dans le même sac et me témoigneraient le même mépris, sans tenir compte que contrairement aux auteurs de ces articles je me situais sur le terrain de la lutte des classes ou que mes analyses étaient reliées au socialisme que je m'employais à défendre autant que notre classe sans rien concéder à notre ennemi.

J'ignore de quelle manière vous réagissez à la situation, au constat que ces gens qui rédigent ces articles qui nous sont si précieux pour s'informer, se sont substitués au mouvement ouvrier et surtout à son avant-garde pour ainsi dire inexistante, impotente, vide, creuse, sans profondeur, sans argument, sans intérêt, on pourrait ajouter sans idéal.

Personnellement cela me choque parce que je suis attaché au mouvement ouvrier, si je n'en avais rien à foutre je me contenterais de cette situation en me satisfaisant de mourir un jour moins con, une souffrance en moins à endurer ce qui quelque part mériterait le respect et présenterait un certain intérêt. Quand on dit qu'on n'a pas le choix dans la vie, c'est assez hypocrite, car j'aurais très bien pu rester à faire la sieste sous les cocotiers, plutôt que m'user la santé devant un écran.

Si un parti ouvrier couvrait tous les terrains sur lesquels s'expriment ces intellectuels, il gagnerait en crédibilité, d'autant plus que cela l'obligerait à se situer sur celui du socialisme, il y gagnerait donc en cohérence, ce que réclament les intellectuels ou ce dont ils ont besoin, ils adhèrent à un système, ils en ont besoin pour penser car en fait ils ne sont pas plus libres que vous ou moi, à ceci près que nous n'avons pas besoin d'un système pour penser, qu'ils aient absolument besoin d'un système pour penser n'est pas sans danger, la crise du POI le prouve.

Chaque fois que les médias rendent compte d'un événement ou abordent une question, ils y mêlent systématiquement la réaction d'ONG qui seraient les représentants légitimes de la population donc des travailleurs qui en constituent l'immense majorité, éclipsant les partis ouvriers relayés aux oubliettes, non pas qu'ils n'existeraient pas mais parce qu'ils ne réagissent pas

ou leurs réactions ne présentent habituellement aucun intérêt.

Prenez la manière dont ils ont traité les événements survenus en France en janvier dernier, l'exode massif de réfugiés vers l'Europe, le 11 septembre 2001, les questions liées aux droits de certaines couches ou communautés de la population, et vous constaterez qu'ils n'ont fait que relayer la propagande officielle, ils se sont tous alignés dessus, y compris la situation en Syrie ou en Irak, chaque fois ils ont participé au consensus impulsé par les représentants de l'Etat témoignant que leur indépendance était une escroquerie politique.

C'est ce constat qui a motivé mon acharnement à vouloir transmettre la vérité ou la réelle signification de ces événements qui ont eu des conséquences politiques énormes par la suite, refusant de collaborer au conditionnement des masses auquel tous les partis sans exception ont participé par leur silence ou leurs prises de position insupportables.

On s'aperçoit ici que la propagande ou l'idéologie de la classe dominante a littéralement envahi jusqu'au sommet de tous les partis dits ouvriers, partant de ce constat comment peut-on imaginer un instant qu'ils pourraient être à la fois au service de notre cause, il faut être profondément hypocrite ou un opportuniste enragé pour le croire.

Parce que je ne suis pas un manoeuvrier professionnel ou je ne tourne pas autour du pot pour traiter un sujet, j'ai peut-être manqué d'habileté pour présenter mes idées et mes positions et ma démarche, ainsi que mes propositions qui sont demeurées largement incomprises, alors qu'elles avaient pour seul objet de relier tous ces événements à la lutte des classes, puisque nous ne nous sommes jamais écarté de ce terrain qui à lui seul permet de répondre à toutes les questions que pose la situation aux travailleurs et aux militants. A ma connaissance je suis le seul militant à m'être exprimé sur la totalité des faits portés à notre connaissance et à les avoir inclus dans mon analyse de la situation, y compris le goupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, etc. des institutions de l'oligarchie financière qui fonctionnent selon les principes d'un gouvernement mondial, puisque ce sont elles qui dictent la politique qu'adopteront ensuite l'ensemble des institutions et gouvernements des pays les plus industrialisés et influenceront les autres que nos trotskystes le veuillent ou non.

Bien que n'étant affilié à aucun parti ou ne partageant nullement les positions adoptées par les différents partis, groupes ou groupuscules, syndicats, j'ai eu honte de faire partie du mouvement ouvrier, aussi je me suis dit qu'il n'était pas possible de laisser les choses dans cet état épouvantable et qu'il fallait faire quelque chose pour sortir de cette médiocrité si on voulait sauvegarder la dignité du mouvement ouvrier, bien évidemment à ma mesure et sachant que mon action serait forcément limitée, qu'il fallait à tout prix réhausser le niveau de la discussion ou de la réflexion dans le mouvement ouvrier, montrer aux militants qu'il existait une autre conception de la lutte des classes que celles adoptées par tous les partis, que d'autres rapports étaient possibles avec les différentes classes et leurs représentants, les institutions, en recourant avec plus ou moins de bonheur à la méthode du marxisme pour clarifier un certain nombre de questions qui concernaient l'ensemble des travailleurs et des militants.

J'ai pensé que les militants y seraient particulièrement sensibles et qu'ils apprécieraient cette démarche, à tort semble-t-il, qu'ils en saisiraient la nécessité, la valeur et la portée, et qu'ils comprendraient que face à ces fossoyeurs du mouvement ouvrier il fallait qu'une voix s'exprime et représente le socialisme, en vain, comme si la bonne conscience pouvait se satisfaire indéfiniment de multiples mensonges et manoeuvres pourries et ne pas finir par être rongée à son tour au point de sombrer dans le désespoir ou être gagné par un pessimisme ravageur annonciateur des défaites à venir.

Nous nous en sommes tenu aux faits, or il semblerait que cela ne soit pas suffisant ou que les militants accordent davantage d'importance à autres choses, à quoi, on se le demande, c'est à eux de se poser la question et d'y répondre. On pourrait penser qu'ils se satisfont de la situation actuelle pour avoir cessé de croire qu'elle pourrait évoluer favorablement si on s'y prenait autrement sans se l'avouer de préférence. Ils croulent sous la domination de l'oligarchie ou du néolibéralisme que les partis ouvriers sont incapables de combattre ou plutôt refusent d'affronter, au point de se recroqueviller sur eux-mêmes ou de s'en remettre à des vieilles formules devenues obsolètes ou toutes aussi impuissantes qu'ils distillent et qui ne conduisent qu'à la démoralisation et la démobiliation des militants une fois conquis par le pessimisme ambiant, ce qui est inévitable dans de telles conditions. Si vous avez suivi la polémique à laquelle se livrent les deux tendances du POI-CCI, vous aurez observé qu'ils se répondent à coup de citations des marxistes qui n'ont aucune valeur, comme si finalement ils ne pouvaient faire appel à aucun argument convaincant pour défendre leur position respective, normal puisqu'ils sortent du même tonneau au contenu avarié ou devenu frelaté.

Nous connaissons ce danger pour en avoir été témoin à travers les courriels de militants que nous avons reçus. C'est ce qui en partie à motiver notre démarche et notre acharnement à poursuivre. Nous ne voulions pas laisser le terrain libre à la réaction sur tout un tas de questions d'actualité qui alimentaient les discussions entre les travailleurs, sans avoir choisi ces questions la plupart du temps notez bien, elles nous ont presque toujours été imposées, aussi devions-nous les affronter et y répondre, au lieu de se défilier pour contrecarrer la propagande idéologique du régime et armer les militants, cela nous a semblé indispensable au moment où le verticalisme était en train de s'instaurer en politique comme en économie, il porte un nom, le fascisme ou le totalitarisme qui sied si bien au néolibéralisme.

Absolument à aucun moment nous n'avons voulu imposer à quiconque nos idées ou notre méthode pour analyser la situation ou des questions particulières, partant du principe qu'elles ne nous appartenaient pas et que nous n'en étions que les porte-parole ou

les dépositaires, jamais nous ne sommes tombé dans le travers qui aurait consisté à s'identifier à ces idées ou à les personnaliser pour finir par y être attachées au point de cesser de réfléchir ou refuser de les remettre en cause, au contraire, on n'a pas cessé de remettre sur le tapis un certain nombre de questions que nous avons été amenés à traiter sous des angles différents, y compris ceux qui nous étaient imposés pour vérifier la validité des réponses que nous y avons formulées précédemment et les corrigeant si nécessaire.

N'étant pas de formation un intellectuel, j'ai dû fournir des efforts extraordinaires que les militants ne soupçonnent pas pour venir à bout de certaines questions ou les traiter avec un maximum de cohérence possible, émettre une multitude d'hypothèses qu'il fallait ensuite évaluer sans savoir à l'avance où cela nous entraînerait, ce qui devait par la suite nécessiter un investissement colossal, car je n'avais pas les réponses toutes prêtes aux centaines de questions que nous allions devoir nous poser, je n'y étais pas davantage préparé que vous, il allait falloir faire des recherches, se documenter, lire un tas d'articles, etc. contrairement à beaucoup de gens ou de militants qui s'expriment spontanément sur tout et rien comme s'ils avaient tout étudié à fond ou connaissaient les réponses à toutes les questions qu'on allait leur soumettre, y compris celles qu'ils ne se sont jamais posés, un vrai miracle, laïc sans doute, pour en réalité se contenter de lieux communs, de principes déconnectés de la situation ou ne répondant pas aux questions posées, ce qui a l'art de satisfaire les militants qui ont une très haute opinion d'eux-mêmes ou sont habitués à agir comme s'ils possédaient la vérité avec laquelle ils s'identifient contrairement à nous. Ce mode de pensée ou ce comportement est incompatible avec le développement d'un esprit critique ou libre, avec toute évolution des idées, or c'est indispensable pour aborder (et comprendre) une société et un monde en pleine mutation ou connaissant de profonds bouleversements.

Cela aboutit à un dialogue de sourds, à l'absence de toute discussion. En fait de discussion, les militants ne se sont pas rendus compte qu'on leur imposait un cadre (rigide et étroit) dans lequel ils devaient discuter, ils ont confondu les interprétations où s'exprimaient parfois des variantes ou des désaccords sur la manière d'appliquer une politique avec une véritable discussion sur la situation. Où avez-vous lu une analyse politique qui prenait en compte les transformations intervenues dans chacune des classes, dans la société ou le monde depuis les années 40 puis 70, puis 2000, qui faisait référence à la démographie mondiale avec ses nombreuses conséquences sur le capitalisme, à la composition des différentes classes, de quelle manière elle avait évoluée, etc. ? Personnellement nulle part. Or c'était le devoir de soi-disant marxistes !

Pour terminer provisoirement sur ce sujet, je ne prétends pas être marxiste ou je ne sais quoi, cela ne m'intéresse pas, je n'entends pas donner des leçons de marxisme, j'essaie d'appliquer cette méthode pour interpréter la situation, tant bien que mal et en commettant des erreurs, or c'est semble-t-il la seule chose que retiennent les militants à tort ou à raison d'ailleurs témoignant une attitude doctrinaire dont il ne sortira jamais rien de bon car cela contribue à la dislocation de l'avant-garde au lieu de la rassembler.

Si réellement la démocratie pouvait s'exprimer dans nos rangs, nous pourrions venir à bout de ces obstacles, encore faudrait-il en revenir aux principes élémentaires du marxisme et leur accorder une place privilégiée qui serviraient de socle à une plateforme politique commune. Je suis certain qu'une telle démarche aurait le soutien de l'immense majorité des militants de l'avant-garde qu'ils soient ou non organisée, dès lors que le droit de tendance serait appliqué dès la fondation d'un nouveau parti et non bafoué ou imposé par des dirigeants. Chaque militant révolutionnaire aurait sa place dans un tel parti qui ne serait pas ouvert à tous les vents, car la plupart des militants et cadres sont sincères et honnêtes et capables d'évoluer si on leur en fournit les moyens, si on en a la volonté, encore faut-il que ce soit notre objectif et qu'on s'y tienne, sinon, subordonner sa politique à la construction du parti demeurera toujours un leurre ou une imposture.

Personnellement je n'ai rien contre tel ou tel militant, cadre ou dirigeant que j'ai pu critiquer, je constate seulement que ce n'est pas leur cas pour des raisons parfois obscures ou qu'ils seraient bien en peine de nous expliquer sérieusement.

La discussion s'avère d'autant plus difficile que je prétends que l'ensemble des courants trotskystes se sont fourvoyés depuis la mort de Trotsky. Comment admettre qu'on aurait reproduit les mêmes erreurs pendant une aussi longue période sans tomber systématiquement dans le travers policier qui consiste à vouloir à tout prix à en faire porter la responsabilité sur tel ou tel dirigeant, à tort ou à raison, au lieu de s'en tenir à leur nature politique qui serait suffisante dans un premier temps. Et quand bien même une analyse mettrait en relief la responsabilité d'un dirigeant ou remonterait jusqu'à lui, l'essentiel s'il était encore en vie ne consisterait pas à lui faire un procès mais à permettre à tous les militants d'avoir accès à cette analyse qui figurerait parmi d'autres y compris celle de ce dirigeant par exemple, de telle sorte que chaque militant partage ou non, soutienne ou non librement telle ou telle analyse, au lieu de leur dicter quelle analyse ils doivent absolument adopter et en faire une condition pour qu'ils restent dans le parti.

Soit chaque intervenant aurait confiance dans ses propres arguments et dans la capacité des militants de discerner parmi tous ceux qui leur seraient soumis, ceux qui seraient cohérents et sérieux tout en étant conformes au socialisme (ou aux besoins du parti en construction), soit ces dirigeants, cadres ou militants seraient animés par d'autres intentions et ils seraient immédiatement démasqués et remis à leur place ; en fait ce ne serait même pas nécessaire si leurs opposants avaient suffisamment étayé leur argumentation et répondu loyalement à toutes les objections de leurs adversaires, par avance ou suite aux questions qu'ils leur auraient été posées et auxquelles ils auraient répondu clairement. Faudrait-il encore que ces analyses soient rédigées de telle sorte que les militants qui ont le niveau théorique ou politique les moins développés puissent les comprendre une fois exposées et explicitées, là encore on en revient à la méthode de Marx que tous les partis ont abandonné en tournant le dos à la classe qui ne se compose pas uniquement d'intellectuels. C'est là également qu'on se rend compte que tout

est à revoir de fond en comble.

A quoi bon prétendre que la discussion dans le parti serait libre, si dans le même temps une grande partie des militants n'ont pas les moyens de saisir ce dont on leur parle et qu'on ne fait rien pour remédier à cette situation. Ils demeureront manipulables et seront manipulés par des dirigeants peu scrupuleux, et au bout du compte on sera en présence d'un parti pourri voué à la décomposition ou à disparaître, c'est le sort qui a été réservé au POI, au NPA et à LO et c'est normal dans ces conditions-là. Oui on souhaite ardemment la fin de tels partis, on le revendique, on l'assume totalement.

Certains militants vont peut-être mal le prendre, parce qu'ils sont habitués à prendre tout de travers et à voir des ennemis partout, ils ne se rendent pas compte qu'on oeuvre en réalité pour remettre sur le bon chemin l'avant-garde et non pour la liquider, en cela nous ne sommes pas leur ennemi mais au contraire le meilleur ami qui soit, la situation actuelle est un cauchemar au quotidien et il faut absolument et rapidement trouver les moyens d'en sortir, par le haut et non par le bas en cessant le combat ou en désertant. Nous en appelons au discernement des militants, à ce qu'il y a de meilleur en eux pour revenir au socialisme et construire le parti.

Personnellement j'ai toujours été animé par cette bonne intention, c'est elle qui a guidé mon combat politique au cours de toutes ces années, je n'ai jamais eu d'autres ambitions car je n'ai aucun ennemi dans nos rangs. Beaucoup de militants n'ont semble-t-il pas compris la lucidité parfois un peu crue ou difficile à avaler à laquelle j'ai recouru en analysant la situation ou certains aspects de la réalité, qui n'avait pour seul objectif de leur ôter toutes illusions inutiles et leur éviter bien des désillusions par la suite, parfois dévastatrices ou fatales.

Oui la vérité demeure révolutionnaire et pour l'avoir oublié on le paie un jour très cher. La vie ne s'arrête pas là pour autant, chacun peut se ressaisir, notre cause n'est pas perdue d'avance, toute expérience passée même malheureuse n'aura pas été vaine si on en tire tous les enseignements pour la suite de notre combat.

Le combat politique est aigre, ingrat par certains côtés et procure peu de satisfactions personnelles, sauf qu'on ne combat pas pour des intérêts personnels mais pour une cause collective, commune à tous les exploités ou opprimés dans le monde. L'actualité sociale et politique est triste à mourir, déprimante à souhait, c'est certain, aussi devons-nous faire avec et chaque militant doit pouvoir trouver son bonheur ailleurs, sinon à la longue c'est intenable et c'est normal. On doit se soutenir mutuellement, faire preuve de camaraderie ou prendre le contre-pied de cette société en pleine décomposition.

[La véritable nature de l'ONU. Le XXIe siècle ou temps des barbares et de leur suppôts.](#)

- Le real brésilien au plus bas, la banque centrale impuissante - Reuters

- Pérou: enquête contre la Première dame pour blanchiment d'argent - AFP

En passant, néolibéraux et sionistes se partagent les banques et les multinationales, les médias, ils ont infiltré tous les gouvernements occidentaux, tandis que les Américains ont lancé une offensive politique contre l'Equateur et le Pérou, doublée d'une offensive financière contre le Brésil, trois pays dont les régimes sont qualifiés de centre gauche qui devraient basculer dans le giron américain à court terme en attendant le tour du Venezuela, la Bolivie, etc. Cette offensive sur l'Amérique latine qui est un des partenaires de la Russie intervient au moment où les Américains peinent à faire chuter Poutine, ceci pourrait expliquer cela en partie, s'attaquer aux alliés les plus faibles de la Russie et de la Chine pour les affaiblir ou tenter de les isoler.

Bref, le "socialisme du XXe siècle" a du plomb dans l'aile, ce qui était prévisible ou déjà écrit dans la mesure où il est confronté à des contradictions qui ne pourront être résolues que par la chute de ces régimes à défaut d'adopter le socialisme. Autrement dit la seule conclusion à en tirer, c'est que seule le socialisme demeure une alternative au capitalisme. Cela devrait alimenter tous les partis qui se réclamaient de ce "socialisme du XXe siècle" dont le NPA déjà en crise.

Tenez une dernière info sur la barbarie.

- Israël élargit l'autorisation de tirs à balles réelles contre les lanceurs de pierres - AFP

- Les chasseurs israéliens ont violé le ciel libanais - sahartv.ir

- ONU : l'Arabie saoudite prend la tête du Conseil des droits de l'homme et provoque la colère des associations - francetvinfo.fr

Faisal bin Hassan Trad, ambassadeur de l'Arabie Saoudite à l'ONU, qui représente l'un des pays les plus répressifs du globe, a pris, lundi 21 septembre, la tête du panel du Conseil des droits de l'homme.

La publication de sa nomination a immédiatement provoqué la colère des défenseurs des droits humains. En tête, l'ONG UN

Watch, qui juge, dans un communiqué (en anglais) "scandaleux que les Nations unies choisissent un pays qui a décapité plus de personnes que l'Etat islamique" pour ce poste-clé.

Faisal Trad prend en effet la tête d'un groupe de cinq diplomates, dont le rôle est notamment de choisir les experts, chargés d'observer et rapporter les atteintes aux droits de l'homme dans le monde. Or, l'Arabie saoudite a exécuté au moins 80 personnes depuis le début de l'année 2015, et "détient sans doute le pire des records en matière de liberté religieuse et de droits des femmes", poursuit UN Watch. Les minorités (ethniques, religieuses, sexuelles) et les opposants politiques y sont également sévèrement traités et régulièrement condamnés.

Dans son dernier rapport, Amnesty international précise en outre que "les autorités ont pris pour cible la communauté des défenseurs des droits humains, petite mais active, et elles ont utilisé les lois antiterroristes pour réprimer ses activités pacifiques qui visent à dénoncer et à combattre les violations des droits humains". francetvinfo.fr 21.09

- Un Saoudien de 21 ans condamné à la décapitation et à la crucifixion - Francetv info

Ali Mohammed Al-Nimr va être "décapité puis son corps attaché à une croix et laissé [jusqu'à] pourrissement", relate L'International Business Times (en anglais).

Ali Mohammed Al-Nimr, un chiite, "neveu de l'un des plus fervents opposants au régime", d'après Le Figaro, a été mis en prison alors qu'il n'avait que 17 ans. Il est principalement accusé d'avoir participé, en 2012, à une manifestation contre le régime. Condamné à mort le 27 mai 2014, le jeune homme a épuisé ses voies de recours, précise Slate.

Sauf que le procès est critiqué. Le quotidien libanais Al-Akhbar (en arabe), opposé au régime saoudien, évoque "un procès secret qui a empêché l'aide d'un avocat pour le défendre". "La cour semble avoir fondé sa décision sur des « aveux » qui, selon Ali Al-Nimr, lui ont été extorqués sous la torture et au moyen d'autres formes de mauvais traitements ; elle a refusé d'examiner ses allégations", écrit Amnesty International. Francetv info 22.09

UN Watch, qu'est-ce que c'est ? Un lobby sioniste.

Située à Genève, UN Watch dispose du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. Ainsi l'organisation participe-t-elle activement aux travaux de l'instance internationale dans le domaine des droits de l'Homme. Par ailleurs, UN Watch est affiliée à l'American Jewish Committee (AJC).

Parmi ses fondateurs et administrateurs :

- Fondé en 1993 par Morris Berthold Abram et Président de la Conférence des Présidents des principales organisations juives américaines American Jewish (Chairman of the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations) de 1986–1989. Conseiller de Jimmy Carter puis Bill Clinton. Il publiait régulièrement des articles dans le New York Times, l'International Herald Tribune et The Washington Post notamment . (Source : wikipedia.org)

- Présidé par M. l'ambassadeur Alfred H. Moses, ancien Ambassadeur des Etats-Unis en Roumanie et ex-président de l'American Jewish Committee.

- David A. Harris (co-président), Directeur exécutif de l'American Jewish Committee. (source : unwatch.org)

Ses cibles privilégiés : les ennemis des Etats-Unis, le Soudan, la Chine, le Venezuela, Cuba et la Russie :

- UN Watch has been active in combating human rights abuses in Democratic Republic of the Congo and Darfur, and has been vocal against abuses in regimes such as China, [Venezuela, Cuba and Russia, often using its allotted time at the UNHRC to allow for dissidents and human rights activists to speak. (wikipedia.org)

UN Watch vue par Israpresse ou un média sioniste.

Israpresse - A sa tête (d'UN Watch -ndlr), Hillel Neuer, qui cherche par tous les moyens à corriger l'image souvent biaisée d'Israël. Alors que les Nations Unies viennent d'adopter le rapport du Conseil des Droits de l'Homme, publié le 22 juin dernier, UN Watch vient d'établir un rapport alternatif à celui de l'ONU.

Israpresse s'est entretenu avec Anne Hertzberg, la conseillère juridique d'UN Watch.

Pour Ann, la guerre de Gaza n'a pas été entièrement comprise par le rapport Schabas. Nulle part ne détaille-t-on les arsenaux du Hamas et leur emplacement, ni l'aide humanitaire envoyée vers Gaza, encore moins le financement de cette guerre. Voilà

les raisons principales qui ont poussé les représentants de cette ONG à établir un rapport alternatif et à aller protester au siège Conseil des Droits de l'Homme à Genève.

...le travail de UN Watch est de délégitimer toutes les instances qui portent un jugement sur Israël et les contrer en apportant toutes les preuves nécessaires. Outre le rapport sur l'opération « Bordure Protectrice », UN Watch met un point d'honneur à comparer Israël à ces pays qui violent systématiquement les droits de l'homme et passent entre les filets des condamnations de l'ONU, comme la Syrie par exemple, membre non inquiété du CDH.

Hillel Neuer nous confie que pas moins de 80% des résolutions adoptées par le CDH n'étaient autre que des condamnations dirigées contre Israël ! En réponse au rapport de l'ONU, UN Watch a publié un rapport épais, basé sur celui publié par le ministère des Affaires étrangères israélien qui dément avec des photos, des témoignages de dizaines d'experts et d'observateurs et des preuves balistiques, les accusations énoncées contre Tsaahal selon lesquelles il s'agit d'une armée immorale qui se moque des droits de l'homme. israpresse.net 06.07.15

Le 6 mai 2008 l'AFP affirmait qu'UN Watch était champion de la défense des droits de l'homme dans le monde (as a group which "champion[s] human rights worldwide" (wikipedia.org), cela ne s'invente pas !

Lire aussi du 27 septembre 2013 : La campagne de trop de UN Watch - letemps.ch : http://www.letemps.ch/Page/Uuid/7b28ac04-26e6-11e3-9b72-0f712b3a963c/La_campagne_de_trop_de_UN_Watch#

En complément

- Jeune saoudien menacé d'exécution: Washington se dit "profondément préoccupé" - AFP

- Décapitation d'un jeune Saoudien : l'appel de François Hollande - M6info

Commentaires d'internautes qui ne s'en laissent plus compter.

1- Mais Hollande et ses sbires ne condamnent pas, ne se disent pas horrifiés, choqués par ce crime abject (formules préférées de ces ordures). Il est vrai qu'il ne faut pas molester le patron.

2- il n'a pas voulu vendre les Mistral à la Russie pour leur conflit avec l'Ukraine mais il va les vendre à l'Egypte financé par l'Arabie saoudite qui est à la tête des droits de l'homme et qui exécute à tout va , ont vu par là où sont les intérêts de Hollande et de sa clique et dans tous les sens du terme

3- "Je demande à l'Arabie saoudite de renoncer à l'exécution du jeune Ali Mohammed al Nimr". C'est vraiment un appel à minima, pour ne pas dire du bout des lèvres.

4- Il aurait peut être mieux fait de l'ouvrir quand Fabius a voté en faveur de l'Arabie Saoudite à l'ONU !

5- François Hollande veut se faire passer pour le bon samaritain aux yeux de la populace qui ne comprend toujours pas que ceci est une vaste manipulation supplémentaire...Monsieur Hollande se moque bien du sort de cette personne.

6- Ce même Hollande qui a déroulé le tapis rouge sur la Côte d'Azur a ce monstre.

7- Mais il n'appelle pas trop fort non plus et ne s'opposera pas à ce que l'Arabie Saoudite dirige le conseil des Droits de l'Homme à l'ONU... Après tout il vénère le même Dieu que les Saoudiens : le Dieu Dollar !

8- Et depuis le 21 septembre, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à l'ONU est à la tête du Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU et personne n'en parle ni ne bronche!

9- Il doit être en position de force Flanby, sachant que c'est l'Arabie Saoudite qui va aider l'Egypte pour l'achat des Mistral.

10- Le 11 janvier, lors de la marche (pour la liberté d'expression) se trouvait Nizar al-Madani, numéro deux de la diplomatie de Riyad...

A présent, les dignitaires veulent exécuter un jeune qui a manifesté (et fait preuve de sa "liberté" d'expression).

11- Au moment où notre "je suis charlie" s'exprime, le gamin est en prison depuis 2012 pour ce qui n'est, au final, qu'un délit d'opinion.

12- J'espère qu'Hollande en a profité pour réclamer à Salmane tout ce qu'il doit à la sécurité sociale Française.

13- François Hollande c'est il inquiéter des 134 décapitations depuis le premier Janvier 2015 en Arabie Saoudite , et les curés et les journalistes français et les associations se sont ils inquiéter

14- Ce monde est pourri, l'Arabie saoudite qui est l'une des pires dictatures qui soit est préside l'organisation des droits de l'homme...! Et pourquoi pas la Corée du Nord, ou l'Afghanistan ? Je suis certaine que le Troisième Reich aurait été honoré de présider cette institution de charlots ! Si ce jeune opposant est exécuté par ces barbares, la notion même de "droits de l'homme" n'aura plus jamais aucun sens et elle sera associée par définition à la dictature et la barbarie !

[Encore une question que les partis dits ouvriers ne poseront pas. Pourquoi ? Devinez, pour ne pas contredire Hollande.](#)

Et lorsque Hollande sera contraint de changer de position sur la Syrie, revirement en cours après une déclaration de Fabius concédant qu'Assad pourrait rester en place jusqu'à la fin de son mandat, alors que jusqu'à présent il devait absolument dégager, et bien ce jour-là ses vulgaires laquais seront eux-mêmes contraints d'adopter la nouvelle position de Washington.

Et leurs militants ainsi manipulés dans tous les sens dans tout cela, ils en penseront quoi ? Comme d'habitude, ils diront amen à leurs dirigeants ou ils en profiteront pour foutre le camp.

Qui est derrière la crise migratoire, en Europe? - sahartv.ir

Selon les sources israéliennes, ce serait Ankara à l'origine de la crise migratoire, "critique, provoquée dans le stricte objectif de pousser l'OTAN à renverser Assad".

"Le Premier ministre israélien Netanyahu se vante d'avoir bloqué toute infiltration des immigrés clandestins en Israël, via l'Egypte. Et il fustige vertement Barack Obama pour l'échec de sa politique moyen-orientale, que traduit dans les faits la crise migratoire" affirment les sources haut placées en Israël citées par Al-Monitor. "Si Obama avait bombardé Assad, il n'y aurait eu aucun des phénomènes qui assaillent, en ce moment, l'Europe. En effet, l'homme qui est derrière la crise migratoire n'est personne d'autre que l'ex-PM turc Erdogan et actuel président. Il y a quatre ans, la Turquie a été le premier pays à avoir ouvert ses portes aux réfugiés syriens, (ndlr : au nombre desquels se mêlaient bon nombre de terroristes takfiris). Ce fut à cette même époque que Erdogan a tourné le dos à Assad, jusqu'alors son allié stratégique, pour devenir son ennemi numéro un. Erdogan a continué à loger de plus en plus de réfugiés syriens, dans des camps dressés près des frontières. Il l'a fait, pour la simple et bonne raison qu'il veut convaincre l'OTAN de diriger ses frappes avec plus grande précision contre Assad et ses forces. Erdogan en est à se désespérer des dirigeants occidentaux. Ils ne l'écoutent pas, ce qui le contraint à avoir recours à des stratagèmes tels que Daech.

La plupart des journaux turcs font d'amples révélations, sur les liens étroits entre MIT - renseignement turc et Daech", affirme le journal, citant un haut responsable israélien, qui requiert l'anonymat et qui ajoute : "Erdogan finance Daech, d'une part, et soutient les réfugiés syriens, de l'autre. Erdogan croit qu'un nombre croissant de réfugiés est de nature à persuader la communauté internationale, (ndlr : OTAN), à instaurer une zone d'exclusion aérienne, dans le Nord de la Syrie. Erdogan compte, en effet, sur un afflux massif de réfugiés, dont le nombre atteint les deux millions, pour obliger les pays membres de l'OTAN à passer à l'action contre la Syrie.

La Turquie a tout fait, d'abord, pour bloquer le transit maritime des immigrés vers l'Europe. Mais les choses ont changé depuis : depuis que l'OTAN s'est refusé à s'engager, directement, dans le conflit, pour renverser Assad, et que Daech s'est avéré incapable de satisfaire aux exigences géostratégiques d'Erdogan, ce dernier a décidé d'exercer des pressions sur l'Europe et de lui rendre la vie dure. Ces dernières semaines, la Turquie a ouvert les vannes des réfugiés à destination de l'Europe, et les sources bien informées n'écartent pas la possibilité que les Turcs aident désormais aussi bien Daech que les passeurs. Fabius a suspendu les activités de sa propre consule, à Bedroum, quand il a appris que cette dernière vendait des bateaux pneumatiques aux réfugiés. Il est désormais sûr et certain que l'afflux des réfugiés vers l'Europe n'aurait jamais eu lieu, si Erdogan ne l'avait pas voulu. Cela fait quatre ans qu'Erdogan accueille les réfugiés syriens dans l'espoir de pouvoir les utiliser, pour renverser Assad. Mais Assad est toujours là, indéfectible. Erdogan veut créer une pression "humaine", au coeur de l'Europe, et obtenir de l'Europe ce que celle-ci lui a refusé, tout au long de ces quatre dernières années... sahartv.ir 21.09

Les militants du POI, du NPA et de LO auront-ils une larme à l'oeil pour sauver le soldat Erdogan ? C'est pire que des couleuvres que leurs dirigeants leur ont imposées d'avalier, les pires crimes commis contre des populations innocentes et sans défense !

En complément

- Bousculade près de La Mecque, plus de 700 pèlerins tués - Reuters

- Washington et Moscou reprennent langue sur la Syrie, possible remise en selle d'Assad - AFP

Mais aussi l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche et même que les Britanniques et les Turcs n'y seraient plus opposés. Bientôt il ne restera plus qu'Hollande pour soutenir les barbares... et tous ceux qui avaient aligné leur discours sur celui de Hollande, NPA en tête. C'est marrant, parfois on en arrive à se demander si l'extrême gauche n'aurait pas pris la place de l'extrême droite, non ? On se demande comment des militants ouvriers peuvent militer dans un tel parti.

Allez on enfonce le clou.

- Migrants : 30 % des réfugiés se feraient passer pour des Syriens afin d'obtenir l'asile en Allemagne - atlantico.fr 25.09

Il y en a même qui débarquent avec leurs chiens ou leurs chats, j'ai vu les photos, on appelle cela des réfugiés de confort.

Un petit dernier pour accompagner le cercueil de la gauche et de l'extrême gauche dans sa dernière demeure ou la poubelle du capitalisme.

- Syrie : des rebelles formés par les Etats-Unis ont remis des munitions à Al-Qaïda - lemonde.fr

Des rebelles syriens formés par l'armée américaine ont remis une partie de leur équipement et munitions au Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, a reconnu vendredi 25 septembre le commandement des forces américaines au Moyen-Orient (Centcom). lemonde.fr 26.09

Quelques infos en bref...

- Pour Sarkozy, si Macron « pense ce qu'il dit, il doit quitter le gouvernement et nous rejoindre » - LeMonde.fr

Erreur, il est tout à fait à sa place au PS qui ne se distingue plus du parti de Sarkozy. Mieux, il rendra de plus grands services à l'oligarchie financière en restant au PS...

En visite à Londres le matin même, le ministre de l'Economie avait pourtant lancé une nouvelle pique à l'adresse des fonctionnaires en lançant: «Les jeunes générations veulent devenir entrepreneurs, pas fonctionnaires ou politiciens» devant des patrons français et britanniques, rapporte le Figaro. Ceci après ses déclarations selon lesquelles le statut des fonctionnaires n'est «plus adapté au monde tel qu'il va» et, «surtout, n'est plus justifiable compte tenu des missions», selon des propos rapportés par Les Echos. LeMonde.fr 22.09

C'est la parole d'un patron...

- Journée sans voiture: « L'attachement des jeunes pour la voiture reste fort » - 20minutes.fr

Ils parlent bien des millions de jeunes au chômage ou qui sont livrés à la précarité...

Eux s'en sortent bien...

- Les rémunérations des grands patrons repartent à la hausse - Francetv info

- Volkswagen : le patron démissionnaire pourrait toucher plus de 58 millions d'indemnités - Francetv info

Et sans rire ils ne sont pas les seuls...

- Les écarts de niveau de vie auraient un peu diminué en 2013 selon l'Insee - Francetv info

Intox évidemment. A moins que les riches soient devenus moins riches, mais apparemment il semblerait que ce serait le contraire...

- Etats-Unis: Volkswagen face à une montagne judiciaire - AFP

- Total accusé aux USA d'avoir manipulé un marché du gaz naturel - Reuters

Quand l'oligarchie financière américaine dicte sa loi au monde entier... Ils font office de justiciers planétaires, mais comment cela est-ce possible se demande le naïf. Parce que ce sont eux qui gouvernent déjà grand benêt. Chut, le gouvernement mondial tient de la théorie du complot, il n'existe pas... Vraiment ?

- Arbitrage Tapie: non-lieu requis en faveur de Christine Lagarde - AFP

C'est leur justice !

- À 87 ans, il est jugé pour avoir aidé sa femme à mourir - Francetv info

Jean Mercier, 87 ans, est jugé depuis aujourd'hui, mardi 22 septembre, pour non-assistance à personne en danger. Il y a quatre ans, il avait aidé sa femme gravement malade, à mettre fin à ses jours. Elle et lui s'étaient jurés le moment venu de s'entraider.

Sa femme avec qui il vivait depuis 55 ans était dépressive. Elle souffrait d'une maladie osseuse et voulait en finir. Il l'a aidé. C'est lui qui lui a tendu les médicaments qui ont conduit à sa mort. Francetv info 22.09

Pauvre monsieur, on est de tout coeur avec vous. Encore une forme de barbarie, leur justice évidemment...

- 50 millions pour sauver le haras du Pin, Versailles du cheval - AFP

Ah ben alors, ils en ont du fric... cela dépend pour quoi...

- Les universités françaises sont surchargées - Francetv info

Les amphithéâtres sont saturés. Étudiants assis par terre, ordinateur sur les genoux. En France, les amphithéâtres des universités sont saturés. Francetv info 21.09

Entre 2015 et 2019 le budget total de la Défense sera de €162,4 milliards d'euros...

- 30% des collégiens ne sont pas vraiment «Charlie». Mais l'école française ne les y aide pas tellement - Slate.fr

Une étude menée dans les quartiers prioritaires apporte quelques éléments pour mieux appréhender l'ampleur de ce rejet, et en comprendre les raisons. Slate.fr 22.09

A bas Charlie ! Je vous laisse le choix des armes... Comme quoi les collégiens font le lien entre leur propagande nauséabonde et leur soutien à des dictateurs en Egypte, en Israël, etc.

- Le FMI inquiet des 1.000 milliards d'euros de créances douteuses en Europe - AFP

La prochaine bulle qui éclatera ?

[Haut de page ↗](#)

Le 29 septembre 2015

CAUSERIE

Le nombre de connexions au portail s'emballent sans que je puisse déterminer pourquoi puisqu'il n'est plus actualisé quotidiennement et que j'en ai réduit le contenu drastiquement.

On va continuer tranquillement, et quand il n'y aura pas de sujets d'actualité importants ou que je puisse traiter, on pourra reproduire des extraits d'articles publiés par des médias dits alternatifs que l'on commentera ou qui serviront de base à des analyses ou à développer des idées. On doit trouver un mode de fonctionnement plus souple ou moins contraignant que l'actualité quotidienne qui dévorait tout mon temps et toute mon énergie, m'épuisait à la longue.

L'essentiel demeure de mettre en pratique la méthode du matérialisme dialectique afin que chacun parvienne à la maîtriser, condition indispensable pour forger librement ses propres convictions, cela me concerne également. C'est un très bon exercice où il est impossible de tricher, c'est là qu'on s'aperçoit si on a bien retenu sa leçon ou si on a progressé, cela peut être un objet de satisfaction personnelle sain à mon avis puisqu'il servira aux autres ou à notre cause. Quand je parle de leçons, il s'agit de celles des marxistes évidemment.

Former, armer les nouvelles générations de militants parmi lesquelles émergeront des cadres et des dirigeants assurant la continuité du marxisme et du socialisme devrait figurer parmi les priorités d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire, modestement nous essayons d'y contribuer.

Comment entretenir un mythe à coup d'oukases.

Quelques titres d'articles de presse des deux derniers jours.

- La droite oppose son unité aux divisions de la gauche - Reuters
- Paris : Régionales: Péresse vante «l'union de la droite et du centre» face à «une gauche déboussolée» - 20minutes.fr
- Régionales : Péresse réunit les ténors de la droite et du centre - LeFigaro.fr
- Marine Le Pen prédit contre elle une alliance droite-gauche - LeFigaro.fr
- Devant le MoDem, Barnier plaide pour une « alliance sincère » entre la droite et le centre - LeFigaro.fr
- L'aile gauche du PS pas emballée par le référendum Cambadélis - Liberation.fr
- Nadine Morano et la « race blanche » : La droite condamne mais ne sanctionne pas - 20minutes.fr
- Quand la droite ironise et félicite Emmanuel Macron - 20minutes.fr

Je vous propose la lecture commenté d'un courriel qu'un lambertiste m'a envoyé, il s'agit de la même personne qui me harcèle depuis des années et que certains parmi vous connaissent bien.

Avant d'y venir, nous avons vu dans une précédente causerie que ce trotskyste vilipendait l'usage des critères de gauche et de droite au profit du parti ouvrier, du parti ouvrier bourgeois et du parti bourgeois. Il y revient dans ce présent courriel et c'est son droit.

Et nous leur remercions, vous allez comprendre tout de suite pourquoi en lisant cet extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* publié par Lénine en 1916. On se retrouve ensuite pour un bref commentaire.

Lénine - C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (...). Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petitbourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant ; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. (...)

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX^e siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX^e siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste, en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre, impérialiste ne représentent qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. Fin.

Intéressant n'est-ce pas, car vous aurez constaté que Lénine fera à l'instar d'Engels fera un usage de la formule du parti ouvrier bourgeois exactement à l'inverse de ce qu'en feront tous les courants trotskystes qui rechercheront constamment à se concilier les opportunistes au lieu de les combattre.

On a la preuve ici indiscutable que la politique adoptée par les courants trotskystes depuis 1940 ont constamment tourné le dos au marxisme, au socialisme, au léninisme, aux masses de travailleurs les plus exploités au profit de ses couches supérieures qui sont en réalité le fond de commerce de l'opportunisme et qui le demeureront jusqu'à la révolution et même au-delà comme la révolution d'Octobre l'a prouvée. Comment s'étonner ensuite que tous ces partis soient complètement décomposés.

On a aussi la preuve que Lénine n'avait pas vraiment la même conception du front unique que nos valeureux trotskystes, ni même la même conception de la lutte de classe, alors de là à ne pas avoir la même conception du parti, cela allait de soi. Tout finit par s'expliquer. On reviendra sur cette question.

Le courriel commenté de ce lambertiste.

- Tous ces développements pour expliquer qu'il faut faire comme la bourgeoisie et la petite bourgeoisie c'est à dire reprendre la distinction "gauche-droite" qui n'en est pas une puisque gauche comme droite défendent la société capitaliste ! Rappelons simplement que les Trotskystes ne votent ni PS ni PCF depuis 1984 c'est à dire depuis plus de 30 ans ! (Pure fabulation, grossier mensonge, l'hypocrisie étant la norme chez les imposteurs, tous les trotskystes sans exception (POI-CCI (ex-PT-CCI, ex PCI), NPA (ex-LCR), LO) ont appelé à "battre la droite", à "chasser la droite", à "infliger une défaite à la droite", etc. il suffit de consulter les archives de ces partis ou de la presse nationale pour le vérifier pour ceux qui auraient un doute ou mauvaise mémoire. - LVOG) Et le PS devait donc être un parti bourgeois depuis 1914 c'est à dire le vote des crédits de guerre, le pire imaginable ! (pas plus Lénine que Trotsky ou Rosa Luxemburg ne le pensaient....Etrange pour des marxistes....mais c'est vrai, c'était des intellectuels, les pauvres ! (Ou comment tenter de me faire passer pour un anti-intellectuel, pathétique ! Un parti ouvrier bourgeois pouvait être un parti de droite, mais cela ne lui a pas effleuré l'esprit. Ce qui est pour le moins "étrange", c'est qu'un "trotskyste" en 2015 sachent mieux que les marxistes ce qu'ils pensaient de la social-démocratie dégénérée pour leur faire dire ce qu'il veut et l'imputer à ce courant politique du mouvement ouvrier.

Pour rappel. Les Partis communistes virent le jour après la faillite politique et la scission de la social-démocratie qui jusqu'alors organisait la classe ouvrière. Dès lors tous les militants ouvriers de la social-démocratie n'adhèrent pas comme un seul homme au Parti communiste, une grande partie d'entre eux restèrent à la SFIO, ce sera la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle ce parti disparaîtra pour ainsi dire qui finira de le vider de sa substance ouvrière qui s'épuisera complètement au cours des décennies suivantes.

Avant la Seconde Guerre mondiale la tactique adoptée par les marxismes vis-à-vis de la SFIO fut justifiée par sa composition et non par la nature de son appareil, qu'un trotskyste n'arrive pas à le concevoir n'a rien d'étonnant puisque ses dirigeants ont toujours adopté une position inverse à celle des marxistes qui consista à privilégier les manoeuvres d'appareils jusqu'à en faire la marque de fabrique de Lambert et du lambertisme. C'est cette confusion permanente qu'ils iront jusqu'à théoriser, qui les conduiront à subordonner l'activité de leur parti aux appareils du PS et du PCF sans oublier ceux des syndicats, qui se traduira par leur appel à voter Mitterrand dès le premier tour en 1981. Ils persisteront en s'adressant aux dirigeants et députés du PS et du PCF qui détenaient la majorité à l'Assemblée nationale pour qu'ils rompent avec leur politique antisociale, occultant une nouvelle fois leur nature ou la faisant passer au second plan, alors qu'en réalité c'était elle qui dictait leur politique réactionnaire comme pilier du régime. Ils iront jusqu'à prétendre que leur politique (de front unique) était dictée par les illusions des travailleurs dans ces partis pour la justifier, alors qu'en fait elle devait servir à camoufler leur refus de déterminer une politique indépendante de ces partis et leurs appareils en alimentant des illusions dans ces partis, dont ils comptaient récupérer une partie de leurs élus, cadres ou dirigeants, et ainsi pouvoir achever leur tournant droitier qui se solderait par la liquidation pure et simple de leur parti qui incarnait (théoriquement) les enseignements de la révolution russe ou le léninisme, abandonner la construction du parti dans la perspective de la révolution socialiste passant à la trappe. - LVOG)

Quand on lit ou relit *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* publié par Lénine en 1916, on s'aperçoit qu'un facteur revient en permanence : l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier lié à l'impérialisme. On conçoit dès lors pourquoi Lénine est délaissé par nos trotskystes. Quelques extraits nous permettront d'en avoir un aperçu.

L'origine de l'opportunisme est économique. Voici une analyse de l'impérialisme débouchant sur un pronostique d'actualité ou que les faits ont en partie validé.

Lénine - La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : "Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent : le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées

de gens riches - à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut."

"Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie" (il aurait fallu dire : à cette perspective) "comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de "placeurs de capitaux" (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. "

L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des "Etats-Unis d'Europe" dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée.

Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, "jouent" avec système et continuité, précisément dans ce sens. L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide.

(Vous noterez qu'en 1916, Lénine estimait que "*les opportunistes (étaient) momentanément vainqueurs dans la plupart des pays*", alors qu'ils le sont toujours un siècle plus tard.

Pour être plus précis, il faudrait dire qu'ils ont continué d'assurer leur hégémonie sur le mouvement ouvrier jusqu'à la crise du capitalisme de la fin des années 60 et du début des années 70, qui s'est traduite par l'avènement du néolibéralisme qui va conditionner la politique de la social-démocratie dégénérée devenue social-libérale et contribuer à la couper des masses exploitées, le PCF assurant le relais pour garantir la stabilité du régime en place, avant qu'il ne soit grillé à son tour et que d'autres partis ou formations politiques issus du PS ou du PCF prennent le relais, les Verts, le MRC, puis plus tard le PG, Nouvelle Donne, etc. l'ensemble de ces partis reposant sur "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat", qui au lieu de disparaître s'est étendue à de vastes couches du prolétariat et devait les éloigner un peu plus du socialisme, d'autant plus que le combat des trotskystes pour des réformes sociales ne sera pas subordonné au combat politique pour élever le niveau de conscience des travailleurs et les organiser dans la perspective du renversement du régime en place, considérant que la condition d'exploité et d'opprimé était finalement supportable et ne constituait pas l'objectif de leur combat politique, dès lors que l'amélioration du sort des travailleurs (pas tous loin de là!) était compatible avec l'existence du capitalisme et qu'il fallait s'en accommoder à défaut de conditions propices à la révolution socialiste renvoyées aux calendes grecques ou abandonnées.

L'arrivée au pouvoir de Mitterrand, du PS et du PCF, devait sonner le glas du réformisme bourgeois, elle signifiait la fin d'une période, qui allait se traduire par le renforcement du rapport de forces au profit de la classe dominante, et inaugurerait une nouvelle période marquée par l'offensive généralisée du capitalisme contre tous les droits des travailleurs sans qu'ils n'y soient préparés, totalement désarmés sur le plan politique et organisationnel, sans direction. Comment auraient-ils pu imaginer que les droits ou acquis que les capitalistes leur avaient octroyés ou qu'ils leur avaient concédés dans le cadre de la lutte des classes allaient se retourner contre eux, avaient servi à les corrompre, les endormir, les affaiblir, les neutraliser, pour finalement les rendre impuissants à résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui pas à pas allait réaliser tous ses objectifs ou presque, morceau par morceau, tel le dépeçage de la Sécu, du Code du travail, des entreprises ou secteurs économiques nationalisés, etc. les militants étant incapables de comprendre ce processus pour être eux-mêmes profondément gangrenés par le réformisme bourgeois.

Les trotskystes ont intégré dans leur conception de la lutte de classe "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat", pire, il l'ont adoptée au point d'en faire le fond de commerce de leurs partis, et ce sont elles qui se rebellent à travers la direction du POI-CCI qui chargent les syndicats de défendre ces couches privilégiées avec lesquelles

se confondent leurs dirigeants, la direction du POI-CCI prétendant être mieux à même de représenter ses intérêts que la tendance minoritaire de Gluckstein, leur querelle ne dépasse pas ce niveau-là ou cet enjeu qui ne nous concerne pas à vrai dire.

Maintenant on doit se poser une question. Si "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat" existe depuis plus d'un siècle, il n'en demeurerait pas moins que des millions et millions de travailleurs figuraient parmi les couches inférieures durant toutes ces décennies et aucun parti n'a été capable de les organiser, pire, ils s'en sont détournés rendant toute issue politique impossible, tandis qu'ils allaient parvenir à attirer des dizaines de milliers d'éléments les plus avancés parmi les couches supérieures qui désertent ensuite leurs partis suite à leur opportunisme, qui pourrait se résumer à leur refus de se tourner résolument du côté des masses les plus exploitées et de réaliser le lien entre toutes ces couches du prolétariat, ciment de leur unité pour avancer ensemble et combattre le régime, construire un véritable parti ouvrier et non un parti de nantis. Les trotskystes n'ont pas combattu l'opportunisme, ils ont contribué à le renforcer.

Que disait Hobson quand il affirmait que : " *Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.*

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. ", sinon qu'il ne fallait exclure aucune probabilité, y compris celle qui se traduirait par une alliance des capitalistes à l'échelle de l'Europe et au-delà de l'oligarchie financière mondiale, qui se concrétiserait par la mise en place des institutions adaptées à la nécessité d'assurer la pérennité de leur pouvoir, Hobson insistant sur le fait que c'était la "direction" dans laquelle s'orientait "à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale" et que "si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront", ce qui fut effectivement le cas, ce que les trotskystes refusent toujours obstinément d'admettre, pour en être restés à l'antagonisme entre les différents capitalistes dans le monde et à l'hégémonie mondiale exercée par une puissance, hier la Grande-Bretagne, depuis les Etats-Unis, schéma qu'ils ont décrété indépassable contrairement à Lénine notez bien, schéma rendu intenable du fait de la crise du capitalisme qui a subsisté en partie jusqu'à nos jours, mais qui tend de plus en plus à être dépassé par une internationale de l'oligarchie financière qui impose sa loi à tous les gouvernements, à tous les Etats, à tous les régimes, à toute la planète à travers les institutions qu'elle a créées à cet effet, comment peut-on encore nier cette orientation, cette "direction" prise par le capitalisme mondial qui correspond à la mise en place d'un pouvoir ou un gouvernement mondial, dictatorial, ce qui ne signifie nullement qu'elle serait parvenue à ses fins, disons qu'elle est sur la bonne voie pour atteindre son objectif politique et réduire tous les peuples en servage. Et le néolibéralisme incarne cette stratégie politique et ses objectifs. - LVOG)

Lénine- "L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la "lutte pour les territoires économiques"."

(Depuis qu'ont été écrites ces lignes, ces rapports se sont considérablement renforcés dans la "direction" indiquée plus haut, et ils ont été étayés par des institutions politiques et financières régionales, continentales ou internationales oeuvrant à leur renforcement. Et que cela se réalise au profit des "groupements capitaliste" les plus puissants, cela va de soi. - LVOG)

Lénine - "A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe."

(On notera que cette "décomposition" du mouvement ouvrier britannique fut plus que "momentanée", c'est le moins que l'on puisse dire, elle s'est étendue à l'ensemble du mouvement ouvrier international et elle y est profondément ancrée de nos jours.

Lénine aurait-il commis là pour la seconde fois la même erreur de diagnostic ou aurait-il péché par excès d'optimisme dans le prolétariat, aurait-il sous-estimé le degré de corruption des chefs du mouvement ouvrier ou leurs faiblesses ? Peut-être avait-il conçu qu'en cas de victoire de la révolution prolétarienne dans un pays soumis à la guerre impérialiste, nous sommes en 1916 donc en pleine Première Guerre mondiale, d'autres pays suivraient et les partis communistes seraient en mesure de prendre la direction du mouvement ouvrier, ce qui ne fut malheureusement pas le cas. En Russie l'Etat s'effondra littéralement contrairement aux autres pays en Europe à l'exception de l'Allemagne, ce qui devait fournir l'occasion au parti bolchevik de s'emparer du pouvoir.

De là surgit une question : Mais en dehors de cette situation exceptionnelle, existent-ils d'autres conditions qui seraient favorables au déclenchement d'une révolution prolétarienne ou faut-il absolument qu'une guerre impérialiste éclate et dure des années avec son lot de destruction et de morts ?

Comme on l'a déjà dit dans des causeries précédentes, ce n'est pas parce que le prolétariat se serait embourgeoisé et les couches et classes moyennes ou la petites bourgeoisie bénéficieraient de conditions d'existence supérieures au reste de la population ou tireraient quelques satisfactions de leur condition qu'elles péteraient forcément la joie de vivre, car quelle que soit leur

condition elles ne l'ont pas choisie, elle leur est toujours imposée avec son lot d'obligations et d'humiliations, de sacrifices aussi, un cadre est encore plus l'esclave de son patron qu'un ouvrier on a tendance à l'oublier, un prof exerce dans des conditions difficiles, certains sont dépressifs, d'autres s'interrogent sur le sens réel de leur "mission".

En réalité, pas un exploité ne choisit son mode de vie, sa formation, son métier, l'emploi qu'il occupe, le lieu où il habite, encore moins son emploi du temps qui lui est imposé jusqu'à sa mort, car même la retraite il n'a pas le droit de la prendre quand il se sent diminué physiquement ou usé, quand il en profitera ce sera avec en ligne de mire son cercueil. Sa liberté est un leurre même si son revenu est un multiple du smic, qu'il a une grande maison, une belle voiture, etc. quand s'achève ses courtes vacances il n'a qu'un regret, c'est qu'elles ne durent pas plus longtemps et qu'il lui faille attendre un an pour en profiter à nouveau. Bref, il ne peut pas foncièrement être satisfait du sort que lui réserve le capitalisme, sans parler de son entourage, sa propre famille, ses enfants, ses amis, dont il partage les déboires ou les difficultés qui le peinent ou l'attriste. A tout considérer, il aspire naturellement à vivre dans une autre société, meilleure, plus juste, il a une toute autre conception de la vie et quelque part la sienne lui fait horreur ou ne lui apporte que des satisfactions superficielles et éphémères. Il n'en parle pas toujours ou il n'y pense pas en permanence car ce serait à devenir fou ou à se tirer une balle dans la tête. Il occulte volontiers cette question à défaut de toute perspective politique cohérente et sérieuse, ce qui n'en fait pas obligatoirement un individualiste, un hypocrite ou un sale type, non il est forcé d'adopter cette attitude pour tenir le coup, pour trouver le courage de continuer à vivre tout simplement.

On peut donc concevoir qu'il pourrait être sensible à une politique qui prendrait en compte sa condition et qui lui laisserait entrevoir que changer la société est parfaitement réalisable, dès lors qu'on s'en donne les moyens politiques et qu'il prend conscience qu'il figure parmi ces moyens, qu'il est l'élément clé de la situation pour peu qu'il en décide, qu'il s'organise, qu'il étudie comment fonctionne réellement la société.

Dans le cas contraire, si on décrète que c'est une vue de l'esprit, rien alors n'est possible. Or l'expérience prouve exactement le contraire, puisque ce sont des éléments du prolétariat qui dans le passé et même le présent ne figuraient parmi les couches les plus défavorisées, qui se mobilisaient, qui avaient rejoint des partis ouvriers et que ces partis avaient été incapables de conserver. Donc ce n'est pas ce constat ou cette théorie qui serait inadapté à la situation, mais bien ces partis et leurs dirigeants qui portent la responsabilité du rejet qu'il inspire à la majorité des travailleurs et de l'absence du parti ouvrier révolutionnaire.

On peut aussi en conclure que l'homme serait foncièrement mauvais ou pourri, et qu'en dehors de lui rien n'existerait, on se demandera alors comment il est capable du meilleur dès lors qu'il est placé dans des conditions favorables. Ce sont justement ces conditions qu'il s'agit de créer, de mettre à sa portée pour qu'il modifie sa perception faussée de la société, ce devrait être la responsabilité de notre parti au lieu de le juger ou de l'accuser injustement ce qui ne fait que l'enfoncer dans son erreur.

Au passage, je n'ai jamais pensé autrement de l'ensemble des travailleurs sans distinction de condition matérielle contrairement à ce que prétendent mes détracteurs. - LVOG)

Lénine - L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui fut en son temps exclu du parti pour avoir défendu l'impérialisme et qui pourrait être aujourd'hui le chef du parti dit "social-démocrate" d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des "Etats-Unis d'Europe occidentale" (sans la Russie) en vue d'actions "communes"... contre les Noirs d'Afrique, contre le "grand mouvement islamique", pour l'entretien "d'une armée et d'une flotte puissantes" contre la "coalition sino-japonaise", etc.

(On croirait ces lignes écrites hier ou spécialement pour notre époque, n'est-ce pas ? - LVOG)

Lénine- "Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

(On pourrait en dire de même des trotskystes. - LVOG)

Lénine- "Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un "idéal réactionnaire", la "démocratie pacifique", le "simple poids des facteurs économiques", car cet idéal rétrograde objectivement du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste." (On retrouve cet "idéal rétrograde" dans la formule de l'union libre des Etats ou des nations libres d'Europe avancée par Gluckstein dès lors qu'au préalable ne figure pas la liquidation du capitalisme. - LVOG

Lénine- "Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche

d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. Il est des auteurs, L. Martov par exemple, qui se plaisent à escamoter la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier, - chose qui, aujourd'hui, saute aux yeux - par des raisonnements d'un "optimisme de commande" (dans la manière de Kautsky et de Huysmans) à l'exemple de ceux-ci : la cause des adversaires du capitalisme serait sans espoir si le capitalisme avancé, précisément, conduisait au renforcement de l'opportunisme ou si les ouvriers précisément les mieux payés, se montraient enclins à l'opportunisme, etc. Il ne faut pas se leurrer sur la valeur de cet "optimisme", c'est un optimisme à l'égard de l'opportunisme, un optimisme qui sert à masquer l'opportunisme. En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.'

(Cette "liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier", s'est matérialisée ou s'exprime depuis 1947 par les liens organiques tissés par les lambertistes avec l'appareil de FO et les anarcho-syndicalistes depuis le début des années 50 et qui ne se sont jamais démentis jusqu'à nos jours. Le refus de défendre une politique indépendante du PS et du PCF ainsi que des appareils vendus des syndicats pour construire le parti, exprime cet "optimisme" démesuré dans la toute puissance du capitalisme que sert à masquer leurs discours sur son agonie, celle du régime et des institutions de la Ve République qui à les entendre étaient appelés à disparaître tous les quatre matins depuis plus d'un demi-siècle. Franchement, sérieusement, comment voulez-vous attirer vers un tel parti des intellectuels, des membres des couches ou classes moyennes qui ont un niveau de développement intellectuel supérieur à la moyenne de la population qui traiteront avec mépris de telles "phrases creuses ou mensongères". - LVOG)

Reprenons la suite de ce courriel fort instructif.

- Tous ces développements pour reprendre l'explication stalinienne " le trotskysme cet antiléninisme", Lénine ennemi de Trotsky.... Pauvre, pauvre Tardieu !

(Me voilà relégué au rang de stalinien en guise d'argument en réponse à ceux que j'ai avancés, bravo, vous êtes digne de vos maître à penser ! On ne se refait pas décidément.

Ils n'ont que le mot "*ennemi*" à la bouche dès qu'il s'agit de caractériser ceux qui ne pensent pas exactement comme eux ou tout simplement pour caractériser des relations conflictuelles qui font partie de la vie. Ce penchant à la paranoïa (et à la calomnie) est un des traits du lambertiste que ses militants ont adopté. On en veut pour preuve qu'ils continuent d'adopter des blases ou surnoms, la terminologie qu'employaient les militants dans la clandestinité à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, secret de polichinelle, infantillisme grotesque qui ne les dérange pas, à croire qu'ils ne parviendront jamais à maturité. Là encore comment un tel courant politique peut-il inspirer le sérieux à un travailleur intellectuel ou pas qui est mentalement équilibré ? - LVOG)

Tous ces développements après avoir expliqué vouloir la fermeture de son site!

(Au lieu de s'empresse à le croire, il aurait dû attendre un peu ! Et puis rien ne m'obligeait à lui dire tout ce que je pensais, surtout sachant qu'il en ferait forcément un mauvais usage. Non mais on se marre. Je sais que je suis un cauchemar pour eux et j'avoue humblement que c'est mérité, ce qui ne serait pas le cas si je passais mon temps à raconter des conneries, les militants se détourneraient de ce portail une fois pour toute et n'y reviendraient pas et ils auraient raison dans ce cas-là. Vous êtes témoin qu'à intervalles réguliers je conseillais aux lecteurs que mon discours indisposait d'aller voir ailleurs, car personne ne les obligeait à s'y connecter.

Je n'ai cherché à retenir personne, c'est peut-être un tort et j'en ai peut-être trop fait en la matière, cela se discute. Je m'adresse à des travailleurs qui ont envie de réfléchir et de progresser, qui comme moi sont prêts à reconsidérer chaque analyse, chaque théorie, chaque formule, chaque principe, chaque position, etc. sans a priori ou tabou, ce qui j'en conviens n'est pas donné à tout le monde de le supporter car cela aboutit souvent à remettre en cause bien des idées reçus ou erronées que l'on se trimballe parfois depuis des décennies, mais il n'y a pas de honte à en avoir, chacun peut se tromper ou se fourvoyer, la modestie ne s'applique pas qu'aux autres on a aussi le droit à l'erreur dans la vie, sauf peut-être quand on se prend pour Dieu, non sans déconner, lisez plutôt la fin de ce courriel qui relève de l'Evangile selon saint Lambert - LVOG):

- Tous ces développements depuis des années pour aboutir à un tel résultat sans même comprendre la persistance de cette solitude entretenue par la fameuse théorie "Moi contre le reste du monde ! " Moi, moi, moi, qui ne suis pas un intellectuel, ni un trotskyste, ni même un marxiste....j'ai la science infuse...je suis Dieu...." Effectivement, non seulement Dieu est seul mais Dieu est une illusion!"

(Me voilà sauvé dites-donc, j'existe contrairement à Dieu ou cette illusion, quel crétin !

Vous voyez à quoi cela sert d'être modeste en présence de gens animés de mauvaises intentions, ils vous piétinent et ils sont contents d'eux-mêmes. N'en profitez pas pour décréter que la modestie serait une faiblesse car ce serait commettre une terrible et fatale erreur.

Il y a deux façons de se comporter face à l'adversité ou en présence de provocations. Soit vous vous taisez provisoirement et vous prenez le temps d'affûter votre réponse et votre adversaire en tirera la conclusion hâtive qu'il vous a vaincu, grave erreur d'appréciation dont il fera les frais quand vous lui tomberez dessus, soit vous répondez sur le champ et vous risquez de vous emporter et par conséquent de vous décrédibiliser, de vous ridiculiser. Le temps passant et devenu vieux, j'ai opté pour la première attitude.

Ce qui fait chier au plus haut point mes détracteurs, c'est que je suis à l'aise sur tous les terrains, et je mélange allégrement expériences ou appréciations personnelles avec des analyses politiques sans m'être posé un instant la question de savoir si cela présentait des avantages ou des inconvénients, disons que cela m'est venu naturellement, c'est sans doute un défaut à leurs yeux, ils préfèrent la compagnie des hypocrites (dans ma famille aussi...), c'est cela qu'ils ne supportent pas, les gens qui sont naturels et qui ont une personnalité qui ne rentre pas dans leur moule qui forme des zombies, des bénis oui-oui, qui entonnent ni Dieu ni maître... pour en réalité les remplacer. - LVOG)

Cinq courriels reçus.

1- Bonjour,

Je lis et consulte votre site depuis cet été avec beaucoup d'intérêt. Nombre de vos observations, commentaires, rejoignent voir même ont précédé le constat que j'ai pu tirer de mon expérience au sein de mon syndicat de Solidaires, ou de mon vécu comme sympathisant du POI au cours de la dernière année.

J'avais fondé quelques espoirs dans ce parti, mais j'ai été assez vite refroidi. Je crois vous en avoir déjà parlé.

Quand à mon syndicat, j'ai démissionné de mon poste de secrétaire de section, n'étant plus en accord, avec les décisions prises en haut lieu, comme par exemple cette énième journée de mobilisation décidée avec la CGT et FSU pour le 8 octobre. Journées sans lendemain, qui au lieu d'armer les travailleurs, les rendent pieds et poings liés à leurs adversaires, faute que ces mobilisations ne sont jamais construites pour durer mais pour faire soupape de sécurité et donner un peu de mou aux éléments les plus résolus.

Je me suis syndiqué à SUD, en partie pour le D de démocratique, et force est de constater que l'ensemble de ces journées sont, sinon imposées par le haut, du moins jamais construites par en bas.

Mais l'objet de mon message, n'est pas uniquement de faire part de ma situation personnelle, qui n'a pas grand intérêt.

A lire vos « causeries », vous employez souvent la troisième personne du pluriel, comme si vous vouliez indiquer que vous vous exprimez au nom d'un collectif. J'imagine que celui-ci est plutôt un collectif « imaginaire », car il ne me semble pas que vous soyez membre d'une organisation quelconque. En tout cas, vous ne vous en revendiquez pas comme tel. Vous trouverez sans doute cette remarque inutile...mais bon.

(L'emploi de "on" ou de "nous" est davantage conforme à mes principes, c'est une formule inclusive ou indéfinie qui témoigne que mes idées ne m'appartiennent pas, et ce n'est pas un effet de style. Ce qui est important ce sont les idées et non la personne qui les émet ou les porte, c'est aussi une manière de se mettre en retrait, je n'ai aucune raison ou légitimité particulière pour me mettre au premier plan. Et puis, je me vois mal employer une formule du type "moi je" dont j'ai horreur. Contrairement aux apparences peut-être, je suis plutôt quelqu'un d'effacé, autrefois timide et complexé, je n'ai jamais cherché à prendre la place de quelqu'un ou à me prendre pour ce que je n'étais pas et c'est très bien ainsi.)

Plus concrètement et sur le fond, dans votre causerie d'hier, vous mettez en cause, justement, plusieurs partis de n'avoir pas pris la mesure de l'évolution du capitalisme, entre autre sa « dérive" financière. On ne peut nier que la part de la finance n'a cessé de croître depuis 30-40 ans, mais dans un autre temps, je pense que l'on sur-estime sa nature et son origine. La crise dite financière ne serait-elle pas plutôt l'expression d'un Capital qui chercherait un moyen d'assurer son auto-valorisation, ce qui est son essence même. Puisqu'il a de plus en plus de difficulté à le réaliser (en créant de la valeur) par le Travail qui ne cesse de diminuer compte tenu du machinisme grandissant, les profits alimentent le capital fictif.

(Je pense au contraire que la place et le rôle de la finance ont été systématiquement sous-estimés depuis quand déjà, depuis peut-être que Lénine a publié L'impérialisme stade suprême du capitalisme. La question est dialectique mais pas seulement, elle est politique. Ce que vous dites de la crise financière me paraît juste, elle est la partie émergée de la crise du capitalisme. On peut ajouter que l'oligarchie financière l'instrumentalise à des fins également politiques pour atteindre des objectifs économiques dans des proportions inégalées dans le passé dont il faut tenir compte.)

Aussi, la lutte contre l'oligarchie financière ne peut trouver sa réponse que dans l'économie réelle, et en luttant pour réduire considérablement le temps de travail, et par la-même la soumission au travail contraint. Ce qui est évidemment le projet politique qui devrait soutenu par un parti révolutionnaire.

C'est évidemment un peu raccourci, mais c'est l'enseignement que j'ai tiré de mes lectures de Marx, dont il faut bien avouer, reste trop peu ou pas du tout connu, même des militants. Ou encore ont-ils lu des bribes, des résumés tronqués, sans parler de ceux qui ont dénaturé sa pensée.

Aussi, je ne peux que vous conseiller, même si c'est un peu osé de ma part, la consultation du site <http://www.demystification.fr>, où vous trouverez les ouvrages d'un auteur fort intéressant, Tom Thomas.

(Je connais ce portail. J'ignore qui il est vraiment, si c'est son vrai nom, ce qu'il fait et comment le joindre.)

Cordialement

2- Bonsoir,

J'ai lu dans une de vos dernières « causeries » que vous pourriez arrêter d'alimenter votre site dans les prochains jours. Je peux comprendre que cette tâche soit lourde, fastidieuse et que vous en retiriez peu de reconnaissance. D'autant qu'il est fatiguant de rappeler les mêmes nécessités de combat politique, de militer pour quelque chose que l'on ne voit jamais venir...

(C'est surtout épuisant physiquement, je parle des yeux principalement. Je n'ai pas besoin de "reconnaissance", j'ai conscience de ce que je fais ou de ce j'écris, tout comme j'ai confiance en moi ou dans mes convictions. J'ai aussi conscience de mes lacunes et de mes faiblesses que j'ai toujours à l'esprit, cela aide à rester modeste ou à sa place. Compte tenu qu'il y a toujours de nouveaux militants qui se connectent sur le portail, je suis obligé de me répéter, ils peuvent toujours télécharger les causeries des années précédentes, mais c'est fastidieux, ils ont autres choses à faire et je le comprends.)

Vous m'avez mal lu ou je me suis mal exprimé, je n'attends rien ou je ne milite pas pour quelque chose de particulier hormis le socialisme qui viendra le moment voulu ou jamais. J'ai expliqué à plusieurs reprises qu'on ne devait pas rejoindre un parti dans un autre but que le construire, et que cela permettait également de donner un sens à sa vie et qu'il ne fallait pas attendre autre chose de notre engagement politique, ce qui impliquait de progresser personnellement. C'est aussi la raison pour laquelle l'activisme forcené est à bannir. Aucun militant ne devrait sacrifier sa vie et celle de ses proches pour le parti car la situation ne l'impose pas. Le militantisme devrait être une activité comme une autre qui s'insère dans la vie quotidienne de chaque travailleur, ce serait le meilleur moyen de le rendre supportable et de démontrer aux autres travailleurs qu'on peut prendre en main son destin sans tout sacrifier pour autant, ce qui en tout état de cause ne va qu'un temps. On ne doit pas être conduit à changer de vie ou de fréquentations parce qu'on a rejoint un parti, c'est aberrant, je suis malheureusement passé par là autrefois et je le regrette.

J'ai compris qu'il ne servait à rien de courir après deux lièvres à la fois, car c'était le meilleur moyen de n'en attraper aucun. Il y en a qui courent après des résultats immédiats qui s'évaporeront dans la nature quelque temps après à l'instar de nos acquis ou de la Grèce par exemple, ou encore des militants recrutés lors d'une bataille sur la base d'illusions qu'on entretiendra, jusqu'au moment où ils disparaîtront également dans la nature, je ne vois pas quel intérêt cela peut présenter à l'arrivée sinon qu'on en est toujours à la case départ et que le parti ne se construit pas. Les dirigeants de tous les partis s'en foutent tant qu'ils continuent de recruter, mais quand ce n'est plus le cas, la crise éclate dans leur parti et ils s'accusent mutuellement d'en être responsables, voyez ce qui est en train de se passer au POI qui l'illustre très bien.)

Néanmoins, je dois dire que je serai, et sans doute pas le seul, à regretter l'arrêt de votre site bien que je puisse avoir un point de vue sensiblement différent sur certain sujet. Tout en partageant quand même la majeure partie de votre analyse quant à la nécessité de fonder une organisation indépendante des « pouvoirs » en place, et orientée vers l'émancipation définitive de la classe ouvrière.

(Que voulez-vous que je vous dise, vous-même vous vous manifestez tardivement, je ne peux pas forcer les lecteurs ou militants à m'écrire et à me soutenir, chacun est libre d'agir comme il l'entend, à chacun ses responsabilités, j'ai pris les miennes, j'ai fait ce que je pouvais et je ne pouvais pas en faire plus, mieux peut-être, on peut toujours faire mieux heureusement. Partager l'essentiel en étant sincère et honnête, c'est déjà un acquis. Quant au reste, c'est la vie !)

Je pense que mon avis ne penchera guère sur votre décision, mais je tenais à vous le dire.

Autre point; vous indiquez une adresse où l'on peut envoyer une contribution financière. Ne serait-il pas possible d'avoir votre compte IBAN ? ce qui me permettrait de vous transférer directement sur votre compte de l'argent. Eventuellement aussi de manière plus récurrente.

Sincères salutations

PS: ne vous est-il jamais venu à l'idée de vous installer à Cuba ? Même si ce n'est pas la panacée du socialisme, peut-être que l'on s'en rapproche plus ?

(Je n'aime pas le rhum et je ne suis pas un partisan du castrisme... ni de la castration politique !)

3- Bonsoir,

Je vous remercie du temps que vous avez accordé pour répondre à mon message.

J'ai bien noté l'adresse où envoyer ma contribution.

Je comprends que vous ayez envie de tourner la page, de pouvoir vous consacrer à d'autres activités personnelles.

Je crois aussi que nous ne devons jamais surestimé notre poids individuel pour changer le cours des choses. Trop peu s'investissent et portent sur leurs épaules la lourde tâche d'essayer d'éclairer ses semblables, avec sa propre subjectivité, aussi. Il faut faire le minimum que l'on peut en discutant avec ses amis, collègues, proches, rencontres et en essayant de leur montrer les multiples facettes d'un monde que l'on veut nous présenter d'une certaine manière. En apprenant tout simplement aux gens à utiliser leur cerveau, leur capacité d'analyse.

A votre manière, vous y avez contribué, et cela restera tant que les infos que vous avez mis en ligne seront disponibles. Toutes les « causeries » ne seront pas vaines, je suis sûr que de nombreux militants y puiseront des éléments de réflexion, tout comme moi, pour changer de comportement, de mode d'actions, et surtout de direction.

Votre tâche était ambitieuse, mais votre distance de la France vous a certainement fermé la porte de pouvoir entretenir un réseau de militants sur le terrain. Je maintiens qu'Internet ne peut pas tout, c'est un média très réactif (trop même), mais qui ne peut remplacer l'action véritable, les assemblées, les réunions.

Vous souhaitant bonne continuation.

(Je n'ai surtout reçu le soutien d'aucun cadre ou dirigeant avec lequel j'aurais peut-être pu combiner mon activité et la sienne sur le terrain. Je me serais contenté de ce rôle de second plan. On n'a rien pu démarrer hélas, sinon on aurait pu envisager si nécessaire le financement de mes voyages en France, cela aurait été aux militants de le décider.)

4- Salut camarade,

Juste pour te dire que je te soutiens dans ta démarche pour construire le parti.

J'écris ce mail sur un téléphone, donc je ne peux pas faire long.

Je ne suis pas un intellectuel comme toi, et je ne me considère pas comme faisant partie d'une avant-garde. Ceux qui te donnent des leçons de marxisme me saoulent. Je te lis depuis des années maintenant, et je peux te dire que j'ai davantage progressé sur le plan dialectique avec certains de tes écrits qu'avec informations ouvrières ou les réunions du POI. Même avec des camarades qui pour certains ont des mandats syndicaux important de mon OS.

A la décharge des membres de mon comité du POI, il y a quelques années, les membres du CCI à la création du POI, voulaient laisser animer le bureau et le comité par des nouveaux adhérents non Trotskyistes comme moi. N'étant ni enseignant, ni fonctionnaire, impossible de le faire. Le CCI a été obligé d'animer seul le comité et il s'est enquis. Que des débats autour de Il depuis des années, et seul à poser des questions de fond sur la stratégie du parti.

Bref ce que je vois autour de moi c'est qu'il n'y a presque plus de débat au POI, et dans les OS FO et CGT. A part de bons petit soldats, les autres ont du mal à se faire entendre. Alors que le mot d'ordre devrait être le débat, encore le débat, toujours le débat !

Donne moi une adresse pour que je te donne la cotisation que je versais jusqu'à alors au POI.

Fraternellement

S. Futur ex-adhérent du POI

Non Trotskyste, non Léniniste, non je ne sais quoi D'autre, Socialiste

Même pour faire chier certains doctrinaires ultra-gauchiste !

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes et non l'oeuvre d'une soi-disant avant garde.

5- A propos du parti.

Ce qui me fonde c'est l'existence de 1 milliard d'ouvriers dans le monde, expérimentés dans leur lutte pouvant entraîner les autres contre une direction centralisée mais non homogène dans sa lutte contre ces ouvriers ; alors c'est vrai, c'est le bordel organisationnel dans le POI, mais l'essentiel c'est qu'on se réunit, qu'on n'est pas des demeurés qui attendent l'évangile de tel ou tel dirigeant, personnellement je demande qu'est ce que veut dire appareil politique de la lutte formule non explicitée le 6 juin pour un millier qui attendait une perspective, POI ou pas, c'est ce que je vais développer aux camarades pour la préparation du congrès, il faut bien partir de quelque chose quand la lutte exaspérée va surgir ; je comprends que tu sois loin de nous et que tu ne nous vois pas nous démener mais nous sommes bien vivants.

Salutations.

Je te souhaite d'obtenir les réponses à toutes tes questions, n'hésite pas à nous en faire.

De toute évidence, tous les militants du POI ne me considèrent pas comme leur ennemi ou ne font pas preuve d'un manque singulier de discernement. A aucun moment je ne les ai considérés comme tels, pas plus les militants du NPA, de LO ou du Front de gauche.

On a pris la fâcheuse habitude d'entrevoir les rapports dans le mouvement ouvrier sous un angle conflictuel., belliqueux, haineux. Si je rencontrais un militant de la CFDT, au lieu de me dire, tiens voilà un jaune, un collabo, un agent du capital, un représentant du Medef, je lui demanderais de m'expliquer sa politique, ensuite je lui exposerais la manière sans chercher à le convaincre de quoi que ce soit et sans porter d'appréciations subjectives, de sorte que la discussion demeure ouverte et qu'elle ne devienne pas agressive, laissant les arguments s'opposés les uns aux autres en me disant qu'à l'arrivée les meilleurs l'emporteront un jour ou l'autre, si j'ai véritablement confiance dans mes convictions et que je suis sincère, cela ne devrait poser aucun problème.

Je suis peut-être con, mais je crois dans le pouvoir de la sincérité et de l'honnêteté, même s'ils ne sont pas souvent ou forcément récompensés ou simplement reconnus comme telles, encore que, faut-il être patient. C'est comme le marxisme, c'est un guide pour l'action, il ne faut pas en espérer davantage, sauf à être déçu par la suite. Cela peut t'éviter de te casser la gueule dans la vie, ce n'est déjà pas mal.

Ce qu'on ignore ou ce à quoi on ne pense pas, c'est que la sincérité et l'honnêteté figurent parmi les conditions pour analyser la situation sans être tenté de la déformer, on en aura donc une interprétation aussi juste que possible qui nous permettra de nous orienter dans la vie comme en politique en évitant de commettre bien des erreurs. Et quand bien même par la suite nous serions malgré tout en bute à des difficultés, qui ne l'est pas, il faudrait les imputer à la société et non à notre attitude, la pire confusion ou erreur consisterait alors à en changer ce qui nous conduirait à devenir un sale type, puisque nous deviendrions leur contraire, c'est-à-dire hypocrite et malhonnête. Et quant à ceux qui entendent en tirer profit à votre insu pour manifestement avoir épousé la personnalité de ce sale type, l'expérience prouve que cela ne leur portera pas davantage chance que ceux qui se réjouissent du malheur des autres.

Notre mode de pensée et les principes ou valeurs que l'on a adoptés entretiennent des rapports réciproques ou interagissent les uns sur les autres, ce que l'on peut comprendre sans faire appel à la morale qui sert à justifier les actions les plus élevées et les plus viles selon les cas. Au lieu de porter des jugements à l'emporte-pièce, on ferait mieux de se demander pourquoi et comment on en arrive à adopter un certain comportement et à partager certaines idées, à commencer par soi-même, ensuite quand on sera parvenu à répondre à ces questions, on pourra se les poser à propos des travailleurs ou des militants qu'on rencontrera, cela nous permettra de découvrir certaines facettes de notre personnalité qu'on ignorait.

Freud affirmait que la vie était une lutte permanente, et ce n'est pas nous qui le contredirons. Marx affirmait que la lutte des classes était l'un des deux moteurs du développement de la civilisation humaine, et on n'a aucune raison de le démentir. C'est donc sur les deux tableaux qu'il nous faut combattre tout au long de notre existence, qu'il faut nous armer. Sacrifier l'un des deux aspects de ce combat, conduit à les saper tous les deux.

Toute pédagogie en direction des masses devraient comporter ces deux volets, ne serait-ce que pour leur montrer qu'on n'est pas différents des autres travailleurs, et qu'au lieu de les accabler, on fait tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à prendre en mains leur destin pour changer la société. A suivre.

[Syrie. Contre-propagande.](#)

- Syrie : Les mythes de la propagande médiatique (New Orient News) - Ghaleb Kandil - legrandsoir.info 27.09

1. Le mythe des migrants fuyant le régime syrien.

Un mythe tombé devant le fait que la majorité de ceux qui sont prouvés faire partie de l'exode de citoyens syriens venait des zones contrôlées par les groupes terroristes.

Ainsi, depuis que le père de l'enfant Aylan a déclaré que sa famille fuyait l'enfer de DAECH, la fièvre de l'exploitation médiatique de son petit corps étendu sur une plage de Turquie s'est relativement calmée d'elle-même, sans la moindre enquête sérieuse pour mettre un terme à la désinformation première, sans jamais admettre que ces gens fuyaient les terroristes takfiristes soutenus par les États occidentaux et, à plus forte raison, sans jamais mettre en lumière les millions de déplacés qui ont préféré rester dans leur pays en rejoignant les zones contrôlées par l'État syrien accusé de tous les maux.

La vérité a quand même explosé devant les caméras des chaînes européennes quand des réfugiés syriens ont ouvertement déclaré que leur tragédie était la conséquence du terrorisme, certains allant jusqu'à dire que les États occidentaux avaient détruit leur pays en leur expédiant les terroristes qui les avaient poussés à l'exil et qu'en conséquence, ils avaient le droit d'exiger accueil et assistance pour leur propre sécurité. Un état d'esprit qui n'a pas pu échapper aux observateurs et qui pourrait expliquer le revirement de certains États européens en direction de Damas.

2. Le mythe d'une discrimination de la part du régime Syrien.

Un mythe fondé sur l'idée que cet exode, concernant une certaine catégorie de Syriens résidant dans les campagnes et favorables aux terroristes, allégerait le fardeau de l'État syrien ; idée scabreuse, pour ne pas dire raciste, en totale contradiction avec la réalité syrienne.

L'État syrien continue à assumer, autant que possible, toutes ses obligations dans toutes les régions du pays, même celles qui sont actuellement sous le contrôle des organisations terroristes, prenant à sa charge une vaste opération de secours et de soutien aux millions de déplacés à l'intérieur du pays. C'est la conception même du président Bachar al-Assad qui, depuis le début des événements, a donné ses instructions et veille à ce que les salaires et les produits subventionnés continuent à être régulièrement distribués à tous les citoyens, notamment à ceux qui sont piégés dans les zones où sévissent les terroristes, et s'acharne à poursuivre les réconciliations [Mousalaha] pour récupérer ceux qui se sont compromis dans la « rébellion armée » selon une vision globale axée sur la libération de toute la Syrie du fléau terroriste.

3. Le mythe de la Syrie « utile ».

Un mythe censé s'appliquer aux régions densément peuplées, pour nourrir sciemment un autre mythe tournant autour de la partition prétendument inévitable du pays, en régions dites « utiles » contrôlées par l'État syrien et régions supposées « inutiles » dont les territoires et les habitants seraient livrés aux terroristes takfiristes.

Un mythe qui a pour objectif de faire croire aux habitants des régions supposées « inutiles », qu'ils sont eux-mêmes inutiles afin qu'ils se résignent à l'idée d'avoir été abandonnés par leur État, leur Armée et leur Président, qui n'ont jamais cessé de résister et se battent pour récupérer chaque pouce du territoire, quel que soit le coût de la victoire.

Un mythe qui est d'autant plus criminel lorsqu'il est repris par des Syriens inconscients du piège tendu par la propagande colonialiste et du service rendu à l'ennemi.

Un mythe qui est d'un non-sens absolu lorsqu'il s'agit d'une patrie et que c'est justement dans les régions supposées « inutiles » que se concentrent les ressources agricoles et pétrolières, ainsi que d'importants centres industriels, sans parler des joyaux de l'histoire de l'humanité et de la civilisation, ni de la mémoire de leurs habitants qui ont contribué à l'histoire de la Syrie libre, indépendante et souveraine. legrandsoir.info 27.09

En complément.

- Quand les USA fournissent des armes à Al-Qaïda - euronews.com 25.09

- Syrie: le maintien d'Assad n'est plus tabou - AFP

Les deux fidèles alliés de Damas, la Russie et l'Iran, apparaissent dimanche en position de force pour imposer aux Occidentaux leur stratégie visant à faire de la lutte contre les jihadistes en Syrie la priorité absolue, en maintenant en place le président Bachar al-Assad.

A la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies, les présidents russe Vladimir Poutine et iranien Hassan Rohani ont, dans des interviews télévisées, poussé leurs pions pour imposer leur vision de la gestion du conflit syrien face à des Américains et Européens ébranlés par la crise des réfugiés et la menace terroriste.

Vladimir Poutine, qui doit rencontrer lundi à New York en tête-à-tête son homologue américain Barack Obama -une première depuis plus de deux ans-, a ainsi levé le voile sur la nouvelle coalition qu'il entend mettre en place pour lutter contre les jihadistes de l'Etat islamique.

"Nous avons proposé de coopérer avec les pays de la région", a-t-il déclaré sur la chaîne CBS. "Nous essayons d'établir une sorte de cadre de coordination, nous aimerions avoir une plateforme commune pour une action collective contre les terroristes", a-t-il expliqué.

Moscou est à l'offensive depuis plusieurs semaines sur le dossier syrien, en renforçant considérablement sa présence militaire dans le fief du régime dans le nord-ouest de la Syrie et en multipliant les initiatives: dimanche, Bagdad a ainsi annoncé que l'Irak, la Russie, l'Iran et la Syrie avaient décidé de créer un centre de renseignement dans la capitale irakienne, pour lutter plus efficacement contre l'EI.

Ces initiatives russes inquiètent les Etats-Unis et leurs alliés européens, qui semblent de plus en plus mis devant le fait accompli par Moscou, au moment où leur propre stratégie militaire contre l'EI paraît patiner.

"Nous sommes juste en train de commencer à essayer de comprendre quelles sont les intentions de la Russie en Syrie et en Irak, et d'essayer de voir s'il y a des moyens de trouver une issue bénéfique", a reconnu dimanche un haut responsable du département d'Etat américain.

Washington et une soixantaine de pays européens et arabes sunnites pilotent depuis un an une coalition militaire qui frappe des bastions de l'EI en Syrie et en Irak. La France, qui participe aux opérations en Irak, a pour la première fois dimanche effectué des frappes en Syrie contre un camp d'entraînement de l'EI à Deir Ezzor (est), au nom de la "légitime défense". Une annonce solennellement confirmée par François Hollande à New York.

Mais toutes ces opérations militaires n'ont pas empêché l'organisation jihadiste de consolider ses positions, ni n'ont ruiné son pouvoir d'attraction : près de 30.000 jihadistes étrangers se sont rendus en Syrie et en Irak depuis 2011, selon des responsables du renseignement américains cités par le New York Times, le double de la précédente estimation il y a un an.

Devant cette impasse sur le terrain et après plus de quatre ans d'une guerre qui a fait plus de 240.000 morts et des millions de réfugiés, Moscou et Téhéran ont également réaffirmé sans ambages que le régime de leur allié Bachar al Assad était le seul rempart contre le terrorisme.

Exploitant les tergiversations occidentales sur le sort du président syrien --dont le départ immédiat et sans condition fut longtemps réclamé--, le président iranien a affirmé qu'il existait désormais un large consensus international pour son maintien au pouvoir.

"Je pense qu'aujourd'hui tout le monde a accepté que le président Assad devait rester (au pouvoir) afin de combattre les terroristes", a déclaré M. Rohani sur CNN. "En Syrie, notre premier objectif est de combattre les terroristes et de les défaire, et nous n'avons pas d'autre solution que de renforcer l'autorité centrale et le gouvernement comme les principaux centres de pouvoir", a-t-il insisté.

Le message commence à passer, depuis quelques semaines. Washington, Londres, Berlin et même Paris, ne posent plus le départ immédiat de M. Assad comme préalable à toute négociation, la chancelière allemande Angela Merkel étant même allée jusqu'à dire qu'il faudrait aussi discuter avec lui.

Même les Etats-Unis ont assoupli leur position : il y a une semaine, John Kerry concédait que le calendrier de la sortie de M. Assad était négociable.

Quant à Paris et Londres, ils répètent que Bachar ne peut pas faire partie de "l'avenir" de la Syrie, mais restent flous sur le calendrier et les modalités de son départ. AFP 27.09

- François Hollande redit à l'Onu que Bachar al Assad doit partir - Reuters 28.09

[La famille s'agrandit encore, elle va enfanter un monstre ou d'un front à l'autre.](#)

- François Meunier, du Front de gauche au Front national - liberation.fr

Il y a moins de deux semaines, François Meunier, conseiller municipal Front de gauche d'Antony (Hauts-de-Seine), n'avait encore d'yeux que pour le Parti communiste sur son compte Twitter : Un lien renvoyait vers le discours de Pierre Laurent à la fête de l'Huma, les unes du quotidien éponyme y étaient fréquemment reprises, et l'homme tançait le discours «ultralibéral et réactionnaire» de la chanteuse Françoise Hardy, invitée de l'émission On est pas couchés. Quelle ne fut pas la surprise de nombreux habitants d'Antony (61 000 habitants), de découvrir, dimanche matin à la lecture du Parisien, le ralliement de leur élu au... Front national.

Soyons nombreux ce week-end à la fête de l'Humanité. Rendez-vous sur le stand d'Antony pour partager un moment de fraternité.

— François Meunier (@FraMeunier) 10 Septembre 2015

L'Europe et la France doivent arrêter de multiplier les entraves à l'accueil des réfugiés <http://t.co/7O8fm4FHIE> #PCF via @CNPCF

— François Meunier (@FraMeunier) 4 Septembre 2015

Tête de liste Front de gauche aux municipales de mars 2014 – il avait obtenu 9% des suffrages (le FN n'avait pas de candidat) –, François Meunier entend même monter un groupe frontiste au sein de la ville remportée par Jacques-Yves Sénant, investi sous la bannière de feu l'UMP. Au Parisien, Meunier a expliqué que le FN était désormais le seul parti «à défendre la classe ouvrière [...], le dernier à avoir une analyse marxiste de la société et encore un discours sur la lutte des classes.» L'électrochoc est survenu avec la crise grecque : «C'était l'occasion pour le Front de gauche de rompre avec la politique européenne, mais il n'a pas été à la hauteur», s'emporte-t-il, précisant «qu'[il] n'aurait jamais adhéré au FN si Jean-Marie Le Pen était encore là.» Il conclut : «Force est de constater qu'aujourd'hui, ce discours antisémite a disparu. Certains peuvent penser que c'est une stratégie politique. Moi, je ne le crois pas.» Reste que les électeurs qui l'ont élu sous l'étiquette du Front de gauche ont aujourd'hui une sacrée couleuvre à avaler. liberation.fr 27.09

Question : Comment peut-on passer d'un parti dit de "la gauche de la gauche" à un parti d'extrême droite, sinon que le soi-disant parti de gauche ne le serait pas vraiment ? Cela vaut pour bien d'autres partis dont certains de leurs membres ont atterri au fil des ans au FN ou au PS notamment.

Que leurs militants n'hurlent pas à la calomnie ou qu'ils n'essaient pas de s'en sortir en expliquant que leurs partis ou leurs dirigeants n'y seraient pour rien ou encore leurs politiques, il a forcément fallu qu'ils développent des idées ou qu'ils adoptent des positions communes à l'extrême droite tout en cultivant des intentions inavouées sur leurs réelles intentions ou qui n'étaient pas incompatibles avec l'orientation politique de l'extrême droite, pour qu'à un moment donné ces membres les adoptent une fois qu'ils avaient constatées qu'elles étaient partagées par l'extrême droite qui les revendiquaient ouvertement. En fait ils auront préféré une certaine forme d'honnêteté, même nauséabonde, à l'hypocrisie légendaire de leurs dirigeants.

Vous comprenez pourquoi nous ne passons absolument rien aux opportunistes, pour qu'on ne puisse pas nous accuser d'avoir favorisé le passage de certains militants de la gauche ou de l'extrême gauche à l'extrême droite, à mon avis cela ne risque pas d'arriver avec notre portail ou notre courant politique est vigilant et intransigeant en la matière.

[Confirmation. Ils ont tiré un trait \(provisoirement ?\) sur La Talonnette.](#)

Si ce sont les porte-parole du néolibéralisme qui le disent, ils sont bien placés pour en parler...

- Nicolas Sarkozy, cet artiste passé de mode qui s'obstine à creuser le même répertoire - slate.fr

Un an après son retour sur l'air du «large rassemblement», l'ancien et aspirant futur président de la République tient des discours sidérants, pour ne pas dire délirants

C'est entendu, il est de coutume de dire un peu n'importe quoi du haut d'une tribune politique. Les militants adorent qu'on les emmène dans un monde imaginaire et les leaders raffolent d'être acclamés en retour. Mais il y a tout de même des limites, surtout lorsqu'on est un ancien président de la République qui aspire à le redevenir.

Or, Nicolas Sarkozy multiplie, ces derniers temps, des discours sidérants pour ne pas dire délirants. Et pas simplement devant ses troupes. Ses propos tenus devant le think tank libéral Choiseul 100, «engagé dans cette aventure exaltante qui consiste à interroger la grammaire des relations économiques mondiales», sont révélateurs d'une inquiétante intempérance.

Loghorrée réactionnaire

«Notre modèle n'est pas mis en cause, il va simplement être balayé, car la France s'est arrêtée en 1789», a osé le président d'un parti qui a choisi de se nommer Les Républicains. On se contenterait d'en sourire si tout son propos, pourtant adressé à

une assemblée a priori raisonnable, n'était structuré autour d'une rhétorique réactionnaire extrême.

Sarkozy veut restaurer un leadership sans faille, en finir avec le «principe de précaution écologique» comme avec le paritarisme social. Il naturalise comme jamais les inégalités sociales en comparant implicitement les pauvres aux «chauves». Et se permet de traiter par le mépris les populations les plus reléguées: «Les banlieues doivent arrêter de culpabiliser la France.»

L'excès sarkozyen n'est pas limité à la question «des millions et des millions» de migrants qui «poussent» pour forcer la porte de l'Europe. Il prend la forme d'une prophétie quasi-révolutionnaire (ce qui ne l'empêche pas de prôner le retour au cumul des mandats). Il va falloir «chambouler très fort la France», prévient «l'ex» que son ancien Premier ministre accusait de timidité réformatrice quand il siégeait à l'Elysée.

Donnée en meeting le 27 septembre, l'explication est très simple: «Je ne crois pas possible de réformer notre pays, il faut le refonder». Et accrochez-vous: «En 1958, le général De Gaulle s'est retrouvé dans une situation où il fallait réinventer des institutions, réinventer une monnaie, réinventer un projet. Nous allons nous retrouver dans cette situation-là.» Préparons-nous à la VIème République et à la sortie de l'euro, si l'on comprend bien...

Logiciel non mis à jour

Cette logorrhée est pourtant à mille lieues du sage discours tenu par le même Sarkozy, il y a seulement un an, lors de son retour à la vie publique. Pour construire une «alternative véritable», il promettait d'agir «avec le souci du plus large rassemblement, la volonté d'apaiser les tensions».

L'objectif était alors de créer «les conditions d'un nouveau et vaste rassemblement qui s'adressera à tous les Français, sans aucun esprit partisan, dépassant les clivages traditionnels qui ne correspondent plus aujourd'hui à la moindre réalité». Tout cela pour se contenter de repeindre la bannière de l'UMP et d'enfermer ce parti dans un discours de droite sectaire et outrancier.

Le candidat battu en 2012 n'a visiblement pas tiré profit de ses deux années de retraite officielle pour mettre à jour son logiciel. Cet homme intuitif mais peu rigoureux souffre sans doute de n'être point entouré et conseillé comme il le fut en ses périodes fastes. Emmanuelle Mignon ne le chaperonne plus comme en 2007. Henri Guaino et Patrick Buisson ne sont plus là pour lui insuffler la bonne parole. Il ne lui reste que des réflexes conditionnés et des procédés d'estrade.

Obsession du rang

Sarkozy ressemble ainsi à ces artistes passés de mode, qui s'obstinent à creuser toujours le même répertoire sans se rendre compte que la magie n'opère plus. Moins le succès est au rendez-vous, et plus il devient susceptible et agressif. Le nombre d'adhérents de son parti régresse alors qu'il était persuadé que son divin retour serait salué d'une puissante vague d'arrivées. Les sondages pour la primaire de droite le donnent au coude à coude avec Alain Juppé, bien loin de ses propres pronostics d'il y a quelques mois.

Ces difficultés imprévues n'améliorent pas son caractère. «Moi, j'ai tout pris», aime à répéter Sarkozy. Sa soif de pouvoir, contrariée par les épreuves de l'heure, se traduit par une obsession de son rang qui le rend parfois insupportable.

Vexé que son nom apparaisse dans la même taille que celui des autres leaders de la droite dans le carton d'invitation au meeting de Valérie Pécresse, le président Sarkozy a exigé une deuxième mouture. Il s'est ensuite vengé en arrivant en retard audit meeting et en parlant en dernier, après la candidate LR en Ile-de-France, contre les usages.

Agacement patronal

La crédibilité de l'actuel discours sarkozyen est, enfin et surtout, sujette à caution. L'ex-président a beau régulièrement prétendre qu'il a «changé», les Français gardent de lui et de son action passée une vision fort précise. L'électorat du FN ne comprend toujours pas pourquoi il serait plus efficace demain qu'hier dans les domaines de l'insécurité et de l'immigration qui lui importent.

Du côté du patronat, on observe des signes d'agacement croissants à l'égard d'un homme aux fougades imprévisibles. «Sarkozy, je n'y crois plus», dit plus d'un grand dirigeant. Des rencontres entre l'ancien chef de l'Etat et ses anciens soutiens dans les cercles économiques en viennent à être annulées par défaut de croyance en son étoile.

A coup sûr, la grande bourgeoisie dispose, avec Alain Juppé et François Hollande, de personnalités offrant de meilleures garanties de stabilité. Quant à l'électorat de droite, il risque fort de se saisir de la primaire pour garantir l'alternance qu'il désire ardemment.

Or ces électeurs considéreront sans doute, et à bon droit, qu'une candidature Sarkozy favoriserait plus la réélection de Hollande que celle de Juppé. L'exercice de la primaire, on l'a vu chez les socialistes, est soumis à un principe d'opportunisme. Si les

militants sont séduits par le plus radical, les électeurs préfèrent celui qui est le plus susceptible de leur apporter la victoire finale. A condition, bien sûr, que la primaire de droite se déroule sans trop de fraudes. slate.fr 28.09

La 3ème Guerre mondiale n'aura pas lieu

Les faucons libéraux et les néoconservateurs ne sont pas parvenus à provoquer l'affrontement avec la Russie pour lequel ils avaient été formés durant la Guerre froide. C'est en définitive la voix de la raison qui a prévalu. Alors que l'on négocie discrètement une sortie de la crise ukrainienne, la Russie et la Chine s'apprentent à convaincre les États-Unis et leurs alliés de participer à une alliance globale contre le terrorisme islamique. Après 5 ans de tension, le projet de prise de pouvoir par les Frères musulmans —le « Printemps arabe »— et de proclamation d'un califat échouent, la paix est sauvée.

par Thierry Meyssan

En une semaine tous les dirigeants occidentaux, les uns après les autres, ont renoncé à l'objectif qu'ils poursuivent collectivement depuis bientôt 5 ans : renverser la République arabe syrienne et son président démocratiquement élu, Bachar el-Assad.

Force est de constater que si tout change depuis la signature de l'accord 5+1 avec l'Iran, ce n'est pas simplement à cause de la volonté du Guide de la Révolution ni du président Poutine, mais aussi parce qu'elles sont coordonnées avec celle de la Maison-Blanche.

Au cours du premier semestre 2012, les États-Unis et la Russie avaient constaté l'ineptie du projet de prise de pouvoir par les Frères musulmans —le « Printemps arabe »— et imaginé un nouveau partage du « Proche-Orient élargi » qu'ils avaient commencé à concrétiser avec la conférence de Genève. Mais le président Obama s'était avéré incapable d'honorer sa parole. Une semaine plus tard, François Hollande appelait les « Amis de la Syrie » à relancer la guerre, puis Kofi Annan démissionnait avec éclat de ses fonctions de médiateur, tandis que la France, le Qatar, la Jordanie et Israël lançaient l'opération « Volcan de Damas » et assassinaient les chefs du Conseil national syrien de sécurité.

Très vite, il apparaissait que la secrétaire d'État Hillary Clinton, le directeur de la CIA David Petraeus et le nouveau directeur des Affaires politiques de l'Onu Jeffrey Feltman tiraient les ficelles depuis le début. Il fallut attendre la fin de la campagne électorale états-unienne et la réélection de Barack Obama pour qu'il parvienne à arrêter —au sens policier du terme— le général Petraeus et à renvoyer Hillary Clinton. Feltman, quand à lui restait dans l'ombre et poursuivait le sabotage de la politique de la Maison-Blanche en assurant aux uns et autres, via ses subalternes Lakhdar Brahimi et Staffan de Mistura, que la République serait vaincue et qu'elle serait contrainte tôt ou tard à une reddition totale et inconditionnelle.

La politique d'Obama (apaisement avec la Russie et pivot des troupes US vers l'Extrême-Orient) fut brutalement réduite à néant par la réussite de la « révolution colorée » en Ukraine, en novembre 2013. Cette opération, qui achevait le processus de destruction de l'Ukraine et d'isolation de la Russie débuté dès la dislocation de l'URSS, avait été déclenchée à l'insu de la Maison-Blanche. Les États-Unis préparent leurs opérations secrètes des années à l'avance et les déclenchent lorsqu'ils en ressentent l'opportunité politique. Cette fois quelqu'un en a donné l'ordre sans en référer au Conseil de sécurité nationale US. Le résultat fut une crise sans précédent, l'indépendance de la Crimée qui refusait le coup d'État, son rattachement à la Fédération de Russie, la révolte du Donbass et de Lougansk, les sanctions occidentales contre Moscou et les sanctions en retour de la Russie contre les Occidentaux. Bref, l'interruption de toutes les relations Ouest-Est.

Étrangement, le président Obama semblait se laisser imposer par ses « faucons » une politique qu'il n'avait pas choisie. Cependant, il poursuivait en secret les négociations qu'il avait débuté avec l'Iran, au début de son second mandat. Les choses traînant en longueur, il fallut attendre juillet 2015 pour parvenir à un accord [1].

Depuis cette date, nous assistons à un dégel entre Washington et Moscou, à une solution de la crise ukrainienne —les accords de Minsk II trouvent un début d'application tandis que la Russie a signé, le 26 septembre, un accord de fourniture de gaz à l'Ukraine—, et à un retournement politique au Proche-Orient. Nous nous retrouvons, de facto, dans la position où nous étions le 30 juin 2012, lors du Communiqué de Genève.

Sauf que durant ces trois années, la Syrie a été largement détruite et a perdu plus de 200 000 âmes, les Frères musulmans ont proclamé le califat pour lequel ils mènent le jihad depuis 1928 et leur ambition menace désormais toute la région.

Quoi qu'il en soit, la Résistance du Peuple syrien et de ses alliés —notamment le Hezbollah— et la détermination de l'Iran et de la Russie ont donné au président Obama le temps de devenir maître chez lui. L'ancien bras droit de David Petraeus, le général John Allen, qui avait réussi à échapper à la purge de novembre 2012, vient d'être renvoyé. Il commandait la Coalition « anti »-Daesh. Et les documents de travail de Jeffrey Feltman circulent parmi les membres du Conseil de sécurité.

Des hommes courageux et sages ont évité que ce conflit artificiel, le « Printemps arabe », ne dégénère en Troisième Guerre mondiale.

À retenir :

- Le « Printemps arabe » visait à placer les Frères musulmans au pouvoir dans le monde arabe. Réagissant à leur échec, certains Frères ont proclamé le califat avec Daesh.
- Les faucons libéraux et les néo-conservateurs veulent provoquer la guerre contre la Russie. Pour cela, ils ont favorisé le « Printemps arabe », se sont ultérieurement opposés à la paix en Syrie, puis ont organisé la révolution colorée en Ukraine, avant de soutenir Daesh en Irak et en Syrie.
- Le président Obama aura eu besoin de trois ans pour faire le ménage dans son administration —et encore, il n'a pas fini—.
- Il existe un accord entre Barack Obama, Vladimir Poutine et l'ayatollah Ali Khameneï pour rétablir la paix au Proche-Orient.

Note.

[1] Dans des articles antérieurs, j'ai déjà analysé cet accord comme une catastrophe pour la Résistance anti-impérialiste sur le long terme, et comme une pause pour la région à court terme. Mais ceci est une autre histoire. Ndlr. Réseau Voltaire 28.09

On ne peut pas se contenter de l'affirmation selon laquelle il s'agirait d'"*une autre histoire*", et évidemment on ne partagera pas l'analyse selon laquelle Obama, Poutine et Khameneï seraient "*des hommes courageux et sages*", pourquoi pas Rockefeller pendant qu'il y est, qui apparemment a apporté un soutien décisif à Obama contre les autres oligarques tout aussi va-t-en-guerre, alors qu'on avait appris qu'Exxon était impliquée dans la revente du pétrole extorqué à la Syrie et à l'Irak par les barbares de l'Emirat islamique.

ACTUALITE EN TITRES

[Ah ben voilà pourquoi je n'ai plus ma place en France !](#)

- Des propos de Morano sur la France, "pays de race blanche", font polémique - AFP

[Chouette, il annonce la couleur !](#)

- Sarkozy prévient qu'un "effort d'une ampleur inégalée" attend les Français - L'Express.fr

[Le nouveau masque du néolibéralisme adopté par le PS qui ne trompera personne.](#)

- Valls donne un nom à son action: le social-réformisme - AFP

[Médias cancre ou en voilà qui détestent l'école.](#)

- Comment lutter contre l'ennui à l'école ? - Francetv info

Au total, 70 % des collégiens disent s'embêter, souvent ou tout le temps, en cours. Francetv info 27.09

[Le talon de fer du conditionnement et de la désinformation généralisée.](#)

- Drahi et Bolloré, nouveaux hommes de fer des médias - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Un régime toujours plus liberticide, policier.](#)

- La chasse aux mégots est ouverte - Francetv info

À Paris, jeter votre mégot de cigarette pourrait désormais vous coûter cher. A partir du 1er octobre, une amende de 68 euros pourra être infligée aux mauvais élèves, rapporte une équipe de France 3. Pour cela, une centaine d'inspecteurs vont arpenter les rues et distribuer des contraventions.

"Moi-même en tant que fumeuse, je trouve ça bien, ça va permettre à tout le monde de faire attention", lance une jeune femme. Francetv info 27.09

Les médias institutionnels ou porte-parole de la propagande officielle s'emploient dans la plupart de leurs articles à justifier les mesures ou lois adoptées par le gouvernement à l'aide de témoignages réels ou fabriqués, qui servent à la fois à les cautionner et au-delà à en faire porter la responsabilité à la population.

C'est une méthode de conditionnement comme une autre pour imposer une politique réactionnaire et faire croire qu'elle serait légitime dès lors que le peuple en serait à l'origine ou qu'elle correspondrait au mandat qu'il aurait confié au gouvernement. En fait, c'est une vulgaire machination qui relève de l'escroquerie pure et simple.

- Quatre collégiennes écopent d'une amende pour un cri dans un parc - Francetv info

Quatre collégiennes de 11 à 12 ans ont eu le droit à une amende de 68 euros, pour avoir hurlé dans un parc de Toulon (Var), rapporte le quotidien Nice Matin, dimanche 27 septembre.

Sur leurs vélos, deux policiers municipaux l'entendent et font demi-tour, jusqu'aux collégiennes. Après leur avoir demandé leurs papiers d'identité, ils décident de les verbaliser pour "émission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage (cris, hurlements) punie et réprimée par l'article R623-2 du code pénal."

Les collégiennes, de toute manière, n'auront pas à régler leurs amendes. En effet, les policiers ne peuvent pas verbaliser des mineurs de moins de 13 ans, car la loi ne leur reconnaît pas de responsabilité pénale. Francetv info 27.09

Si ces gosses détestent la police et la société et deviennent plus tard des délinquants il ne faudra pas chercher pourquoi.

Nous aussi nous les détestons, à la différence que nous savons pourquoi et nous sommes capables de canaliser cette haine contre notre ennemi de classe et non aveuglément dans n'importe quelle direction ou contre n'importe qui ou quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Autriche

- Percée de l'extrême-droite en Autriche - latribune.fr

La FPÖ, alliée du FN au parlement européen, a doublé son score lors des élections régionales de Haute-Autriche dimanche, à plus de 30 % des voix. Ce parti avait mené une campagne agressive contre l'accueil des réfugiés.

L'Autriche va-t-elle devoir faire face à une forte poussée de l'extrême-droite. Les résultats des élections régionales dans le Land de Haute-Autriche ce dimanche 27 septembre envoie, en tout cas, un message préoccupant. Dans cet Etat très conservateur, dominé depuis la guerre par le parti de droite classique ÖVP qui y a toujours obtenu plus de 42 % des voix, le parti d'extrême-droite FPÖ du très xénophobe Hans-Christian Strache, proche du FN français et qui siège dans son groupe au parlement européen, a fait une percée remarquable.

L'extrême-droite au-dessus de 30 %

La FPÖ a ainsi obtenu, selon le sondage de la télévision publique ÖRF, 30,2 % des voix, soit près du double des 15,3 % obtenus au cours du scrutin de 2009. Il se retrouve ainsi en deuxième position, juste derrière l'ÖVP qui n'a mobilisé que 36,2 % des voix, son plus bas niveau de l'après-guerre dans ce Land et près de onze points de moins qu'en 2009. Les sociaux-démocrates de la SPÖ sont relégués à la troisième place avec 18,4 % des voix, soit 6 de moins qu'en 2009. C'est, là aussi, la première fois depuis 1945 que la SPÖ n'est pas un des deux premiers partis de ce Land.

Campagne agressive

Ce qui inquiète beaucoup d'observateurs, c'est que la FPÖ avait mené une campagne très agressive contre l'accueil des réfugiés qui ont rejoints depuis quelques semaines l'Autriche via la Hongrie et la Slovénie, parfois en cherchant à rejoindre l'Allemagne ou la Suède, parfois pour s'installer dans le pays. Les Autrichiens avaient fait preuve de beaucoup de solidarité, mais le gouvernement fédéral avait aussi montré des signes de dépassement. Surtout, la FPÖ a pu utiliser la crainte dans les régions rurales et les petites agglomérations d'un « afflux massif » de réfugiés. Selon un sondage sorti des urnes, 61 % des électeurs de Haute-Autriche ont pris leur décision en relation avec le sujet des réfugiés.

Un contexte déjà favorable à la FPÖ

Le paysage politique autrichien était déjà, il est vrai, favorable à la FPÖ avant cette crise des réfugiés. Les difficultés de la « grande coalition » à dynamiser une croissance en berne et à faire face au scandale bancaire de Hypo Alpe Adria jouaient en faveur du discours de rejet des deux grands partis porté par Hans-Christian Strache. Mais la crise des réfugiés semblent avoir conduit beaucoup d'électeurs conservateurs et sociaux-démocrates à rejoindre les rangs de l'extrême-droite. Au niveau national, le dernier sondage Unique Research publié le 19 septembre donne 10 points d'avance à la FPÖ devant la SPÖ avec 33 % des intentions de vote. L'ÖVP n'arrive que troisième avec 21 % des voix. En 2013, la FPÖ avait glané 20,5 % des voix.

Elections à Vienne le 11 octobre

Les prochaines élections régionales à Vienne, le 11 octobre seront un nouveau test de la situation politique autrichienne. La capitale est un bastion traditionnel de la SPÖ et des Verts. Mais, là encore, la FPÖ, qui avait déjà gagné 25 % des voix en 2010, devrait progresser. Le dernier sondage, publié samedi 26 septembre, lui attribue 34 % des intentions de vote contre 38 % à la SPÖ. Les Verts, stables à 12 %, passeraient devant l'ÖVP, en voie de disparition dans la capitale avec 8 % des voix (13 % en 2010). Bref, la FPÖ commence donc à s'implanter comme un parti majeur dans toute l'Autriche et pourrait bien devenir incontournable en 2017 pour la formation du prochain gouvernement.

Alliances avec la FPÖ ?

La question est désormais de savoir si la FPÖ peut rejoindre une coalition gouvernementale. Au printemps, la SPÖ du Land de Burgenland avait provoqué un scandale national en constituant une coalition régionale avec la FPÖ. En Haute-Autriche, l'éditorialiste du quotidien viennois Der Standard estime que l'alliance entre l'ÖVP et la FPÖ est possible. Les dirigeants conservateurs locaux ne l'avaient pas exclue, mais l'ampleur du vote d'extrême-droite change la donne. Reste que les Conservateurs, débordés sur leur droite, seront tentés de renouveler l'expérience du chancelier Wolfgang Schüssel qui, en 2000, s'était allié avec la FPÖ de Jörg Haider pour l'affaiblir par la pratique du pouvoir. Un pari qui avait provoqué la colère de l'Europe et qui n'avait que temporairement réussi, car il avait débouché sur la prise du pouvoir de « l'aile dure » de la FPÖ. Mais si la FPÖ gouverne avec les grands partis au niveau régional, il sera difficile de l'exclure du gouvernement fédéral en 2017, surtout s'il a une telle avance.

Panique dans les grands partis

En attendant, il faut se préparer à des mouvements de panique dans les grands partis autrichiens. Ni les Sociaux-démocrates, ni les Conservateurs ne semblent épargnés par l'exode des électeurs vers la FPÖ. Le danger serait d'avoir un durcissement du gouvernement de « grande coalition » pour donner des gages aux électeurs tentés par l'extrême-droite. La politique de Vienne vis-à-vis des réfugiés pourrait donc se durcir. Et l'ÖVP pourrait jouer dans la surenchère pour ne pas perdre pied avant des élections prévues dans deux ans. D'où un risque de déstabilisation de la coalition. L'Autriche pourrait bientôt donner (aussi) des maux de tête aux Européens. latribune.fr 27.09

2- Espagne

- Pourquoi les indépendantistes catalans vont utiliser leur majorité parlementaire - latribune.fr

Les deux listes favorables à l'indépendance catalanes auront la majorité absolue au parlement. Mais ils n'obtiennent que 47,8 % des voix. La crise est-elle terminée ? Le résultat des élections régionales catalanes va sans doute laisser ouverte plusieurs interprétations. Selon les résultats portant sur 96 % des suffrages dépouillés, la liste commune favorable à l'indépendance, Junts pel Sí, arrive en tête et obtient 39,6 % des voix et 62 sièges. Avec l'autre liste indépendantiste, celle du parti de gauche CUP qui obtient 10 sièges et 8,2 % des voix, les députés favorables à l'indépendance seraient donc 72 au prochain parlement. Autrement dit, la majorité absolue de 68 sièges serait dépassée, grâce à l'appui de la CUP qui a affirmé qu'elle ne freinerait pas le processus de sécession, même si elle refuse de participer au gouvernement.

L'indépendance minoritaire en voix

En revanche, les listes indépendantistes n'obtiendraient pas la majorité des voix, mais seulement 47,8 % des suffrages exprimés.

Ce résultat était très important, car les indépendantistes avaient voulu que le scrutin soit « plébiscitaires », autrement dit qu'il est la forme d'un référendum de substitution puisque les tentatives d'organiser un tel référendum se sont heurtées sur le refus juridique des institutions espagnoles. Sur ce terrain référendaire par substitution, les Catalans ont donc dit « non » à l'indépendance par 52,2 % des voix.

Ciudadanos en tête dans le camp unioniste

Dans le camp unioniste, le grand vainqueur est Ciudadanos (C's), le parti des Citoyens, qui a obtenu 17,9 % des suffrages, contre 7,5 % en 2012, et 25 sièges contre 9 en 2012. Cette forte poussée s'explique par la capacité de ce parti à avoir concentré le vote unioniste, notamment au détriment du Parti Populaire (PP) de Mariano Rajoy qui subit une véritable déroute, avec seulement 8,5 % des voix contre 13 % en 2012 et 11 sièges. La venue vendredi pour le dernier meeting de campagne de Nicolas Sarkozy n'aura guère permis de freiner la chute du PP. A gauche, les socialistes du PSC (12,8 % et 16 sièges) et l'alliance entre Podemos et la Gauche Unie réalisent de mauvais scores. Cette dernière alliance, notamment, fait moins bien que la seule Gauche Unie en 2012 (8,9 % contre 9,9 % en 2012). C'est donc une nette défaite qui s'explique par la forte poussée de la CUP indépendantiste qui gagne 5 points et 7 élus.

Le processus de séparation sera-t-il lancé ?

Que va-t-il se passer à présent ? Certes, Junts Pel Sí n'a sans doute pas obtenu le triomphe de l'indépendantisme qu'il souhaitait. Son score est assez décevant puisque ses deux principaux partis, ERC et CDC, avaient 68 députés en 2012. Mais les deux listes indépendantistes obtiennent plus de 2 millions de voix, plus que le "oui" à la consultation du 9 novembre sur l'indépendance. Et si l'absence de majorité de voix ne donne pas le droit à ses listes à lancer une déclaration unilatérale d'indépendance, l'existence d'une majorité parlementaire grâce à la poussée de la CUP autorise le lancement du programme des partis sécessionnistes : une feuille de route débouchant sur un référendum sur l'indépendance d'ici 18 mois. La tête de liste de Junts Pel Sí, Raul Romeva a ainsi indiqué dimanche soir à Barcelone que « nous disposons d'une légitimité pour faire ce que nous voulons faire. » Si l'indépendance n'a pas eu la majorité ce dimanche 27 septembre, le programme indépendantiste a nettement gagné.

En réalité, le programme de Junts Pel Sí n'est pas celui de la rupture immédiate. C'est celui d'une rupture négociée et sanctionnée démocratiquement par un référendum. Ces élections plébiscitaires n'avaient pas vocation à déboucher immédiatement sur l'indépendance, mais bien à ouvrir la voie à un référendum reconnu par Madrid et l'Europe, comme en Ecosse voici un an. Il s'agissait d'obliger Madrid à sortir de sa position purement juridique qui lui permet un refus complet d'écouter cette volonté des Catalans de se prononcer sur leur avenir institutionnel.

Pourquoi un référendum peut être nécessaire

Mais ce référendum est-il encore nécessaire ? L'échec en voix des indépendantistes ce dimanche ne sanctionne-t-il pas la volonté de la Catalogne de demeurer au sein de l'Espagne ? Rien n'est moins sûr, car ces élections, fussent-elles plébiscitaires, ne sont pas l'équivalent d'un référendum « chimiquement pur. »

Parmi les listes que l'on classe dans le camp du « non », les différences sont notables sur le futur institutionnel de la Catalogne. Ciudadanos, le PP et le PSOE souhaite le statu quo, mais la gauche unioniste et les Démocrates-chrétiens (qui ont obtenu 2,5 % des voix) favorisent une évolution institutionnelle de la Catalogne et sont favorables à un référendum. Le « non » n'est donc pas un « bloc » et s'il existe aussi des différences dans le camp du « oui », ces différences ne portent pas sur la création de l'Etat catalan, mais sur sa gestion. Autrement dit, le résultat du « référendum plébiscitaire » n'est pas si clair qu'il y paraît. Le « non » de ce 27 septembre n'est pas un accord pour le statu quo qui n'obtient que 40 % des voix.

Deuxième élément : malgré une campagne axée vers l'indépendance, nul ne peut affirmer que tous ceux qui ont voté pour les partis unionistes ne voteraient pas, dans un référendum pour l'indépendance. La présence d'une liste commune regroupant le centre et le centre-gauche a pu détourner quelques indépendantistes de Junts Pel Sí qui n'approuvaient pas cette alliance. Dans ce cas, ils ont pu choisir de voter pour un parti unioniste, plus proche de leurs convictions politiques. Compte tenu de la faiblesse de l'écart entre le « oui » et le « non », le doute autoriserait une « vérification » via un véritable référendum. C'est pourquoi les Indépendantistes vont pouvoir justifier l'application de leur programme.

La balle dans le camp de Madrid

La balle est désormais dans le camp de Madrid. Mariano Rajoy peut « continuer comme avant » et s'appuyer sur la majorité unioniste des voix pour maintenir sa politique sourde aux demandes catalanes. Il peut continuer à s'appuyer sur le Tribunal Constitutionnel pour briser juridiquement le mouvement catalan. Mais, jusqu'ici, cette stratégie n'a contribué qu'à renforcer l'indépendantisme, qui était ultra-minoritaire jusqu'en 2010. En agissant ainsi, il refuserait de reconnaître le désaveu qu'il a personnellement reçu ce dimanche. Le score du PP est un désaveu contre sa politique catalane, au-delà des options unionistes ou indépendantistes.

En ignorant le message des Catalans, Mariano Rajoy engagera aussi un bras de fer direct avec le gouvernement catalan. Or, l'élection de ce dimanche révèle un danger : la polarisation extrême de la vie catalane, incarnée notamment par la poussée de la CUP et de Ciudadanos, autrement dit de deux partis hostiles aux compromis sur la question de l'indépendance. Pour empêcher l'aggravation de la situation, Madrid doit donc s'ouvrir au dialogue. Les Catalans sont devenus indépendantistes après la décision du Tribunal Constitutionnel de rejeter le nouveau statut catalan, approuvé par les Catalans et les Cortès espagnols en 2006. Madrid doit pouvoir proposer un moyen de renforcer l'autonomie et la démocratie en Catalogne.

C'est cependant peu probable qu'il en soit ainsi, Mariano Rajoy n'a pas fait preuve de souplesse et il sera tenté de jouer l'unionisme comme un argument pour sa campagne nationale avant les élections du 20 décembre en Espagne. Dès dimanche soir, il a salué "la défaite fracassante" des indépendantistes. Autrement dit, entre le gouvernement espagnol et catalan, le fossé va continuer à se creuser et la crise catalane ne fait donc sans doute que commencer.

La responsabilité de l'Europe

C'est donc à l'Europe de se pencher sur la question. Là encore, les institutions européennes et les Etats européens auraient tort de s'en tenir à ce résultat en voix pour fermer le dossier. Ce serait oublier un peu vite la responsabilité européenne dans cette crise catalane. Car l'austérité imposée à l'Espagne dès 2011 a joué un rôle certain dans cette poussée indépendantiste. La poussée de la CUP le rappelle : beaucoup de Catalans voient désormais dans l'indépendance un moyen de défendre leur Etat-providence menacé par la politique de Madrid imposée par la « culture de stabilité » de la zone euro. Cette « culture de la stabilité » montre une nouvelle fois qu'elle est une source d'instabilité. Et c'est bien là où l'Europe ne peut se contenter de traiter l'affaire de Catalogne comme une simple affaire intérieure. Si la crise s'accroît, alors l'UE ne devra pas hésiter à intervenir. Elle devra cesser de regarder ailleurs en espérant qu'il ne se passera rien.

Les résultats complets sont disponibles sur le site du gouvernement catalan. latribune.fr 27.09

[Haut de page ↗](#)